



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13810 - 4,50 F

MERCREDI 18 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Nouvel avertissement à M. Honecker

LA semaine dernière, après plusieurs jours de manifestations à l'occasion du quarantième anniversaire de la RDA, le drapeau de Leipzig avait été le drapeau qui avait obligé le régime communiste à accepter d'ouvrir un débat public sur les réformes à entreprendre. Le lundi 16 octobre, les cent et quelques mille personnes qui sont à nouveau descendues dans la rue de la deuxième ville d'Allemagne orientale, ont lancé au régime un nouvel avertissement : il serait dangereux pour lui de jouer sur les nerfs en cherchant à tergiverser pour mieux éviter toute remise en question.

En une semaine, le nombre des manifestants de Leipzig a donc presque doublé. Près d'un cinquième de la population de la ville était dans la rue. Cela signifie que la peur s'évanouit, que des solidarités nouvelles se créent, qui se retrouveront demain dans les ateliers et dans les bureaux. Si depuis quelque temps déjà il était devenu plus courant dans certaines organisations du parti, notamment de la jeunesse ou des milieux intellectuels, d'exprimer des critiques, la règle générale restait encore de se méfier du voisin.

EN décidant, la semaine dernière, d'ébaucher une autocritique et de reconnaître la nécessité de s'interroger sur les départs massifs à l'Ouest, le bureau politique a amorcé une révision délicate par rapport à la ligne défendue deux jours plus tôt par M. Erich Honecker lors des célébrations du quarantième anniversaire. Ce tournant a suscité qu'une majorité au moins des dirigeants, vivement encouragés par les Soviétiques à sauter le pas, est désormais consciente des risques qu'il y a à vouloir à tout prix maintenir le couvercle sur la marmite.

Le changement le plus notable a été l'ouverture, la semaine dernière, des colonnes de la presse, jusqu'alors réputées pour sa langue de bois, à un débat assez large sur les raisons du mécontentement ambiant. Ce début de glasnost à l'allemande n'a cependant pas mis en cause le dogme majeur du régime : ce processus de discussion doit rester soigneusement encadré par le parti, et il n'est pas question que le monopole du pouvoir exercé par celui-ci soit contesté.

LES évolutions constatées ces derniers mois dans d'autres pays de l'Est, la Pologne ou la Hongrie, montrent qu'une fois l'élan donné il est difficile de freiner le mouvement. Le patron du syndicat officiel, M. Henry Tisch, membre du bureau politique, vient lui-même de tirer la sonnette d'alarme : « Le climat, actuellement, est très tendu, est devenu différent. L'ambiance a changé chez les collègues, a-t-il déclaré. Nous devons réagir. Sinon, d'autres le feront à notre place. »

Les dirigeants est-allemands devraient se rendre compte que le temps presse, même s'il existe encore des possibilités pour effectuer des changements en douceur. Compte tenu de la place centrale de la RDA en Europe et de la lancinante question allemande, personne n'a envie, ni à l'Est ni à l'Ouest, de se retrouver devant des situations incontrôlables. Tout autant l'Eglise protestante que les dirigeants de Nouveau Forum ne veulent ni révolution ni disparition de la RDA. Ils sont pour l'instant, entendus, mais leur autorité modératrice ne résisterait pas à un blocage du régime.

Lire nos informations page 5

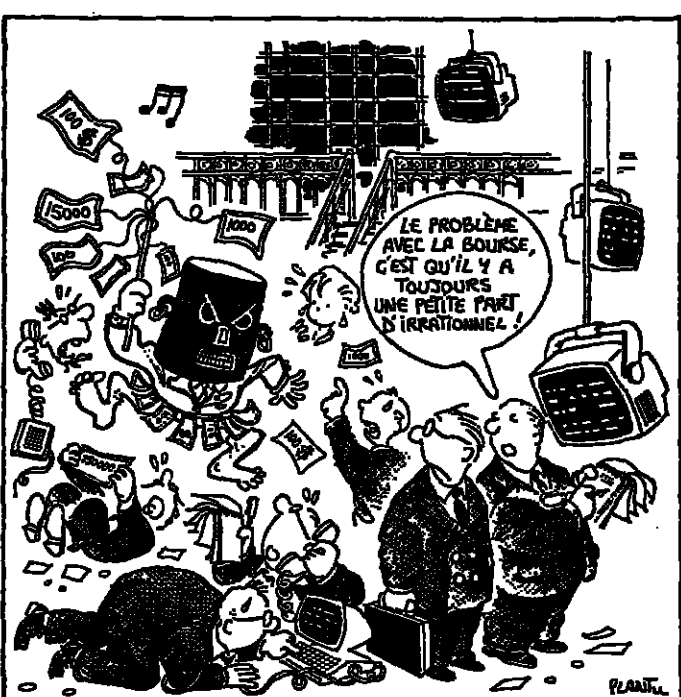
Détente sur les marchés financiers

La reprise de Wall Street a redonné confiance aux opérateurs européens. Le dollar remonte légèrement

Après la tourmente, lundi 16 octobre, la plupart des places financières européennes étaient orientées à la hausse. A Paris, la Bourse (en baisse de 6,9 % lundi) ouvrait en hausse de 2,1 %.

La détente en Europe faisait suite à celle enregistrée à New-York et à Tokyo. A Wall Street, les actions gagnaient 3,4 % lundi après la chute de 7 % de vendredi. Mardi, la Bourse de Tokyo a gagné 1,5 %. Sur les marchés des changes, le dollar se redressait légèrement vis-à-vis de la plupart des grandes devises.

Lire les articles de nos correspondants à New-York, Londres et Francfort, en entretien avec M. Lescage, de la Banque Bruxelles-Lambert, page 29 ainsi que nos informations page 48 - section C



Un entretien avec M. Soares

« L'Europe a apporté un grand élan au Portugal dans tous les domaines »

Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, est arrivé lundi 16 octobre à Paris pour une visite d'Etat de cinq jours, qui le conduira également à Lyon et à Bordeaux.

M. Soares a eu lundi son premier entretien en tête à tête avec M. Mitterrand, et devait être reçu à déjeuner mardi par M. Michel Rocard. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le chef de l'Etat portugais estime, notamment, que l'Europe a apporté au Portugal « un grand élan dans tous les domaines ».

« Quel est le message que vous souhaitez délivrer en France à l'occasion de votre visite d'Etat ? »

« Je veux faire passer en France une certaine image du Portugal. C'est le Portugal moderne, démocratique, progressiste, que je représente. C'est pour cela que je me suis fait accompagner non seulement des représentants des partis, des centrales syndicales, mais aussi de grands chefs d'entreprise, d'hommes de science, de recteurs d'université, d'artistes. Bref, de ce que nous avons de meilleur ; c'est pour que la France comprenne que le Portugal, comme l'a dit M. Mitterrand, est « un pays de vieille et grande culture ».

« L'image du Portugal, ici, c'est souvent celle des travailleurs immigrés. Ces travailleurs sont de bons ambassadeurs, intégrés dans tous les domaines de la vie sociale française, certains déjà de la deuxième ou de la troisième génération, certains devenus ici des hommes et des femmes de culture. Mais le Portugal, c'est aussi une vieille nation.

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON et CLAIRE TRÉAN Lire la suite page 6

La montée de la « nippophobie »

Les Américains, mais aussi les Européens, vivent de plus en plus l'expansionnisme nippon comme la menace d'un nouveau « péril jaune »

TOKYO de notre correspondant

Il y a désormais un « problème Japon ». Après avoir suscité l'admiration, ce pays est l'objet de réactions d'antipathie de la part de l'Occident qui, en retour, provoquent sur l'archipel des surcharges de néonationalisme. Il est toujours dangereux de faire dériver vers le registre de l'émotionnel, par nature difficilement contrôlable, des problèmes concrets (politiques ou économiques). C'est pourtant ce qui est en train de se produire dans les relations entre le Japon et l'Occident.

Est-ce parce que les Japonais ont « acheté une partie de l'âme des Etats-Unis », comme l'écrivait récemment Newsweek, que la réaction à l'acquisition par Sony de la maison de production Columbia attise l'entre-Atlantique des proportions proches de la panique ? Les Américains, sont plus que d'autres, attachés à leurs mythes, et le cinéma y revêt une valeur de symbole. Particulièrement Columbia, dont l'emblème est une statue de la Liberté. Mais le problème est ailleurs : lorsque le magnat de la presse am-

éricain Rupert Murdoch racheta une autre maison de production, 20th Century Fox, cette déposition resta du domaine de simples tractations commerciales.

Dans le même numéro, Newsweek publiait un sondage révélateur : les Américains estiment que le Japon représente désormais pour eux une menace plus grande que l'URSS. Le fait que la Columbia appartienne à des intérêts étrangers n'affecte pourtant en rien la sécurité américaine. Les Etats-Unis réagissent néanmoins comme si se profilait à l'horizon un nouveau Pearl Harbor (lieu de l'attaque de la flotte américaine par les Japonais en 1941) sous couvert du libéralisme économique.

La « nippophobie » dont témoignent articles et prises de position de politiciens, mais aussi d'intellectuels, aux Etats-Unis, n'est pas qu'un mal américain. Il gagne progressivement l'Europe, même si les réactions ont été jusqu'à présent plus timides.

PHILIPPE PONS Lire la suite page 7

La police, bon élève de l'Etat

Le gouvernement socialiste voudrait faire de sa modernisation un exemple pour les autres services publics

Un jour de mars 1880, Jules Ferry eut cette formule : « L'Etat enseignant et surveillant ». L'Etat enseignant, il en fit son affaire et l'œuvre des républicains. Un siècle plus tard, l'Etat surveillant serait-il en passe de devenir celle des socialistes ?

Œuvre prioritaire de la Troisième République, l'école devait instaurer durablement et incarner symboliquement le régime républicain. Promue récemment « laboratoire de la modernisation » par un premier ministre socialiste, la police doit montrer l'exemple à l'ensemble des services publics. Ebranlé par un libéralisme renaissant, bousculé par une demande sociale que l'offre d'école satisfait mal, l'Etat enseignant n'en finit pas de penser ses plaies. Hier bricolé, jamais systématisé, construit au gré des urgences, l'Etat surveillant n'en revient pas d'être aujourd'hui élu chantier symbolique de la modernisation de l'Etat tout entier.

En cette matière - et n'eût été la décentralisation - la réforme de la police pourrait fort bien, avec le recul, apparaître comme une œuvre majeure des deux

septennats de M. François Mitterrand. Car, en ces temps de critique du tout-Etat, laquelle des autres institutions étatiques pourrait soutenir la comparaison ? Depuis l'alerte des manifestations policières de juin 1983, sur fond de polémiques sécuritaires récurrentes et électoralistes, c'est peu dire que la police n'en finit pas de se transformer et de se remettre en question.

Une formation des personnels revue de fond en comble, une loi de programmation pluriannuelle 1985-1990, sans doute complétée lors de son échéance par une loi d'orientation, une réforme envisagée des structures territoriales, une réflexion sur l'architecture des corps et des carrières, une qualification et une déontologie accrues, l'émergence du concept de sécurité intérieure qui, en insistant sur les limites des réponses exclusivement policières, tend à faire naître, selon M. Pierre Joxe, un nouveau « civilisme ».

EDWY PLENEL Lire la suite page 14

De la Bastille à Tien An Men, la marche de l'histoire.

MAX GALLO

LES CLÉS DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Année après année, de 1789 à nos jours, les 200 événements majeurs de l'histoire du monde racontés et analysés.

A la fois récit, chronique, dictionnaire chronologique. Un livre majeur pour comprendre notre temps.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Les ouvriers de Peugeot face aux propositions de la direction

Un vote sur une augmentation de 400 francs pour les plus bas salaires
page 30 - section C

Les débats dans l'opposition

Réunion des députés du RPR, de l'UDF et de l'UDC pour examiner le fonctionnement de l'intergroupe
page 8

La crise du PCF

Le texte intégral de l'intervention de M. Fritsmen au comité central
page 10

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Ethique médicale

● Un entretien avec le président du conseil de l'Ordre
● Inquiétude de la communauté scientifique devant les commerces d'organes
pages 21 à 23 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

M 0147 - 10180 - 4,50 F
3790147004500 10180

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Bibliographie

Mendès France ou l'exercice solitaire de l'opposition

par Jacques Fauvet

Six ans après l'avènement de la Cinquième République, il le pensait encore et le disait solennellement aux étudiants de l'ESSEC : « Écoutez bien ceci : il n'y a pas un seul exemple dans l'histoire, ni en France ni dans aucun pays du monde, et à aucune époque, où une monopolisation du pouvoir entre les mains d'un seul homme — même s'il n'en fait pas un usage despotique et sanguinaire, — non, il n'y a pas d'exemple où une pareille concentration ne se soit pas terminée par un drame. » Cette conviction, cette prédiction, Pierre Mendès France — dont Gallimard publie la cinquième tome des œuvres complètes — la renouvellera jusqu'au départ du général de Gaulle. Et les événements faillirent bien lui donner raison par deux fois : en 1961, lors du putsch à Alger et en 1968, lors de la révolte des étudiants à Paris. Le drame était bien là. Mais, justement, le général, lui aussi, était là.

Ce n'est donc pas seulement la source du régime « imposé par les dévotionnaires et les militaires d'Alger » en 1958 : c'est sa nature même que condamne Pierre Mendès France. Et c'est aussi l'ensemble de la politique du général. Rien ne trouve grâce à ses yeux : ni bien entendu l'attitude à l'égard d'Israël, ni ce qu'il appelle « le pouvoir atomique d'un seul », ni le « Québec libre » qu'il tourne en dérision, ni « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » car il ne suffit pas de faire des discours

s'ils ne sont pas traduits en actes ni même précisément le discours de Phnom-Penh sur la guerre du Vietnam : il aurait voulu que le général prit ensuite son bâton de pèlerin et allât à Hanoi, à Washington, à Pékin, partout où l'on pouvait se battre pour la paix et où il aurait exposé sans relâche ses propositions, bref, il aurait voulu que de Gaulle fit du Mendès...

Pierre Mendès France condamne ainsi ce que la politique gaulliste pouvait avoir de plus original, de plus nouveau, de moins éloigné apparemment d'une politique de gauche. Mais que peut-on attendre d'un régime qualifié d'« état de fait nécessairement temporaire » ? Moins inattendus sont ses réquisitoires, qu'il prolongera sous la présidence de Georges Pompidou, contre la politique économique et sociale de la Cinquième République. Mais la contrepartie positive de la critique ne manque jamais chez Mendès France. Elle est particulièrement abondante dans ce cinquième tome. Correspondance, discours, déclarations, débats, articles — notamment la grande série parue dans le Monde des 10, 11 et 12 septembre 1971, — il y a là une matière, des arguments, des réflexions et développements qui tout à la fois éclairent lumineusement l'actualité et enrichissent la pensée économique (1). Pour lui, « la vie économique peut et doit être rationnelle », et il le démontre à chaque occasion en excellent pédago-

gue, avec une force de conviction qui a toujours été la sienne dans tout ce qu'il a dit et fait tout au long d'une carrière singulière et solitaire.

La solitude de Pierre Mendès France s'exprime dans sa répugnance à s'engager dans un parti qui n'aurait pas un véritable programme et qu'il ne contrôlerait pas étroitement ; il refuse non sans raison de revenir au Parti radical d'où il avait été chassé « dans des conditions ignominieuses » et, s'il adhère au PSU de Michel Rocard, les désaccords se multiplient jusqu'au jour où il donnera sa démission après 1968 : il mesure ses amitiés politiques à l'aune de la logique et de la loyauté. Longtemps il jugera sévèrement Gaston Defferre, jusqu'au jour où, constatant qu'il est « le seul à avoir tenu des propos compréhensifs et positifs » au plus fort des événements de 1968, il acceptera d'être son premier ministre au cas où le maire de Marseille serait élu président de la République en 1969. On sait ce qu'il en advint.

Le « mystérieux » Mitterrand

Déception qui en suivit une autre sur le cœur des événements de 1968 et constitue un des épisodes de ses difficiles relations avec François Mitterrand. En 1965, il a fini par soutenir sa candidature à l'élection présidentielle « car elle seule peut faire obstacle à une

aggravation du pouvoir personnel ». Mais il le trouve « un peu nerveux » lorsqu'il évoque « l'insuffisance de ses positions, improvisées pour les besoins de la campagne électorale ». En 1968, il lui en veut de ne pas l'avoir consulté avant d'avoir publiquement annoncé que, dans l'hypothèse où il deviendrait président de la République, il le choisirait comme chef de gouvernement ; il a attendu trente-six heures avant de le rencontrer et ce petit fait l'a tellement frappé qu'il le signale à plusieurs correspondants. Car si, dans la paix comme dans la guerre, Pierre Mendès France peut s'élever à des sommets d'énergie et de courage, il s'abaisse parfois à de petites querelles quand les règles qu'il s'est fixées à lui-même ne sont pas respectées.

Dès que François Mitterrand « a opéré un redressement inspiré de la gauche », les réticences tombent. Certes, le programme commun ne l'enthousiasme guère, qui « définit une orientation valable » ? C'est peu. Mais il accepte et s'incline devant l'accord intervenu entre le PS et le PC. Certes François Mitterrand est « un garçon secret et parfois mystérieux ». Mais il a toujours été « du bon côté de la barricade ».

Pierre Mendès France est-il « suicidé par l'orgueil » ? A cette question posée par un correspondant, il répond au début de ce cinquième tome, dans une

lettre du 29 septembre 1963 : « Je ne suis jamais déterminé dans mes décisions par les conséquences bonnes ou mauvaises qui pourraient en résulter pour moi. » On le croit volontiers. Ses refus et ses démissions témoignent pour lui. Ses exigences aussi.

L'intérêt de ce cinquième tome, comme celui des autres, est de juxtaposer des lettres où Pierre Mendès France se découvre et des études de fond qui sont d'une pensée stricte. C'est parce qu'il ne la retrouve pas ou pas suffisamment chez les autres qu'il se situe en marge. C'est là l'orgueil d'une pensée sûre d'elle-même, dont la source est une réflexion fondée sur l'analyse. A quoi s'ajoute le caractère. Ce n'est pas un hasard s'il n'a pu s'entendre durablement avec d'autres hommes de caractère, le général de Gaulle dès 1945, puis tard François Mitterrand. Le cinquième tome s'arrête — faut-il le rappeler ? — en 1973...

* Cinquième tome des œuvres complètes de Pierre Mendès France. Préparer l'avenir 1963-1973. Gallimard (874 p., 215 F.). Institut Mendès-France, 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

(1) Le cinquième tome s'achève par une nouvelle version de l'ouvrage que Mendès France avait écrit avec Gabriel Arnaud en octobre 1954, publiée en novembre 1973 sous le titre *Science économique et lucidité politique*.

Electronique, angoisse, écologie et participation

par Romain Jacoud

Ln'est pas sûr que le monde soit aujourd'hui plus dangereux qu'hier. Pourtant, le sentiment général est celui de l'existence d'un climat d'insécurité. Et ce climat entretient chez la plupart un état d'angoisse quasi permanent.

Au cours de ces dernières années, la société occidentale est passée du monde du vecteur de progrès acier et de l'approche-produit à l'univers du vecteur de progrès électronique et de l'approche-système. L'expression collective de notre angoisse semble coïncider avec cette substitution de vecteur de progrès.

La coïncidence est-elle fortuite ? S'il existe une relation de cause à effet, quelles en sont les conséquences profondes ? Tenter de répondre à ces questions, c'est aborder un sujet où la « réaction des tripes » l'emporte sur la « voix de la raison ». Angoisse ? Tout inconnu est une menace. Aller à sa rencontre est une prise de risque.

Plus notre environnement évolue vite, plus nos relations à nous-mêmes, à nos semblables, aux institutions, aux mécanismes, aux choses deviennent compliquées. Cette complexité nouvelle nous terrifie et nous paralyse.

L'individu devenu passif n'apporte plus rien au groupe humain dont il fait partie. Il oublie que « faire partie de » signifie « être un élément constitutif de ». Il rejette sur les « autres » la charge de constituer le capital humain, politique, économique et

financier dont il exige la redistribution.

Cette angoisse, la peur qu'elle exprime, le sentiment d'insécurité qu'elle entraîne et le désir de protection qu'elle alimente étaient, bien évidemment, ressentis dans le monde de l'approche-produit. En quoi, dans ces conditions, le passage à l'univers du vecteur de progrès électronique modifie-t-il les données du problème ?

Lendemain inconnu

Comme cela est toujours le cas, il y a eu un décalage entre le progrès et l'évolution culturelle des groupes humains amenés à assumer ces progrès. Mais l'accélération subite enregistrée au cours de la substitution du vecteur de progrès acier par le vecteur de progrès électronique a bouleversé le cours et le rythme des évolutions. Rien que sur le plan de la communication, quelques secondes suffisent pour affoler des millions d'individus, mais il faudra plusieurs minutes pour les rassurer.

Il existe aujourd'hui une différence notable entre la vitesse d'apparition des nouveautés et celle de leur assimilation par la majorité des individus. Le monde a moins évolué entre 1900 et 1945, soit en quarante-cinq ans, qu'entre 1945 et 1960, soit en quinze ans. Et que dire des évolutions intervenues entre 1960 et aujourd'hui ?

Notre société elle-même s'en est fragilisée. Elle est devenue plus

sensible que jamais aux diverses formes d'une peur ancestrale du lendemain inconnu. Mais cette peur, aujourd'hui, dépasse les individus isolés ou en groupe. Elle semble être devenue structurelle, c'est-à-dire élément de notre organisation sociale.

Notre humanité a pourtant connu des périodes de grandes peurs, les Sarrasins, les Huns, l'an mille, Genghis Khan... ou la ruine d'Orléans. Cependant, toutes ces peurs étaient intégrées à l'état culturel de leur moment. Elles étaient, en quelque sorte, proportionnées aux individus et à leurs dimensions psychologiques. Elles étaient moins pesantes parce qu'un monde de produits est, par essence, moins mouvant qu'un univers de systèmes.

Dans un monde d'approche-produit, le lenteur de l'évolution se traduit d'une attitude quasi générale de passivité. Elle ne présente pas ce caractère menaçant que prend aux yeux des personnels concernés l'introduction, par exemple, de l'informatique et de l'automatisation.

Accélération

Le monde du vecteur de progrès acier est un monde parcellisé où les groupes se définissent par leur fonction. Leur juxtaposition rappelle, d'ailleurs, l'organisation taylorienne du travail. A la limite, seuls les dirigeants et le bureau d'études sont en mesure d'avoir une vue synthétique de l'ensemble, et encore, ce n'est même pas toujours le cas.

Lorsque le vecteur de progrès électronique prend le pas sur le vecteur de progrès acier, l'évolution des modes de vie et des organisations sociales s'accélère. La répartition de données qui semblaient permanentes devient quotidienne. Une société ne se constitue qu'autour du travail, ainsi sa forme et son contenu colorent fortement son organisation. La conception, la fabrication et la commercialisation d'un système sont antinomiques du taylorisme. La division du travail prend un sens et un contenu très différents. Chaque groupe traite un système matériellement du début à la fin et doit en posséder, par conséquent, une vue globale.

Nous assistons aujourd'hui à un développement des réactions de groupe dans deux directions.

D'une part, une critique souvent à courte vue, et d'autant plus violente, de l'utilisation du progrès où point indubitablement comme le regret d'un Eden perdu. Cette explosion publique est lourde de l'angoisse qui l'alimente. Sa forme est toujours celle d'une accusation, et son expression, le refus. Au fond, aux yeux d'un grand nombre d'éco-

logistes, même s'ils en sont inconscients, l'Homme est indigne de confiance. La science et la technologie, aujourd'hui comme au Moyen Âge, sont des instruments diaboliques mis entre les mains d'individus irresponsables. La démonstration de l'angoisse collective prend souvent la forme de la « grande peur de l'an mille » et devient une pathétique tentative de garder les choses « comme avant ».

Née de l'ignorance

Au départ, toujours un problème tout à fait réel, et c'est l'honneur des écologistes de se battre pour qu'il soit collectivement perçu. A l'arrivée, pourtant, des remèdes souvent pires que le mal (pas de centrales nucléaires en RFA mais des forêts brûlées par les pluies acides, pas de pipe-line Nord-Sud en Alaska mais une marée noire catastrophique, des pots d'échappement catalytiques mais une probable pollution d'ozone, etc.) avec le rejet comme conséquence ultime.

Pourquoi, dans chacun de ces cas, chercher à jeter le bébé avec l'eau du bain ? Le pétrole pollue ? Pourquoi ne pas le remplacer par l'hydrogène ? Three Mile Island, Tchernobyl ? Pourquoi ne pas former mieux les hommes et les femmes qui mènent les centrales nucléaires ? La ville est tentaculaire, mais la lutte contre le béton rejette les travailleurs de plus en plus loin. Pourquoi ne pas utiliser le progrès pour inventer de nouvelles formes de travail ? La ville est polluée ? Pourquoi en rejeter la culpabilité sur la seule automobile ? Etc.

D'autre part, le désir de plus en plus clairement exprimé de la participation, qui ne se traduit encore, dans la plupart des cas, que par un refus de subir. Ce qui caractérise toutes ces démarches, c'est le rejet du message taylorien, immuable, incompréhensible et technocratique, pour ne pas dire théocratique.

Alors ? Dans sa simplicité fonctionnelle, le produit parle de lui-même. Aussi sa présence constitue une information suffisante. La fourchette, la machine à écrire ou la machine à laver le linge n'ont jamais fait peur à personne. L'information nécessaire à leur usage est minime. Sa perception est quasiment immédiate.

Le système, par contre, est développé dans un environnement plurifonctionnel de services. Souvent très complexe, pour être mis en œuvre, il exige des échanges d'informations dans toutes les directions.

La peur naît de l'ignorance. Elle ne recule que devant l'échange d'informations. Rien de cela n'est

nouveau. Pourtant, tout est neuf. Tout est neuf parce que le vecteur de progrès électronique a permis de rendre la communication interactive. Si le pouvoir est à celui qui tient le micro, chacun d'entre nous aujourd'hui peut clamer son angoisse mais chacun, aussi, est en mesure d'exiger des réponses à ses interrogations.

Un individu ou un groupe sont d'autant plus réceptifs qu'ils sont

rassurés. Au départ révélateur de notre permanence angoissée, le vecteur de progrès électronique nous permettra, peut-être, de l'exprimer et, dans ces conditions, d'en affaiblir les conséquences individuelles et collectives.

► Romain Jacoud est professeur à l'université Paris-VII et conseil en stratégie.

LES HÉRITIERS SUR LE GRILL



N'omettant jamais le poivre ou le fil de citron, Colombani et Lhomme se penchent sur cette génération de quadragénaires de droite ou de gauche qui sont en train de prendre les commandes de l'état.

Gilles Bresson - Libération

Flammarion

TRAIT LIBRE



مكتبة الأصل

ÉTRANGER

... Le Monde • Mercredi 18 octobre 1989 3

COTE-D'IVOIRE : vingt-neuf ministres au lieu de trente-neuf

Concentration des pouvoirs dans le nouveau gouvernement

Le président Houphouët-Boigny a procédé, lundi 16 octobre, à un remaniement ministériel qui se traduit surtout par la concentration des pouvoirs en matière économique.

ABIDJAN

correspondance

En réduisant l'effectif de ses ministres de trente-neuf à vingt-neuf, le président Félix Houphouët-Boigny, âgé de quatre-vingt-cinq ans, n'a pas été aussi loin que le souhaitaient le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, mais en conservant vingt-neuf membres de son ancienne équipe, il a finalement répondu à la logique du « changement dans la continuité ».

Annulé depuis deux semaines, le remaniement ministériel a surpris par certains détails, mais également par le maintien dans leurs fonctions de plusieurs ministres décriés par l'opinion publique. Les trois responsables chargés de l'éducation (donnés partants) sont toujours en poste et ont à gérer une rentrée scolaire particulièrement difficile cette année.

Le nouveau gouvernement est marqué par le départ de treize personnalités, l'entrée de trois nouvelles et le regroupement de plusieurs ministères. M. Moïse Kouamou Koffi, ancien ministre du budget, est désormais à la tête d'un « superministère » chargé de l'éco-

nomie, du budget et des finances, ceci « afin que tous les problèmes relatifs à la dette intérieure et extérieure aient qu'à la recherche de financement relèvent d'une seule et même personne », a précisé le nouveau ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, M. Auguste Miremont.

L'accent sera mis sur une meilleure information au sujet du travail gouvernemental, a précisé, en privé, le président Houphouët-Boigny, qui a ramené l'ancien ministre de l'Information, M. Laurent Dona Fologo (dans l'équipe gouvernementale depuis quinze ans).

Les liens sont renoués avec le FMI et la Banque mondiale

La deuxième personnalité à entrer dans le gouvernement est le professeur Alain-François Ekra. Cet homme de quarante-neuf ans, directeur de l'Institut de cardiologie d'Abidjan, succède au professeur Alphonsse Djedje Madji au ministère de la santé. Le troisième nouveau venu est M. Guy-Alain Gauze, ministre délégué à la présidence, chargé des matières premières. Inconnu du grand public, M. Gauze ne l'est pas des milieux financiers, puisqu'il avait été dépeché de longue date par M. Houphouët-Boigny à Londres pour y surveiller les marchés mondiaux et les organisations interna-

tionales du cacao et du café, les principales exportations ivoiriennes.

Les observateurs notent avec surprise le départ de M. Denis Bra Kanon, ministre de l'Agriculture depuis 1977. Il avait pourtant été un farouche partisan d'une baisse des prix d'achat garantis aux planteurs ivoiriens pour tenter de sortir le pays de la crise financière dans laquelle la baisse des cours l'a plongé.

Après avoir suspendu, il y a deux ans, le remboursement de sa dette, la Côte-d'Ivoire renoue avec le FMI et la Banque mondiale. Les institutions financières internationales et la France proposent un aide, l'an prochain, de 3,5 milliards de dollars. Paris, par l'intermédiaire de la Caisse centrale de coopération économique, ajoutera une contribution de 200 millions de dollars sous forme de prêts d'ajustement structurels.

Les bailleurs de fonds souhaitent une réduction drastique du train de vie de l'Etat. La présence de deux « superministres », l'un chargé de l'économie et l'autre des matières premières, suffira-t-elle à rassurer les partenaires de la Côte-d'Ivoire ? Rien n'est moins sûr. Désormais, le pays doit réduire sa masse salariale. C'est la lourde et difficile tâche qui attend le nouveau gouvernement avant les élections générales prévues pour octobre 1990.

ROBERT MINANGOY

ANGOLA : lors de ses entretiens en France

Le président Mobutu serait parvenu à relancer les négociations

Depuis sa résidence du midi de la France, le président Mobutu semble être parvenu à relancer les négociations sur l'Angola. Il a demandé à toutes les parties de s'abstenir de déclarations publiques. Le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, a annulé le séjour qu'il avait prévu de faire à Paris et à l'occasion duquel il devait notamment être reçu mercredi 18 octobre dans une salle de l'Assemblée nationale par l'Association France-Angola.

Le chef de l'Etat zairais avait rencontré, lundi, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, dans le prolongement de ses entretiens avec M. Savimbi et Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines. Selon les impressions qu'a confiées M. Cohen à un responsable français, MM. Mobutu et Savimbi « se sont réconciliés ».

Une explication était pour le moins nécessaire depuis le mois d'août. Après avoir accepté de servir la main de M. José Eduardo dos Santos, chef de l'Etat angolais, lors d'un sommet africain organisé en juin par le président zairais, le chef de l'UNITA s'était élevé contre l'interprétation donnée ultérieurement à l'accord de cessez-le-feu dont Kinshasa s'attribuait le mérite.

Contestant les informations selon lesquelles il aurait accepté de se retirer de la partie, au moins momentanément, pour quelque exil doré, celui dont les troupes contrôlent plus d'un tiers du territoire angolais déclarait le jour de ses cinquante ans que « personne, ni Américain, ni Sud-Africain, ni Mobutu », ne pourrait l'obliger à se prêter à une telle solution.

Evolution des alliés traditionnels

Homme tenace, mais fin politique, M. Savimbi craint moins les manœuvres de certains présidents africains acquis au régime de Luanda — tels ceux du Zimbabwe et de la Zambie — que l'évolution de ses alliés traditionnels. Il sait que le désir d'en finir avec les conflits régionaux est aussi grand chez les Américains que chez les Soviétiques, qui poussent Luanda à se montrer moins intransigeant que naguère. Il n'ignore pas que le président sud-africain De Klerk, soucieux d'améliorer l'image de son pays, ne veut surtout pas passer pour un fauteur de troubles dans la région.

La prochaine indépendance de la Namibie rend de toute façon impossible l'acheminement d'une aide matérielle de l'Afrique du Sud à l'UNITA. A supposer qu'elle se prolonge, celle des Etats-Unis ne pourrait plus passer par le Zaïre en cas de brouille entre MM. Savimbi et Mobutu. Le chef de l'UNITA,

n'ayant pas les moyens de jouer longtemps les gènes, avait annoncé sa disponibilité pour une rencontre avec l'homme fort de Kinshasa en sortant d'un entretien avec le président Bush au début du mois.

Mais la prise en compte des réalités nouvelles n'a rien élevé à la détermination de celui qui, après une époque maotiste, incarne une image libérale du nationalisme africain. Au cours d'une conférence de presse au Capitole, le 4 octobre, il a invoqué « les vœux de la démocratie soufflant à travers le monde » — de la Pologne à l'Algérie — pour réclamer des élections libres en Angola. Pour la satisfaction de cette demande, à laquelle Washington peut difficilement trouver à redire, il préconise récemment un cessez-le-feu effectif sous le contrôle d'une commission regroupant les autorités de Luanda, l'UNITA, le Zaïre et d'autres pays africains.

Pour parvenir à leurs fins en Angola, les Américains jouent la carte Mobutu, qu'ils connaissent bien et depuis longtemps. Mais d'autres chefs d'Etat africains sont un peu agacés par la présence du président zairais à remplacer M. Houphouët-Boigny, diminué par l'âge, dans le rôle de « sage » du continent. Le président Bongo, notamment, est partie prenante dans le processus en cours, et il voudrait organiser prochainement au Gabon un sommet pour la paix dans l'ancienne colonie portugaise.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Un groupe de fanatiques veut reconstruire le Temple

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ils veulent reconstruire le Temple. Pas n'importe où, bien sûr, mais à l'emplacement même du deuxième Temple que les légions romaines de Titus brûlèrent en l'an 70 avant de massacrer la population juive de Jérusalem. Le problème, c'est que ce site sacré du judaïsme, le mont du Temple, aujourd'hui dans la Vieille Ville, est aussi devenu le troisième lieu saint de l'islam, le « noble sanctuaire » des Arabes, où se dressent la mosquée el Aksa et le Dôme du rocher.

La difficulté n'impressionne pas les auteurs du projet, les fidèles du mont du Temple, un petit groupe de fanatiques. Pour rebâtir le Temple, disent-ils, il suffira de démonter les mosquées et de les reconstruire quelque part en terre d'islam : « Lors de l'emplacement de la vallée du Nil, on a bien déplacé les temples d'Abou Simbel... Quelques dizaines de « fidèles » avaient donc décidé, lundi 16 octobre, de « poser la première pierre du troisième Temple. Ils se sont approchés des remparts

en fanfare — et, pour certains, le pistolet-mitrailleur Uzé en bandoulière, — entonnant des chants religieux avec un fort accent de Brooklyn. En tête marchait leur chef, Gershon Solomon.

Le cortège entourait un camion qui transportait un bloc de rocher de 3 tonnes, taillé quelque part dans le désert du Néguev. La « première pierre » devait être déposée non loin du mur des Lamentations, ultime vestige du Temple d'Hérode. Mais la police veillait et a fermement repoussé les « fidèles » de peur qu'ils manifestent sur l'esplanade des mosquées et soulèvent la colère des musulmans.

Car la mascarade, qui avait lieu à l'ombre des célèbres remparts, cachait mal des intentions politiques beaucoup plus sérieuses. Appuyés par plusieurs députés de la droite nationaliste, les « fidèles » ne supportent pas que les autorités israéliennes aient, depuis 1967, laissé les 12 hectares de l'esplanade des mosquées sous la tutelle du Waqf, le Conseil suprême islamique, affilié à un ministre jordanien. Pour Gershon Solomon, il est inconcevable que ce lieu « reste entre les mains de l'ennemi ». Le débat ne suscite qu'indifférence chez la plupart des Israéliens, pas chez les Palestiniens.

A l'heure du soulèvement, la mosquée érigée par Saladin en affrontement général. Au passage du cortège, un Palestinien assurait : « Les musulmans ne permettront jamais que les juifs déposent cette pierre sur l'esplanade. » Les juifs orthodoxes, qui, ce matin-là, priaient sereinement au mur des Lamentations, ont, eux aussi, dénoncé la « provocation » organisée par Gershon Solomon : il est sacrilège, disent-ils, de vouloir reconstruire le Temple avant la venue du

Messie. Pour des raisons plus terre à terre, le très sage et très laïc Teddy Kollek, maire de Jérusalem, a également stigmatisé le groupe des « fidèles », accusé de faire de la provocation et d'appartenir à ces « faux messies qui ont jamais provoqué que catastrophes au sein du peuple juif ».

Teddy Kollek savait ce dont il parlait. Au moment même où le cortège des « fidèles » du mont du Temple acheminait sa première pierre, d'autres pierres étaient lancées par des lycéens palestiniens. Apparemment décidés à contre-manifester, ils affrontaient les forces de l'ordre à une autre porte de la Vieille Ville : cinq policiers et une dizaine de jeunes gens ont été blessés.

ALAIN FRACHON

ÉGYPTE : la rencontre de Marsa-Matrouh

MM. Mubarak et Kadhafi privilégient le règlement de questions pratiques

LE CAIRE

de notre correspondant

Les ressortissants égyptiens et libyens pourront dorénavant se rendre en Libye et en Egypte munis d'une simple carte d'identité. Tel est le premier résultat pratique de la visite du chef de la révolution libyenne dans la ville balnéaire égyptienne de Marsa Matrouh (300 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie) où il a eu un tête à tête de trois heures avec le président Mubarak.

Le bouillant colonel Kadhafi devenu pragmatique. Telle est en tout cas l'impression qu'il a lais-

sée au terme de sa brève visite en Egypte. Le chef de la révolution libyenne a en effet exprimé le souhait de voir « la paix, la sécurité et la compréhension » régner au sein de la nation arabe. Il a souligné, au terme de son tête-à-tête avec le président Mubarak : « Le monde doit écouter notre voix qui est celle de la paix, de la libération et de l'unité ». « Nous ne souhaitons pas traverser la mer pour aggraver un autre Etat mais nous rejetons tout agresseur étranger tentant de nous imposer sa main mise », a ajouté le numéro un libyen.

Il a d'autre part estimé que sa visite en Egypte « était de bonne augure et renforçait l'espoir de réunification de la nation arabe ». « Nous ne tomberons plus dans le piège des ennemis qui veulent nous rouler et cherchent à diviser pour mieux régner », a-t-il conclu.

Le président Mubarak, qui a qualifié de « constructif » ses pourparlers avec le chef de la Jamahiriya libyenne, a confirmé que le pragmatisme a prévalu en indiquant que « les deux parties ont fait preuve de compréhension et que le discours était logique et raisonnable ». Le rai a ajouté que les deux parties étaient « convaincues que la solidarité arabe devait prévaloir sur toutes les divergences pour ne pas faire face à des situations difficiles dans l'avenir ». Une manière implicite d'indiquer que les deux chefs d'Etat ont fait l'impasse sur leur principal différend, le traité de paix avec Israël, dont le colonel Kadhafi exigeait il y a un an encore l'abrogation comme condition préalable à la réconciliation.

En ce qui concerne les relations entre les deux pays, rompues à la suite de la visite du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977, le rai a indiqué qu'elles « reviennent à la normale ». Il a toutefois précisé que la question du rétablissement des relations diplomatiques n'avait pas été évoquée, « le président Kadhafi estimant que la Libye et l'Egypte ne faisaient qu'un seul et même pays ». Il a ajouté que les entretiens sur les relations bilatérales, la question palestinienne et le problème libanais se poursuivraient mardi à Tobrouk.

Les deux hommes d'Etat sont, par ailleurs, convenus d'accroître leur coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'électricité. La coopération égypto-libyenne dans le domaine agricole a commencé depuis plusieurs mois, et Le Caire a dépêché en Jamahiriya plusieurs agronomes spécialisés dans la bonification des terres, la lutte contre les maladies du bétail et les crickets pèlerins. Une coopération d'autant plus active que l'Egypte craint de voir son bétail atteint par un parasite mortel sévissant en Jamahiriya et transporté par une variété de mouches originaires d'Amérique du Sud.

En Cadillac blanche

Le colonel Kadhafi était arrivé, peu avant midi à Marsa Matrouh, après avoir traversé les 200 kilomètres séparant la frontière de la station balnéaire, en Cadillac blanche. Après avoir traversé l'avenue principale de l'ancienne ville de pêcheurs d'éponges, il a reçu un accueil officiel à la base aérienne de Marsa-Matrouh, cette même base d'où des appareils égyptiens avaient décollé pour pilonner les installations militaires libyennes en juillet 1977, lors de l'expédition punitive ordonnée par Sadate « pour mettre un terme aux attentats commandités par Tripoli » dans la vallée du Nil.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Des troupes libyennes à la reconquête du régime somalien, selon le MNS. — Le colonel Kadhafi a envoyé au moins sept cents militaires libyens à Mogadiscio au cours des dix derniers jours pour tenter de « sauver le régime du président Siyad Barre d'un effondrement imminent », affirme le Mouvement national somalien (MNS) dans un communiqué diffusé à Londres. Selon le mouvement rebelle, des pilotes, des équipages de tanks et des artilleurs sont déjà arrivés dans le nord du pays pour participer aux combats. Le port de Mogadiscio a été fermé pendant trois jours pour permettre le débarquement d'« équipements militaires lourds » en provenance de Libye, dont des blindés et des milliers de tonnes de munitions, ajoute le communiqué. — (AFT.)



UNE EDUCATION PHILOSOPHIQUE

Par André Comte-Sponville

On parle bien d'éducation sentimentale; pourquoi ne parlerait-on, un peu au même sens, d'éducation philosophique? L'esprit, non moins que le cœur, a son apprentissage, ses passions, ses égarements ou ses fidélités... C'est à peu près ce que ce livre raconte ou essaie d'expliquer.

Collection « Perspectives Critiques » dirigée par Roland Jaccard - 364 pages - 148 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

re de l'opposition

participation

LES HERITIERS SUR LE GUL

LES HERITIERS



EUROPE

GRÈCE : M. et M^{me} Papandréou à l'Elysée

Les conservateurs et les communistes dénoncent une ingérence dans la campagne électorale

ATHÈNES

de notre correspondant

La soudaine visite de l'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, à Paris, où il a déjeuné, lundi 16 octobre, à l'Elysée avec le président François Mitterrand, alors qu'en Grèce la campagne officielle en vue des élections générales du 5 novembre vient de commencer, a provoqué ici une vive émotion dans les rangs conservateurs et les rangs communistes.

Le président du parti conservateur (Nouvelle Démocratie), M. Constantinos Mitsotakis, s'est déclaré « surpris ». Il a indiqué qu'il avait refusé de voyager à l'étranger en cette période électorale. Dans son entourage, on parlait lundi matin d'« ingérence » dans les affaires intérieures de la Grèce. Selon un communiqué de la Nouvelle Démocratie, le « mystérieux départ de M. Papandréou est tragique », l'ancien premier ministre est une personne « aux abois », qui « compte piéger le président Mitterrand dans les élections grecques ».

La visite de M. Papandréou avait été annoncée samedi dernier par M. Mitterrand au ministre grec des affaires étrangères, M. Georges Papoulias, qui participait à Chartres à un conseil informel des Douze. Le président français lui avait dit que les entretiens qu'il aurait avec M. Papandréou

seraient « strictement personnels » et « évidemment sans aucune intention de la part du gouvernement français ou de son président de s'immiscer de quelque façon que ce soit dans les affaires intérieures grecques ».

Interrogé par la presse étrangère à Athènes, le président de la coalition de la gauche et du progrès (dominée par les communistes), M. Harilaos Florakis, a déclaré : « Je leur souhaite bon succès », au moment où M. Papandréou et sa jeune épouse, Dimitra, déjeunaient à l'Elysée avec M. et M^{me} Mitterrand. M. Florakis a ajouté qu'il n'attendait pas, lui, « de surprise venant de France, mais du peuple grec et de la Grèce ».

Dans les milieux socialistes d'Athènes, on estime que M. Mitterrand, qui a invité « personnellement » M. Papandréou, a voulu lui marquer son attachement au moment où le dirigeant socialiste grec doit faire face à une alliance gouvernementale inédite des conservateurs et des communistes et mener un combat électoral particulièrement difficile en tant que « suspect » dans plusieurs scandales politico-financiers. La majorité parlementaire sortante composée de la Nouvelle Démocratie et de la coalition de gauche a décidé ces dernières semaines de défer M. Papandréou devant une cour spéciale pour différents scandales. L'objectif est son élimination poli-

tique et l'éclatement de son parti, le PASOK, vers la droite et la gauche communiste. M. Papandréou n'a cessé ces derniers mois de dénoncer la « criminalisation » de la vie politique grecque organisée par la majorité ainsi que la confusion et l'impasse politiques. Ces arguments avaient attiré l'attention de M. Mitterrand.

Mikis Théodorakis
candidat de la droite

A Paris, M. Papandréou a continué, au cours d'une conférence de presse, que son voyage serait sans doute « positif » pour le PASOK. Il a une nouvelle fois souligné que les attaques contre sa personne étaient « très dangereuses pour les institutions démocratiques » de la Grèce. Il a par ailleurs indiqué que le PASOK allait rejoindre les rangs de « l'Eurogauche » et adhérer à l'Internationale socialiste.

Sur le plan électoral intérieur, le célèbre compositeur et ancien député communiste du Pirée, Mikis Théodorakis, qui avait amorcé son rapprochement avec les conservateurs avant les élections du 18 juin, a annoncé lundi qu'il serait candidat sur les listes de la Nouvelle Démocratie. La coalition de la gauche a indiqué de son côté qu'elle refusait une alliance électorale avec le PASOK pour quatre circonscriptions.

DIDER KUNZ

URSS : articles et propos « irresponsables »

M. Gorbatchev critique les journalistes

M. Mikhaïl Gorbatchev a sévèrement mis en garde, vendredi dernier 13 octobre lors d'une réunion à huis clos, un certain nombre de responsables de journaux et de personnalités politiques contre des articles ou des propos qu'il juge « irresponsables » ou dangereux dans la phase difficile que traverse actuellement la perestroïka. Ce sont des participants à cette réunion qui ont rapporté aux journalistes occidentaux la teneur de l'intervention du numéro un soviétique qui, contrairement à l'usage dans ce genre d'occasion, n'a pas été suivie d'une discussion.

M. Gorbatchev semble avoir été particulièrement agacé par un sondage publié le 7 octobre par l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* dirigé par M. V. Starikov et qui atteint, avec vingt millions d'exemplaires, le plus fort tirage de l'URSS — faisant apparaître l'académicien Andreï Sakharov, l'économiste réformateur Gavril Popov et l'ancien chef du PC à Moscou Boris Eltsine comme les personnalités les plus populaires en Union soviétique.

Le journal du gouvernement, les *Izvestia*, a également été critiqué, notamment pour un compte rendu d'une session du soviet suprême intitulé « La force des arguments ou l'argument de la force ». L'article a dépeint pour avoir divisé les députés entre conservateurs et progressistes, même si ces termes n'ont pas été explicitement utilisés.

M. Gorbatchev a fermement rappelé à l'ordre, d'autre part, l'his-

torien Iouri Afanassiev, l'un des cinq coprésidents du groupe inter-régional des députés progressistes, tout spécialement pour un article publié dans un journal de Sibirie. Selon le *Washington Post*, M. Afanassiev y écrivait en substance que le socialisme, sous sa forme présente, ne pouvait conduire nulle part. L'historien a déclaré à l'un de ses collègues députés, M. S. Starikovitch, qu'il craignait, à la suite de ces critiques, d'être contraint de quitter le parti et d'abandonner la direction de l'Institut des archives.

Cité encore par le *Washington Post*, le directeur d'*Ogoniok*, M. V. Korotich, a paraphrasé les propos de M. Gorbatchev en disant que ce dernier avait comparé les auteurs de commentaires excessifs à des gens qui allumaient une allumette au-dessus d'une flaque d'essence.

Le rédacteur en chef des *Izvestia*, M. Ivan Laptev, a déclaré à l'AFP qu'« il ne fallait pas interpréter ce qui se dit au sujet de cette réunion comme une tentative de limiter la liberté des journalistes, au contraire ». « Le sens de l'intervention de M. Gorbatchev, a-t-il dit, est que la perestroïka se complique, les réformes politiques dépassant les réalisations économiques, et que, dans ces conditions, les journaux doivent être encore plus attentifs ».

Les journalistes des *Izvestia* ont précisé que leur rédacteur en chef les avait « calmement informés » samedi des critiques à leur égard. Les auteurs de l'article incriminé étaient présents lundi au Parlement pour continuer à rendre compte de ses travaux.

Les étranges aventures de M. Boris Eltsine

Moscou. — Le député ultra-réformiste de Moscou, M. Boris Eltsine, a été accusé de s'être fausement prétendu victime d'une tentative d'assassinat, par le ministre de l'Intérieur, M. Varlam Bakatine.

M. Bakatine a raconté, devant un Parlement médusé, que M. Eltsine s'était présenté le 28 septembre, vers minuit, complètement trempé, à deux policiers et leur avait affirmé que des inconnus l'avaient jeté dans la Moskova.

M. Eltsine a pris la parole peu après M. Bakatine. Il n'a démenti aucun des propos du ministre, et a indiqué que personne n'avait essayé de l'assassiner. Le député de Moscou a cependant refusé d'entrer dans les détails. En réponse aux huées de bon nombre de ses collègues, il s'est contenté de déclarer : « C'est ma vie privée ».

De son côté, M. Mikhaïl Gorbatchev a indiqué que le

présidium du Soviet suprême venait d'entendre M. Eltsine. « Interrogé sur les déclarations des deux policiers [dont le ministre de l'Intérieur, M. Eltsine a déclaré devant le présidium qu'il avait peut-être piégé] et qu'il avait été mal compris », a précisé le chef de l'Etat.

M. Gorbatchev a justifié la lecture du rapport des policiers devant le Parlement par le fait que les rumeurs sur un attentat se sont étendues au-delà de Moscou et qu'il « fallait prévenir toute spéculation politique ».

Déjà, le mois dernier, une vive polémique avait éclaté après la reprise par la *Pravda* d'un article du journal italien *Repubblica* faisant état du penchant pour l'alcool de M. Eltsine lors de son voyage aux Etats-Unis (le *Monde* du 20 septembre). — (Reuter, AFP.)

■ TURQUIE : un diplomate saoudien gravement blessé dans un attentat. — Le directeur du service de comptabilité de l'ambassade d'Arabie saoudite à Ankara, M. Abdurrahman El-Chirevi (trente-deux ans), a dû être amputé des deux jambes à la suite d'un attentat à la bombe lundi 16 octobre, a annoncé la police. Un engin à retardement qui aurait été placé dans la voiture du diplomate a explosé alors qu'il se trouvait dans le véhicule devant sa résidence. — (AFP.)

■ Onze morts lors d'accrochages entre des militants kurdes et l'armée. — Huit séparatistes kurdes et trois militaires ont été tués au cours du week-end lors de confrontations entre forces de l'ordre et rebelles dans les provinces de Van, Siirt et Hakkari, dans l'est et le sud-est du pays. L'agence semi-officielle Anadolu, qui a rapporté ces événements mardi 17 octobre, indique que quelque 1 600 personnes auraient été tuées depuis la reprise des combats en août 1984. — (AFP.)

RFA

Mort de l'historien Martin Broszat

L'historien ouest-allemand Martin Broszat est mort samedi 14 octobre à Munich, à l'âge de soixante-trois ans des suites d'une longue maladie, a annoncé lundi l'Institut d'histoire contemporaine de la ville.

Directeur de cet institut depuis 1972 et professeur honoraire des universités de Constance et de Munich, Martin Broszat était connu pour ses

études sur le national-socialisme, notamment sur la politique du régime hitlérien à l'égard de la Pologne et des pays de l'Europe de l'Est. Il avait publié un ouvrage sur l'Etat hitlérien.

Né en 1926 à Leipzig, Martin Broszat a contribué à l'histoire mondiale du vingtième siècle et à l'histoire allemande des temps nouveaux, publiées en France en livres de poche.

-Ma banque est située très exactement entre le salon et la salle à manger.



Téleservice BNP. La BNP sur Minitel.

Votre banque confortablement chez vous. Le Téleservice BNP vous permet 24 heures sur 24 d'accéder directement à vos comptes BNP et d'effectuer à domicile toutes vos opérations bancaires courantes. En toute confidentialité. Il vous suffit de faire 3614 BNP. Vos 3 premiers mois d'abonnement gratuits, si vous vous abonnez avant le 30 novembre 1989*.

* Au lieu de 32,00 F par mois. Offre réservée aux particuliers s'abonnant pour la première fois. Coût de la communication Minitel : 0,13 à 0,37 F la minute.

BNP

C'est gagner.

مكتبة ابن بطوطة

EUROPE

RDA : la mobilisation en faveur des réformes

Plus de cent mille personnes ont manifesté à Leipzig

Le mouvement de contestation en RDA ne faiblit pas, bien au contraire. La manifestation maintenant rituelle du lundi soir à Leipzig a réuni, le 16 octobre, plus de cent mille personnes ; celles-ci se sont rassemblées sur la Karl Marx Platz, à l'issue de services religieux protestants célébrés dans cinq églises de la ville.

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

Fait nouveau, les manifestants portaient des banderoles et des portraits de Mikhaïl Gorbatchev. Les slogans repris en cœur par la foule, en plus des « Gorbi ! Gorbi ! », demandaient la libéralisation des voyages vers l'Ouest, le rétablissement de la circulation sans visas vers la Tchécoslovaquie, la liberté de la presse. La foule a défilé pendant près de deux heures et demi sans que la police intervienne. Selon le pasteur de l'église Saint-Luc, les agents de la Stasi ont cependant arraché au départ de la manifestation quelques banderoles par trop iconoclastes.

Pour la première fois, le journal télévisé allemand a brièvement informé les téléspectateurs de l'existence de cette manifestation dans son journal de 19 h 30, lundi soir, en notant que « les affrontements ont été évités grâce à l'attitude réservée des forces de sécurité ». L'agitation sous les formes les plus diverses a gagné l'ensemble du pays et ne semble pas près de se calmer. Outre Leipzig, des rassemblements massifs ont été notés dimanche à Halle et à Plauen, où vingt mille personnes ont défilé pacifiquement.

A Berlin-Est, la fronde gagne dans les milieux culturels et artistiques. Dimanche soir, devant plus de trois mille personnes rassemblées dans l'église de la Rédemption s'est déroulée une soirée intitulée « Rock contre la violence » ; celle-ci était animée par les chanteurs les plus célèbres du pays qui s'en sont donné à cœur joie pour closer au pilori les dirigeants du SED. La principale cible était

M. Kurt Hager, idéologue du parti, dont la conversion récente au réformisme verbal a été tournée en dérision. Personne ne prend au sérieux les propos d'un homme qui, pendant plus de vingt ans, a exercé une censure implacable sur les artistes et les écrivains.

Lundi, une assemblée générale extraordinaire de l'association des artistes de variétés a adopté une résolution très dure pour les gouvernants, accusés d'« ignorance profonde des réalités », en présence de M. Eberhard Aurich, secrétaire général de la FDJ (Jeunesse communiste). L'Union des écrivains s'est élevée de son côté contre les violences policières exercées le 8 octobre dernier à l'encontre des manifestants berlinois ; elle a annoncé son intention d'organiser une manifestation le 4 novembre prochain en faveur de la liberté de la presse.

Pendant ce temps-là, les médias officiels essayent tant bien que mal

de poursuivre leur mutation, laissant percer là une critique, ailleurs un point d'interrogation. Au journal télévisé de lundi soir, outre l'annonce de la manifestation de Leipzig, on pouvait voir un reportage sur une usine de construction mécanique où le secrétaire du parti local formulait de vives critiques sur son entreprise qui, selon lui, fonctionnait « au jour le jour » et qui aura bien du mal à accomplir le plan.

Les principaux dirigeants du SED gardent pour l'instant le silence, à l'exception de M. Harry Tisch, secrétaire général du syndicat FDGB et membre du bureau politique, qui s'inquiète de « l'atmosphère tendue qui règne dans les entreprises ». Il poursuit : « L'état d'esprit des travailleurs a changé. A cela, nous devons réagir. Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront à notre place ».

Les partis satellites, libéraux et chrétiens déconcertés, prennent quant à eux chaque jour plus

d'indépendance, verbale au moins. Le comité directeur de la CDU (Est) a demandé dans une résolution que les voyages vers l'Ouest soient facilités. Ce parti, dirigé par M. Gerald Götting, vice-président du conseil d'Etat, demande que « soit traduit dans la vie ce que disent le droit et la loi », que le droit de vote soit utilisé de manière stricte, que l'opinion publique se retrouve dans les médias et que les citoyens soient traités en adultes.

Comment vont réagir les maîtres du pays à cette vague de fond qui met l'ensemble de la société est-allemande en mouvement ? Le bureau politique du SED devait se réunir mardi, comme il le fait chaque semaine. On a maintenant l'impression que seuls des changements radicaux dans la ligne comme dans le personnel politique sont de nature à rétablir une situation bien compromise pour M. Honecker et ses amis.

LUC ROSENZWEIG

Un article de M. Adam Michnik

« Les Allemands ont le droit d'avoir un Etat correspondant à leur idée »

Dans un texte sur la question allemande publié par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, M. Adam Michnik, directeur du quotidien de Solidarité, *Gazeta*, et l'un des principaux têtes pensantes du parti du premier ministre polonais, constate que « la fin de l'ordre stalinien-bréjnevien en Europe centrale a paradoxalement renforcé en Pologne la peur obsessionnelle d'une nouvelle variante soviéto-allemande contre les intérêts de la Pologne ». « Comment cela peut-il évoluer ? », s'interroge-t-il. La réponse dépend beaucoup de savoir si un tournant radical dans les relations soviéto-allemandes est possible. Compte tenu du ton nouveau de la presse soviétique et de la nouvelle attitude par rapport au thème des citoyens soviétiques d'origine allemande, c'est tout à fait vraisemblable. Mais, du coup, cela éclaire d'une lumière nouvelle

le problème de la déstalinisation de la RDA.

« Le minimum polonais pour les relations germano-polonaises, estime M. Michnik, doit aujourd'hui être formulé de la manière suivante : la réunification allemande est l'affaire des Allemands eux-mêmes, mais également de toutes les nations qui ont payé avec leur sang pour l'effacement du III^e Reich. Elle dépend ainsi de la question d'une garantie que les Allemands ne puissent représenter une menace pour personne ».

C'est également notre devoir de dire que les Allemands ont le droit d'avoir un Etat correspondant à leur propre idée. Dire cela n'est pas seulement une obligation morale, mais correspond aussi à la raison d'Etat polonaise. En définitive, la situation anormale du peu-

ple allemand jette également une ombre sur l'ensemble des relations germano-polonaises (...).

M. Michnik reconnaît que, dans ce contexte, le problème des relations de la Pologne avec la RDA gagne en importance. Il souligne, sans développer, que la Pologne ne peut pas être intéressée au maintien d'un ordre stalinien à Berlin-Est. « Comme Polonoise, je ne peux croire, ajoute-t-il, que la RDA, bien que déjà vidée de son sang comme aucun autre pays d'Europe de l'Est, sera à la longue la seule région entre l'Elbe et la Vistule où seraient exclues toutes raisons et humanité au moment même où se dessine la « maison européenne commune ». Et si celle-ci parvenait à s'établir, comme une grosse virgule entre l'Est et l'Ouest, alors, estime-t-il, elle pourra également supporter une Allemagne réunifiée ».

ESPAGNE : la campagne pour les élections du 29 octobre

Le Parti socialiste se présente comme le champion du « progrès tranquille »

Le Parti socialiste, au pouvoir depuis sept ans, part grand favori dans la campagne pour les élections législatives anticipées qui auront lieu le 29 octobre. Face à une opposition droite divisée et à un Parti communiste ravivé mais toujours très minoritaire, il se présente comme le meilleur garant de la stabilité et du « progrès tranquille ».

MADRID

de notre correspondant

La campagne pour les élections législatives du dimanche 29 octobre, dont le coup d'envoi a été officiellement donné le 10 octobre, a commencé sans passion excessive. Serait-ce parce que le résultat, une fois de plus, semble acquis d'avance ? Tous les sondages s'accordent à indiquer que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) est en passe de remporter pour la troisième fois consécutive une confortable majorité.

Etonnant longévité électorale que rien ne semble en mesure de vraiment menacer ! Ni l'usure du pouvoir — deux législatures et près de sept ans de gouvernement —, ni l'agitation sociale de ces deux dernières années, ni la sainte alliance des partis d'opposition de gauche et de droite dans leur offensive contre le PSOE, ni les philippiques des syndicats comme du patronat contre la politique économique, ni les critiques féroces de la conférence épiscopale, ni la virulence anti-socialiste de la plupart des organes de la presse écrite. Rien n'y fait : le PSOE chevauche toujours allègrement en tête des préférences des électeurs.

« Nous sommes les seuls à incarner en même temps aux yeux des Espagnols les concepts de progrès et de sécurité », affirme le coordinateur de la campagne socialiste, M. Guillermo Galeote, pour expliquer le succès de sa formation. La « force tranquille » à la mode espagnole ? « Plus exactement le progrès tranquille », précise M. Galeote : un slogan efficace dans un pays qui, après quatre décennies de dictature immobiliste, a aujourd'hui soif de changement... mais sans risque !

La majorité absolue ?

Aussi le PSOE a-t-il entamé la campagne tranquille et sans stridence d'un parti qui se sait gagnant et qui affecte de contempler avec condescendance le brouhaha d'une opposition cherchant désespérément à renverser la vapeur. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, cultive à nouveau ce style qu'il affectionne d'homme au-dessus de la mêlée quotidienne. Le 19 octobre, il partira aux Etats-Unis afin de s'y entretenir avec le président Bush, avant de recevoir M. Mitterrand à Valladolid, quelques jours à peine avant les élections.

Un seul doute entache l'optimisme socialiste : si la majorité absolue semble à portée de main, elle n'est toutefois pas totalement

assurée, au vu des « fourchettes » des sondages. Telle est d'ailleurs la véritable inconnue du scrutin sur laquelle est centrée, de part et d'autre, une bonne partie des arguments de la campagne. Rappelant les temps révolus de l'instabilité chronique des gouvernements minoritaires centristes, le PSOE souligne que l'Espagne a aujourd'hui besoin d'une majorité stable pour affronter les rudes défis de demain, au premier rang desquels le marché unique européen. L'opposition souligne au contraire que la perte de la majorité absolue contraindrait les socialistes à renoncer à cette « arrogance » qui leur est si souvent reprochée et les obligerait à faire preuve de plus d'esprit de concertation.

Reste qu'il n'y a pas à non plus de véritable « suspense ». D'une part, parce que les socialistes ont déjà fait savoir qu'ils ratissent de peu la majorité absolue ils n'en gouverneraient pas moins en solitaires. Et de l'autre parce que aucune éventuelle coalition de partis d'opposition ne semble en mesure de leur damer le pion.

La principale formation d'opposition, le Parti populaire (conservateur), plafonne toujours aux environs de 25 % des intentions de vote, loin des 40 % attribués au PSOE. Son nouveau leader, le jeune José-Maria Aznar, — désigné il y a six semaines à peine par le « leader historique » du parti, M. Manuel Fraga, pour lui succéder, — cherche avant tout à se faire connaître des électeurs.

Le mécontentement syndical

Les perspectives ne sont pas plus encourageantes au centre. Le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez, végète aux alentours de 7 à 8 % des voix, victime de ses vaines idéologies. Après ses pactes municipaux avec le Parti populaire qui lui avaient coûté les voix de ses électeurs les plus à gauche, le CDS tente désormais de renforcer son image progressiste en tournant à l'occasion le PSOE sur sa gauche.

Il lui faut toutefois lutter avec un rival qui, lui, a le vent en poupe : la coalition gauche unie dominée par le Parti communiste, la seule formation d'opposition en franche ascension. Avec 9 à 10 % des suffrages, selon les sondages, les communistes pourraient, pour la première fois, dépasser le CDS et doubler leur représentation parlementaire, récoltant ainsi, en partie tout au moins, les fruits du mécontentement syndical.

Un mécontentement syndical qui reste d'ailleurs le principal motif d'inquiétude du PSOE. Sur tout si, comme tout le monde le pense, le gouvernement a décidé d'avancer les élections essentiellement afin de disposer d'un blanc-seing électoral lui permettant de mettre plus commodément en œuvre un plan de « refroidissement » de l'économie. Une autre bataille à gagner pour les socialistes, qui pourrait être plus acharnée que celle des urnes !

THIERRY MALINIAK

SUÈDE : l'affaire Raoul Wallenberg

Le KGB a « retrouvé » des documents ayant appartenu au diplomate

Il aura fallu près de quarante-cinq ans aux autorités soviétiques pour « retrouver » des documents ayant appartenu au diplomate suédois Raoul Wallenberg, enlevé le 17 janvier 1945 à Budapest par les Soviétiques au moment de l'entrée de l'armée rouge en Hongrie, alors qu'il avait sauvé des dizaines de milliers de Juifs hongrois de la déportation dans les camps nazis.

STOCKHOLM

de notre correspondante

Son passeport diplomatique, une pièce sans certifiant qu'il travaillait pour l'ambassade de Suède à Budapest, son permis de conduire, un carnet de notes, ainsi que quelques vieux billets ont été remis lundi 16 octobre à la délégation suédoise arrivée la veille à

Moscou, sur une invitation qui leur avait été remise le 10 août dernier par l'ambassadeur d'URSS à Stockholm, M. Boris Pankin.

Le hasard fait vraiment bien les choses : les documents en question venaient « juste » d'être retrouvés, le 20 septembre, parmi d'autres qui n'avaient rien à voir avec Raoul Wallenberg, « dans un sac », à l'intérieur même des locaux du KGB à Moscou. « Oui, c'est un miracle, constate, non sans ironie, M^{me} Sonia Sonnenfeldt, la secrétaire du Comité Raoul Wallenberg de Stockholm, mais nous n'étions pas véritablement surpris, car nous savions, avant de nous rendre à Moscou, qu'on nous remettrait des choses ayant appartenu à Raoul. Mais cela ne nous dit absolument rien de ce qui est advenu de lui après son arrestation. Les Soviétiques pensaient peut-être que nous nous contenterions de cela. Mais nous leur avons remis un dossier de témoignages de personnes qui l'ont vu, longtemps après sa

« mort » officielle, en juillet 1947, et ils ont accepté de nous recevoir de nouveau mercredi et vendredi, en nous assurant qu'ils entreprendraient des recherches sur la base de ces documents ».

Au cours de cette première entrevue, avec notamment le vice-ministre des affaires étrangères, M. Dmitri Nikiforov, et le directeur adjoint du KGB, M. Vladimir Pirogov, la délégation suédoise (qui comprend, outre M^{me} Sonnenfeldt, la demi-sœur de Raoul Wallenberg, M^{me} Nina Lagergren, son demi-frère, M. Guy von Dardel, ainsi que M. Per Anger, président du Comité Raoul Wallenberg et M. Vladimir Pirogov, un certain Smolov. Selon ce document, le « prisonnier Wallenberg » est décédé d'une crise cardiaque le 17 juillet 1947, et sa dépouille a été incinérée sans autopsie.

Les Soviétiques avaient officiellement communiqué cette information au gouvernement suédois en 1957, et ils se sont tenus depuis à cette version, pour eux définitive, de l'affaire. « Nous n'avons jamais accordé de crédit à ce document. Il ne s'agit pas de Wallenberg », déclarait pourtant M. Anger, lundi à Moscou. En effet, certains témoins affirment avoir vu le diplomate suédois à la fin des années 70 à l'hôpital de la prison de Vladimir, à quelque deux cents kilomètres au nord-est de la capitale soviétique.

La délégation devrait, durant sa visite qui s'achèvera dimanche 22 octobre, remettre à ses hôtes d'autres documents « désagréables pour eux, mais agréables pour nous », selon M^{me} Sonnenfeldt, qui n'en a pas précisé la teneur. Si Raoul Wallenberg est toujours en vie — ce que continuent d'espérer ses proches, — il aurait aujourd'hui soixante-dix-sept ans.

FRANÇOISE NIÉTO

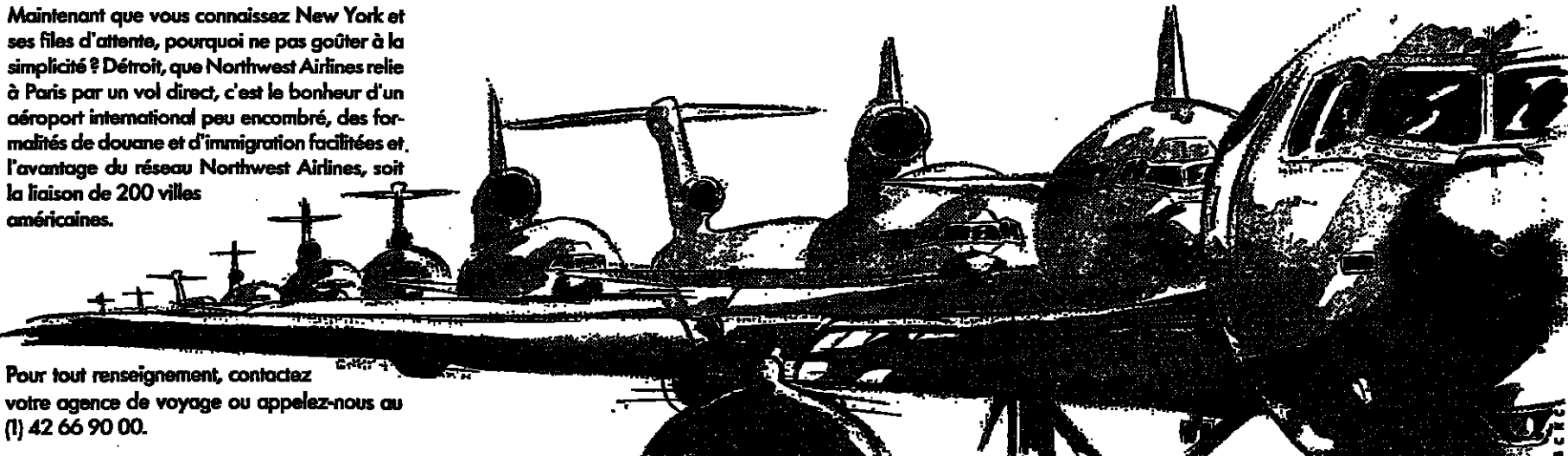
NORTHWEST

POURQUOI ATERRIR LE DERNIER A NEW YORK QUAND ON PEUT ÊTRE LE PREMIER A DÉTROIT ?

Maintenant que vous connaissez New York et ses files d'attente, pourquoi ne pas goûter à la simplicité ? Détroit, que Northwest Airlines relie à Paris par un vol direct, c'est le bonheur d'un aéroport international peu encombré, des formalités de douane et d'immigration facilitées et, l'avantage du réseau Northwest Airlines, soit la liaison de 200 villes américaines.

Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.

L'ESPRIT DE CONQUÊTE @ NORTHWEST AIRLINES



DNP
C'est gagner.

DIPLOMATIE

Un entretien avec M. Mario Soares

Suite de la première page

Le Portugal a les mêmes frontières depuis huit siècles. Sa langue est parlée par près de 200 millions de personnes dans le monde. Il y a beaucoup de domaines dans lesquels nous ne craignons pas la concurrence, même si nous avons des retards à rattrapper.

Il n'y a pas de contentieux entre le Portugal et la France. Nous soutenons les thèses françaises sur la construction européenne.

L'intégration de votre pays à la Communauté ne se fait-elle pas un peu à marche forcée, n'engendrant-elle pas des déséquilibres ?

Nous connaissons la quatrième année de croissance consécutive et un grand dynamisme industriel. Nos exportations marchent beaucoup mieux qu'on ne pourrait l'imaginer. Nous avons un taux de chômage de 4,5 %, la situation est bonne pour ce qui est des investissements et de la balance des paiements. Le seul problème que nous ayons, c'est l'inflation ; il est sérieux, mais je crois qu'on peut le contrôler. Ce que nous a apporté l'Europe, c'est un grand élan dans tous les domaines, scientifique, universitaire, mais aussi dans le domaine de la gestion et de la vitalité des entreprises.

Sur le plan social, est-ce que l'appartenance à la Communauté est déjà bénéfique et qu'en attend le Portugal ?

Depuis quatre ans, les résultats sont positifs dans tous les domaines. L'appartenance communautaire est un acquis qui n'est plus contesté par personne. C'est, avec l'ancrage de la démocratie, la décolonisation et l'aide au développement des pays lusophones d'Afrique, l'une des trois grandes zones de consensus au Portugal. Il y a quelques années, certains redoutaient le « terrible choc » qu'allait constituer pour nous l'entrée dans la CEE ; il n'est pas survenu, et tout le monde est content. A présent, certains disent que c'est 1992 qui sera terrible, mais je ne le pense pas, parce que le Portugal est déjà un pays ouvert. Les capitaux français, anglais, allemands, viennent, s'installent,

sont là. De même que les techniques et les marchandises.

Des écarts à combler

Le fait que la main-d'œuvre portugaise soit la moins chère d'Europe inquiète les syndicats du nord de l'Europe ?

Les salaires vont augmenter au Portugal, c'est inévitable. Nous le disons sans cesse à nos chefs d'entreprise : ils ne pourront pas éternellement compter sur cette main-d'œuvre bon marché. Le coût de notre main-d'œuvre devra s'aligner sur celui



M. Soares

des autres pays européens, faute de quoi nous connaîtrions une hémorragie de nos travailleurs, qui iraient chercher hors du Portugal de meilleurs salaires. Or nous connaissons déjà un fort déficit de main-d'œuvre, nous sommes déjà devenus des importateurs de main-d'œuvre. Il y a quelques années, les ouvriers du bâtiment en France étaient portugais ; maintenant, au Portugal, ce sont des Cap-Verdiens ou des Angolais.

Le Portugal a d'autres retards sur le plan social, la persistance, par exemple, du travail des enfants ?

Je viens justement d'inaugurer un séminaire organisé par

une de nos grandes centrales syndicales sur ce sujet. Des exemples effrayants de travail d'enfants de douze, treize, quatorze ans ont été effectivement donnés. Ces pratiques sont tout à fait illégales. Nous nous efforçons de lutter contre elles, et la dénonciation qui en est faite par les syndicalistes est approuvée par tout le monde ; des représentants du gouvernement participent à ce séminaire. C'est une pratique ancienne que nous nous efforçons d'éradiquer.

Dans un pays ibérique qui a ses propres problèmes d'adaptation, comment est perçue la priorité que donnent aujourd'hui les Douze aux relations avec les pays de l'Est et à l'aide à certains d'entre eux ?

Personne ne pense que cela pourrait avoir des effets négatifs chez nous. Une chose sont les aides communautaires dont nous bénéficions, une autre, l'aide que la Communauté tout entière, nous compris, accorde aux pays de l'Est. La question se pose peut-être vis-à-vis de pays du tiers-monde, d'Afrique ou d'Amérique latine, mais pas pour nous.

Ne pensez-vous pas que cette ouverture vers les pays de l'Est et les évolutions que connaissent ces pays pourraient avoir des répercussions sur la Communauté, freiner l'intégration ?

Non. Je pense, au contraire, qu'il faut accélérer l'intégration pour faire face à cette situation nouvelle dans les pays de l'Est. De ce point de vue, la présidence française a donné une nouvelle impulsion à la construction européenne dans les domaines économique, social et monétaire, dans celui de la préservation de l'environnement et de la lutte contre le trafic de drogue ; dans toutes ces directions des progrès sont faits.

D'autre part, je pense que le processus de réformes à l'Est, y compris en RDA, est inévitable, de même que le lien entre les deux Allemagnes est un fait dont nous devons tous être conscients. Face à ces évolutions, nous ne devons pas nous laisser gagner par la panique, mais au contraire

organiser les relations avec les pays de l'Est dans le cadre de la Communauté. Il ne faut pas laisser l'Allemagne fédérale seule ; toute l'aide aux pays de l'Est doit être encadrée par la Communauté.

Vers la paix en Afrique australe

Pensez-vous que l'Afrique australe va finir par bénéficier à son tour du mouvement général de règlement des conflits régionaux ?

La paix en Angola et au Mozambique est essentielle pour nous. Des efforts sont faits : des conversations ont eu lieu dans le sud de la France entre M. M. Mobutu et S. Savimbi, en présence de M. Cohen, le sous-secrétaire d'Etat américain pour l'Afrique australe. Le ministre des affaires étrangères du Luanda a aussi rencontré M. Mobutu. Plusieurs problèmes sont sur la table. Je pense qu'ils doivent se résoudre par une négociation directe entre Angolais. Nous, Portugais, sommes, bien sûr, intéressés, mais nous ne voulons pas nous en mêler sans qu'on nous le demande.

Qu'est-ce que le Portugal pourrait apporter à ces pays en cas de paix ?

Beaucoup de Cubains, pas seulement des militaires mais aussi des civils, quittent l'Angola. Pour le développement de ce pays, comme pour celui du Mozambique, les Portugais peuvent apporter une aide. Nous connaissons en effet ces deux pays, nous connaissons les hommes, nous avons là-bas des amis ; des entreprises portugaises sont déjà en train d'y travailler.

Les Portugais peuvent apporter beaucoup dans le domaine agricole, pour replanter le café, pour l'exploitation du bois, pour les transports publics... Mais pour ce type d'affaires, je fais confiance aux contacts directs entre les entrepreneurs portugais et les autorités de ces pays.

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON et CLAIRE TREAN

M. Mitterrand, la CEE et l'Europe de l'Est

De la réussite des pays de l'Europe de l'Est dans leur tentative de libéralisation et de reconstruction économique « dépendra celle de l'Europe tout entière », a déclaré, lundi 16 octobre, M. François Mitterrand lors du dîner qu'il offrait à l'Élysée en l'honneur du président portugais.

« Leur échec pèserait lourd pour tout le continent », a poursuivi le chef de l'Etat, l'Europe est notre patrie (...). Les événements en Europe de l'Est, en Union soviétique, secouent nos modes de pensée, bouleversent nos habitudes (...). et le renforcement des liens entre les pays de la

CEE sert la cause de l'Europe dans son sens le plus large.

« Les pays d'Europe centrale ont besoin que ceux de la Communauté affirment leur solidarité dans les faits, que notre Europe soit une économie ouverte et politiquement », a-t-il ajouté.

M. Mitterrand a déclaré par ailleurs que la France avait « accueilli avec satisfaction les gestes de réconciliation en Afrique du Sud ». Le président Soares a pour sa part estimé qu'il fallait « encourager et même appuyer » la politique menée par le nouveau président sud-africain, M. De Klerk, qui, selon lui, veut abolir l'apartheid.

■ Ouverture du sommet du Commonwealth. — Les chefs d'Etat et de gouvernement des quarante-neuf pays du Commonwealth se réuniront, mercredi 18 octobre, à Kuala Lumpur (Malaisie), pour leur sommet biennal. Celui-ci sera dominé, selon les observateurs, par les débats sur la coopération économique et commerciale, sur la dette

des pays en développement et sur l'environnement. L'attitude à adopter envers l'Afrique du Sud devrait également être au centre des discussions.

Ce sommet, qui durera une semaine, est marqué par le retour du Pakistan, après dix-sept ans d'absence. — (AFP.)

AMÉRIQUES

PÉROU

Vingt morts dans une embuscade

Une vingtaine de personnes ont été tuées, dimanche 15 octobre, dans une embuscade tendue à deux camions de l'armée péruvienne par des membres présumés du mouvement maoïste Sendero Luminoso (SL), selon l'AFP. L'attaque a eu lieu dans la zone forestière Ramal de Aspuzana, à l'est de Lima. Parmi les victimes figurent dix militaires et trois civils, ainsi que plusieurs civils, dont des femmes et des enfants, qui voyageaient dans les véhicules de l'armée. Le SL a tenté de s'emparer des deux camions, qui ont été attaqués à l'explosif et à la mitrailleuse lors d'un combat qui a duré plus de deux heures. Les attaques du Sendero Luminoso ont fait deux cent dix victimes depuis le début du mois d'octobre.

Par ailleurs, notre correspondant à Lima nous indique qu'une personne a été tuée lors de confrontations entre l'armée et des policiers en grève dans la capitale péruvienne, lundi 16 octobre. La tête recouverte d'un passe-montagne, des policiers appartenant au mouvement semi-clandestin Peuple combattant en uniforme ont manifesté dans le centre ville, tirant des coups de feu en l'air et incendiant des autobus. Ils présentaient un cahier de revendications de vingt et un points, demandant notamment des augmentations salariales. Au cours des affrontements, un passant a été tué accidentellement, et trois manifestants ont été blessés.

ASIE

CHINE : le report du plénum du comité central du PC

Les divergences demeurent vives entre dirigeants

L'empoignade entre clans rivaux sur les orientations à imprimer au pays et les responsabilités personnelles de leurs chefs dans la crise du printemps ont entraîné le report d'un important plénum du comité central du parti initialement prévu pour le début du mois.

PÉKIN

de notre correspondant

Le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, dans une interview à l'agence japonaise Kyodo, dont la presse officielle pékinoise a publié la teneur mardi 17 octobre, a déclaré que le plénum se tiendra « à la fin de ce mois ou au début du mois prochain ».

Ce flux confirme que les divergences demeurent vives entre ceux qui voudraient revenir à une économie fortement centralisée accompagnée d'une reprise en main politique énergique, et ceux qui souhaitent modifier les effets de la crispation politique tout en conservant l'essentiel des choix économiques — ouverture, décentralisation, réforme — de M. Deng Xiaoping. Le résultat est que la cacophonie est complète.

Dans ce contexte, l'appel à la purge lancé au cours du week-end dernier par le comité municipal du parti communiste chinois pour Pékin constitue une étape. Il s'agit d'une sorte de procédure d'urgence : chacun des membres du parti dans la capitale, en particulier les cadres et responsables, devra se réinscrire personnellement après avoir procédé à un examen de conscience sur son comportement face aux « troubles contre-révolutionnaires » et à la répression. Aux cadres les plus « hostiles et anti-parti » (les partisans les plus ouverts de l'ancien secrétaire général, M. Zhao Ziyang, évité pour libéralisme), le régime promet l'expulsion sans autre forme de procès, tandis que « la majorité écrasante » des mal-pensants sera seulement l'objet de « rééducation » — entendre : endoctrinement intensif.

L'autre volet de ce projet d'épuration, secondaire dans la présentation de la circulaire, est la campagne contre la corruption : les responsables coupables d'indélicatesse matérielle seront « sévèrement punis ». Enfin — et cela est plus inquiétant pour des milliers d'hommes d'affaires privés qui avaient cru bien faire en posant leur candidature à l'entrée au parti — les « exploitateurs », un terme qui réapparaît dans le vocabulaire officiel à cette occasion, ne pourront en principe pas devenir membres du parti. Seuls seront admis les entrepreneurs privés qui réinvestissent la totalité de leurs bénéfices dans la production ou en font don à des œuvres sociales. Si on lit bien cette proposition, elle signe l'acte de mort de l'esprit d'entreprise, que M. Deng Xiaoping avait tenté de ressusciter après la mort de Mao.

EN BREF

■ CORÉES : accord sur des réunions de familles. — Lors d'une troisième rencontre à Panmunjom, lundi 16 octobre, les représentants de la Croix-Rouge des deux Corées se sont entendus sur des échanges culturels et sur des réunions de familles pendant plusieurs jours et à compter du 8 décembre. Les deux délégations doivent se retrouver vendredi pour envisager de former une équipe commune pour les Jeux asiatiques prévus à Pékin en 1990. — (Reuters, UPI.)

■ M. Roh Tae-woo à Washington. — Le président sud-coréen a commencé, lundi 16 octobre, une visite officielle de six jours aux États-Unis, au cours de laquelle il devait s'entretenir mardi, avec le président Bush et prononcer, mercredi, un discours devant le Congrès. — (AFP.)

■ MALAISIE : plus de deux mille boat people refoulés. — La Malaisie a renoué hors de ses eaux territoriales des bateaux transportant plus de deux mille réfugiés vietnamiens entre mai et octobre 1989, a-on appris, lundi 16 octobre, auprès des Nations unies. Un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a indiqué qu'il avait accompli une démarche auprès des autorités malaisiennes, mais sans obtenir de réponse pour l'instant. — (Reuters.)

Le sort de M. Zhao Ziyang

De même, le sort de M. Zhao Ziyang, ancien symbolique du prochain plénum, est-il loin d'être clarifié. M. Yuan Mu, dans ses déclarations à Kyodo, n'a pas voulu s'avancer. Il s'est contenté de souligner, avec modération, que les « facteurs d'instabilité ne doivent pas être exagérés ». En même temps, on prête au gouvernement la volonté de faire condamner M. Zhao par le comité central, pour des « erreurs » remontant non pas seulement à la crise du printemps, mais bien à sa gestion économique toute entière, du temps où il était premier ministre. Si M. Li Peng parvenait à faire adopter la thèse d'un document en ce sens émis par ses services, on pourrait en conclure que M. Deng Xiaoping, cette fois, bel et bien perd la bataille de la réforme.

La volonté de reprise en main idéologique était évidente également à la rentrée à l'université de Pékin (Beida), opérée le 15 octobre avec deux mois de retard en raison de la grève des enseignants en août. De nouveaux règlements attendaient les quelque huit mille étudiants déjà inscrits l'an dernier et qui ont regagné le campus : défense de jouer au mah-jong (le jeu est d'essence « bourgeoise »), d'introduire de l'alcool, et de propager « le libéralisme bourgeois ». La première semaine de « cours » était consacrée à un examen de conscience collectif avec projection de cassettes vidéo sur l'insurrection de Pékin. Quant aux sept cent quarante huit étudiants nouvellement inscrits au sein de la plus prestigieuse université du pays, ils ont été envoyés, comme prévu, pour un an à l'académie militaire Shijiazhuang, capitale de la province du Hebei qui entoure Pékin. On a démenti qu'il s'agisse là d'une « punition » pour le rôle d'avant-garde joué par les étudiants de Beida dans la contestation du printemps. La presse officielle a multiplié les reportages visant à montrer que les jeunes gens étaient soignés comme mille par ailleurs, y compris sur le plan de la nourriture.

Les journalistes étrangers n'ont pas été autorisés à se rendre sur place. Mais, signe de l'incertitude des temps, l'agence Chine nouvelle a quand même dû reconnaître que sur cent vingt de ces conscrits-étudiants interrogés « de manière anonyme » par un officier, vingt-deux avaient jugé que les neuf mois qu'ils allaient passer sous les drapeaux ne leur paraissent « pas nécessaires ».

FRANCIS DERON

La reconnaissance de la Chine (suite)

C'est la Grande-Bretagne, et non la France (le Monde du 14 octobre), qui a été la première puissance occidentale à reconnaître formellement la Chine populaire. En fait, deux États membres de l'OTAN, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas — ont maintenu des diplomates à Pékin au lieu de les replier avec Tchiao Kachek sur Formose (Taïwan). Londres a reconnu formellement le régime communiste, le 6 janvier 1950, et établi avec lui des relations diplomatiques au niveau des chargés d'affaires en 1954. L'échange d'ambassadeurs entre les deux gouvernements n'intervint qu'en 1972, soit deux ans après la reconnaissance de Pékin par le Canada et l'Italie.

L'établissement de relations diplomatiques entre Paris et Pékin, le 27 janvier 1964, d'emblée au niveau des ambassadeurs, a toutefois constitué la première brèche profonde dans la quarantaine dans laquelle l'Occident a tenu la Chine populaire. Pour leur part, les États-Unis ont attendu le 1^{er} janvier 1979 pour normaliser complètement leurs relations avec Pékin, soit presque sept ans après la visite du président Nixon en Chine populaire. Après ces précisions tardives, il ne nous reste plus qu'à demander à nos lecteurs de bien vouloir excuser les inexactitudes que par deux fois nous avons publiées à ce propos.

PARIS-LONDRES

1990^F seulement, en Classe Affaires ? Si j'avais su, j'aurais changé d'Air... depuis longtemps.



Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ.
• A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesse jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans.
• Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.

Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour et les meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus "Si j'avais su !".

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 27 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

ASIE

La montée de la « nippophobie »

Suite de la première page

Le ton des commentaires de M^{me} Edith Cresson à la presse américaine est loin d'être mesuré : le ministre des affaires européennes parle, à propos du Japon, de l'« ennemi commun » qui cherche à « nous étouffer, Américains comme Européens » ou de son « fantastique lobby qui s'étend un peu partout ». L'idée d'une obscure conspiration, d'un retour du « péril jaune », paraît sous-jacente. Au cours de la guerre froide, il fallait « contenir le communisme ».

Aujourd'hui, il faut « contenir le Japon ». écrit James F. Follis, ancien collaborateur de Jimmy Carter, dans un article récemment publié dans la revue *Atlantic*. Ces dérapages du discours, expression d'une xénophobie latente de l'Occident à l'égard des Japonais, sont lourds de présages.

De « meilleur des mondes » capitalistes où patrons et ouvriers menaient le même combat dont, il y a dix ans, les laudateurs de la gestion à la japonaise nous abreuvaient, le Japon est devenu une menace. Le fond de stéréotypes entretenus sur ce pays, héritage de négligence et de méconnaissance (le Japon n'existe vraiment pour l'Occident que depuis une quinzaine d'années), est assez riche pour que ce renversement du discours n'ait pas besoin de nouveaux supports.

Il suffit de passer du positif au négatif : le « sens du groupe » devient « conformisme », la « discipline » est synonyme d'« enrégimentement » et l'« harmonie sociale » se transforme en une « conspiration » de hordes laborieuses montant à l'assaut de notre prospérité et de notre système de valeurs. Car il ne s'agit pas que de la défense de nos marchés, mais bel et bien aussi, nous dit-on, de nos

modes de vie et, pourquoi pas ? de notre identité. D'économique, le protectionnisme devient culturel.

Il y a dix ans, le livre du sociologue américain Ezra Vogel vantait un *Japan as Number One* (Japon médaille d'or, Gallimard). Cette « japonisation » a fait long feu, et, aujourd'hui, les « croisés » de la défense de l'Occident se nourrissent du livre du journaliste hollandais Karl Van Wolferen, *The Enigma of Japanese Power* (en cours de traduction en France). L'auteur soutient la thèse que le Japon n'est pas une démocratie, mais un pays « autoritaire, bureaucratique », fonctionnant comme un mystérieux « système » visant conformisme et soumission.

Un livre qui, malgré la somme d'informations réunies et des observations parfois justes sur le contrôle social, a essentiellement une portée polémique par un souci de démonstration qui conduit à une vision réductrice de la réalité « à l'arbitraire de la rhétorique du « système », cherchant à piler la réalité à un schéma posé d'entrée de jeu, le livre de Wolferen n'est pas exempt de terrorisme intellectuel, puisque l'auteur accuse ceux qui ne partagent pas ses thèses d'avoir été achetés par les Japonais. Exacte dans le cas de certains japonophiles américains cette accusation témoigne surtout de l'apreté de la querelle sur le Japon dans le monde anglo-saxon.

Plus puissant et plus riche

Qu'est-ce qui explique ce retournement du discours ? En dix ans, le Japon est devenu plus puissant et plus riche. Une richesse qui se mesure notamment en investissements à l'étranger et en achats massifs de « notre » capital artistique. Mais, si les réactions occidentales à l'égard du Japon sont devenues si passionnelles, c'est qu'il n'y a pas qu'une question de redistribution des parts du gâteau. Quelque chose de plus fondamental est en jeu : un monopole de la modernité dont l'Occident se croyait dépositaire et dont il se sent obscurément dépossédé.

L'Occident vit le choc de l'émergence d'une puissance non occidentale, et il le supporte difficilement. C'est la première fois dans son histoire qu'il est confronté à l'Autre — en l'occurrence une civilisation différente — dans un rapport de forces qui n'est pas de domination à son avantage.

Sur le plan de la réflexion, indépendamment des passions de l'heure, cette confrontation de l'Occident avec le Japon s'inscrit



dans une problématique du rapport à la différence. Tant que cette différence est tenue à distance ou que l'on se trouve dans une situation de force par rapport à elle, on peut s'offrir le luxe d'être tolérant, ouvert. Au pire, on se demandera comment peut-on être japonais. Rester dans leur monde, le Japonais ou le Zonien ne dérange pas. C'est quand il s'infiltre dans votre quotidien que se pose le problème.

La xénophobie ou le racisme n'ont pas d'autres racines que cette réaction d'« horreur » devant ce différent qui tend à vous ressembler si bien qu'il vous dépossède d'une identité résidant précisément dans ce que l'on pensait être une différence. C'est ce qui se passe avec un Japon qui vient s'asseoir à la table des puissants et dérange un ordre implicitement occidental. Demain, ce sera le tour des Coréens ou des Chinois des pays nouvellement industrialisés (Taïwan, Singapour).

Le Japon porte une lourde responsabilité dans le tour passionnel que prennent ses relations avec le reste du monde. Tout d'abord, il a sa propre xénophobie : les Japonais réagissent comme les Américains dépossédés de la Columbia si, par exemple, une école de cérémonie du thé était rachetée par un groupe étranger. Hypothèse peu vraisemblable. C'est là précisément un premier problème : le Japon reste fermé à ce genre d'intervention étrangère — même si, théoriquement, aucune disposition légale ne l'interdit.

Plus profondément, les Japonais furent les premiers à placer les rapports avec l'Occident sur le registre de la culture, et par conséquent de l'émotionnel plus que du rationnel, en revendiquant une spécificité inaltérable. Aujourd'hui, le ministère des affaires étrangères nippon annonce une campagne de relations publiques aux Etats-Unis afin de contrer l'idée que le Japon serait un pays « atypique ». Mais qui furent, et sont encore, à l'origine de cette image d'une société supposée harmonieuse, sans conflit, dont aujourd'hui l'Occident a tout lieu de tirer argument (même s'il est simpliste) pour parler de « conspiration », sinon les Japonais eux-mêmes ?

Des « actes de foi »

Au lieu de laisser voir à l'étranger une société complexe, faite, comme toutes les autres, d'antagonismes, de rapports de forces et d'injustice, les autorités japonaises ont mobilisé leur appareil de propagande pour offrir l'image d'un peuple dévoué à l'intérêt commun, d'ouvriers supposés aimer leur entreprise et de décisions prises par consensus. Les dirigeants n'étant que des exécutants d'une masse anonyme et unanime. Si l'Occident n'a bien souvent pas cherché à dépasser ces clichés, les dirigeants japonais sont largement responsables d'avoir mis leur pays en marge et secrété un discours qui aujourd'hui se retourne contre eux.

Ce discours à destination de l'étranger sur l'unicité nipponne a longtemps été une version simplifiée d'une idéologie à consommation interne visant à raviver le sens de la communauté que véhiculent les « théories sur le Japon » (*nihonjinron*). Pour la plupart des best-sellers, ces livres qui présentent l'image d'un Japon chimérique relèvent de cette quête d'une identité nipponne face à l'Occident, jamais assouvie depuis l'ouverture du pays au milieu du siècle dernier.

Ces « actes de foi » auraient pu rester du domaine de l'essai — de second ordre, mais, depuis quelques années, les hommes politiques se sont emparés de cette question de l'identité. L'ancien premier ministre, Nakasone, dont les remarques « racistes » (à propos du quotient intellectuel des Américains) avaient soulevé un tollé aux Etats-Unis, fut ainsi le grand promoteur de l'école des *minzokuka* (les tenants de l'ethnologie nationale) et mit sur pied une fondation à Kyoto.

Un « foyer » de valeurs

Au fil de pérégrinations à travers la philosophie occidentale et l'histoire de la culture nipponne, son directeur, le professeur Umezawa, en est arrivé à la conclusion que le remède à la crise de la civilisation occidentale n'est autre que la pensée orientale (entendez japonaise). Une réévaluation de cette dernière lui paraît « vitale » pour l'avenir de l'humanité, nous dit-il.

Encore en filigrane se forme l'idée que le Japon sera le pays du vingt et unième siècle comme les Etats-Unis furent la puissance montante du siècle qui s'achève et que, à ce titre, il doit être un « foyer » de valeurs. La spécificité nipponne se mue en « message » pour le reste du monde. Ces « thèmes » prêtent à sourire, mais elles sont à la mode. Elles peuvent aussi devenir l'armature « conceptuelle » d'un néonationalisme ram-

pant, certes encore le fait d'une minorité.

Un Japon qui peut dire non, titre du récent ouvrage en japonais, co-signé par M. Morita, patron de Sony, et M. Shintaro Ishihara, politicien libéral démocrate de droite, est révélateur de cette tendance : il s'agit d'une attaque en règle des Etats-Unis (superpuissance déclinante, arrogante, raciste) et d'une apologie du nipponisme. L'argumentation, essentiellement culturaliste, est certes pâle mais révélatrice d'un état d'esprit qui n'est pas sans rappeler celui des diatribes nationalistes des années 30.

Déjà à la Conférence de la paix de Paris en 1919, le Japon était confronté à l'antipathie de l'Occident, comme le rappelle le prince Saionji, membre de la délégation, qui éprouva une amère déception lorsque la proposition japonaise d'une déclaration sur l'égalité des races fut rejetée. Latentes ou explicites, les connotations racistes ne sont pas étrangères au phénomène de rejet dont les Japonais sont aujourd'hui l'objet de la part de l'Occident.

Sur l'archipel, la légitime poursuite de la prospérité a porté ses fruits : le Japon est riche mais aussi animé d'un pragmatisme laminant le système de valeurs qui le rend dangereusement vulnérable à un néonationalisme sans véritable contre-poids étant donné le recul des forces de contestation. Point positif cependant : la société japonaise change rapidement et profondément, même si, pour l'instant, les relais d'expression politique de ce changement tardent à se manifester.

Ceux qui se nomment aux Etats-Unis les « révisionnistes » et partent en croisade contre un Japon menaçant « nos » valeurs, comme la minorité de néonationalistes nippons qui dissertent sur le déclin de l'Occident et l'unicité nipponne, sont courts dans leur argumentation. Mais, de part et d'autre, la « guerre des mots » est mauvaise conseillère, muant les rivalités en hostilité.

PHILIPPE PONS

Authentique
un vrai village de
chalets, un accueil
chaleureux.

Méribel
pour le ski et la
glisse.

Pratique
à 35 min du TGV
et de l'autoroute.

RESERVATIONS
La Chaux Year
74220 La Chaux
tél. 02.02.40.70

HIVER - ETE
la Clusaz
HAUTE-SAVOIE - FRANCE

TOUT DE SUITE DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficace grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

Gagnez toujours : 6 minutes après l'atterrissage, tous les moyens de transports, même le bateau-bus, vous conduisent à vos rendez-vous.

Gagnez enfin : 10 minutes d'enregistrement suffisent pour revenir à Paris.

LONDON CITY AIRWAYS
TIME IS MONEY...
(comme on dit chez nous)

— Dépêchons les gars, les Français sont déjà là !
— By Jove ! leur avion vient juste d'atterrir.

Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00

LONDON CITY AIRPORT • 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES

INFORMATION ET RESERVATION AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TEL 42.66.30.14 ET 42.66.30.17

PARIS-LONDRES

7 vols aller-retour par jour ? Si j'avais su j'aurais pu déjeuner avec François et dîner avec Margaret.

air europe

— La Business Class de ceux qui savent.

HORAIRES VALABLES A PARTIR DU 29 OCTOBRE 1989			
PARIS CDG 1 / LONDRES GATWICK		LONDRES GATWICK / PARIS CDG 1	
TOUR	DEPART ARRIVEE N° VOL	TOUR	DEPART ARRIVEE N° VOL
CDG LUN	07H00 07H30 AE35	GATWICK LUN	07H30 09H05 AE36
CDG LUN	10H00 10H30 AE37	GATWICK LUN	10H35 12H10 AE38
CDG LUN	11H00 11H30 AE39	GATWICK LUN	11H00 12H30 AE40
CDG LUN	14H00 14H30 AE41	GATWICK LUN	14H00 15H30 AE42
CDG LUN	16H00 16H30 AE43	GATWICK LUN	16H00 17H30 AE44
CDG LUN	17H00 17H30 AE45	GATWICK LUN	17H00 18H30 AE46
CDG LUN	19H00 19H30 AE47	GATWICK LUN	19H00 20H30 AE48
CDG LUN	21H00 21H30 AE49	GATWICK LUN	21H00 22H30 AE50

* A PARTIR DU 7 JANVIER 1990

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

POLITIQUE

Les débats de l'Assemblée nationale

L'intergroupe de l'opposition à l'école de la « rénovation »

Les députés du RPR, de l'UDF et de l'UDC devaient se retrouver, mardi 17 octobre, pour discuter du statut de leur intergroupe. Une réunion où les « rénovateurs » souhaitent faire sauter les verrous qui, pour l'instant, bloquent son fonctionnement.

L'Assemblée nationale ou le bassin de décontamination de l'opposition. Avant que les renoués ne s'apaisent pour laisser apparaître clairement les différents courants qui la composent, « il faut que tout cela bouillonne ! », expliquait récemment le nouveau président du groupe UDF, M. Charles Millon.

Un nouveau bouillonnement était donc attendu, mardi 17 octobre, en fin de matinée, au 101, rue de l'Université, annexe de l'Assemblée nationale. Pour la première fois, en assemblée plénière, les députés RPR, UDF et UDC se sont retrouvés pour débattre ensemble du statut et des pouvoirs de leur intergroupe. Une occasion pour les « archéologues » et les « rénovateurs » de faire valoir leur point de vue.

On sait que les premiers, nombreux au RPR, ne veulent pas sacrifier la moindre miette de leur identité gaulliste à l'union de l'opposition : pas question pour eux de « supranationalité » et d'un intergroupe trop puissant. Certains craignent également de perdre leur spécificité

au sein de cette cellule de coordination. En revanche, les « rénovateurs » souhaitent en faire dans un premier temps un instrument de véritable débat démocratique, avant de le transformer en force pour aider à l'accouchement d'une formation unique de l'opposition. Ils sont rejoints dans leurs entreprises par des députés de tous les groupes qui, sans faire partie de l'équipe des « rénovateurs », souhaitent voir l'opposition muer.

La journée de mardi pouvait donc être décisive si la peur de la rupture ne réticence pas la volonté de débat affichée ces derniers jours par nombre de députés. L'enjeu est celui de l'instauration d'un vrai débat entre les trois groupes de l'opposition. M. Millon ne cachait pas, dans un entretien publié mardi par *Libération*, qu'il souhaite un fonctionnement de l'intergroupe plus dynamique et plus rénové que celui arrêté, à minima, la semaine dernière par la conférence de l'intergroupe (composée des présidents Millon, Pons, Barrot - suppléant M. Méhaignerie - et de trois députés par groupe).

Plusieurs obstacles entravent encore la marche de l'intergroupe : il ne peut s'autosaisir d'un sujet (la saisine de l'intergroupe et le vote se font sur proposition unanime de la conférence) ; le président de chaque groupe dispose d'un droit de

veto pour s'opposer à la discussion de tel ou tel sujet ; les réunions de l'intergroupe ne sont pas régulières. Ce sont ces verrous que les « rénovateurs » souhaitent faire sauter. La logique de la rénovation implique une injection massive de débat démocratique, d'ouverture, de confrontation, dans un corps habitué depuis trop longtemps à se soumettre au principe d'autorité. C'est pourquoi des amendements devaient être discutés mardi pour tenter de dégrader sur les procédures une majorité de progrès au sein des trois formations. Certains se révoltent-ils pas d'un président de l'intergroupe élu démocratiquement par tous les députés chiraquiens, libéraux et centristes ? Cela viendrait bouleverser en profondeur les petites cuisines internes. Une révolution qui pourrait en outre, à terme, déstabiliser le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, considéré, depuis la palinodie de la dernière motion de censure, comme un obstacle à un fonctionnement dynamique de l'intergroupe.

Un geste rénovateur

Les « rénovateurs » pourraient, dans leur démarche, bénéficier de l'appui de ceux qui, sans faire partie de leur « bande », souhaitent que l'opposition sorte de l'ornière : M. Alain Juppé au RPR,

mais également M. Gérard Longuet au PR. Certains font même remarquer que M. Valéry Giscard d'Estaing ne pourrait renier un intergroupe dont le fonctionnement préfigurerait la formation unique qu'il appelle de ses vœux. Et puis, l'élection surprise de M. Millon, fin septembre à Vichy, est venue rappeler que lorsque la démocratie est réellement pratiquée lors des votes elle peut provoquer bien des surprises. D'autres sont plus sceptiques et considèrent que le noyau dur des « moines soldats » du RPR n'acceptera jamais de s'écarter sous une autre bannière que la sienne. Que feraient alors les « rénovateurs » du RPR et notamment M. Philippe Séguin ?

La rénovation de l'opposition a perdu aujourd'hui l'aspect spectaculaire qu'elle avait revêtu au printemps dernier durant les « folles semaines » qui avaient précédé les élections européennes. Elle semble pourtant toujours aussi vivace, même si elle prend le chemin indiqué par M. Séguin il y a six mois : la rénovation interne à chacune des formations de l'opposition, plutôt que leur réorganisation après éclatement. Un signal révélateur de cette rénovation est passé presque inaperçu. Il est pourtant lourd de conséquences pour le RPR. Lors du vote, samedi 7 octobre, tard dans la nuit, du projet de loi sur le financement de la vie politique, neuf députés « rénovateurs »

(parmi lesquels MM. Séguin, Noir, Fintz, Fillon, Dugoin) avaient laissé une consigne de vote : l'abstention (*le Monde* daté 8 et 9 octobre). Le vote ayant eu lieu à main levée et non par scrutin public (vote par clé), le seul « rénovateur » présent, M. Jean-Pierre Delalande, s'est abstenu. Alors que M. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) votait contre, après avoir mené durement le combat contre ce texte : le caractère symbolique de ce vote divergent n'est pas apparu complètement du fait de l'absence de scrutin public. Il n'en traduisait pas moins, pour la première fois, la volonté des « rénovateurs » de ne plus s'en laisser compter dorénavant, lors de la discussion des textes, par ceux qui entendent faire leur le principe d'opposition systématique défini par M. Gabriel Kasperwit (RPR, Pas-de-Calais) lors des journées parlementaires du RPR à Arcachon : « Notre attitude doit être motivée par des impératifs politiques et par ces impératifs seulement » (*le Monde* daté 1^{er} et 2 octobre). Quel que soit le résultat de la réunion de mardi au cours de laquelle tous les députés UDF-UDC-RPR devaient expérimenter au moment des votes sur les procédures le principe « un homme, une voix » la logique de la rénovation poursuivra son chemin. Au sein de l'intergroupe ou ailleurs.

PIERRE SERVANT

L'ouverture de la discussion budgétaire

M. Rocard arbitre des divergences socialistes

Les députés doivent examiner, à partir du mardi après-midi 17 octobre, la première partie du projet de loi de finances pour 1990 (les recettes). Le gouvernement a été autorisé à engager sa responsabilité sur ce projet par le conseil des ministres du vendredi 13 octobre.

Une délégation du groupe socialiste, qui a manifesté depuis plusieurs semaines la volonté d'amendement sérieux, a été autorisée à participer à cette délégation, MM. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, Alain Richard, rapporteur général du budget, Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances.

Invité mardi matin sur RTL, M. Strauss-Kahn a reconnu qu'il y avait « plusieurs manières d'avoir une vision socialiste du budget » et que la sienne était « un peu différente » de celle du ministre de l'économie. « Mais, puisque nous poursuivons le même but, a précisé le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale,

nous arriverons à nous mettre d'accord sans marchander ».

« La discussion est un processus normal. Le parti n'est ni un parti godillot, ni bête-out-ni ».

Il a formulé des propositions qui permettraient d'améliorer le budget », a observé M. Jean-Jack Queyranne, lundi 16 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire.

Jugeant que « sur les dépenses de ce budget, ça va plutôt bien », le groupe socialiste, a précisé M. Queyranne, estime que « sur l'aspect recettes, on peut assurer une meilleure redistribution par le biais de la fiscalité ». M. Queyranne a ajouté que les propositions d'amendement du groupe socialiste se faisaient « dans un esprit de responsabilité ».

Le « non » du RPR

Dans un entretien publié, mardi 17 octobre, dans le quotidien *Nord-Eclair*, M. Bruno Durieux, député (UDC) du Nord estime que le budget 1990 mérite « une note entre 8 et 9 sur 20 », ajoutant qu'« avec cette note, on a droit à un oral de rattrapage ». Pour M. Durieux, ce projet de budget « contribue à la lutte contre l'inflation et ne menace pas la stabilité monétaire » et le gouvernement a pris « explicitement » en compte « les impératifs de la construction européenne ».

Le député du Nord regrette en revanche des « dépenses qui aug-

mentent trop rapidement ». « On verra, a conclu M. Durieux, si pendant le débat budgétaire, le gouvernement saura passer l'oral ».

Interrogé, lundi soir 16 octobre, sur Antenne 2, M. Edouard Balladur, ancien ministre (RPR) de l'économie et des finances, a estimé pour sa part qu'« il n'était pas question que le RPR vote le budget 1990 » auquel il reproche des « dépenses qui augmentent trop » et des « impôts qui ne diminuent pas assez ». Selon M. Balladur, les entreprises « n'en sont qu'au début de leur redressement » et « ce n'est pas le moment de tout redistribuer ».

Si tant dans la perspective du marché unique européen, M. Balladur a souligné : « Dans l'ensemble des grands pays qui sont nos partenaires, on paye beaucoup moins d'impôts qu'en France. Comment voulez-vous que les Français puissent se battre à armes égales ? Ils ont des boulets aux pieds ? » L'ancien ministre de l'économie a rappelé que le gouvernement de M. Jacques Chirac avait « diminué les impôts de 70 milliards ».

Il a refusé en revanche de se prononcer sur le dépôt éventuel d'une nouvelle motion de censure du gouvernement par l'opposition. « Nous sortons d'une motion de censure », a simplement souligné M. Balladur en faisant référence à celle déposée, lundi 9 octobre, par le groupe RPR sur le projet de loi de programmation militaire ; « on n'est pas obligé d'en faire une tous les huit jours ».

M. K.

Les rapports entre droit communautaire et droit interne

Le RPR s'inquiète de la perspective d'un revirement de jurisprudence du Conseil d'Etat

La perspective d'un revirement de jurisprudence du Conseil d'Etat à propos de la question de la supériorité des traités internationaux sur les lois postérieures qui leur seraient contraires (*le Monde* daté 15-16 octobre) inquiète le RPR.

M. Pierre Mazaud, député de la Haute-Savoie, ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui est lui-même conseiller d'Etat, « regrette profondément », dans un communiqué diffusé lundi 16 octobre « la position du Conseil d'Etat qui, suivant en cela la Cour de cassation, considère que, désormais, le juge administratif peut faire prévaloir

les traités sur les lois postérieures qui leur sont contraires ».

M. Mazaud, qui se réfère aux conclusions présentées le 13 octobre devant l'Assemblée du contentieux du Conseil d'Etat par M. Patrick Frydman, commissaire du gouvernement, à l'occasion de l'examen de l'une des requêtes contestant les élections européennes du 18 juin, estime qu'« en abandonnant ainsi sa jurisprudence, le Conseil d'Etat laisse à l'Europe le soin d'imposer sa loi ».

Il est patent, pour le député de la Haute-Savoie, « que nous allons peu à peu vers la disparition de

notre droit interne, ce qui démontre, s'il en était encore besoin, les dangers de l'Europe supranationale de demain ».

Les commissaires du gouvernement ayant pour fonction d'analyser les cas et de proposer des solutions juridiques, qui ne sont pas automatiquement retenues, il faut attendre le 27 octobre pour savoir si le Conseil d'Etat renonce effectivement à la règle qu'il a appliquée depuis 1968 selon laquelle le juge administratif ne peut pas faire prévaloir les traités internationaux sur des lois postérieures qui leur seraient contraires.

M. K.

Dans le Val-de-Marne

Lors d'une réunion, vendredi 13 octobre, à Afortville, des militants du PS soutenant la contribution « Jospin-Delebarre », le premier secrétaire fédéral, M. Patrick Sève, s'en est pris tout autant à M. Laurent Cathala, dont il fut jusqu'en mars 1989 l'adjoint à la mairie de Créteil, qu'à M. Laurent Fabius, derrière lequel s'est rangé M. Cathala. M. Sève, a reproché aux « amis de Laurent » de « continuer à donner plus de crédibilité à Michel Rocard ». Souhaitant la « synthèse » lors du comité directeur du 13 janvier, M. Sève a expliqué : « Si nous n'avons pas la capacité de maîtriser le débat entre nous, nous ferions cadeau du parti à Michel Rocard ». D'où l'appel à l'unité du courant majoritaire, dont « nul ne comprendrait que le député maire de la ville préfère se tiennent à l'écart ».

F. G.

Trois conflits locaux

Dans l'Eure

L'exclusion du PS, le 5 octobre, de MM. Luc Tinsseau et André Grandière, respectivement premier et deuxième adjoints du maire communiste d'Evreux, M. Roland Plaisance, suscite des remous. Les faits remontent au 27 juin. Le soir, au conseil municipal d'Evreux, MM. Tinsseau, ancien député, et Grandière, avaient voté pour deux projets de maire, que le groupe socialiste avait décidé de rejeter. Ce n'est, toutefois, que le 25 septembre que les deux adjoints avaient été convoqués par la commission départementale des conflits du PS, qui, ensuite, avait prononcé leur exclusion.

Les adjoints « punis », proches de M. Jean Popereau, ont décidé de faire appel auprès de la commission nationale des conflits. Ils ont reçu l'appui de M. François Loeche, député de l'Eure, proche de M. Laurent Fabius.

Y. R.

Dans le Puy-de-Dôme

La nomination, le 26 juillet dernier, en conseil des ministres, de M. François Michelin, gérant de la manufacture des pneumatiques, comme conseiller d'Etat en mission extraordinaire avait conduit la section du Puy-de-Dôme de la CFDT à adresser en septembre une lettre ouverte à M. François Mitterrand pour « s'étonner de ce choix ». Aujourd'hui, le secrétaire de la section du PS d'Aulnat, M. Patrick Bernard, vient d'annoncer qu'il quittait son parti.

M. Bernard, lui-même ouvrier chez Michelin, militant syndicaliste CFDT, ancien secrétaire de la section socialiste de l'entreprise, s'interroge : « Imaginez un peu quelle serait la réaction des travailleurs de Peugeot s'ils apprenaient que le conseil des ministres nomme M. Calvet conseiller d'Etat ! ». a-t-il déclaré. — (Corresp.)

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هكذا من الأصل

Des Euronor

Un casque
qui n'est pas marqué NF
s'appelle un chapeau.



NF. Jamais, jusqu'ici, vous n'aviez entendu parler de cette marque de casques. C'est normal, NF n'en fabrique aucun. NF les contrôle. Avant de bénéficier de cette marque, un casque de moto ou de chantier doit subir les tests les plus violents lors de sa conception et des contrôles réguliers lors de sa fabrication. NF teste avec le même sérieux plus de 130 000 produits dans des domaines aussi bien professionnels que grand public, vous donnant ainsi une indiscutable preuve de leur qualité.



NF, pas besoin d'en dire plus

POLITIQUE

Le texte de l'intervention de M. Charles Fiterman devant le comité central du PCF

Les communistes aiment écrire. Aux rapports massifs que présente notamment M. Georges Marchais à l'occasion des congrès ou des réunions du comité central (soixante-quinze pages pour la dernière session) répondent les textes tout aussi conséquents de ceux qui, au fil du temps, se sont trouvés en opposition avec la ligne majoritaire inspirée par la direction du PCF. Pour ne prendre que les deux dernières années, les « rénovateurs » ont publié un manifeste intitulé « La Révolution camarades ! » qui a été déclaré « nul et non avenue » par la direction du parti (le Monde du 20 février 1987) et les « reconstruc-

teurs » ont diffusé une brochure au titre évocateur « Qu'est-ce qu'un parti révolutionnaire dans la France de notre temps ? » qui n'a pas eu plus de succès auprès de l'équipe du secrétaire général (le Monde du 5 octobre 1988).

Nous publions ci-dessous le texte intégral de l'intervention écrite de M. Charles Fiterman devant le comité central, dont le Monde avait publié l'essentiel dans ses éditions du 16-17 octobre et qui peut être appréciée comme le manifeste de ceux qui se définissent « refondateurs ».

La nette prise de position de l'ancien ministre fait dire à M. Jean-Jacques Queyranne,

porte-parole du PS, que « la perestroïka arrive par la petite porte » au PCF. Estimant que le Parti communiste français, par opposition à ses homologues de l'Est européen, « apparaît comme le plus conservateur et le plus immobile », M. Queyranne s'est demandé, lundi 16 octobre, si « le PCF restera le dernier parti stalinien ». Le dirigeant socialiste faisait référence à la réaction de M. Marchais, la veille au « Grand jury RTL-Le Monde », reconnaissant tout à la fois l'existence d'un « débat » au sein du PCF et l'obsolescence de la voie proposée par les « refondateurs ». M. Félix Damette, l'un des dirigeants « reconstruc-

teurs », a estimé, pour sa part, que le secrétaire général avait utilisé des « procédés stalinien » contre M. Fiterman, en le présentant implicitement à RTL comme un « traître social-démocrate » et un « agent de l'Elysée ».

De son côté, M. Claude Liabres, coordinateur national des « rénovateurs » communistes a fait savoir que, pour ce qui concerne son mouvement, la question « n'est pas l'adhésion collective ou individuelle au PS que personne ne pose, mais le choix d'une orientation politique sur le terrain réformiste. Cela n'est l'objet d'aucune négociation avec le PS ».

« Re-fonder » une identité communiste moderne

Voici, dans son texte intégral, la déclaration de M. Charles Fiterman, lu le vendredi 13 octobre devant le comité central du PCF par Mme Danielle De March, premier secrétaire fédéral du Var (*).

« Ma conviction est que les changements qui s'accroissent en France, en Europe et dans le monde nous confrontent à un formidable défi, car ils modifient jusqu'à certaines données de fond de notre bataille. La crise qui frappe la société française et les efforts d'adaptation que poursuivent les dirigeants capitalistes ont des effets profonds sur les structures sociales et les comportements. La politique de désarmement dans laquelle tendent à s'engager l'Union soviétique et les Etats-Unis n'a plus, comme seule perspective, la coexistence pacifique des Etats, mais un changement général des mentalités contre toute forme de violence faite aux hommes. Pas à pas, dans un processus complexe, la politique de force tend à se substituer à la force de la politique comme mode de règlement des contradictions sociales : dans le même ordre d'idées, la démocratie émerge puissamment comme donnée fondamentale de l'organisation des sociétés quel qu'en soit le régime politique. L'avenir de l'humanité est à la fois source d'angoisse mais aussi d'un immense espoir et espoir d'émancipation humaine.

« Nous nous reconnaissons dans la montée de ce nouvel humanisme, par essence révolutionnaire. Nous avons déjà travaillé sur ces questions et cette session du comité central apportera certainement une contribution intéressante en ce sens. Mais l'ambition doit être à la mesure du défi. J'ai le vif senti-

ment que, si nous voulons être des acteurs déterminants de ces transformations progressives, il nous faut développer un énorme travail d'approfondissement idéologique et politique et une haute capacité d'initiative, nous rendant aptes aussi bien à répondre aux revendications les plus immédiates qu'aux interrogations les plus prospectives des forces du travail et de la création.

« Pour illustrer cette conviction, je voudrais évoquer très brièvement trois questions : les perspectives, notre pratique politique dans la société française, enfin le parti.

La crise des pays socialistes

« J'avais déjà abordé la question des perspectives lors de la dernière session du comité central. Il est bien sûr de notre élémentaire responsabilité d'aider les hommes et les femmes de ce pays à défendre leurs intérêts, de favoriser l'essor de leurs luttes en avançant des propositions rassemblées. Mais dans ce contexte d'accélération de l'Histoire, l'avenir c'est demain et notre fonction est aussi d'être, au présent, porteurs d'idées, garants d'espoirs, inspirateurs de rêves. Les grandes idées n'ont pas moins d'importance pour notre peuple en 1989 qu'en 1789. C'est donc sur l'unité dialectique des deux termes de notre politique : résister et transformer, nourrie d'un puissant travail de fond : politique, idéologique et théorique, que nous devons refonder une identité communiste moderne, dans le prolongement de la politique définie en termes de processus lors de nos vingt-troisième et vingt-cinq congrès.

« Parmi les grandes questions de notre temps, celle du socialisme est essentielle. La crise qui affecte aujourd'hui la plupart des pays

socialistes doit être, pour les communistes, l'occasion de tirer le meilleur parti d'une situation complexe mais aussi extrêmement stimulante pour notre réflexion et pour notre capacité offensive autour de l'idée d'un socialisme pour la France. Cette conception s'est formée, pour l'essentiel, entre 1973 et 1979 en relation avec notre refus du modèle unique. Elle a été enrichie depuis par les travaux de nombreux camarades. Nous sommes, me semble-t-il, devant l'obligation, compte tenu de notre propre expérience comme du chemin parcouru ailleurs, d'approfondir toute une série de questions de fond, d'intégrer dans un ensemble cohérent et renforcé toutes les avancées réalisées ici ou là, d'aider tous les communistes à acquérir une maîtrise suffisante de notre projet de société pour en être les porteurs chaleureux et convaincus. Je pense, en particulier, aux questions relatives à la propriété sociale, à la nationalisation et à la gestion, à la mixité des formes économiques, au type de croissance qui doit intégrer l'ensemble des critères de l'efficacité sociale et notamment ceux qui touchent à l'environnement, aux enjeux de la coopération internationale spécialement européenne, aux institutions et aux nouvelles formes possibles de la démocratie, aux exigences éthiques dans les rapports humains, etc.

« Comment situer alors les valeurs universelles : paix, désarmement, développement, liberté... par rapport à notre démarche de classe ? J'ai pris connaissance avec intérêt de ce qui est dit dans le communiqué de l'agence Tass sur la rencontre entre Georges Marchais et Mikhail Gorbatchev, dont je me félicite. Je fais mienne cette idée que « ces valeurs déterminent dans le monde contemporain les impératifs principaux de la politique mondiale ». C'est une affirma-

tion politique majeure : les peuples sont capables d'accepter de plier à la compréhension de ces impératifs et de se les approprier, à parité avec les besoins les plus immédiatement ressentis, pour en faire autant de raisons de lutter. L'enjeu de classe trouve ici son épanouissement dans la portée universelle des avancées réalisées sur tous ces terrains d'intervention de l'homme. Nous savons d'ailleurs, qu'en France, c'est dans les périodes où le parti communiste a su prendre en charge les intérêts généraux de la nation (en 1936, dans la Résistance, par exemple), qu'il a conquis son audience, qu'il a établi son influence sur les plus larges couches de la population française.

« De même, face aux enjeux bien plus vastes d'aujourd'hui, c'est en nous montrant capables de prendre en charge, non seulement les intérêts de telle ou telle catégorie sociale, mais aussi les intérêts généraux de la société, c'est en étant perçus comme nécessaires à cette avancée de civilisation que nous reconstruirons notre influence, que nous gagnerons dans des couches nouvelles de travailleurs, que nous avons vocation à représenter. Là est, sans aucun doute, la clé du rassemblement, la vraie réponse concrète à l'interrogation sur la perspective.

La question des alliances

« Cela me conduit à ma deuxième question : celle de notre pratique politique dans la société française.

« Prendre en charge toutes les préoccupations et les valeurs que je viens d'évoquer ne conduit pas à baisser, mais au contraire à élever, la barre de notre exigence et de notre intervention politique et

idéologique quotidienne. Nous devons convaincre le plus largement que les solutions diverses que nous avançons, le socialisme que nous proposons, constituent la meilleure réponse aux questions universelles et, par là, aux contradictions de classe de notre époque.

« Cela n'implique nullement de ne pas savoir s'en tenir à la revendication qui rassemble le plus largement et permet de faire un pas en avant. Cela n'a rien à voir non plus avec la tendance à jouer les « Monsieur Plus » en étant obsédés par ce qui, pensons-nous, nous distingue à tout prix des autres, plutôt que par ce qui les rassemble.

« Mais les conditions de la lutte sociale sont telles, aujourd'hui, que nous ne pouvons séparer tout cela de l'exposé judicieux de nos arguments, de nos solutions, de nos idées pour l'avenir, des valeurs auxquelles nous tenons.

« En bref, il s'agit de développer une pratique politique qui, tout en respectant nos interlocuteurs, mette en valeur — par ce que nous disons et la manière dont nous nous comportons — la cohérence et le sérieux de notre démarche, le haut niveau et la qualité de nos objectifs, la sincérité de nos propositions de travail commun.

« C'est notre manière non politique de faire de la politique, débarrassée des polémiques subalternes, animée par le réel souci d'impulser des dynamiques de progrès et de rassemblement.

« Dans le même ordre d'idées, si la démocratie est au cœur de nos objectifs, alors notre pratique doit en tirer les conséquences. Écouter les gens est une condition première pour connaître avec précision et dans leur étendue, les besoins, les motivations, les aspirations et nous mettre en état d'y mieux répondre. Ne pas chercher d'abord ce qui leur fait défaut, mais ce qu'ils possèdent de potentiel créateur et

d'expérience que nous devons prendre en compte et qui peut fructifier. Dans le mouvement, si nous savons être convaincant sans vouloir tout mâcher, en faisant confiance, nous gagnerons des forces pour les transformations nécessaires. On le sait, nous nous heurtons à des obstacles pour gagner à cette pratique nouvelle. N'est-ce pas parce qu'il y a des difficultés qui tiennent à notre manière ? Ne nous présentons-nous pas encore trop souvent en détenteurs de la vérité révélée ? N'y a-t-il pas dans notre pratique des formes des messianismes dont il serait temps de nous défaire ? La modestie n'est pas le contraire d'une haute ambition !

Faire vivre une stratégie démocratique

« Et puis il y a la question des alliances. Nous ne renonçons évidemment pas à l'union de la gauche dont les racines plongent loin dans l'histoire de la France. Elle demeure une matrice où les valeurs universelles peuvent trouver une formulation convaincante et efficace. Elle est, certes, affectée aujourd'hui d'un rude problème de crédibilité tenant à la fois à la forme et au contenu. Mais cela ne nous conduit pas à renoncer. Tout en accordant la priorité au mouvement populaire, c'est, je le crois, concrètement à partir du contenu qu'il faut avancer, en nous montrant plus disponibles à tout moment pour agir de concert, à tous niveaux, sans aucun a priori, avec tous ceux qui le veulent.

« Enfin, ma troisième question : le parti.

« L'ampleur de ce qui bouge n'affecte pas seulement notre activité politique au sein de la société française. Elle ne peut demeurer sans effet sur la vie du parti lui-même. Sans méconnaître les améliorations que nous avons pu, déjà, lui apporter, on ne peut éviter de se demander si le type de vie actuelle du parti est suffisamment adapté à notre stratégie démocratique et autogestionnaire d'aujourd'hui, foncièrement différente de celle d'hier attachée à la dictature du prolétariat ?

« Comment élargir notre influence politique et notre audience culturelle à la mesure de nos perspectives ? Comment créer des lieux adaptés à l'échange des expériences et des propositions, mettre plus d'animation dans notre réflexion collective, favoriser un débat politique ouvert, sans étiquette ni cristallisation des positions et des méfiances, débat qui donnerait d'autant plus d'efficacité à l'unité nécessaire dans l'action ?

« Ainsi, par exemple, en liaison avec la question des perspectives que j'évoquais il y a un instant, je pense qu'une initiative engageant un travail des communistes sur les grandes idées de la construction du socialisme dans les conditions de la France contemporaine serait fort utile. Ce travail trouverait un débouché à déterminer, serait source d'une maîtrise nouvelle pour les communistes et pourrait servir d'aliment à un vaste débat avec tous ceux qui — au-delà de nos rangs — s'interrogent sur les grands problèmes de la société, et de son avenir. Nous pourrions ainsi faire progresser une culture du débat politique qui porte témoignage contre le discrédit que l'on tente de jeter — non sans résultat — sur la politique en général. Ainsi nous aurons un parti qui, sans se confondre avec la société, saura se montrer toujours plus capable d'y faire vivre une stratégie richement démocratique, d'y faire affleurer des idées neuves dans lesquelles cette société se reconnaît, de reconnaître une crédibilité et une influence à la hauteur de ses enjeux.

« C'est une rude tâche. Puisque l'ordre du jour de cette session nous y incite, j'ai voulu y apporter quelques éléments de réflexion, en ayant conscience de leurs limites.

(*) Les interventions sont de la rédaction du Monde.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 26 avril 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales de sécurité (bâtiment et travaux publics) à une amende de 8 000 F.

CEVA Basien, né le 28 novembre 1940 à Alger (Algérie), géant de société, demeurant 15, square Balzac à Montcourt (77).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *France-Sol* et *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement (contradictoire) en date du 17 avril 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour infraction aux mesures générales d'hygiène et de sécurité (bâtiment et travaux publics), emploi d'un étranger non muni du titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, à la peine de 20 000 F d'amende.

PANTANELLA Gaston, né le 15 février 1938 à Tiziou (94), géant de société, demeurant 13, rue Charles de Montgiron (91).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'y ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris du 17 mai 1989, M. NAIM Moïse, né le 13 mars 1937 au Caire (Egypte), demeurant 51, rue d'Avron, Paris-20^e, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, paiement des impôts fraudés et des pénalités y affé-

rentes pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Figaro*, le *Monde*.

La relève de toute autre mesure de publication et des mesures d'affichage du présent arrêt.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. P/le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 24 avril 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour publicité fautive ou de nature à induire en erreur à la peine de 200 000 F d'amende :

ROBIN Marcel, né le 7 juin 1933 à Avesnes (44), PDG de société, demeurant 59, rue Léard au Mans (72).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'ayant appel.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement (contradictoire) rendu le 24 avril 1989, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour non-remise par un entrepreneur du plan d'hygiène et de sécurité d'un chantier à une amende de 5 000 F :

DEVOUARD Marc Jean, né le 18 mars 1932 à Paris-9^e, président du directoire de la SA Fontec, demeurant 41 ter, avenue du Château à Meudon (92).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. N'ayant appel.

DÉFENSE

Aérospatiale devient leader de la recherche sur le « rayon de la mort »

Le groupe Aérospatiale se lance dans la conception de systèmes de défense futurs à base de lasers à moyenne et haute énergie, ce qu'il est convenu d'appeler familièrement le « rayon de la mort ». Il le fait en rachetant cette activité au groupe CGE et en la concentrant dans une société holding qui détient des participations dans des entreprises ayant, d'autre part, le même champ d'application.

Dans un premier temps, Aérospatiale acquiert la division optronique des laboratoires de Marcoussis (Essonne) du groupe Compagnie générale d'électricité (CGE). Il réunit cette division rachetée à la CGE (devenue la société Laserdot) avec ses propres activités dans le domaine du laser et de l'optronique, au sein d'une société holding, baptisée Unilas, qui contrôlera à 100 % la société Quanteil aux Ulis (Essonne), spécialisée dans les lasers solides à usage industriel ; à 28 % la société Lias à Nevers ; à Francfort-sur-le-Main, spécialisée dans les lasers industriels à gaz car-

bonique, et à 40 % la société CILAS-Alcatel à Marcoussis et à Orléans spécialisée dans les sources laser et les sous-systèmes optroniques à utilisation militaire.

Dans un deuxième temps, Aérospatiale détendra, grâce à Unilas (qui devrait prochainement s'appeler Unilaser), les moyens nécessaires à l'étude, au développement et à la fabrication des lasers de défense à haute puissance. L'opération a été mise sur pied en son principe au début de cet été (*le Monde* des 13 et 14 juin) de façon à constituer un pôle national, et peut-être européen, dans ce domaine des systèmes nouveaux de défense à base de « rayon de la mort ».

En 1990

La marine sera épargnée par la déflation des effectifs de cadres militaires

Devant la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a indiqué que la marine nationale sera épargnée par la diminution en 1990 des effectifs de cadres dans les armées, qui devrait concerner 831 postes d'actifs au total. Il s'agit pour l'essentiel de gradés (c'est-à-dire des emplois de capitaine ou de capitaine-chef) et d'hommes du rang engagés. Cette déflation des effectifs concerne l'armée de terre (680 postes), l'armée de l'air (144) et les services communs (7).

M. Chevènement a souligné que la marine était totalement épargnée par cette décision. On se souvient que le chef d'état-major de la

marine, l'amiral Bernard Louzeau, avait, dans un entretien récent (*le Monde* du 15 septembre) à l'hebdomadaire *Cole bleu*, indiqué, avec force, qu'il était plus que nécessaire de stopper la déflation des effectifs, en raison des contraintes excessives qui pèsent déjà sur le personnel en service dans la marine.

Cette déflation des effectifs de cadres en 1990 sera la plus faible pratiquée depuis une demi-douzaine d'années. Pour l'ensemble des armées, elle a été, en effet, de 2 153 postes en 1984 ; de 1 759 en 1985 ; de 1 786 en 1986 ; de 2 750 en 1987 ; de 1 200 en 1988 et de 1 954 en 1989.

Aux 831 postes de gradés ou d'engagés qui seront supprimés l'an prochain, il convient d'ajouter la diminution des effectifs d'appelés (2 472 dans l'armée de terre, 291 dans l'armée de l'air et 145 dans la marine), ainsi qu'une diminution de 2 261 postes de personnels civils.

Devant les sénateurs, M. Chevènement a cependant rappelé que, comme il avait été prévu en août dernier, au moment de la contestation épistolaire des gendarmes, seule la gendarmerie nationale sera autorisée en 1990 à recruter : 750 postes d'actifs et 250 du contingent.

ملء اسمك الأول

ACTUELLEMENT
AU SALON
"MEUBLES
& DECORS"
PARC DES EXPOSITIONS
PORTE DE VERSAILLES
STAND 5-6 (BAC 5 - Allée A)
du lundi au dimanche de 10h à 21h
Sauf le dimanche de 10h à 19h

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

25
MAGASINS
POUR
VOUS
GUIDER

ARPAJON : 13, Route Nationale 20
(200 m avant la sortie Arpajon-centre) -
64.90.05.47 - BORDEAUX : 10, rue
Bouffard - 56.44.39.42 - BRIVE (Point
Expo) : 30, rue Louis-Latrade -
55.74.07.32 - CLEMONT-FERRAND :
22, rue Georges-Clemenceau -
73.93.97.06 - DIJON : 100, rue Monge -
80.45.02.45 - DRAGUIGNAN (Point
Expo) : Zac de St-Hermentaire -
94.67.33.19 - GRENOBLE : 59, rue
Saint-Laurent - 76.42.55.75 - LILLE :
88, rue Esquemoise - 20.55.69.39 -
LIMOGES : 57, rue Jules-Noriat -
55.79.15.42 - LYON : 8, rue de la Répu-
blique (métro Hôtel-de-Ville Louis-
Pradel) - 78.28.38.51 - MARSEILLE :
109, rue Paradis (métro Estrangin) -
91.37.60.54 - MONTPELLIER : 8, rue
Sérane (près gare) - 67.58.19.32 -
NANCY : 8, rue St-Michel (face
St-Epvre) - 83.32.84.84 - NANTES :
16, rue Gambetta (près rue Cou-
miers) - 40.74.59.35 - NICE : 2, rue
Offenbach - 93.88.84.55 - POITIERS :
42, rue du Moulin-à-Vent - 49.41.88.46 -
QUIMPER (Point Expo) Idées Mai-
son - 17, av. de la Libération -
98.90.43.33 - REIMS (Point Expo)
Espace et Volumes - 39 bis, av. de
Paris - 28.04.09.01 - RENNES : 18, quai
Emile-Zola (près du Musée) -
99.79.56.33 - ROUEN : 43, rue des
Charrettes - 35.71.96.22 - SAINT-
ETIENNE : 40, rue de la Montat -
77.25.91.46 - STRASBOURG : 11, rue
des Bouchers - 88.36.73.78 - TOU-
LOUSE : 1, rue des Trois-Renards
(près place St-Séverin) - 61.22.92.40 -
TOURS : 5, rue Henri-Barbusse (près
des Halles) - 47.38.63.66.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

et à PARIS

61, rue Froidevaux, 75014

Ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du

mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h.

Métro : Denfert Rochereau - Galté - Edgar

Quinet - Bus : 29/39/59/68 - RER : Denfert

Rochereau - SNCF : gare Montparnasse.

• CREDITS PERSONNALISES (après acceptation de dossier)

• DEVIS GRATUITS • EXPOSITIONS FINANCIEES DANS TOUTE

LA FRANCE • REPOSE EN CAS DE NON CONVIENANCE.

Le client de paiement par

chèque, Virement, Carte-Credit et

carte bancaire, doit être accompagné

d'un mandat de paiement ou d'un

chèque de paiement.

La maison des

BIBLIOTHEQUES

500 modèles

14 LIGNES ET STYLES

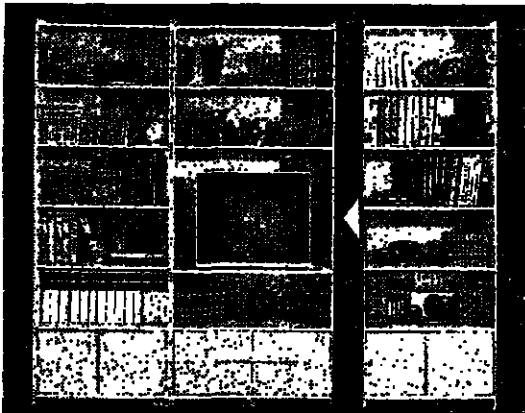
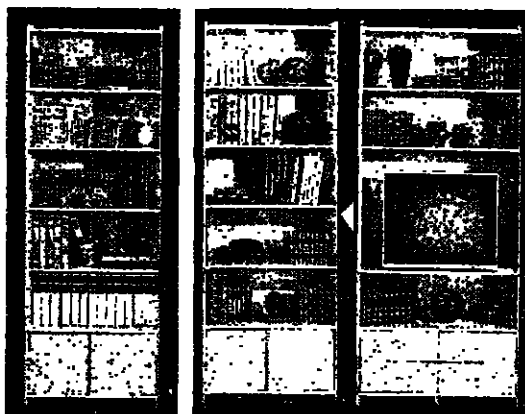
PARIS • BRUXELLES • GENÈVE • MILAN • VIENNE

DEMANDE DE CATALOGUE

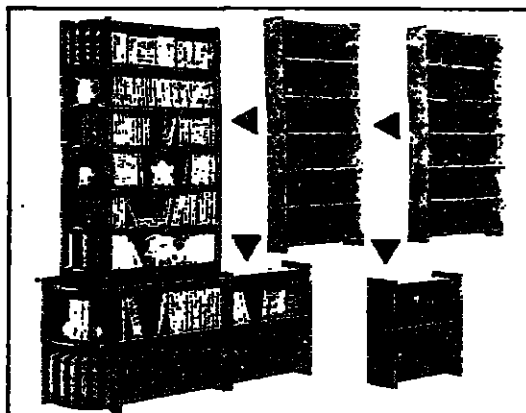
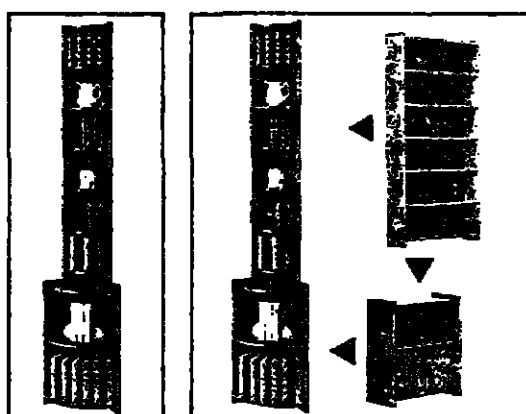
24 H/24 SUR ENREGISTREUR

(1) 43.20.73.33

présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION
SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMEGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue : 80 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci. (MOD 55)

□ M. □ Mme NOM _____ PRENOM _____
□ Mlle
ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PROFESSION _____ TEL _____

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Mitterrand reçoit les dirigeants de l'Union calédonienne

M. François Mitterrand recevait, mercredi 18 octobre à 17 h 30, à leur demande, le président, M. François Burck, et le vice-président, M. Léopold Jorédié, de l'Union calédonienne, principale composante du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, dans le cadre d'une série de contacts politiques et techniques en métropole, qui prolongent la réunion du Comité de suivi des accords de Matignon.

Les délégués du FLNKS se sont également rendus, à la fin de la semaine dernière, à Bruxelles, où ils ont obtenu des instances de la Communauté européenne la garantie de prêts à des conditions très avant-

geuses pour les projets industriels des nouvelles provinces.

La Nouvelle-Calédonie est également à l'ordre du jour des travaux de la commission de décolonisation de l'ONU. Intervenant au nom du FLNKS, M. Rock Wamytan a souligné que la Nouvelle-Calédonie soit maintenue sur la liste des pays à décoloniser, « car toute tentative allant dans le sens d'un retrait de cette inscription serait interprétée comme la négation des démarches effectuées jusqu'à présent ». Ce délégué a souligné que « les accords de Matignon correspondent à une démarche consensuelle permettant de rétablir la paix civile afin de créer

des conditions dans lesquelles les populations du territoire pourront choisir la maîtrise de leur destin ». « Ces accords démontrent une réelle volonté du gouvernement français d'engager un véritable processus de décolonisation du pays », a-t-il ajouté. Mais le FLNKS reste vigilant parce que ce qu'un gouvernement fait, un autre peut le défaire en toute liberté.

Un autre pétitionnaire est intervenu devant cette commission : le secrétaire général du FULK, M. Yann Céline Ureget, qui joue les francs-tireurs à l'intérieur du mouvement indépendantiste, après son exclusion de facto du FLNKS, et qui n'a toujours pas regagné la Nouvelle-

Calédonie depuis l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné, qu'il s'était refusé à condamner. Selon lui, « les accords de Matignon ne garantissent pas l'indépendance aux Kanaks alors que c'est leur revendication fondamentale », et « le corps électoral fixé par le gouvernement est en faveur du maintien de la Nouvelle-Calédonie sous la domination du colonialisme français ». Après avoir estimé que le FLNKS devait, « pour garantir une majorité électorale en 1998, convaincre 13 396 non-Kanaks potentiellement », M. Ureget a réaffirmé que pour le FULK, « seuls les Kanaks et les victimes de l'histoire sont habilités à voter » en Nouvelle-Calédonie.

BIBLIOGRAPHIE

1990, année gaullienne

1990 devrait être par excellence une année gaullienne, et les commémorations devraient y trouver de multiples occasions. La mémoire historique aimant particulièrement — surtout en France — se référer aux anniversaires, la vie de de Gaulle offrira de nombreux repères. Et tout d'abord, le 22 novembre, le centenaire de la naissance à Lille du futur général. On pourra même y ajouter le quatre-vingtième anniversaire de son entrée à Saint-Cyr. Le cinquantième de l'appel du 18 juin 40 aura cependant une plus grande signification et aussi le vingtième anniversaire de sa mort, le 9 novembre. Des manifestations, des cérémonies, des colloques, l'érection de divers monuments sont prévus pour cette année à l'initiative notamment de l'Institut Charles-de-Gaulle et d'un comité spécialement créé sous la présidence de M. Bernard Tricot. Des ouvrages seront également édités tant il est vrai que, malgré plusieurs centaines de livres déjà consacrés à de Gaulle et au gaullisme, le sujet semble être une source d'inspiration toujours féconde.

Déjà la NRF vient d'exhumer un curieux de Gaulle : scénario d'un auteur inattendu : William Faulkner. En 1942, la Warner Bros, qui participe aux productions hollywoodiennes exaltant l'effort de guerre américain, demande à Faulkner un scénario sur ce général français incarnant si bien la résistance aux nazis. L'auteur de *Sans-titre* s'attelle avec enthousiasme à ce « voyage vers l'espoir », mais il donne une image abstraite de la France libre qui provoque les réticences des représentants de De Gaulle aux Etats-Unis. Les libertés prises par le romancier ne plurent pas et le film ne fut pas tourné. Elles révèlent bien cependant l'idée que les intellectuels américains se faisaient alors de De Gaulle, sorte de héros d'une nouvelle guerre d'indépendance.

Tandis que s'élaborait cette œuvre de fiction destinée à un public américain, la guerre s'intensifiait. L'ouverture du deuxième front avec le débarquement allié en Afrique du Nord en 1942 annonce la prochaine offensive et, à terme, la libération de l'Europe. De Gaulle, installé à Alger, conduit toutes les affaires du gouvernement provisoire de la République et prépare son arrivée en France. Henri Christian Giraud, dans le deuxième volume de son *De Gaulle et les communistes*, étaye et accentue la thèse de l'alliance privilégiée et secrète conclue avec Staline qu'il avait amorcée dans son premier ouvrage (*Le Monde* du 21 décembre 1988). De Gaulle a-t-il été l'otage des communistes français et une marionnette aux mains des Soviétiques ? Le rédacteur en chef du *Figaro-magazine* le laisse croire en évoquant tour à tour « la belle et bonne alliance », le règlement de la question polonaise, l'épuration en France après la Libération et l'entrée des ministres communistes dans son gouvernement.

Tout différent est le « portrait » abondamment illustré et précisément documenté que publie M. Pierre Lefranc. L'auteur qui a effectué toute sa carrière à l'ombre de De Gaulle nous donne là une biographie résumée et, naturellement, agiographique : en quelque sorte une belle image d'Epinal, sans aucune ombre. Comme l'indique le titre même de l'album, il s'agit d'un « portrait » qui révèle un dévouement toujours aussi fidèle.

ANDRÉ PASSERON

► De Gaulle : scénario par W. Faulkner, NRF du monde entier, 428 pages, 180 F.

► De Gaulle et les communistes, tome 2, par Henri Christian Giraud Albin Michel, 488 pages, 140 F.

► De Gaulle Un portrait, par Pierre Lefranc, Flammarion, 256 pages, 286 F.

POINT DE VUE

Et maintenant, il faut décoloniser

par Gabriel Marc et Alain Ruellan

LES accords de Matignon et de la Rue Oudinot sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sont un compromis à trois où chacun des signataires avait sa propre stratégie. Le FLNKS consentait à reporter de dix années l'objectif de l'indépendance en contrepartie d'un retour dans les institutions locales, grâce à quoi il pouvait espérer se présenter en position plus favorable à l'indépendance, le moment venu. Pour le RNC, cela permettait de gagner du temps et de s'installer dans la durée d'un second mandat de François Mitterrand. Pour Michel Rocard arrivant aux affaires, cela réduisait spectaculairement la tension sur le territoire, tout en préservant en principe la présence française dans le Pacifique, et signalait une nouvelle méthode de gouvernement marquée par l'ouverture et le dialogue.

En agissant ainsi, le gouvernement s'affirmait arbitre d'une situation où les deux principales communautés en présence se trouveraient, au moins à l'échéance de dix ans, en situation d'égalité.

Le passif est pourtant lourd. Les deux communautés sont très loin de l'équivalence. Une minorité parmi les

Européens détiennent des pouvoirs et privilèges politiques et économiques exorbitants, qui ont été opiniâtrement déniés aux Kanaks pendant cent trente-six ans. Le monde affariste de Nouméa s'est installé dans un pompage efficace de l'argent facile, au moyen de coups sans grands risques et au détriment de la production locale. Administration, commerces et services font les trois quarts de la richesse ; les revenus sont élevés et le système fiscal léger ; la production locale est insignifiante si l'on excepte le nickel ; les transferts de la métropole sont massifs. Bref, le système colonial en place repose sur des structures socio-économiques qui permettent à une bourgeoisie locale de garder, avec l'appui de l'Etat, le contrôle de la situation à son avantage.

Le rééquilibrage du territoire nécessaire au maintien de la paix retrouvée exige à l'évidence une remise en cause de ces structures, une modification décisive de leur logique.

Pendant la visite du premier ministre sur le territoire, en août, les Kanaks ont de nouveau réclamé cette décolonisation. En leur répondant, il a laissé

planer une certaine ambiguïté, se bornant à promouvoir un rééquilibrage inégalitaire des seuls surplus de crédits et de production. Il n'a guère convaincu. En tout cas, il faut que l'Etat fasse — et fasse vite — dans la clarté, preuve de la détermination nécessaire pour vaincre les inévitables résistances que suscite toute abrogation de privilèges.

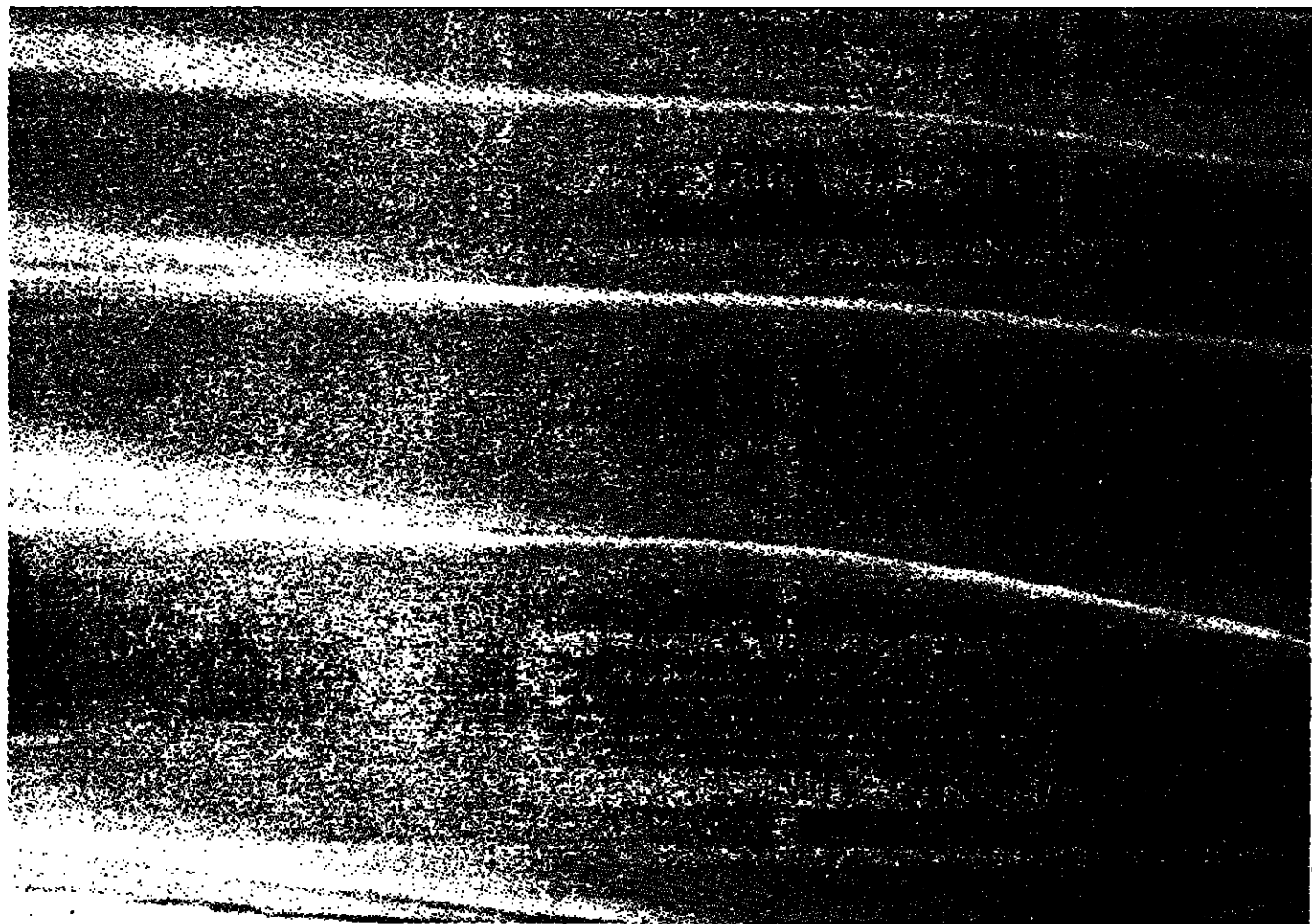
L'absence de cette détermination ne peut que rompre la logique des accords avant le terme. Car l'idée d'indépendance n'a pas quitté l'esprit des Kanaks. Ils l'ont aussi rappelé lors de la visite du premier ministre. Le temps, et l'expérience de la gestion provinciale permettent d'en affiner les contenus pour qu'elle ne reste pas un mythe. Les dirigeants du FLNKS veulent mettre à profit le délai jusqu'en 1998 pour construire le pays, établir le socle de l'indépendance à venir, une indépendance désormais clairement voulue comme viable pour les non-Kanaks. Il s'agit de construire une indépendance plus solide que celle de bien des Etats contemporains nominalement indépendants.

Dans cette situation historique originale, l'échec ou la réussite dépen-

dent en premier lieu des Kanaks eux-mêmes, cela va de soi. Mais la réussite est aussi conditionnée par l'engagement de l'Etat dans une politique déterminée de décolonisation. D'abord parce que, sans cela, la volonté kanak de construire une indépendance viable et digne ne peut aboutir. Ensuite, parce que l'Etat est historiquement responsable de la colonisation de ce pays des antipodes et de la reproduction, jusqu'à maintenant, du système de privilèges et d'exclusion qui le caractérise. Enfin, parce que c'est de l'Etat que dépendent les règles du jeu qui perpétuent les rentes de situation : privilèges de la fonction publique, modalités des retraites, parité du franc CFP, système commercial, fiscalité, justice, sans compter l'accaparement foncier.

La garantie de pérennité de la paix sociale et la persévérance dans la construction du pays exigent que l'Etat passe du rôle d'arbitre, nécessaire aux retrouvailles des communautés après le drame d'Ouvéa, à celui d'acteur résolu de changement.

► Hauts fonctionnaires, membres du comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE, L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS, MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1^{er} réseau mondial de transmission de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques.

Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement ?

Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins : TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension. Et cette qualité ne cesse de s'améliorer : délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées...

En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur.

A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye : TRANSPAC fait mentir cet axiome.

En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26 % alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer... TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél.: (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

هنا من الأصل

14 Des graffiteurs poursuivis en justice
15 Universités : saturation à Villeneuve

16 Les difficultés d'Antenne 2
17 Exposition Jules Romain à Mantes

20 Charles Trenet au Palais des congrès
28 La Coupe d'Europe de football

Un projet gouvernemental pour réformer la loi de 1838

L'hospitalisation psychiatrique revue et corrigée

Le gouvernement français envisage de réformer dans un sens plus libéral la loi de 1838 sur les internements psychiatriques. De son côté, l'Association mondiale de psychiatrie, qui tient son huitième congrès à Athènes, devait se prononcer, mardi 17 octobre, sur la réadmission de l'Union soviétique en son sein.

Faut-il réformer la loi du 30 juin 1838, relative aux aliénés ? M. Claude Evin, ministre de la Santé, de la Famille et de la Protection sociale, qui estime cette loi « désuète, obsolète et inadaptee », devrait soumettre lors d'un prochain conseil des ministres un nouveau projet de loi relatif « aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux ».

C'était sous la monarchie de Juillet, et il fallut seize mois de débats passionnés à la Chambre des députés et des Pairs pour qu'une loi érigant le principe de l'isolement comme première mesure thérapeutique de l'aliénation mentale soit votée. A l'époque, les patients ne pouvaient être admis dans des asiles psychiatriques que par des procédures d'internement. La procédure de placement pouvait être soit « administrative » en cas de dangerosité (il s'agissait alors d'un placement d'office dépendant du préfet), soit « volontaire », substituant à la volonté du patient celle d'un proche.

Aujourd'hui, ces deux modalités d'admission, toujours en vigueur, ne représentent plus, respectivement que 2 % et 10 % des entrées dans les services de psychiatrie. Les admissions libres, analogues à celles des autres services de médecine, sont devenues largement majoritaires. Et, finalement, l'on entend plus parler de la loi de 1838, ce « monument législatif » comme le décrivent certains juristes, qu'à l'occasion de « bavures ».

Liée à l'existence de l'asile et à la stigmatisation de la maladie mentale, cette loi d'exception qui, petit à petit, a vu son champ d'application se restreindre considérablement, doit-elle être modifiée, actualisée en quelque sorte ? Cet héritage d'un autre âge de la psychiatrie, qui consacrait l'arbitraire des pouvoirs administratifs et médicaux sur l'individu, gênait finalement peu les psychiatres. Ils s'en accommodaient fort bien en général. Dès lors, pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de remanier la loi ?

« La célébration du bicentenaire de la Révolution française et de la proclamation des droits de l'homme et du citoyen offre à notre société l'opportunité de s'interroger sur la réalité des droits des malades et singulièrement sur celle des droits des malades mentaux », déclarait récemment M. Claude Evin. Le degré de démocratie de notre société se juge aussi à la manière dont elle traite ses malades mentaux. Le ministre de la Santé indiquait également « que le gouvernement est résolu à préserver et à promouvoir les libertés indivi-

cade de protestations ? Les uns, comme le syndicat national des psychiatres des hôpitaux (SNPH) regrettent la « hâte » qui a présidé à l'élaboration de ce projet, les autres estiment qu'il aurait été préférable de ne pas « réactiver » une loi d'exception qui était tombée en désuétude ?

Techniquement, le texte proposé par le gouvernement ne manque pas de cohérence. Les psychiatres expliquent-ils, sont parfois encore obligés de recourir dans certains cas aux placements sous contrainte. Ces placements étant régis par la loi de 1838 et celle-ci

patient, mais également dans certaines structures hospitalières ne comportant pas d'hospitalisation.

5. Actualiser la terminologie du code de la santé publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Cent personnes par an

Ce texte de loi, préparé en concertation avec les services du garde des sceaux, M. Pierre Arpaill-

l'esprit du projet, le SNPH s'inquiétait de certaines dispositions, comme par exemple l'obligation d'obtenir deux certificats (au lieu d'un) pour le placement sur demande d'un tiers. En cas d'urgence, expliquait-il en substance, une telle mesure peut exposer à de graves risques. Cette critique ne manque pas de pertinence. Le texte du projet de loi gagnerait à être plus pragmatique en ce qui concerne les cas d'urgence.

D'autres psychiatres remettent en cause l'existence même de ce projet de loi. Selon eux, parmi lesquels on trouve de nombreux « abolitionnistes » de la loi de 1838, le simple fait que le gouvernement « réactive » une loi d'exception qui tombait peu à peu en désuétude est une grave erreur. Sous prétexte de quelques améliorations ponctuelles, M. Evin ne reprend-il pas à son compte le principe de l'internement pour les malades mentaux ? Il y avait mieux à faire en matière de réforme de la psychiatrie, disent ces psychiatres, que d'élaborer une loi d'exception qui ne concerne qu'une centaine de personnes par an. Un grand plan d'humanisation des hôpitaux psychiatriques n'aurait-il pas été plus adapté à la célébration du Bicentenaire ?

Le ministre de la Santé ne l'entend visiblement pas ainsi ; pas question, pour lui, d'abroger la loi de 1838. « Il ne s'agit pas de réactiver la loi de 1838 », dit-il, « mais de donner un consentement éclairé à des soins pourtant nécessaires pour améliorer leur état. L'état actuel de la science psychiatrique ne nous le permet pas pour l'instant, et notre devoir est aussi de prodiguer aide et assistance à toute personne en danger ou dangereuse pour autrui, tout en préservant au maximum les libertés publiques. »

En tout état de cause, ce projet de loi devrait être examiné le 19 octobre en séance plénière au Conseil d'Etat et soumis prochainement au Parlement (son examen en première lecture devrait avoir lieu au Sénat, l'Assemblée nationale devant pour sa part l'examiner à la prochaine session de printemps).

FRANCK NOUCH



Pendant l'année qu'il passe à la clinique psychiatrique de Solaure, Roland Schneider continue de pratiquer la photographie. Son travail — dont cette photo : « J'ai un père-mère dans la tête aujourd'hui. » — était considéré par le médecin-chef comme une voie vers la guérison.

duelles de ces personnes, tout en garantissant aide et protection à celles qui ne sont pas en mesure de donner un consentement éclairé à des soins pourtant nécessaires à leur état.

Une cascade de protestations

D'où vient alors qu'en dépit des intentions fort louables affichées par M. Evin ce projet de loi ait, à peine connu, déclenché une cas-

ne prenant pas suffisamment en compte les droits des malades, il fallait donc la « toiletter ».

En son état actuel, le projet de loi vise cinq objectifs principaux :

1. Promouvoir le droit des malades hospitalisés librement dans tout établissement accueillant des malades mentaux.

2. Mieux garantir les droits des personnes hospitalisées sans leur consentement dès lors qu'une telle prise en charge est inévitable. Pour ce faire, des dispositions nouvelles sont prévues. Ainsi, toute personne placée sans son consentement verra ses droits étendus. Elle pourra en particulier échanger des correspondances, communiquer avec son médecin ou un avocat de son choix. S'agissant du placement d'office, pour éviter tout internement injustifié, un avis médical sera requis avant toute décision de placement par le préfet. Une procédure de renouvellement périodique de la décision de placement d'office sera également instaurée. Concernant le « placement sur demande d'un tiers » — cette formule remplace avantageusement l'hypocrite placement « volontaire » — de nouvelles dispositions visent à éviter d'éventuels abus. Ainsi, par exemple, la demande formulée par le tiers devra être motivée et assortie de deux certificats médicaux concordants établis préalablement à l'admission.

3. Instaurer un meilleur contrôle des conditions d'hospitalisation en psychiatrie. A cette fin sont créées des commissions départementales indépendantes chargées d'effectuer des contrôles de dossiers de personnes hospitalisées. Ces commissions médico-judiciaires seront composées de quatre personnes. Elles auront obligatoirement à examiner la situation des patients dont le placement sur demande se prolonge au-delà de trois mois. Ces commissions pourront en outre être saisies par toute personne hospitalisée.

4. Favoriser la réadaptation, la guérison ou la réinsertion sociale des personnes hospitalisées sans leur consentement. Le projet de loi prévoit en particulier la possibilité de « sorties d'essai » qui pourront non seulement s'effectuer sous surveillance médicale là où habite le

lance, et du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, ne semblait pas destiné à provoquer un tollé. Et pourtant...

L'un des premiers à réagir fut le Syndicat national des psychiatres des hôpitaux qui, par la voix de son président, le docteur Jean Ayme, exprima son inquiétude de voir présenter « dans la hâte un nouveau projet, dans des délais dérisoires, qui dans des intentions humanitaires et commémoratives, comporte des risques de dérive dangereuse pour les libertés et les soins ». Sans remettre en cause

Les malades, grands absents du congrès d'Athènes

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

Le président actuel de l'Association mondiale de psychiatrie, le professeur Constantin Stefanis, avait appartenu, pendant de longues années, à la direction de l'hôpital de Daphni, à Athènes, l'un des asiles psychiatriques les plus scandaleux et les plus pathétiques d'Europe. Pourtant, toute réflexion sur l'aspect politique et social de la psychiatrie, et plus encore sur les conditions de vie et la souffrance des malades mentaux, paraît bannie du huitième Congrès international de psychiatrie qui ne compte pas moins de sept mille participants. Alors que la recherche biologique en psychiatrie et la classification des maladies mentales ont largement occupé les premières séances, il faudra attendre le dernier jour du congrès et la 323^e et ultime communication pour entendre, enfin, évoquer l'opinion des patients sur les traitements qui leur sont prescrits. Déjà, mais représentés dans la plupart des congrès médicaux, les malades apparaissent en effet — avec le personnel soignant — comme les grands absents d'Athènes où la place semble être entièrement réservée aux psychiatres.

Faut-il voir dans ces contradictions flagrantes la malaise d'une profession qui ne parvient pas à évoluer et qui préfère se rassurer en révisant à l'infini la classification des maladies mentales ? La psychiatrie est-elle condamnée, par le biais de ses représentants officiels, à se cantonner dans la nosographie, l'étude du symptôme et de l'effet des traitements médicamenteux ? C'est en tout cas l'avis du psychiatre italien Franco Rotelli qui, au cours de l'unique session consacrée aux aspects culturels et sociaux de la psychiatrie européenne, a violemment dénoncé « la pauvreté d'une discipline encore enfermée dans les murs de l'asile, et l'indigence de la relation du malade mental et des psychiatres ».

L'expérience de Trieste

Disciple du célèbre psychiatre Franco Basaglia, mort en 1981, le docteur Rotelli est l'un des principaux artisans de l'expérience de « désinstitutionnalisation » conduite à Trieste et considérée comme l'un des succès les plus originaux de la psychiatrie moderne. Dans cette ville du nord-est de l'Italie, le grand hôpital psychiatrique, qui abritait mille deux cents malades mentaux, a été détruit

en 1980 au profit d'un patient travail de préparation du personnel soignant et de solutions alternatives. Progressivement, les malades internés ont quitté l'hôpital pour des structures d'accueil plus souples : sept centres de santé mentale ouverts en permanence où travaillent des médecins et des infirmiers, et un réseau d'appariement thérapeutiques. Depuis, les équipements psychiatriques de Trieste se sont enrichis d'un restaurant, d'un café, d'un centre d'esthétique et même d'un bateau à voile.

« Il ne s'agit en aucun cas de faire l'éloge de la folie, explique Franco Rotelli, mais de continuer, hors des murs, la bataille contre la folie, la porte ouverte aux confins de la maladie mentale et de la normalité. » Ces structures particulières n'ont pas évité le recours à la loi italienne de traitement sanitaire obligatoire, au terme de laquelle deux médecins peuvent, avec l'autorisation du maire de la ville, contraindre un malade mental à être hospitalisé. Mais, depuis la fermeture de l'hôpital psychiatrique, souligne le docteur Rotelli, la procédure est devenue infiniment plus rare : en 1988, elle n'a été utilisée que dix fois à Trieste, alors qu'il y avait environ huit cents internements obligatoires dans les années 70.

BÉATRICE BANTMAN

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI
présente

trois événements exceptionnels à ne pas manquer

Samedi 2 décembre 1989 à 20 h 30
LES VIRTUOSES DE MOSCOU
direction : VLADIMIR SPIVAKOV
solistes : DEMIDOVA - ZILBERSTEIN
SCHNITKE - SPIVAKOV - HAYDN - ROSSINI

Dimanche 17, lundi 18 et mardi 19 décembre 89 à 20 h 30
L'ORCHESTRE, LES CHŒURS ET LES SOLISTES DE L'OPERA DU BOLCHOÏ
direction : ALEXANDRE LAZAREV
Le 17 décembre : VERDI « REQUIEM »
Le 18 décembre : PROKOFIEV - RACHMANINOV
Le 19 décembre : PROKOFIEV - TCHAIKOVSKI - BORODINE

Dimanche 14, lundi 15 janvier 1990 à 20 h 30
ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'ETAT D'URSS
direction : EVGUENI SVETLANOV
avec les « Jeunes Prodiges »
piano : EVGUENI KISSIN
violon : VADIM REPIN
avec les chœurs du Bolchoï et leurs solistes
Le 14 janvier : T. KHRENNIKOV (Création)
RACHMANINOV
Le 15 janvier : T. KHRENNIKOV (2^e Création)
TCHAIKOVSKI

Location Salle Pleyel
252, rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris
Par téléphone :
45 63 88 73 de 13h à 18h, sauf dimanche
45 01 06 30 de 9h à 18h, sauf samedi et dimanche

هكذا آمنه الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

En levant les révocations
contre des surveillants de prison

La chancellerie fait le pari de la mansuétude

Des vingt-sept révocations signifiées par le ministère de la justice à des surveillants de prison grévistes, la chancellerie n'aura, en définitive, maintenu que le licenciement d'un élève-surveillant et une vingtaine d'exclusions temporaires.

M. Jacques Viallet, le secrétaire général du FO pénitentiaire, peut être content : il a bien travaillé. Vilipendé par les autres syndicats pénitentiaires, contesté par ses propres troupes lorsqu'il a appelé les surveillants contestataires, grévistes hors la loi, à reprendre les clefs, le 4 octobre, au terme du mouvement le plus dur qu'il eût connu la pénitencier depuis 1957, il a opéré un rétablissement spectaculaire.

Le « réagat », le « traître » a joué tout en finesse et il n'en est pas peu fier. Alors que plus d'un millier de lettres de révocation valaient être préparées, que près de trois cents avaient été envoyées et que vingt-sept, régulièrement signifiées, avaient toutes les chances de devenir définitives, le 16 octobre le décret du ministre de la justice est tombé : il n'y aurait en fin de compte pas une seule révocation, mais le licenciement d'un élève-surveillant et une vingtaine de sanctions allant du déplacement d'office à l'exclusion temporaire pour une période de trois jours à six mois.

Comme on rédige un faire-part de mariage, M. Viallet s'est offert le luxe d'un communiqué triomphant : « Après une semaine d'intenses négociations, certains ont critiqué mais qui aujourd'hui se réjouissent comme la preuve de notre puissance. J'ai le plaisir d'annoncer la levée de toutes les révocations. » Quelques visites au ministère et, dit-il, « deux cents coups de téléphone » lui ont permis de décrocher le gros lot. M. Viallet s'est même payé le luxe de ne pas défendre que « ses petits gens », mais aussi les surveillants menacés appartenant à d'autres syndicats. Les autres orga-

nisations, retranchées dans une bouderie impuissante font grise mine : si elles avaient voulu renforcer la puissance de FO, elles ne s'y seraient pas prises autrement.

Quant au ministre, qui avait semblé opter pour la fermeté en expliquant qu'il ne saurait être toléré que soit bafouée l'autorité de l'Etat, il se trouve aujourd'hui dans une situation embarrassante. User comme il l'a fait aussi vite, et sans palier de décompression, de l'arme des révocations a eu son efficacité : faire craquer le syndicat majoritaire et contraindre les surveillants à reprendre le travail. Revenir en arrière aujourd'hui, est certes un signe d'apaisement, la magnanimité du vainqueur. Mais un tel comportement peut aussi — et ce fut le cas au printemps dernier lorsque des mesures de suspension furent rapidement levées — paraître singulièrement versatile.

Fragiles

A quel bon ces mouvements de menation antérieures, si c'est pour revenir si vite en arrière ? On peut expliquer, désormais, que les vingt-sept révocations prononcées devaient juridiquement paraître fragiles et à la limite de l'arbitraire. Pourquoi alors les avoir décidées et surtout avoir incité les directeurs d'établissement à jouer les pères Fouettard ? Certains syndicalistes accusent que ceux qui restent sanctionnés sont ceux qui ont déposé les clefs. Ceux, parmi les surveillants qui s'en sont pris directement à la population pénale en bloquant les parloirs ou les ateliers, s'en tirent bien. Voilà qui donne à réfléchir sur les modalités des actions futures.

En attendant, le ministre tente de définir des bases de discussion pour réanimer et démocratiser l'administration pénitentiaire. Il table sur les effets de sa généralisation pour attirer les syndicats à la table des négociations. Q'en sortira-t-il ? C'est là tout le pari de la mansuétude.

AGATHE LOGEART

MÉDECINE

Le comité d'éthique se prononce contre les greffes de neurones dans le cerveau

Le comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a rendu public, lundi 16 octobre, un avis très attendu concernant la pratique des greffes intra-cérébrales dans le traitement de la maladie de Parkinson. En dépit de quelques résultats positifs qui avaient, semble-t-il, pu être obtenus à l'étranger, le Comité qui préside le professeur Jean Bernard estime que ces greffes ne doivent pas être tentées en France. Le Comité a, d'autre part, publié un avis sur le dépistage des toxicomanes dans les urinaires.

On estime que plusieurs centaines de personnes atteintes de la maladie de Parkinson ont, à travers le monde, fait l'objet d'un nouveau traitement expérimental consistant à « greffer » dans une région précise du cerveau des cellules prélevées soit sur le malade lui-même (au niveau des glandes cérébrales) soit à l'intérieur du cerveau d'un fœtus humain âgé de trois semaines environ. Il s'agit ici, schématiquement, de tenter de corriger grâce à ces greffes cellulaires les troubles souvent très handicapants qui caractérisent cette grave affection dégénérative. Des troubles qui trouvent leur origine dans une anomalie neuronale cérébrale.

Bien qu'il soit mis en œuvre depuis plusieurs années dans différents pays (Mexique, Cuba, Espagne, Suède, États-Unis, Chine), on ne dispose toujours d'aucune certitude quant à l'efficacité de ce traitement chirurgical. Les informations les plus contradictoires continuent de circuler : des équipes vantent leurs résultats positifs tandis que de nombreux spécialistes émettent les plus expresses réserves (Le Monde du 18 janvier). « Le Comité a été informé des résultats de ces greffes pratiquées dans plusieurs pays étrangers, peut-on lire dans l'avis. Sauf rares exceptions non confirmées, ces greffes n'ont entraîné que des améliorations mineures généralement éphémères et de surcroît chez une minorité de parkinsoniens seulement. Ces améliorations sont disproportionnées avec le danger que les interventions chirurgicales nécessitées par les transplantations font courir aux malades : fréquentes complications post-opératoires graves, décès ».

En conclusion, le Comité recommande que « pour le moment tout au moins, ces tentatives thérapeutiques ne soient pas entreprises en France ». Il lui paraît « qu'il est indispensable de connaître les résultats des recherches actuellement poursuivies, notamment chez les primates pour savoir si de telles interventions à risques sont éthiquement acceptables ».

Le Comité souligne enfin les dangers inhérents à la nécessité de recourir à des embryonnaires « d'autant que l'expérimentation animale a montré que les neurones embryonnaires, pour pouvoir s'intégrer dans les structures nerveuses de l'hôte, doivent être greffés à un stade déterminé dans leur développement, ce qui pourrait entraîner des comportements planifiés ».

Même s'il n'a pas force de loi, cet avis coupe court aux projets des équipes qui, en France, souhaitent, dans un avenir proche, mener ce type d'expériences.

D'autre part, dans un avis rendu public également le 16 octobre sur le dépistage des toxicomanes dans l'urinaire, le comité national d'éthique se prononce, sous la signature de M. Pierre Laroque, pour « l'interdiction générale des dépistages systématiques portant sur tous les candidats à l'embauche » d'autant que l'expérimentation animale a montré que les neurones embryonnaires, pour pouvoir s'intégrer dans les structures nerveuses de l'hôte, doivent être greffés à un stade déterminé dans leur développement, ce qui pourrait entraîner des comportements planifiés ».

Le Comité précise toutefois que, pour certains emplois, un tel dépistage pourra être effectué lorsque l'usage de la drogue peut présenter des risques dans l'exercice de l'activité envisagée. Le comité souligne que le ministre du travail devra prochainement publier la liste des emplois concernés par un tel dépistage.

JEAN-YVES NAU

ÉDUCATION

Les difficultés des universités de la région parisienne

Amphi sous chapiteau à Villetaneuse

Le chapiteau de toile d'un blanc immaculé affleure entre deux bâtiments de béton gris. Une foule juvénile et bon enfant piétine la pelouse, puis s'agglutine contre les barrières métalliques avant de s'engouffrer dans la tente géante. Les étudiants en concert à Villetaneuse ? Un groupe rock en tournée dans la banlieue nord ? Non, ces jeunes gens sont là pour Philippe Sauer. Bien malgré lui, ce professeur d'histoire du droit est la vedette de la rentrée à la faculté de droit Paris XIII. Il a inauguré, lundi 16 octobre, le premier cours de l'année dispensé sous un chapiteau.

Les rangées de tables en métal contrecoupées donnent à cet amphi de fortune des allures de brasserie de foire. On s'attend à voir couler le cidre. Mais au lieu des flonflons, le silence s'installe. Passablement interloqués par ce premier contact avec l'enseignement supérieur, les huit cents étudiants de première année écoutent sagement les explications de Pierre Lemire, doyen de l'UFR de droit. Il s'excuse pour « cette rentrée un peu mouvementée » dans « une atmosphère festive » et il « espère que les conditions de chauffage seront suffisantes » car cette solution provisoire durera « jusqu'au 15 décembre ».

Les nouveaux ont déjà été instruits de la situation par les tracts et les messages des organisations syndicales. « J'aspire, écrit ton chèque ! », ironise une banderole de l'UNEFSE à l'entrée du chapiteau, tandis que l'UNEF-ID dénonce au micro « une tentative de séduction par chaises ». L'explication technique à cet amphithéâtre incongru est simple. Le grand amphi est en réfection, les travaux ont pris du retard, l'université a donc loué pour 300 000 francs ce chapiteau de 700 mètres carrés. Mais le problème soulevé est plus profond. « Vous êtes huit cents, alors que le plus grand amphi n'a que quatre cent cinquante places », explique Pierre Lemire.

Le responsable de l'UFR en profite pour dénoncer le « sous-encadrement manifeste » de sa faculté, tandis que l'autre université de la région parisienne, Paris XIII Créteil, bénéficie, selon lui « du double d'enseignants ». Fastigeant

« l'université à deux vitesses », il rejoint les organisations syndicales étudiantes pour exiger un doublement de la première année et la construction « en priorité absolue » d'un ou de deux amphis supplémentaires. Une délégation devait ensuite faire remonter tout ce mécontentement jusqu'à la présidence de Paris XIII, où une autre surprise attendait les étudiants novices.

Un président de vingt-huit ans

Il ont été reçus par l'un des leurs. Dans le bureau présidentiel, grand comme une salle de travaux dirigés, siège Eric Camus, vingt-huit ans, étudiant en septième année de médecine. Vice-président du conseil d'administration, c'est lui le patron de Villetaneuse lorsque le président est, comme ces jours derniers, en déplacement. Il a délégué de signature, il décide et il agit en toute responsabilité. Les doctes présidents d'université ne sont plus surpris de le voir arriver à leurs réunions. D'ailleurs, il parle comme eux, statistiques à l'appui : « Notre université est en soixante-deuxième position pour le taux d'encadrement. Et la plus mal lotie de la région parisienne. Certaines arrivent les inscriptions dès qu'elles atteignent le seuil de leur

capacité d'accueil. Je ne suis pas sûr que ce soit la bonne méthode. »

Eric Camus s'attend à devoir « jongler avec les horaires et les salles de TD » pour assurer la rentrée, mais il refuse de « faire du catastrophisme », plaçant de « grands espoirs dans le contrat de plan avec l'Etat ». Dans l'immédiat, Paris XIII a demandé une subvention exceptionnelle au ministère, pour financer le cap de la rentrée ; de l'argent pour financer la moitié du chapiteau, un laboratoire de langues et un équipement informatique, ainsi qu'une dotation de deux mille cents heures supplémentaires.

Aux jeunes étudiants déconcertés par ce campus devenu camping, il s'est adressé en grand frère « pour les rassurer ». A l'évidence, il en est besoin. Si l'assistance est restée de marbre lorsque M. Lemire et Sauer évoquaient le manque de locaux et de professeurs, elle a frémi violemment en entendant que le taux d'échec est de 50 % en première année de droit. Ce chiffre, brandi comme une fatalité par les enseignants, ne faisait que confirmer le pessimisme d'un groupe de redoublants restés sur le seuil du chapiteau : « De toute façon, à Noël, l'amphi de quatre cent cinquante places sera largement assez grand. »

JEAN-JACQUES BOZONNET

Immigration

M. Jospin félicite les directrices de Montfermeil

Le ministre de l'éducation nationale a adressé, lundi 16 octobre, une lettre aux directrices des deux écoles maternelles de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) que le maire de cette ville menace de ne plus subventionner, pour avoir inscrit une cinquantaine d'enfants immigrés en dépit de son interdiction (le Monde du 12 et 13 octobre). « Je regrette profondément que vos collègues et vous-mêmes aient été mis en cause d'une manière inadmissible par le maire de Montfermeil », écrit M. Jospin. (...) Vous avez diligemment et précieusement

fait votre devoir et je vous en remercie : c'est l'honneur de l'école de la République d'accueillir tous les enfants, quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent ». Le ministre rappelle que « le service public d'enseignement est national » et qu'« on ne peut pas décider que telle école ne recevra plus de crédits de fonctionnement de la part de la municipalité », puisqu'il s'agit d'obligations légales. M. Jospin annonce que « toutes les dispositions seront prises pour que le maire assume l'ensemble de ses obligations ».

DIAGONALES

DEUX rigoles couraient vers le caniveau. L'une rouge rose, vernissée, l'autre brune et grasse, artère et carter mêlant leurs saccades, n'ayant qu'une hâte, se vider. Des moteurs rageaient contre le surcroît d'encombrement. Des passants s'attardaient, tant pis pour le train de sept heures une, c'était trop intéressant à voir, ça changeait de la télé, ça sentait enfin le vécu qui se raconte, cette moto broyée, ce gamin allongé, ce mollet bête à angle droit de la chaussure, cette main retournée prise de la tarte en signe de pémoison romantique, ce poignement de bestiole couverte par les klaxons. « Il va mourir, le type, tu crois ?... J'ai vu un type, à mon avis... Pas cher de sa peau... »

Les pouspous parisiens tardaient à perdre leur sourire, comme souvent après les fêtes glorieuses. Les réverbères attendaient, pour s'allumer, que le ciel ait fini de s'étendre, vers l'ouest, dans des rouges et des gris de brasse. C'était l'heure où, tout à l'improviste, de retrouver leur canapé trois places face au journal télévisé, automobilistes furieux de piétons et piétons las d'enjamber des parcs chocs se maudissant du regard, un regard vide de polisson rouge au virage de l'aquarium.

Soudain, le fracas : BMW contre scooter, métal et chair cognés sec, un enjoliveur qui roule, et ce drôle de silence qui forme, sur fond de grondement d'avant dîner, des dizaines de « oh ! » étouffés, comme muettes des « pourvu que je ne connaisse pas le vicieux ! » ; ces vaines de la pitié humaine, ce souffle retenu, mais mieux que rien...

« Pas étonnant, décréta le conducteur de la BMW, c'est un coursier. Ils conduisent comme des fous ! »

« Pas étonnant », confirma une voix.

Le signal des explications soulageantes était donné. Avec un peu de chance, on attraperait le 7 h 01 !

LE vingtième siècle allait finir. Les conversations de cet automne trottaient autour des craquements de l'empire communiste. Ruse suprême de Moscou, gare aux marchands charbonniers et aux chers !, grondèrent les fûtes à qui on ne fait pas ; divine surprise, jubilation, les gogues, revis que l'histoire, ce téléfilm à bout de souffle, rebondisse et trouve encore à nous surprendre.

Depuis quelques trimestres, la circulation de la capitale était modifiée par la proférée-

Hérissons

tion des coursiers comme celui qui, ce soir-là, perdait son sang. On les reconnaissait à leur casque échancré aux oreilles, à leur casse mal armée sur le porte-bagages. Allô-Courses, Rapid'Colis, etc. Certains conduisaient en écoutant de la musique, avec des écouteurs ou un transistor ficelé au guidon et ouvert à tue-tête.

De quelques dizaines, ils étaient passés à plusieurs milliers, cinq mille peut-être. On ne savait au juste, car il n'existait aucune organisation patronale ni aucun syndicat ouvrier. C'était la jungle. Le gosse se présentait avec une « meule », n'importe laquelle, on ne lui demandait rien, si elle lui appartenait, si elle freinait, si elle était assurée. « Tu files rue Ordener, et après sur Gentilly, OK ? »

« Ce sont des marginaux ! dit un passant en courant. Tout plutôt qu'aller au bureau, les jeunes de maintenant ! Pas étonnant ! »

« Pas étonnant ! », fit une voix.

Les clients des maisons de courses disposaient de bons à tarif dégressif, par chèques de 25, 50 ou 100. Il leur en coûtait de 35 F à 80 F la course ; 80 F au coup par coup. Ça dépendait aussi du délai ; deux heures, une heure, ou plus vite que tout de suite.

LE coursier, lui, touchait le tiers ou le quart du prix client, dans les bons cas. L'employeur jouait sur du valeurs : si la demande tombait, c'était tant pis pour le coursier. Le salaire mensuel était l'exception. Rémunération à la tâche, sans congé, ni sécurité sociale, ni visite d'embouteillage : tout ce qu'il y a d'illégal ! Mais quoi : c'était la guerre économique, oui ou flûte ! Et pour le gamin, c'était ça ou la manutention en usine, le tri postal, les poubelles. Là au moins on était son maître ou presque, au grand air : « libre ». Pour 150 kilomètres et huit heures par jour, qu'il pleuve, qu'il vente, un coursier se faisait...

« ... 10 000 F par mois, dit un passant. »

« 3 000 F », dit un autre.

Comme chez les PDG, le secret régnait sur les chiffres, généralement exagérés par fortentente.

BERTRAND POIROT-DEPECH
de l'Académie française

« Leur casque n'est pas réglementaire », remarqua un employé de banque avec un saxophone sur sa cravate.

C'était exact. Le casquette à de cycliste coûtait moins cher, passait moins lourd qu'un vrai casque homologué et elle laissait les oreilles libres pour parler aux clients, aux copains de rencontre et demander par téléphone les consignes de l'employeur. Elle était devenue un signe de ralliement, de même que les blousons fantaisie offerts par des grandes firmes.

« Pas étonnant qu'il en tombe plusieurs par mois, ils conduisent comme des fous, répétait le conducteur de la BMW. Celui-là m'a doublé à droite sans avoir la place, une poignée de guidon après l'autre... »

On les reconnaissait en effet à leur surcharge d'interdit : du jamais vu. C'était à qui brillerait les feux rouges, roulerait sur les trottoirs, obligerait les autres à piler le frein. Sortis de leurs silos truies, il n'était pas rare qu'ils continuent à zigzaguer pour le plaisir, jouant des hanches comme des skieurs ou des véliphanistes en quête de la meilleure glisse.

« Ils s'éclataient, ajouta l'employé de banque. On dirait qu'ils sont drogués. »

« Bien obligé de prendre des risques, objecta un lecteur du Monde. Ils sont si peu payés, et à la course ! »

Il s'écarta pour laisser les pompiers approcher du blessé :

« C'est un fait de société », conclut-il, comme il aurait dit groupe scolaire pour école, ou pour hôpital, complexe hospitalier.

« **D**ES hérissons écarlates, vous en voyez des dizaines qui ont bien l'air d'avoir eu une mort de hérissons. Et soudain vous en trouvez un, un petit jeune, qui n'est pas étendu tout à fait comme les autres, bien moins salement la petite patte tendue, les babines bien fermées, bien plus dignes, et celui-là on a l'impression qu'il n'est pas mort en tant qu'hérisson, mais qu'on l'a frappé à la place d'un autre, à votre place. Son petit œil froid, c'est votre œil. Ses piquants, c'est votre barbe. Son sang, c'est votre sang... »

« Les dieux se sont trompés, ils voulaient frapper un paillard, un voleur, et ils vous tuent un hérisson... un jeune. »

GIRAUDOUX (Électre, acte I, scène 3.)

REPÈRES

NUCLÉAIRE

Mgr Gaillot

critiqué à Tahiti

Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, a participé, jeudi 12 octobre, à Tahiti, à une manifestation contre les essais nucléaires, organisée par le Front de libération de la Polynésie, l'un des partis indépendantistes du territoire. Il s'est attiré une violente riposte de l'armée protestant des armées, le pasteur Gérard Bourgeois, déclarant dans une lettre diffusée dimanche 15 octobre que « Mgr Gaillot et sa suite auraient mieux fait d'envoyer le prix que rapportent leur billets d'avion aux nécessiteux du territoire, plutôt que de gaspiller leur argent pour la petite trentaine de participants à une marche antinucléaire ». « Vous venez ici déverser votre propagande marxiste, a ajouté le pasteur.

ESPÈCES MENACÉES

Vers une interdiction totale du commerce de l'ivoire

Après une semaine laborieuse de tractations, le comité scientifique de la convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES) a approuvé, lundi 16 octobre, le principe d'une interdiction totale du commerce de l'ivoire. Cette décision, prise par soixante pays contre onze et quatre abstentions, doit maintenant être entérinée par l'assemblée plénière de la CITES qui tient sa septième session jusqu'au 20 octobre, à Lausanne. Son adoption définitive à la majorité des deux tiers ne devrait pas poser de problème.

L'éléphant d'Afrique devrait figurer désormais parmi les espèces dont le commerce international est interdit, au même titre que celui de l'éléphant d'Asie, du rhinocéros ou du panda. Ces pays d'Afrique australe ont néanmoins fait savoir qu'ils avaient l'intention d'émettre des réserves, se refusant à se sentir liés par la nouvelle convention. (Corresp.)

COMMUNICATION

Chute de l'audience et des recettes avant le journal du soir

L'heure sombre d'Antenne 2

Un maillon faible, et c'est la solidité d'une chaîne qui est en cause. Depuis janvier 1988, Antenne 2 a perdu plus de la moitié de ses parts de marché entre 19 heures et 20 heures, au moment crucial où se bécotaient les audiences du journal et de la soirée. Le coup porté à l'image de la chaîne est aussi rude que la perte financière : cette tranche horaire ne rapporte plus à Antenne 2 que 10 % de ses recettes publicitaires, contre 26 % en 1987. Le manque à gagner (près de 350 millions de francs) représente trois fois le déficit de 1988. Des chiffres qui expliquent l'historique récent du « maillon faible » d'A2.

C'était en 1984... Il existait trois chaînes de télévision, toutes publiques, émettrices à 19 h 15 les informations régionales pro-

duites par FR3. Entre ces informations et le journal du soir, depuis la rentrée de 1982, le « Petit théâtre » de Philippe Bouvard donnait à Antenne 2 un net avantage sur ses concurrentes. « S'il vous plaît », « Marion-Les », « Les petits drôles », autant d'essais de TF 1, autant d'échecs : en juin 1984, l'Audimat donnait 9 % des foyers à TF 1, face aux 32 % du « roi Bouvard ».

A la rentrée, Hervé Bourges lance le bouffon Collaro à l'assaut. Malgré l'échec des « Bargois », TF 1 prend vite le dessus. L'année suivante, en 1985, la cause est entendue : « La trappe », sur Antenne 2, justifie vite son nom face à « Cocoricochey », « Le petit Bouvard illustré », en mars 1986, le « Nouveau Théâtre de Bouvard » en septembre, confirmant l'érosion d'une formule, dont l'auteur part rejoindre la Cinq à l'automne 1987.

Entre-temps, TF 1 s'est débarrassée des informations régionales, (février 1985) pour installer à leur place une fiction populaire. Privati-

sée début 1987, la Une fait tourner à 19 h 20 la « Roue de la fortune » en juillet, dans la foulée de « Santa Barbara ». Pas de surmenage intellectuel à craindre, mais succès sonnant et trébuchant.

La Une ne fait qu'appliquer les recettes de la télévision commerciale. Dans les « grilles » de programmes, on cherche à capturer le public disponible à un moment donné, à le garder au fil du temps, en veillant à ce qu'à chaque changement d'émission ceux qui arrivent ne chassent pas ceux qui sont déjà là.

Que fait Antenne 2 pendant la même période ? Elle conserve, contre son gré, le journal régional. Juste avant, le vénérable jeu « Des chiffres et des lettres », lancé en 1972, vieillit avec son public, une évolution démographique inquiétante pour une chaîne qui a déjà l'audience la plus âgée de la télévision. Après 19 h 30, Antenne 2 tente, à la rentrée 1987, de placer un « Bon mot », jeu de Jacques Malhot que personne ne veut écouter. Fort de son succès dominical, « Maguy » est appelée à la rescousse en semaine dès novembre, et parvient à endiguer provisoirement la chute, maintenant A 2 autour de 15 % d'audience (contre 25 % pour TF 1).

D'où l'idée de lancer une série de cinq « sit-com », en alternance à la rentrée 1988. Mal préparée, mal programmée (cinq séries de niveau inégal prouvent leur incapacité à fidéliser le public sur un rythme hebdomadaire), cette innovation est un échec patent malgré tous les essais de ravaudage en cours de saison. Le fond du trou est atteint l'été dernier avec « Gallia d'la joie », et ses tristes 2 % d'audience...

FR3 creuse son sillon

Seul vainqueur de cette déroute : FR3, qui dépasse régulièrement A 2 sur la tranche 19-20 heures depuis octobre 1988. Le Trois a su installer lentement, à partir de janvier 1986, son programme d'informations en trois volets. Dans le maillistron de jeux et de séries qui s'est abattu sur l'audiovisuel, le 19/20 apparaît comme une alternative qui creuse son trou : parti de trois points d'audience, il a triplé son impact, « tiré » par le journal régional qu'il est maintenant seul à diffuser, et poussé par « Questions pour un champion », qui grignote « Des chiffres et des lettres ».

Encadré aujourd'hui par des séries australiennes (« Visions ») ou américaines (« Top Models »), le jeu d'Armand et Jammot apparaît bien isolé dans la grille actuelle d'A 2, avec son public vieillissant et plutôt « haut de gamme ». Quant au jeu « Dessinez c'est gagné », à 19 h 25, il n'a ni la dot ni l'autorité de la « Roue de la fortune » qui prétend affronter sur son terrain. Puisés aux mêmes sources - américaines - il récolte trois fois moins d'audience.

Le résultat, sanctionné par le Médiamat, est cruel : entre 19 h 15 et 19 h 30, en septembre 1989, TF 1 attire 43,2 % des spectateurs présents, suivie par FR3 avec

31,3 %. Antenne 2, avec 7,5 %, arrive à peine à dépasser M6, la Cinq et Canal Plus (respectivement 6,2 %, 5,5 % et 5,2 %). En moyenne, sur l'heure précédant le journal du soir, la part de marché d'Antenne 2 s'est effondrée de 26 % en janvier 1988 à moins de 12 %.

La nature de son offre est, bien sûr, en cause dans cette chute de la maison A 2 pendant l'avant-soirée, moment de fluctuation du public où se construisent les audiences. Mais comment ignorer les conséquences de l'attrait du journal de 20 heures, et celles de la rotation accélérée des équipes de direction ? De 1981 à 1984, l'équipe Desgranges faisait du journal de Christine Ockrent et Patrick Pivry d'Arvor le plus regardé de France, dans la foulée d'une ligne cohérente Chiffres et lettres - Journal régional - Bouvard, alors que TF 1 oscillait au gré de ses PDG successifs Jacques Boutet et Michel May. Depuis, TF 1 a connu une parfaite continuité entre Hervé Bourges et Patrick Le Lay, dans une optique résolument commerciale, alors qu'Antenne 2 perdait ses vedettes de l'information, découvrait les délices du doute et la valse de quatre patrons (MM. Hébert, Druker, Contamine et maintenant Gaillard).

Le poids des habitudes de consommation télévisuelle fait que la pente sera dure à remonter pour la nouvelle équipe de direction d'Antenne 2. Dans une industrie, la télévision, qui a peu de mémoire, un bref retour en arrière montre en tout cas que durée et cohérence sont les conditions minimales de réussite.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

En négociant avec M. Parretti

Pierre et Vacances et la Caisse des dépôts tentent de contrôler Pathé

Nouveau rebondissement dans le feuilleton Pathé : alors que le nouvel homme fort du troisième groupe cinématographique français, M. Giancarlo Parretti, s'enlise dans ses démêlés juridiques avec le ministère des finances et dans ses difficultés avec la Bourse d'Amsterdam (le Monde du 13 octobre), deux investisseurs français tentent de négocier une reprise de la société.

Les deux investisseurs intéressés sont la Caisse des dépôts et le groupe Pierre et Vacances. La Caisse des dépôts est déjà très présente dans le secteur de la communication à travers sa SOFICA, ses sociétés de capital-risque et, surtout, ses réseaux câblés. Le groupe de M. Gérard Brémont n'en est pas non plus à ses premières armes dans l'audiovisuel : créateur d'Avoriaz et de son Festival du film fantastique, il possède 50 % de Gamma TV et contrôle Cinéa, la société de M. Guy Carcassonne, productrice de cinq à six long métrages (M. Hère, le Bal du gouverneur).

Les deux investisseurs discutent depuis un mois avec M. Parretti pour obtenir le contrôle majoritaire de Pathé-France, avec un rôle d'opérateur et une représentation significative dans Pathé-Europe, la structure en voie de création aux Pays-Bas avec Canon, Bobel et des investisseurs anglo-américains. Si un accord intervient dans les prochains jours sur ces bases préliminaires, la négociation proprement financière pourrait s'engager rapidement.

M. Parretti pourrait trouver ainsi une porte de sortie honorable pour un véritable imbroglio juridique-financier. L'homme d'affaires italien, propriétaire du groupe américain Cannon, a racheté Pathé au groupe Rivaud, en janvier, avec l'appui de la société Max Théret Investissements. Mais le gouvernement français a bloqué la transaction en estimant qu'elle était financée par des capitaux extra-communautaires et n'avait pas fait l'objet d'une autorisation préalable. Saisie par M. Parretti, la Commission de Bruxelles semble avoir donné tort au gouvernement français et s'apprête à saisir la Cour de justice de Luxembourg.

Mais, même s'il gagnait son combat juridique, M. Parretti sait bien qu'il aurait du mal à valoriser Pathé-France face à l'hostilité déclarée des pouvoirs publics quand l'Etat français joue un rôle de premier plan dans l'économie du cinéma. La paralysie de Pathé-France compromettrait la création de Pathé-Europe. Les partenaires éventuels de M. Parretti dans cette nouvelle société - le géant américain Time-Warner et le groupe britannique Heron - considèrent, en effet, la France comme une pièce essentielle du circuit européen en voie de constitution. M. Parretti a donc intérêt à accepter un compromis pour boucler son opération et soulager les finances de Cannon aux Etats-Unis. Mais l'issue de cette longue épreuve de force est encore incertaine. Cet été, une première solution de reprise, animée par Havas, le groupe Suez et la Caisse des dépôts, avait échoué devant la fin de non-recevoir de l'homme d'affaires italien.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le cinéma et le droit de la concurrence

La cour d'appel donne raison au Max-Linder

Le Max-Linder, salle des Grands Boulevards parisiens, pourra projeter, le 18 octobre, la version originale du film *Indiana Jones*, même si, à quelques mètres de là, le Rex met à l'affiche la version française du film. La cour d'appel de Paris a en effet confirmé le 16 octobre l'ordonnance de référé rendue le 26 septembre (le Monde du

11 octobre) et a obligé le distributeur UIP à fournir une copie de l'œuvre de Spielberg à la salle indépendante.

Cet arrêt risque d'avoir d'importantes conséquences sur les rapports entre exploitants, distributeurs et circuits de programmation dans le cinéma. Le tribunal a, en effet, estimé que les pressions du Rex et de son programmeur UGC pour empêcher le Max-Linder d'avoir le film constituaient « une entente prohibée (...) parce que tendant à limiter le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises en éliminant tout concurrent éventuel dans le secteur concerné ». Le jugement ajoute que en cédant à ces pressions et en refusant le film au Max-Linder, « l'UIP s'est associé à cette entente ».

La cour d'appel de Paris reconnaît que les « usages cinématographiques autorisés, dans l'intérêt du public et le souci d'une meilleure rentabilité, le distributeur a opéré des distinctions entre les salles en fonction de la nature de l'œuvre ». Mais elle estime que, dans ce cas particulier, c'est la demande du Max-Linder et non la stratégie d'UIP qui représente « un meilleur service pour un public plus nombreux ». Le droit commun de la concurrence fait donc une entrée en force dans le petit monde du cinéma, agité depuis plusieurs semaines par une vive polémique sur les concentrations et les abus de position dominante.

J.-F. L.

FAITS DIVERS

A Nice

Découverte de deux imprimeries de fausse monnaie

Les enquêteurs de l'Office central de répression de la fausse monnaie travaillant en collaboration avec ceux de la police judiciaire de Nice ont, après de longues investigations, découvert deux imprimeries remarquablement équipées qui avaient fabriqué pour plus de 40 millions de francs de faux billets de banque, en diverses devises. Les deux imprimeries, la Starty, installée boulevard de la République, en plein centre de Nice, depuis 1988, et l'autre à Saint-Laurent-du-Var, dans la périphérie niçoise, fonctionnant depuis un mois, disposaient d'un matériel capable de fabriquer des billets d'une qualité technique excellente.

L'enquête avait commencé en début d'année après l'apparition sur le « marché » de coupures de 500 francs extrêmement bien imitées tant sur la Côte d'Azur qu'à Lyon, Nancy et Montpellier. Après de longues recherches, les policiers devaient aboutir aux deux imprimeries dans lesquelles ils saisissaient, outre le matériel, plusieurs

films destinés à des tirages de fausse monnaie prêts à être utilisés ainsi que des films et épreuves ayant déjà servi pour de précédentes opérations, des billets de 500 et 50 francs français, de 500 francs suisses et de 10 000 francs CFA. En outre, des films étaient également prêts pour le tirage de billets de 100 dollars américains, et les enquêteurs ont saisi 17 000 feuilles d'impression de billets de 200 francs prêts pour la fabrication d'environ 120 000 faux billets.

Lors de leur perquisition à l'imprimerie de Saint-Laurent-du-Var, samedi 14 octobre, les policiers ont arrêté le propriétaire de la Starty, Charles Mattéi, quarante-six ans, le directeur commercial, Philippe Poudroux, trente-huit ans, ainsi qu'un photographe, Bruno Bossalini, cinquante-sept ans, un Milanais. Les trois hommes ont été déferés lundi après-midi 16 octobre devant M^{me} Sylvaine Arfinengo, juge d'instruction à Grasse.

ÉDITION

Rachat du groupe Belfond par les éditions Masson

Un nouveau protagoniste dans la bataille des encyclopédies

Le groupe d'édition Pierre Belfond passe sous le contrôle des éditions Masson, numéro un français de l'édition médicale. L'annonce de ce rachat a été faite lundi 17 octobre au cours d'une conférence de presse commune par M. Pierre Belfond et M. Jérôme Talamon, le PDG de Masson.

Il y a longtemps que des rumeurs de rachat de Belfond couraient. En fait, depuis que le groupe créé par Pierre Belfond à partir de 1963 avait décidé, il y a quatre ans jour pour jour, d'être coté sur le second marché boursier. La logique de cette décision impliquait que Belfond se développe pour faire fructifier les capitaux qui lui étaient apportés. Or, depuis 1985, tout en obtenant des résultats satisfaisants, un bénéfice annuel d'environ 5 % du chiffre d'affaires - le groupe demeure stable autour de 100 millions de francs de chiffre d'affaires et ne

trouvait à se développer ni à l'intérieur ni par ses rachats à l'extérieur.

On a donc parlé d'un rapprochement avec Hachette, puis avec Havas, enfin avec plusieurs maisons étrangères, italiennes et allemandes notamment, avec qui M. Belfond a effectivement engagé des conversations.

La surprise, en revanche, vient de l'acheteur qui a été finalement retenu. Masson, vieille et solide maison d'édition médicale créée en 1804 n'avait jamais en effet manifesté le désir de s'aventurer dans les territoires mouvementés et à haut risque de la littérature générale. Certes, l'entreprise familiale que dirige M. Jérôme Talamon - qui en est l'actionnaire majoritaire - avait entrepris depuis plusieurs années de se diversifier en créant à l'étranger des filiales spécialisées dans l'édition médicale - le groupe réalise 40 % de ses ventes à l'étranger -, et en élargissant ses activités dans le domaine scientifique et universitaire.

« Produits lourds »

C'est ainsi qu'elle a racheté successivement, depuis trois ans, Meridiens-Klincksieck et surtout Armand Colin, une maison fondée en 1870 et qui occupe une place prestigieuse dans le domaine du livre universitaire. Avant sa prise de participation majoritaire dans Belfond, Masson-Armand Colin réalisait un chiffre d'affaires d'environ 650 millions de francs.

L'acquisition du groupe Belfond - Belfond, Presses de la Renaissance, Acropole, le Pré aux Clercs, 1900 - constitue donc un tournant important. Le mariage de l'éditeur scientifique et de l'éditeur littéraire - dont les modalités prati-

ques et le montant de la dot ne sont pas encore connus - débouche en effet naturellement sur la création d'un nouveau pôle dans le secteur des « produits lourds » : encyclopédies, dictionnaires et ouvrages de références. C'est là que se situent, sur le plan international, les affrontements majeurs entre les groupes ; c'est aussi, en France, un secteur agité où les deux éditeurs géants, Hachette et le groupe de la Cité (avec Larousse et Bordas) se livrent une bataille féroce.

L'introduction d'un troisième acteur dans la mêlée va modifier le paysage. D'autant que Masson, qui dispose de bases financières très solides, manifeste sa volonté de ne pas en rester là. La maison va continuer à se renforcer à l'étranger dans le domaine de l'édition médicale ; elle annoncera prochainement de nouvelles prises de participation en Allemagne et en Espagne. Mais si le mariage avec Belfond réussit (M. Belfond reste à la tête de sa maison d'édition), si les styles très différents des deux partenaires parviennent à s'harmoniser et leurs activités à se compléter, le groupe Masson possède des réserves assez importantes pour élargir encore, en France, son territoire éditorial.

PIERRE LEPAPE

27 dossiers de l'audiovisuel

Une publication de l'INA

DE L'ŒUVRE AU PRODUIT Une analyse économique de l'activité de production en France

Dossiers de l'Audiovisuel N°27 52F

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. 41.40.15.70.00

L'ALBUM 89

PLANTU

est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

(Publicité)

Le Conseil Régional de l'Ile-de-France organise du 16 octobre au 16 novembre 1989

UN CONCOURS POUR LES JEUNES PHOTOGRAPHES (nés après 1948 et résidant en Ile-de-France)

Pour tous renseignements appelez le 40-43-84-32

CULTURE

L'exposition Jules Romain à Mantoue

« Antiquement moderne et modernement antique »

par André Chastel

Il a toujours été recommandé de se faire un nom dans le monde artistique par un beau petit scandale. Ce fut le cas de Giulio Pippi, à qui la dévotion pour sa ville natale valut le surnom de Romano comme label de style. Les Français ne le considéraient d'ailleurs que sous ce sobriquet français : Jules Romain. En 1524, Giulio avait donné au graveur Marc-Antoine seize dessins proprement pornographiques pour en tirer une sorte d'album ; cela fit du bruit. Le graveur alla en prison, mais Giulio, qui entre-temps était passé au service de Frédéric Gonzague à Mantoue, fit jouer des protections et l'en tira très vite. L'Arétin, son ami, composa des sonnets obscènes pour les estampes incriminées, devenues rarissimes. Et les historiens en parlent encore.

La grande exposition (1) savamment conçue et brillamment organisée à Mantoue a fait une petite place à cet épisode. S'il pique encore un peu la curiosité du public, il a surtout l'intérêt d'éclairer le fonds non conformiste, libre et audacieux, de l'artiste. Dans l'introduction à l'énorme — et solide — catalogue, Manfredo Tafuri s'interroge sur le passage de la « licence » aux normes dites classiques — qui caractérisent l'architecture de Giulio — par rapport au licenciement tout court. En tout cas, un magnifique tableau (prêté par l'Ermitage de Leningrad) intitulé *les Amants* se situe triphalement au-delà des convenances : un couple nu sur un lit à l'antique, dont la tenture verte a été tirée ; l'entrepreneur, la ruffiane, a entrouvert la porte et regarde au lieu de se retirer : un chien roux l'agrippe ; il y a un chat noir près de l'escalabeau, devant les deux

amoureux superbes. Il est difficile d'imaginer tableau plus étrange et plus fort. On n'en connaît aucun équivalent à la Renaissance : les *Noies d'Alexandre et Roxane* de Raphaël, à la Farnésienne, ont quelque chose de guidé et de naïf auprès de cette composition aux recoins d'ombre et d'une indécence pleine de dignité. Un autre ouvrage, souvent cité, la *Dame à sa toilette* (prêté par le musée Pouchkine, Moscou), qui inspira de nombreux peintres à Venise et à Fontainebleau, prouve que Giulio Pippi était arrivé à Mantoue avec un impressionnant bagage de modernité intrépide.

Un artiste « polyvalent »

A vingt-cinq ans, Giulio est donc à Mantoue, la cité de Virgile, tout entourée d'étangs, ceinte d'une fortification continue, gouvernée par une famille qui a déjà réussi son mécénat avec Mantegna. Giulio, devenu le chef de l'atelier de Raphaël à la mort de celui-ci (1520), avait terminé les *Stances* vaticanes avec l'énorme salle de Constantin, mais n'avait pu mener à bien la villa du Monte-Mario (notre Villa Madame), où se manifestait brillamment l'idée de recréer des volumes et un décor « à l'antique ». On attendait beaucoup de lui à Mantoue. Frédéric Gonzague fut à sa dévotion. Quant Giulio mourut, en 1546, il passait pour le vrai maître de la ville, qu'il n'avait cessé d'orner et d'animer. Situation typique : l'artiste traité comme un prince. Les textes disent d'ailleurs qu'il en avait l'allure, « sobre, élégant, de bonne manière... ». A peu près ce que le florentin Rosso réalisait au même moment à Fontainebleau.

Le tableau complet des interventions de Giulio, architecte, décorateur, peintre, dessinateur de pièces d'orfèvrerie, de cartons de tapisseries... est d'autant plus efficace que cette exposition commémorative le rare bonheur d'être présentée dans le chef-d'œuvre de l'artiste : le palais du Tè, bâti par lui vers 1530 dans les prairies où se trouvaient les haras des Gonzague, grands éleveurs et marchands de chevaux. Cadre étourdissant par les fantaisies du décor et les singularités de la structure ; il faut le savourer une à une pour apprécier la malice et l'originalité insolentes avec lesquelles l'héritier de Raphaël a joué des normes romaines. La grande quantité de dessins qui ont été réunis et clairement répartis, éclaire et nourrit chaque point du dossier, en montrant en évidence l'invention, la recherche, les hésitations, les défis d'un formidable manipulateur de formes.

Giulio ne met pas à l'aise. Devant des pièces comme le portrait au crayon tout luisant du pape Léon X — donné ici à Giulio plutôt qu'à son maître — devant les études de figures agitées pour la salle de Peyré et l'incroyable salle des Géants au palais du Tè, on a l'impression de se trouver devant des esquisses de colonnes torse et de bossages profonds, on perçoit une violence foncière, une prise brutale, une force d'affirmation telles qu'on se demande si l'esprit d'un moderne peut être à la hauteur de cette énergie graphique, aussi diverse qu'autoritaire. Giulio aime les piliers qui s'écroutent, le tourbillon des éléments, le chaos des batailles. L'énergie est partout. Une certaine lourdeur aussi, laissant craindre un déploiement dans le vide.

En 1671, les collections royales françaises s'enrichirent grâce à l'achat du fonds d'un grand marchand international ; il comportait un lot considérable de dessins de Giulio (on en retrouve quelques uns à l'exposition du Tè). Ces feuilles furent regardées et utilisées par des peintres décorateurs comme Le Brun et quelque chose du style fort de Giulio est passé dans l'art Louis XIV. Moins sans doute les masques grimaçants des syriens au milieu épaissi, les faces épaisses des dieux barbus qui ressemblent à l'Arétin, que les scènes tumultueuses : batailles, cortèges, défilés de figures casquées. Les compositions de Giulio convenaient particulièrement pour les tapisseries en raison même de leur densité et des formations en grappe, que leur donnait spontanément le cartonnage.

Le grand luxe des tapisseries

On attachait alors au décor textile une importance dont nous avons perdu l'idée. C'était le grand luxe. Raphaël lui aussi avait donné l'exemple, mais Giulio l'a aussi poussé à l'extrême la turbulence et l'entassement. Quelques exemples de ses tentures célèbres sont présentés dans les salles du palais ducal, non loin des fresques corpulentes de la salle de Troie et la galerie des Marbres, plus détendues, qui sont son œuvre. Il y a là, en particulier (prêtées par le Patrimoine national espagnol), trois pièces géantes de la suite de *Scipion* : banquet sous des colonnes, face à face des capitaines entourés de leurs armées, montée au Capitole. Il y a là, si l'on veut, comme un souffle shakespearien, mais aussi,

plus platement une reconstitution « en costume » à la Cecil B. De Mille. L'original de cette immense tenture tissée à Bruxelles avait été acquis en 1535 par François I^{er} (et détruit en 1797). A en juger par les répliques, elle était décidément plus impressionnante qu'agréable à voir. Devant ce succès, Frédéric Gonzague avait appelé des maîtres flamands et demandé à son peintre d'autres modèles de tapisserie à tisser sur place : ainsi les *Jeux d'enfants* (prêtés par la Fondation Gulbenkian, Lisbonne) : une sorte de ronde d'amorini sous des treilles. C'est, comme toujours, d'origine, complexe et confus ; les dessins de grand format fortement contrastés montrent avec quel soin fut mis au point ce thème assez banal.

Giulio Romano était intarissable ; religieux ou profanes, son imagination s'emparait vite de tous les sujets, en leur insufflant la vigueur qui était sa marque. On se demande souvent ce que le délicat Raphaël eût pensé de son élève ; mais c'est oublier qu'il a dans ses dernières années consenti à une peinture sombre et brutale, comme s'il avait cédé à la pression de Giulio. Mais, pour entrer dans le vif de son imagination paradoxale, il faut regarder l'architecture. Et d'abord les réalisations de Mantoue : palais du Tè, nouvelles salles du palais ducal, cortile étonnant de la Cavallerie avec ses colonnes torse et les effets de texture murale, cathédrale remaniée par ses soins... Toujours de la verve et de la surcharge dans une gamme d'effets remarquablement variés. Dans le palais-ville, conçu comme un lieu de divertissement, une « folie » dans les prairies, on se permet tout : des colonnes laissées à l'état brut du non-finito et, tout à l'opposé, l'élé-

gance de la baie à trois temps dite « serlienne ». Il y a la rusticité agressive et le charme du dessin ; l'architecture se meut entre ces termes. Les dessins qu'on peut voir à Mantoue attestent une recherche acharnée : ils nous touchent par un sentiment particulièrement fort et inquiet des modulations de l'espace, dont d'excellentes maquettes aident à se remémorer la résonance.

L'autorité de Giulio rayonnait autour du royaume qu'il s'était créé à Mantoue. San Micheli à Vérone, Palladio à Vicence ont réagi à ses propositions et on se demande même aujourd'hui si les deux architectes, assurément plus cohérents que Giulio, n'ont pas à leur début validé certains projets de celui-ci. Il a peut-être même inspiré la superbe « serlienne » qui se détache sur la façade du palais de Charles Quint à Grenade (les Gonzague étaient dans les meilleurs termes avec l'empereur qui leur rendit plusieurs visites). L'Arétin, du fond de sa demeure vénitienne, couvrait son vieux camarade romain d'éloges diatribiques, à son habitude. C'est lui qui a frappé pour Giulio la formule : « *Vos idées antiquement modernes et modernement antiques* », dont le balancement ambigu résume assez bien ce que nous avons aujourd'hui à dire de l'artiste et du personnage.

(1) *Giulio Romano* : peintures et dessins au palais du Tè, Mantoue ; tapisseries et dessins au palais ducal (jusqu'au 12 novembre 1989). L'exposition sera ensuite présentée au Kunsthistorisches Museum de Vienne. Un congrès sur « Giulio Romano et l'expansion européenne » a été réuni par l'Accademia Virgiliana de Mantoue (président : Pr. Enea Bazzocchi). Du 1^{er} au 15 octobre.

PHOTO

Mort à l'objectivité

Une rétrospective révèle les limites d'un mouvement fondé sur la recherche de la pure expression

« Mon but est de réaliser une photographie créatrice par ses formes, en me servant de toutes les possibilités propres à sa technique. » C'est sous cette profession de foi qu'est placée la sélection internationale de deux cent vingt œuvres provenant de la collection d'Otto Steinert, présentée en Allemagne dans les années 50, sous le titre « Subjektive Fotografie ».

Ces vues, opposées à la « nouvelle objectivité » de Renger-Patzsch, et plus encore à l'humanisme de Steichen, mettent l'accent sur les possibilités créatives du médium. A l'encontre de la photographie appliquée, idéaliste ou descriptive, elles renouent avec les valeurs artistiques des années 30, incarnées par le Bauhaus.

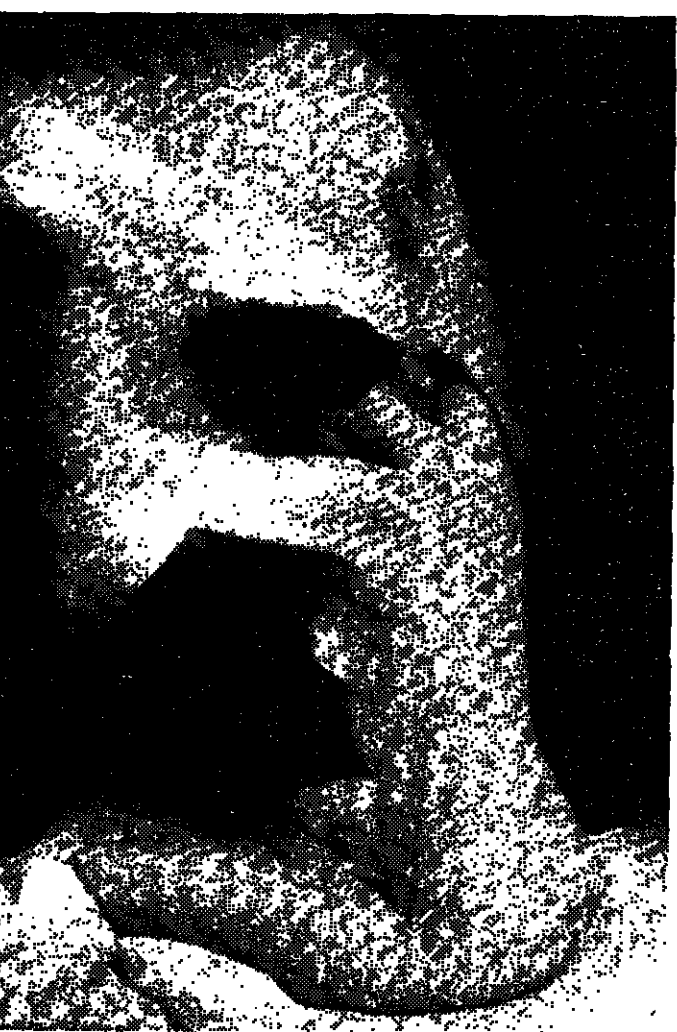
Réhabiliter l'abstraction, opposer le souci de la forme à celui du vrai, révéler les valeurs acquises (vérité, objectivité, instantanéité), tels sont les projets de ce mouvement qui entraîna à sa suite toute une génération d'opérateurs européens, souvent débutants. La recherche de motifs inédits, l'impressionnisme de la perception, l'expérimentation de techniques nouvelles (polarisation, lumière, inversion) donnent naissance à des vues audacieuses, sans émotion ni événement, qu'enalte la personnalité créatrice du photographe.

Une « photographie suggestive »

Le sujet n'est plus qu'un élément neutre de la composition. Etude de perspectives, surfaces en gros plan, traces lumineuses, purisme graphique, vision simultanée, manipulation chimique et mécanique nourrissent les recherches des opérateurs présentés par Steinert en Europe et aux Etats-Unis lors des trois expositions consécutives de 1951, 1954 et 1958.

Cette surechère expérimentale trop soucieuse de faire de la photo un moyen d'expression spécifique, sombre très vite dans un formalisme de moins en moins rigoureux. En 1958, Steinert lui-même se saborde. Il déclare : « L'idée créatrice n'inspire plus la photographie. Photographier subjectivement est devenu une recette. » Cette rétrospective offre donc l'occasion de s'interroger sur sa décadence.

Le propos de Steinert laisse pour le moins perplexe. Comment justifier, en effet, le choix d'instantanés de Bischof, celui des catacombes de Palenque par Georges Violon ? Ou



« L'Œil de l'Amour », 1953, René Groebli

celui de l'illustre « Coal Searcher » de Bill Brandt, pris dans le nord de l'Angleterre, en 1937 ? Mais aussi Doisneau, Brassai, Cartier-Bresson et même Bouhat qui ont fait du réalisme et de la figuration leur maître mot ?

Certes, ce concept embrasse tous les domaines de la création photographique, du photogramme abstrait au reportage. Mais Steinert a peut-être oublié que la figuration contient elle-même son abstraction. Toute bonne photo est liée à des qualités personnelles et elle est par essence « subjective ».

Reste que dans sa volonté d'épouser l'essor de l'art abstrait, le projet de la « photographie subjective » apparaît d'ordre essentiellement pictural, et se désigne après coup comme un alignement régres-

sif sur la peinture. A défaut de séduire, ce large panorama a au moins le mérite de faire découvrir une foule d'auteurs inconnus, et de prouver que certaines impasses actuelles (flou, contraste violent, mouvement d'appareil) étaient déjà de mise en 1950.

PATRICK ROEGERS

« La photographie subjective », présentée par la mission du patrimoine photographique, au palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e, jusqu'au 8 novembre.

Une autre sélection est présentée sur le même sujet dans « L'invention d'un art », proposée par le Musée d'art moderne, au Centre Pompidou, du 12 octobre au 1^{er} janvier 1990.

PARIS

Dolby stéréo dans les salles équipées

EN 70 mm

VERSION ORIGINALE : GEORGE V - GAIUMONT AMBASSADE - U.L.C. HANZIT SALLE PRIESTER - FOREN HENDON - KROPHANDRA MAX UNDER PANORAMA

VERSIONS FRANÇAISES : REX - PARAMOUNT OPÉRA - METAGNE - PATHE WOLFE

EN 35 mm

GAUMONT OPÉRA - PATHE HAUTEVILLE - U.L.C. COCIN - CINE REAUMOUR - 14 JULIET REAUMOUR - LA BASTILLE - U.L.C. MONTMARTRE - GAUMONT ALÉRIA - GAUMONT CONVENTION - U.L.C. GOSLINS - U.L.C. LYON BASTILLE - NATION - GAMBETTA - GAMBETTA - ST LAZARE PARCOUR - LA

PROSPÉRIE

THÉÂTRE PATHE BELLE-ÈVE - CHAMPOLLY PATHE - LA DÉFENSE 4 TEMPS - POUY REX - ST GERMAIN CIL - PAULY 2 STUDIO - VERSAILLES CYRANO - ANTOINE TRICYCLE - ÉVRY SERVICE CINÉMA - VINCENNES 3 VINCENNES - ALLIÉ FRANCOIS - ROBERT ST ANTOINE - CAUCHAN PLANÈRE - CORDELL ANGE - CROTELL ARTS - EMMERFRANCOIS - MARNE LA VALLÉE ARTS - ROBERT ARTS - PANTIN CARREFOUR - ROBERT ARTS - BANGELLES FLAMANDS - VÉLITY U.L.C. - CHAMPS CHAMBERS - L'ÉLÉ ADAM CONTI - PALAISEAU 4 CHAMPS - SEVIAN 5 DALTON - STE-GENEVIEVE DES-BOIS 4 FERRAT - LA VARENNE 5 DELTA - VIT-CHATELON CILTYPO - MONTREUX 6 NILES - REUILLY VILLAGE - ORSAY U.L.C. ILS

Il est de retour.
Et, cette fois-ci, avec son père.

HARRISON FORD SEAN CONNERY

INDIANA JONES

DERNIÈRE CROISADE

PARAMOUNT PRESENTS HARRISON FORD SEAN CONNERY

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE HARRISON FORD SEAN CONNERY

JOHN WILLIAMS JAMES NEWELL BLANCHARD - NORMAN LEE LEE - WILFRED TOWELL - JIM BLIPY CONTI - GUYEN LUCAS - FRANK MARSHALL

— GEORGE LUCAS - JERRY ARONSON - JEFFREY BLANK - JIMMY WATTS - JEFFREY STEINBERG - DEAN KAMAL - JEFFREY

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°10

L'ALMANACH DE 1789 :

• Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. • Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poissardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? • Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

• Tandis que les justices d'Ancien Régime sombrent dans le discrédit général, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris ; elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989

30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



CULTURE

MODE

Les rendez-vous manqués du prêt-à-porter

Les cartons de l'été 1990 pleuvent (trente-six défilés au Louvre)
Mais la tendance est aux chrysanthèmes

« La mode est morte », imprime Walter von Betrendonck sur ses pulls rose et or de l'hiver. Affecter de s'habiller comme tout le monde est devenu un nouveau snobisme. Aujourd'hui, les créateurs, à la fois médiatisés et longtemps coupés de la rue à cause de leur prix, tentent de se « démocratiser » en lançant des lignes « moins chères » (Gaultier Junior, Kenzo Jeans, J.C. de Castelbajac News, Thierry Mugler Activ, Cheap and Chic by Moschino, Tartazzi II). Même si ce rapprochement avec la rue signifie, dans la collection principale, une ruée vers le luxe. « En faire moins, mais mieux », annonce Li Edelkott, du bureau de style Trend Union. « La mode devient un exercice de style repérable par un public d'initiés... »

Le décalage a toujours existé : la France s'est-elle habillée en new look en 1947, en mini-jupe en 1966 ? D'une certaine façon, tout va plus vite qu'avant. Marie Chauveau, de l'agence Mafia, le bureau de style des Trois Suisses (6 millions d'exemplaires, 20 millions de clients) explique : « A présent les réactions sont plus immédiates. Trois saisons à peine après le raz de marée « baroque », la mode d'inspiration orientale (boléro en maille acrylique, jupe ocellée en double page. Si les catalogues de vente par correspondance adoptent des allures de magazines de mode, les succés commerciaux sont toujours à mille lieues des subtilités parisiennes. Mieux, les pistes semblent brouillées. La question n'est plus le décalé entre la mode inventée et la mode portée, c'est, qui influence qui ? Au début des années 80, les créateurs s'inspirent comme de nouveaux continents, d'été du goût, porteurs de messages : le noir, le destructuré des Japonais, le style sexy d'Alaïa, les mélanges de Jean-Paul Gaultier, le cuir de Montana,

les éclats hollywoodiens de Thierry Mugler, etc.

Aujourd'hui, alors que les messages sont devenus plus confidentiels, plus codés, tout se passe comme si le public, faute de boussoles, avait choisi de n'entendre que ses propres certitudes : c'est le succès des valeurs « sûres », copies, rééditions d'« intemporels » anglo-américains servis sur un plateau d'assortiment par les chanteurs du style « authentique ». Dans un contexte un peu frileux, hostile aux « nouveautés » (la consommation du prêt-à-porter féminin, qui avait marqué un bond de 10 % en 1985, a stagné à +0,4 % en 1988), les fabricants de tissu deviennent des acteurs de premier plan.

La nouvelle façon de vendre

Signe de cette évolution : le triomphe du corps qu'avait prédit de façon si sensible Marc Audibert, le premier à avoir travaillé cette fibre extensible qu'est le Lycra, longtemps cloisonnée dans l'univers fonctionnel des maillots de bain, des bas à varices, des pantalons de sport, etc. Aucun industriel n'a fait confiance à Marc Audibert, et, cinq ans plus tard, le Stretch fait des ravages (chez Kookai, 80 000 robes moulantes vendues en 1988, contre 15 000 en 1987). Le fabricant de Lycra, Du Pont de Nemours, vient d'injecter 500 millions de dollars pour doubler la capacité de ses huit usines européennes. « La demande est mondiale, assure-t-on chez Du Pont de Nemours, mais la France marque une avance dans le domaine du prêt-à-porter. » Un « tube » de maille nécessite trois fois moins de mise au point qu'une jupe classique, et il peut habiller plusieurs silhouettes. Les confectionneurs peuvent s'improviser stylistes.

Les créateurs ne sont plus les rois dans leur domaine. Ils subissent l'affront d'une nouvelle génération, celle des « hommes de produit ». En revendiquant le flair, contre l'imagination, ceux-ci ont réussi à bâtir des petits empires avec des marques adultes et déjà copiées : Chevignon (dix ans d'âge, 490 millions de francs de chiffre d'affaires prévus pour 1989, 2 300 points de vente), Chipie, Taverniti, Autour du monde, Crooks (qui vient de racheter la société Liberté et Les Surplus de Neuilly), etc. Dans le sillage des géants américains comme Ralph Lauren, ou Banana Republic, l'univers de ces marques se décline du blouson de cuir vieilli à la décoration.

Chevignon, Autour du monde, ouvrent à quelques semaines d'intervalle, et dans la même rue, à Paris, deux boutiques spécialisées dans le mobilier : toute la mythologie western est ici débailée, tapis Navajos, boîtes Shaker, poteries, vaisselle peinte à l'éponge, pot-pourris de fleurs séchées...

Le meilleur exemple pourrait bien être Kookai, une société qui n'a de japonais que le nom, puisqu'elle fut créée en 1983 dans le Sentier, à Paris (300 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988, 227 boutiques franchisées, dont 190 ouvertes en France depuis 1986). En confiant son budget à CLM BBDO, Kookai allait inaugurer la nouvelle façon de vendre la « mode » : celle qui consiste précisément à ne pas la montrer. Benetton avait choisi le couleur, Kookai s'attache au noir et blanc. Le produit Kookai, c'est sa campagne, ou ce qu'elle raconte, selon Philippe de Hedin : « Une gamine qui se grime, une façon d'être, de se faire remarquer... » Le best-seller n'a rien de particulièrement provocant : c'est un tee-shirt, avec, écrit en ton sur ton, « Kookai » (500 000 pièces vendues en 1988).

THÉÂTRE

Béziers à la Bastille

Venu de Béziers, le Zinc Théâtre est à la Bastille avec son spectacle « Coup de sang » un vrai coup de cœur

Un peu plus d'une heure de grâce, de jolies et de fraîcheur, une bonne dose de talent, ça ne se boude pas. Le Zinc Théâtre est venu de Béziers au Théâtre de la Bastille avec un spectacle qui va comme un gant à ce lieu dévolu aux aventures hors des sentiers battus. Il ne s'agit pas de crier au génie, pas encore, mais il y a là une écriture théâtrale.

Les trois auteurs de *Coup de sang* (Sophie Meriem, Gilbert Rouvière, qui signe aussi la mise en scène, et Eric Didry, qui fut l'assistant de Régis et Rambert) ont concocté avec des petits bouts de phrases une terrible histoire d'amour impossible à raconter. Pour l'essentiel, entre jeunes gens de bonne compagnie, on se déchire à pleines dents.

C'est un flirt innocent, en maillot de bain, sur la plage, qui se décline en « Je t'aime, je te hais, tu me fais peur », et l'amant qui, pour rire bien sûr, se transforme en monstre en s'embobinant la figure avec un fil. C'est un bal orchestré par une blonde pulpeuse à la voix très blues (formidable Elisabeth Vitali) qui se danse entre des verres à pied noir posés au sol. Sous le soleil, un homme étrange se promène en imperméable, et encore un comte, tout en charme

nonchalant, dans les bras duquel se pâment des femmes - qu'il prive de leur sang... Et ce vampire - Patrick Fimeau, le Féroce de Deutsch Lavandau, que l'on verra prochainement au Théâtre de la Ville - s'évanouit à l'aube dans une fumée...

Un rêve qui vivrait au cauchemar

Les comédiens jouent avec une ironie distante, un naturel et une santé à toute épreuve. Un bruit d'hélicoptère, une musique, mettent les nerfs à vif, et eux sont comme dans la vie. Ils ont la désinvolture un peu branchée des gens mal dans leur peau. Ils tournent, marchent, ils dansent, répètent leurs gestes comme un rêve qui vivrait au cauchemar dans un bel espace tout blanc zébré de lumières.

Ils savent au fond d'eux-mêmes que l'amour fait très mal. Le Zinc Théâtre dit tout cela avec une liberté formidable, de manière pointilliste, apparemment légère. Il utilise la scène comme un ar-en-ciel d'imagination, où tout est permis.

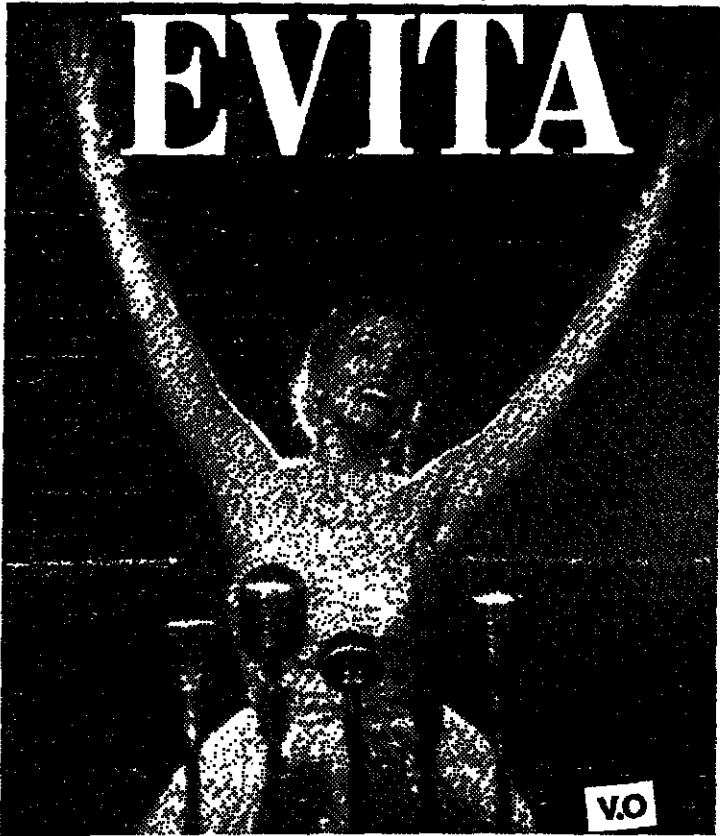
ODILE GURIOT

Jusqu'au 29 octobre. Théâtre de la Bastille, tél. : 43-57-42-14.

PALAIS DES CONGRÈS du 20 décembre 1989 au 14 janvier 1990

ALBERT SARFATI présente

EVITA



COMÉDIE MUSICALE DE BROADWAY AVEC FLORENCE LACEY

MUSIQUE DE ANDREW LLOYD WEBBER LYRICS DE TIM RICE CHORÉGRAPHIE ORIGINALE DE LARRY FULLER MISE EN SCÈNE DE HAROLD PRINCE

Soirées : 20 h 30 sauf les 26 déc., 1^{er}, 2 et 8 janv. Matinées : 15 h les 23, 30 déc., 1^{er}, 6, 7, 13, 14 janv. Matinée : 18 h le 25 déc.

PRIX DES PLACES : 1^{re} catégorie : 300 F 2^e catégorie : 250 F 3^e catégorie : 150 F 4^e catégorie : 100 F + 10 F de loc. par place

LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE À L'AIDE DU BON DE RÉSERVATION CI-CONTRE (Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée)

RENSEIGNEMENTS : 46.40.28.30

BON DE RÉSERVATION à retourner à : "EVITA" BP n° 7 - PALAIS DES CONGRÈS - Porte Maillot, 75017 Paris

Nom _____ Rue _____ N° _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

INDIQUEZ CI-DESSOUS 3 DATES ET JOURS DIFFÉRENTS			
DATE	A	B	TOTAL
18			
OU LE			
OU LE			

Clefs à glisser dans le bon de réservation ci-contre et à remettre au service des réservations du Palais des Congrès.

De CirqUE En Cirque Au CIRQUE D'hiver BougLiOnE

DU 28 OCT AU 31 DEC 89

LE CIRQUE CHINOIS ENSEMBLE DE WU-HAN AU CIRQUE D'HIVER



COPRODUCTION : SPECTACLES ALAP ET SPECTACLES LUMBERSO

ARCAOS CIRQUE DEY ARCIERE DU 9, AL. 21 JANV. 1990

13^e FESTIVAL MONDIAL DU CIRQUE DE DEMAIN DU 24 AU 31 JANV 1990

LOCATION 48787500

LES LAURÉATS DU FESTIVAL MONDIAL DU CIRQUE DE DEMAIN DU 1 AU 30 FÉV 1990

LITSEDEI CLOWNS DE JENINGRAU DU 20 AU 31 MARS 1990

CIRQUE D'HIVER, BOUGLIONE - 110, RUE AMÉLIE - 75011 PARIS

MANA HIDE 1789

JOURNAL DES JOUS DE L'HOMME

A GAZETTE DU BICENTENAIRE

OCTOBRE 1989 30 F - Mensuel

ND DE JOURNAL

CULTURE

MUSIQUE

Le fou toujours chantant

Charles Trenet, repris par le virus de la scène, revient au Palais des congrès
Pour ses quatre-vingts ans, il rêve de Bercy

Charles Trenet présente le mardi 17 octobre le premier de ses vingt récitals au Palais des congrès. Oubliés l'éclipse des années 60 et les « adieux » effectués à l'Olympia en 1975. Le jubilé de l'ex-fou chantant en septembre 1987 au Théâtre des Champs-Élysées a précipité un étonnant retour sur scène. Déjà ébranlé, ému par l'accueil que lui faisait un jeune public à chacune de ses rares apparitions depuis douze ans, Charles Trenet a repris alors sa « route enchantée », d'abord au Châtelet les quinze derniers jours de 1988, et puis un peu partout.

Vendredi soir, il était encore à Lyon. Sa ponctualité coutumière l'avait mené dès 15 heures à l'entrée du théâtre, pour une répétition d'une demi-heure, le temps de régler le micro, les aigus et les graves, et l'accompagnement musical d'une chanson remise au répertoire. Il était sorti de la voiture comme un vieux monsieur fatigué qui accuse ses soixante-seize ans, marchant à pas lents jusqu'à la salle. Sitôt monté sur le plateau, il s'est littéralement transformé. Il a aspiré la grande bouffée brillante au bord de la rampe et il est redevenu un passeur de rêves, le regard entre ciel et terre. A l'hôtel, où il

ira récupérer trois heures avant le récital, Charles Trenet dira : « Certains soirs, j'entre en scène exténué. Deux heures après, j'en sors reposé. Surtout si le public a été bon, c'est-à-dire s'il a souligné les chansons dans les nuances. Jusqu'à présent, je ne me rendais pas compte à quel point s'accorder avec ce qu'on aime, c'est-à-dire pour moi le fait de chanter, rendait heureux. Et le bonheur non seulement vous rend généreux, mais vous met dans une forme où les gens brusquement vous trouvent plus jeune qu'autrefois. Au fond, une jeunesse est une maladie mentale : j'ai l'âme badigeonnée d'un enduit isolant. »

« J'ai tout fait »

C'est vrai aussi que le tour de chant m'a fait perdre 15 kilos en deux ans. Le tour de chant et la cathédrale vont ensemble, c'est ainsi que j'appelle le bois de Vincennes, où, tous les matins à 8 heures, je fais une heure et demie de marche. Je ne dis pas que je vais chanter jusqu'à quatre-vingt-cinq ans. Mais, pour mes quatre-vingts ans, si je me sens capable d'être encore digne de l'attention des gens, j'aimerais bien chanter à Bercy.

Quel est votre public aujourd'hui ?

— Mes chansons ont sauté une génération. J'ai les grands-pères qui ont mon âge et les petits-fils qui ont entre dix-huit et vingt ans et dont certains ignorent que j'ai tant fait de chansons en 1938.

— La dimension du Palais des congrès ne vous effraie-t-elle pas ?

— Les gens me disent : « Qu'est-ce que vous allez faire au Palais des congrès ? C'est une salle trop grande, trop froide. Eh bien ! c'est à moi de la réchauffer. En cinquante-six ans de carrière, j'ai tout fait : du cabaret à mes débuts avec Johnny Hess, du cirque avec Bonglione pendant l'Occupation et même une tournée des plages sur un camion. A chaque fois, il a fallu s'adapter. En ce qui concerne le Palais des congrès, je dois conditionner mes gestes à cette salle. Ne pas en faire trop. Souligner des mains et des bras une chanson, c'est l'héritage de l'époque où il n'y avait pas de micro. Petit à petit, je me suis débarrassé un peu de ces gestes. Mais je chante toujours devant un micro sur pied de façon à pouvoir en échauffer quelques-uns. »

Est-ce le même récital qu'au Châtelet ?

— On me le demande, mais, dans un récital, il y a trente titres et j'ai un éventail d'un millier de chansons rapides ou lentes, sentimentales ou humoristiques. Et ces complots, ils sont arrivés en frappant à ma porte, comme des visiteurs. La Folle Complainte, par exemple, a été écrite sur le papier posé sur un piano dans un restaurant de l'Assy qui existe encore. Le vers du piano était frais : le texte s'est trouvé ainsi gravé sur le bois.

— J'aime beaucoup la Folle Complainte. Mais enfin, ce n'est pas avec ce genre de chansons que l'on vend du disque et que l'on vit. Ce qui est vrai, c'est qu'aujourd'hui, quand les gens projettent leurs propres souvenirs à propos de moi, ils retrouvent cette Folle Complainte.

— Vous avez beaucoup de matériel dans vos tiroirs ?

— Quarante chansons, soit l'équivalent de trois albums. Un 45 tours sort mardi 17. Je l'ai enregistré comme d'habitude en une seule prise, dans un petit studio pas très loin de ma maison de Perpignan. On me demande aussi de

réenregistrer les chansons anciennes. Pour leur donner une autre couleur.

— Vous n'avez jamais voté de votre vie, vous ne possédez même pas de carte d'électeur, et pourtant vous avez soutenu le candidat François Mitterrand à la dernière campagne présidentielle.

— La gauche m'a donné une forme de reconnaissance que la droite m'a toujours refusée. Seul M. Giscard d'Estaing, à l'époque ministre des finances, a paru un moment avoir un peu de considération pour moi et m'a même freiné un jour une chanson qu'il chantait à quinze ans et que j'avais écrite pour les scouts : la Marche des jeunes.

Propos recueillis par
CLAUDE FLÉOUTER

Palais des congrès, du 17 octobre au 8 novembre, 20 h 30.

Intégrale de Trenet en compact chez EMI.

Album « 50 ans de chansons, 50 ans d'images », de Jacques Pessis, Flammarion éd.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 17 octobre 19h30 Jeudi 19 octobre 20h30 Samedi 21 octobre 20h30 (s.a. Valenciennes)</p>	<p>FORUM INTERNATIONAL DU QUATUOR A CORDES Le 17, 18 et 19 octobre QUATUOR PARIS LEJAN MAZERON Soprano SCHENBERG BETHOVEN Le 18, 19 et 20 octobre QUATUOR ARPEGGIONE WERNER BETHOVEN Le 19, 20 et 21 octobre QUATUOR BORODINE CHOSTAKOVICH BETHOVEN</p>	<p>Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes) Mardi 17 octobre 19h30 Jeudi 19 octobre 20h30 Samedi 21 octobre 20h30 (s.a. Valenciennes)</p>	<p>AIMARD Le 17, 18 et 19 octobre KATAIEVA G. LIGETI Coproduction Festival d'Automne</p>	<p>CONCERTS PASDELOUP Dr. Gérard DEVOS Sol. Michèle BOEGNER 2 CONCERTS MOZART</p>	<p>BRUNO LEONARDO GELBER BEETHOVEN Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>LES LUNDIS MUSICAUX DE GAVIAU Elise OBRAZTSOVA Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>ORCHESTRE COLONNE Philippe ENTREMONT Jeudi et vendredi MUSIQUE CONTEMPORAINE MUSIQUE CONTEMPORAINE</p>	<p>PHILHARMONIE TCHEQUE Dir. Václav NEUMANN Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>CONCERT DE MUSIQUE RUSSIE GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU CHORUS ACADEMIQUE ALEXANDRE YOUNLOV DR. VLADIMIR FEDOSSEV TCHAKOVSKI de St-Jean Chrystosom PROKOFIEV Ivan le terrible</p>
<p>THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 17 octobre 19h30 Jeudi 19 octobre 20h30 Samedi 21 octobre 20h30 (s.a. Valenciennes)</p>	<p>ORCHESTRE DE CHAMBRE FESTIVAL BRESCIA-BERGAMO Dr. AGOSTINO ORZIO Maurizio BRUNELLO violoncelle DOCCHESSI-HAYDN</p>	<p>THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 17 octobre 19h30 Jeudi 19 octobre 20h30 Samedi 21 octobre 20h30 (s.a. Valenciennes)</p>	<p>AIMARD Le 17, 18 et 19 octobre KATAIEVA G. LIGETI Coproduction Festival d'Automne</p>	<p>CONCERTS PASDELOUP Dr. Gérard DEVOS Sol. Michèle BOEGNER 2 CONCERTS MOZART</p>	<p>BRUNO LEONARDO GELBER BEETHOVEN Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>LES LUNDIS MUSICAUX DE GAVIAU Elise OBRAZTSOVA Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>ORCHESTRE COLONNE Philippe ENTREMONT Jeudi et vendredi MUSIQUE CONTEMPORAINE MUSIQUE CONTEMPORAINE</p>	<p>PHILHARMONIE TCHEQUE Dir. Václav NEUMANN Le 17, 18 et 19 octobre (s.a. Valenciennes)</p>	<p>CONCERT DE MUSIQUE RUSSIE GRAND ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MOSCOU CHORUS ACADEMIQUE ALEXANDRE YOUNLOV DR. VLADIMIR FEDOSSEV TCHAKOVSKI de St-Jean Chrystosom PROKOFIEV Ivan le terrible</p>

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE

dans le cadre de l'année CHOSTAKOVITCH
« LA MUSIQUE RUSSSE ET CHOSTAKOVITCH »
Modeste MOUSSORGSKI
« Une nuit sur le Mont Chauve »
version originale
« Boris Godounov »
la Mort de Boris
Serge RACHMANINOV
3 Chants populaires russes
Dimitri CHOSTAKOVITCH
« L'exécution de Stenka Razin »
Création française
Borylan - Basse
Nicola GIUSELLEV
Chœur lyrique d'Ile de France
Direction
Serge ZAPOLSKY
Direction
Jacques MERCIER
Salle Pleyel
le Samedi 21 Octobre 89 à 20 h 30
Loc. Salle Pleyel (1) 45.63.88.73
3 FNAC - 3615 MATIC
Spectamatic (1) 45.61.98.22

ORCHESTRE DE PARIS

Société des Concerts du Conservatoire
Directeur Musical Seymour Bychikow
Directeur Général Pierre Vazlinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30
18, 19 octobre
Pour sa première venue en France,
Madame Sian Edwards dirigera
l'Orchestre de Paris avec,
en soliste, le pianiste
Radu Orosco
TIPPETT, Danses rituelles
de « Midsummer Marriage »
LIZET, Concerto pour piano N°1
JANACEK, Sinfonietta
RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL 45.63.88.73

CONCOURS INTERNATIONAL DE PIANO JAZZ MARTIAL SOLAL

Mairie de Paris
Du lundi 16 au jeudi 19 octobre
EPREUVES ELIMINATOIRES 20 F
avec Louis Mouth (batterie),
François Mouth (basse),
André Cocoroni (batterie) et
Holt Van De Geyn (basse)
Samedi 21 octobre à 18 h
EPREUVE FINALE 60 F
avec Daniel Humali (batterie) et
Jean-François Jenny Clark (basse)
RENSEIGNEMENTS (1) 40 56 07 17
L'AUDITORIUM THEATRE MUSICAL DE PARIS
Forum des Halles - Porte Saint-Eustache

Mort de l'acteur et réalisateur Cornel Wilde

L'acteur et réalisateur Cornel Wilde est mort le 16 octobre des suites d'une leucémie, il venait d'avoir soixante-quatorze ans. D'origine hongroise, né à New-York, il avait débuté à Hollywood au début des années 40, grâce à sa formation d'escrimeur. Mais son premier grand rôle est celui de Chopin dans le film « Le docteur et la mort » de Charles Vidor, aux côtés de Merle Oberon-George Sand. Il doit son plus grand succès public à Cool B. de Milne qui en fait un trapéziste dans « Sous le plus grand chapiteau du monde » (1952). Au début des années 60, il se lance dans la réalisation de films d'aventures dans lesquels apparaît Jean Wallace, sa seconde épouse. Parmi ces films, on retiendra « Le Froid » (1966) et « Le soleil était rouge » (1967). Cornel Wilde n'avait pas tourné depuis « The Fifth Musketeer », en 1979.

Erik le Viking de Thierry Jones

Les Vikings vivent dans un pays où le soleil ne brille jamais, les pillent, les violent, ils tuent. Cela ne fait pas l'affaire du jeune Erik (Tim Robbins). Après avoir tué involontairement une fille trop belle dont le souvenir le hante, et avoir pris conseil de la sorcière Freya (apparition d'Eartha Kitt), il entraîne quelques-uns de ses compagnons dans un voyage maritime qui doit le conduire chez les dieux du Walhalla en passant par l'île enchantée de Hy-Brasil. Il ne s'agit de rien moins que de réformer le monde, mais comme Terry Jones (auteur du « Monty Python » et interprète du roi de Hy-Brasil, genre folle à l'antique) appartient à la bande des Monty Python, ce n'est pas vraiment sérieux, ni vraiment drôle d'ailleurs. On a du mal à s'y retrouver. Conte initiatique avec épreuves, traites mûres à l'expédition, dragon, merveilleux, le qui s'enfoncent dans les flots telle l'Atlantide ; scènes

loufoques et dramatiques, le film navigue, c'est le cas de le dire, entre la parodie et la parabole, étale l'importance de son budget avec ostentation, ne satisfait pas vraiment, ne déçoit pas non plus, car on est sensible à l'étrangeté de cette entreprise, à ce fourre-tout défilant, interprété à la diable mais dont les effets spectaculaires sont de Richard Convery, l'homme qui a travaillé avec Terry Gilliam sur « Brazil » et les « Aventures du baron de Münchhausen ».
JACQUES SICLIER

Fermeture du Centre Pompidou

Le Centre Pompidou, qui avait rouvert ses portes samedi 14 octobre, a été de nouveau fermé dimanche par son président M^{me} Hélène Ahrweiler « à la suite d'une alerte à la bombe et pour des raisons de sécurité évidentes ». Silvia Montfort, de son côté, a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre son spectacle, les Deux Voies de Jean Cocteau, initialement prévu jusqu'au 22 octobre.

Gerard Drouot Productions Présentent

U2 Rattle and Hum

PARIS - BERCY
11 ET 12 DECEMBRE 89
20 H

LOCATIONS : A PARTIR DU SAMEDI 14 OCTOBRE
VIRGIN MEGASTORE - FNAC - POPB.

SUR MINITEL 36 15 CODE NRJ CLUB.
MARS CONCERT SUR MINITEL
36 15 CODE NRJ

gerard drouot productions

مكتبة أمية، الأصل

SCIENCES • MEDECINE

« Le temps n'est plus où le médecin décidait seul de ce qui était bon pour la santé », nous déclare le président du conseil de l'Ordre

Le conseil national de l'Ordre des médecins vient d'organiser à Fontevraud (Maine-et-Loire) la première d'une série de journées régionales préparatoires à un grand congrès international d'éthique médicale prévu en mars 1991 à Paris. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le docteur Louis René, président du conseil national de l'Ordre, explique de quelle manière l'Ordre mène et intensifie sa réflexion sur l'éthique et la morale médicales. Il souligne aussi l'évolution qui caractérise cette institution si souvent décriée et dont la gauche souhaite officiellement depuis quinze ans la disparition, alors même que depuis 1981 elle n'a rien fait ou presque pour l'obtenir.

«QUELLE urgence y a-t-il aujourd'hui, pour l'Ordre, à organiser un congrès international d'éthique médicale ?

— Le dernier congrès de morale médicale, organisé par l'Ordre, remonte à 1966. Il avait déjà fait prendre conscience que la découverte permanente de moyens nouveaux de diagnostic ou de traitement s'accompagnait de questions sur les conditions de leur utilisation et même parfois de doutes sur le droit à leur utilisation. Cette fois-ci, notre objectif est de parvenir à mettre à la disposition du corps médical ainsi qu'à celle de tous ceux qui s'intéressent à la santé et à la médecine un ensemble de réflexions et de propositions sur les problèmes actuels de l'éthique médicale. Il nous paraît important que les médecins puissent, au moment où la science progresse plus vite que l'homme, se référer à des repères et des guides.

— Le programme du congrès n'est pas définitivement arrêté mais quelques thèmes seront sûrement traités, soit parce que des pressions commerciales menacent l'éthique — comme la multiplication exponentielle des transplantations d'organes, qui soulève le problème de la non-commercialisation des éléments du corps humain, — soit parce qu'il y a danger pour l'espèce humaine — avec la question de la protection du génome humain.

— Dans d'autres cas, il y a urgence à légiférer, comme avec l'épidémiologie, une discipline indispensable, mais qui en France n'est régie par aucun texte législatif et peut tomber sous le coup de certaines dispositions du code pénal. Il y a aussi, dans d'autres domaines, un inquiétant vide législatif, comme en matière de procréation médicalement assistée. Le problème des nouvelles filiations doit être résolu d'urgence pour sau-

vegarder l'identité et donc la dignité des enfants ainsi conçus.

— Vous avez d'ores et déjà décidé d'ouvrir vos réunions à des spécialistes non médecins ainsi qu'à la presse. Pourquoi une telle évolution ?

— L'ensemble du corps médical français sera convié à participer aux débats, mais le temps n'est plus où le médecin décidait seul de ce qui était bon pour la santé. Le temps est à la concertation. En quarante ans, l'information du

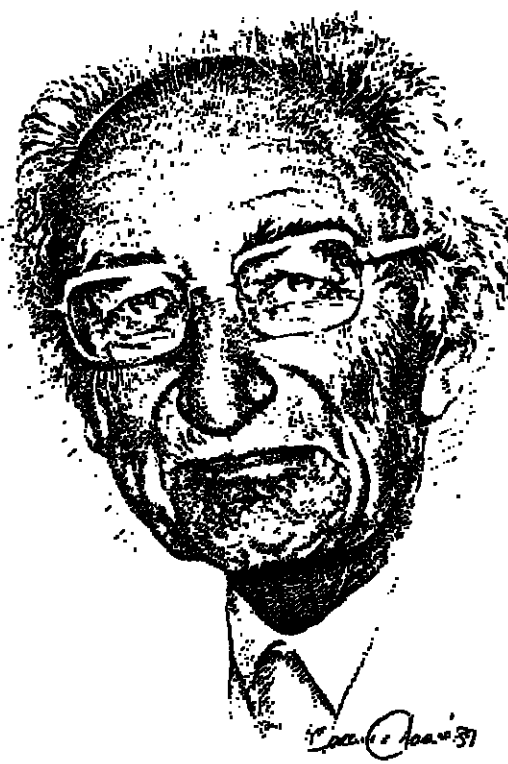
public, du malade et de sa famille quant aux problèmes de santé a fait de tels progrès que l'on ne peut plus dire, comme le faisaient certains de nos anciens, que dans tous les cas la maladie infantile et qu'il revient au médecin et à lui seul de savoir ce qu'il faut faire. A mes yeux, cette attitude est contraire à la morale. J'ajouterais que l'ordre des médecins n'est en aucune façon exclu du débat sur l'éthique en France. Nous sommes

notamment présents dans différentes instances gouvernementales ou de réflexion, ainsi qu'au sein du Comité national d'éthique. Le professeur Jean Bernard et différents membres de ce comité ont d'ailleurs donné leur accord pour participer au congrès de 1991.

— Les différentes réflexions éthiques que vous avez menées aboutiront-elles à des modifications du code de déontologie médicale ?

— Ce code est un texte réglementaire, qui ne peut en aucun cas être contraire à la loi. Ainsi, pour prendre un exemple, l'actuel code de déontologie ne prévoit la recherche médicale que dans l'intérêt direct du malade. Or la loi du 28 décembre 1988 sur les essais thérapeutiques modifie cette situation. Elle impose donc une modification de notre code.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 23



L'éthique à l'ordre du jour

Il y aura bientôt quinze ans, MM. Mitterrand, Defferre et Gau, alors députés du groupe socialiste et radical de gauche, déposèrent devant l'Assemblée nationale une proposition de loi « tendant à la suppression de l'Ordre des médecins ». Que resta-t-il aujourd'hui de cette initiative qui fit grand bruit jusque dans les années 80 et qui, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, semble ne jamais avoir été prise.

Il faut se reporter au texte de 1975 pour mesurer à quel point les positions ont pu évoluer dans ce domaine. « Opposé à la médecine sociale et même à la médecine conventionnée, muet sur les vrais problèmes de santé, résolument opposé à la libéralisation de l'avortement, l'Ordre réprime, blâme, sermonne, exerce et inflige des amendes à des médecins qui, pour la plupart, refusent de se reconnaître en lui », écrivait alors M. Mitterrand et ses collègues. Ils prévoyaient aussi une véritable révolte des médecins opposés à « ces assemblées de mandarins décorés et réactionnaires qui parlent et tranchent depuis trop longtemps au nom du corps médical tout entier ». « Il est temps, écrivaient-ils encore, qu'un terme soit mis à l'existence d'un organisme qui est une violation permanente des droits de l'homme et de la dignité humaine et qui est responsable du déclin dont souffre actuellement le crédit de la médecine. »

Suivaient cinq articles prévoyant la redistribution des attributions administratives et disciplinaires de l'Ordre aux directions départementales de l'action sanitaire et sociale et aux tribunaux de droit commun.

Si l'on excepte les médecins continuant de militer contre l'institution ordinaire, en refusant notamment d'acquiescer leur cotisation annuelle, personne ne songe plus, ou presque, à ce combat qui n'est plus loin d'apparaître comme celui d'un autre âge. Autant que le désintérêt croissant pour tout ce qui touche à l'idéologie, cette évolution tient aussi, de toute évidence, à la mutation entreprise, du moins à l'échelon national, par le docteur Louis René. Rien, sur le fond, n'a changé (on déplore trop souvent, à Paris, l'immobilité de certains ordres départementaux), mais le conseil national a parfaitement saisi l'urgence et l'opportunité qu'il y aurait pour lui à se saisir des questions liées à l'éthique médicale. Une évolution d'autant plus constructive qu'elle entend faire prévaloir les droits de l'homme et de la démocratie ou, en d'autres termes, une morale enfin dégagée de l'ancienne gangue aux couleurs de mandarinat et de corporatisme. Ce « lifting » par l'éthique fait que l'Ordre commence aujourd'hui à perdre la détestable image qui était la sienne depuis les regrettables propos sur l'avortement du professeur Lortat-Jacob.

J.-Y. N.

Marchands de tissus

Le commerce des organes et des tissus humains inquiète la communauté scientifique. Le déséquilibre entre l'offre et la demande favorise le trafic

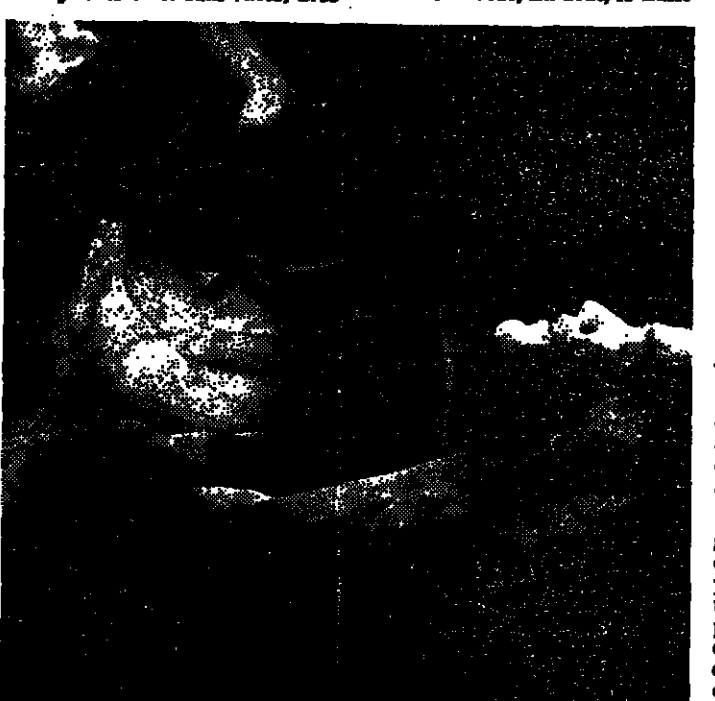
RÉUNIE en congrès national à Rennes, la Fédération française pour le don d'organes et de tissus humains (1) vient d'adopter une charte, placée sous l'égide des Nations unies, visant à défendre concrètement une série de principes éthiques (gratuité, anonymat, bénévolat, volontariat) dans le domaine des greffes d'organes. Il s'agit là d'une action préventive de toute première importance face aux risques grandissants depuis quelques temps de commercialisation des organes et des tissus humains.

Le document apparaît comme un résumé des objectifs de la Fédération française pour le don d'organes : donner une dimension humaine aux dons de tissus et aux dons d'organes ; faciliter les greffes et les transplantations selon une éthique reposant sur la gratuité, l'anonymat, le bénévolat et le volontariat. Il s'agit, en d'autres termes, de faire en sorte que « le plus grand nombre de malades puissent bénéficier des progrès de la médecine et de la science, indépendamment de leur situation économique, dans le respect de leurs différences ».

Les organisations signataires de cette charte s'engagent à entreprendre les démarches indispensables pour, notamment, « lutter contre tout commerce d'organes et de tissus humains, promouvoir le bénévolat et garantir l'anonymat entre donneurs et receveurs, afin d'éviter toute pression familiale et sociale ». Il s'agit aussi « d'obtenir l'assurance que tout donneur vivant ait exprimé son consentement, sans pression de quelque sorte que ce soit, et de demander aux médecins et aux chirurgiens de vérifier la provenance des tissus et des organes utilisés pour leurs patients ».

En conclusion, les signataires de cette charte « s'engagent à être les ambassadeurs d'une solidarité sans frontières et sans races, avec

dérive dans ce domaine. C'est ainsi notamment qu'un congrès international, organisé à Ottawa, a vivement condamné, fin août, le trafic



pour trait commun la générosité au bénéfice des malades, petits ou grands ».

S'ils peuvent être tenus pour acquis en France, de tels principes sont loin d'être observés dans de nombreux pays, industrialisés ou non. Après la récente affaire de trafic de reins humains entre la Turquie et la Grande-Bretagne (Le Monde du 15 février), affaire qui a conduit le gouvernement britannique à entreprendre une démarche législative, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer les risques de plus en plus inquiétants de

des organes et des tissus humains destinés à des transplantations.

Les responsables de ce congrès, organisé par la Société internationale de transplantation, ont demandé aux chirurgiens du monde entier de s'inquiéter de la provenance des organes ou des tissus qu'ils pouvaient être amenés à greffer sur leurs malades. Selon des témoignages rendus publics lors de cette conférence, un nombre de plus en plus élevé d'organes greffés sont achetés par des malades atteints de personnes qui, la plupart du temps, vivent dans les pays du tiers-monde. Les spécia-

listes réunis à Ottawa avaient dénoncé le caractère « odieux » des « activités criminelles visant à obtenir des organes en vue de transplantations ».

« Nous sommes très inquiets des dérives actuelles, nous », pour sa part, déclare M. Christian Lefort, président de la Fédération française pour le don d'organes et de tissus humains. Les progrès de la médecine et une certaine pénurie des organes disponibles pour transplantations font que l'on voit aujourd'hui apparaître une situation où la demande est supérieure à l'offre, avec tous les risques que cela comporte. On voit ainsi fleurir en Europe des petites annonces de personnes demandant ou offrant des organes, moyennant finances. Nous avons eu aussi connaissance dernièrement d'un trafic de reins humains à des fins cosmétologiques entre les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale. »

Déjà soutenue par son homologue italienne, la Fédération française entend faire prévaloir ses principes éthiques et lutter contre tout mercantilisme à l'échelle européenne. Elle s'oppose, en outre, à certains aspects de l'avant-projet de loi Brabant sur la bioéthique, qui risqueraient, selon elle, en modifiant certaines dispositions des décrets d'application de la loi Caillevet (obligation d'un accord écrit préalable au don d'organe ; article 666-9) de réduire, de manière notable, le nombre, déjà insuffisant, des organes pouvant être prélevés sur les cadavres.

J.-Y. N.

(1) La Fédération française pour le don d'organes et de tissus humains (Boite postale 35, 75462 Paris Cedex 10), reconnue d'utilité publique, a été créée à l'initiative du professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine. Elle groupe environ quarante associations à l'échelon national.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL OCTOBRE 1989

L'EUROPE DE L'EST

- L'explosion du bloc de l'Est.
- Le nouveau départ de la Pologne.
- Hongrie : les défricheurs de l'Est.
- RDA, Tchécoslovaquie : les réfractaires de la perestroïka.
- L'Albanie et la Yougoslavie : les inclassables.
- Roumanie : une dictature aveugle et sourde.

1929-1989 : KRACH ET BOOM

- L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- La tourmente boursière d'octobre 1987.
- Des retombées inattendues : l'envoi de la Bourse, l'assainissement financier.
- L'embellie : la reprise de la consommation et de la croissance.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Un cheptel d'une seule peau

Par souci de rentabilité, les espèces d'élevage sont de moins en moins variées. Il faut cependant maintenir des diversités génétiques dans le cheptel pour assurer les équilibres alimentaires

AUTREFOIS en tête des pays développés par la diversité de ses animaux d'élevage, la France va-t-elle sacrifier son patrimoine génétique à la course au rendement ? Faut-il au contraire conserver les races locales, et sous quelle forme ? Et qui, dans ce cas, se chargera financièrement des programmes de conservation et de relance des petites populations ?

De première importance pour l'avenir agricole de notre pays, ces questions ont été largement débattues lors d'un colloque récemment organisé à Paris, sous l'égide conjointe du Bureau des ressources génétiques (BRG), de l'Institut national pour la recherche agronomique (INRA), des instituts d'élevage et de la Société d'éthnozootechnie (1). Avec la participation, pour la première fois, de plus de deux cents personnes d'horizons et d'intérêts parfois très divergents — chercheurs, éleveurs et sélectionneurs, mais aussi animateurs de parcs régionaux et associations de sauvegarde — qui témoignent, s'il était besoin, de l'acuité du problème.

Car les vaches, c'est un fait, ne sont plus ce qu'elles étaient. A la fin de la dernière guerre, la France comptait une trentaine de races

trois ou quatre races à viande suffisent sur tout le territoire français.

La politique d'uniformisation du cheptel n'est sans doute plus aussi affirmée que dans les années 60, mais la situation reste très critique : le nombre de races animales domestiques (et donc la variabilité génétique) a encore diminué, et il n'a toujours pas été mis en place de programmes de conservation.

L'uniformisation croissante des races d'élevage, pourtant, n'est pas sans conséquences, parfois néfastes. Ainsi une étude commencée en 1987 à l'école supérieure d'agriculture d'Angers et poursuivie par François Grosclaude (laboratoire de génétique biochimique de l'INRA) vient de montrer que le lait produit par les vaches normandes est de qualité fromagère nettement supérieure à celui tiré des frisonnes, et ce d'autant plus que ces dernières sont holsteinisées.

Cette aptitude fromagère est due à une protéine du lait plus fréquente chez la normande (60 %) que chez la frisonne (30 %) et qui donne un caillé de meilleure qualité. La découverte pourrait expliquer en grande partie la baisse des rendements fromagers constatée par les industriels de l'Ouest depuis quelques années, et devrait reme-

d'actualité. Pour les chercheurs et les sélectionneurs, la perte de certaines gènes serait irréversible ; pour les autorités agricoles régionales, la race locale et son système d'exploitation doivent, au prix d'une modernisation, permettre de maintenir des hommes au pays. Enfin, si les races locales constituent une partie de notre patrimoine génétique, elles appartiennent également au patrimoine culturel, au même titre que les monuments historiques.

Aménager et gérer l'espace rural

Certes, de tout temps, éleveurs ou chercheurs ont fait appel à du « sang étranger » pour améliorer une race animale, et certaines races actuelles ont même été créées grâce à l'intervention de mâles importés. Un exemple célèbre en est, pour les bovins, la « durhamisation » autour de 1830 : on a bénéficié de la normande, la bretonne pie noire et même la charolaise.

De même le mérinos espagnol importé sous Louis XVI a imprégné beaucoup de races ovines françaises et, par l'intermédiaire du mérinos de Rambouillet, les mérinos australiens, néo-zélandais ou argentin. Pour les chevaux de trait, ne rappelle-t-on pas de même que le bouchon et le percheron ont hérité de sang arabe après la montée des Sarrasins jusqu'à Poitiers ?

Mais aujourd'hui, avec les moyens de communication moderne la maîtrise de la reproduction (insémination artificielle, transfert d'embryons), et les méthodes d'élevage qui s'affranchissent de plus en plus du milieu, le phénomène est accéléré et amplifié : on assiste à une « holsteinisation » de la frisonne (croisement avec la Holstein pie noire), de la

montbéliarde (croisement avec la Holstein pie rouge) ; pour les caprins, certains parlent d'« alpinisation » (croisement des chèvres poitevins ou pyrénéennes avec des boucs de la race alpine).

D'autre part, le contexte de l'agriculture et de l'élevage, en France et en Europe, a fortement changé aujourd'hui. Il s'agit non seulement de produire différemment — à moindre coût, de meilleure qualité — mais encore d'aménager et de gérer l'espace rural. Avec cette nouvelle donne, des races qui ne sont que comme la normande ou les races locales disposent d'atouts majeurs. Encore faut-il qu'il y ait des recherches entreprises sur ces animaux et leur système d'exploitation, de façon à « objectiver leur adaptation (biologique et technico-économique) à des conditions particulières », comme le souligne Jean-Claude Mocoquot, directeur du département « amélioration génétique » de l'ITIEB.

Dans ce nouveau contexte, certaines races locales peuvent en effet retrouver, particulièrement totalement, le rôle zootechnique régional qu'elles avaient auparavant. Un des meilleurs exemples en est la vosgienne, façonnée par l'homme et les contraintes pédo-climatiques des massifs granitiques vosgiens depuis le dix-septième siècle. Très menacée il y a quelques années (3 000 têtes en 1977 contre 125 000 en 1914), elle bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt (7 000 têtes en 1987) pour la production de lait (il sert à la fabrication du munster fermier) en zone de moyenne montagne, et ce malgré l'insécurité des quotas laitiers. Son sauvetage et son inscription dans un créneau économique régional sont essentiellement l'œuvre de quelques exploitants de

fermes-auberges très dynamiques. De même le lait de la flamande est utilisé pour la fabrication du fromage de Bergues, et celui de la bielle du Nord (devenue une race mixte) alimente les fromageries de la région de Marolles.

D'autres races, par contre, doivent trouver de nouveaux débouchés. Ainsi en est-il de la vache d'Aubrac, grâce au travail entrepris dans les années 60-70 par l'éthnologue Georges-Henri Rivière, du Musée des arts et traditions populaires, avec le CNRS et l'INRA, sur le pays d'Aubrac. Bien adaptées aux difficiles conditions agropédologiques du plateau et traditionnellement élevées à trois fins (traction, lait et viande), la race d'Aubrac a été réorientée vers la production exclusive de bœuf en race pure ou en croisés charolais.

Les actions entreprises (notamment à l'initiative de la Société d'éthnozootechnie) depuis une quinzaine d'années ont ainsi permis de sortir des races locales de l'anonymat, et de leur donner les moyens de se reproduire en essayant d'éviter une trop grande consanguinité. Mais beaucoup reste à faire, et l'analyse de l'état des races locales françaises en 1989 met en évidence l'extrême fragilité des actions de terrain engagées depuis 1976.

La plupart des programmes de conservation génétique tiennent à très peu d'hommes de terrain, et les crédits affectés par le ministère de l'Agriculture (0,5 % de l'enveloppe « amélioration génétique ») ont baissé de 45 % durant les six dernières années, atteignant 750 000 F en 1988 pour toutes les espèces domestiques (soit environ 20 000 F par race). A titre de comparaison, les budgets du parc régional Nord-Pas-de-Calais et du parc du Marais

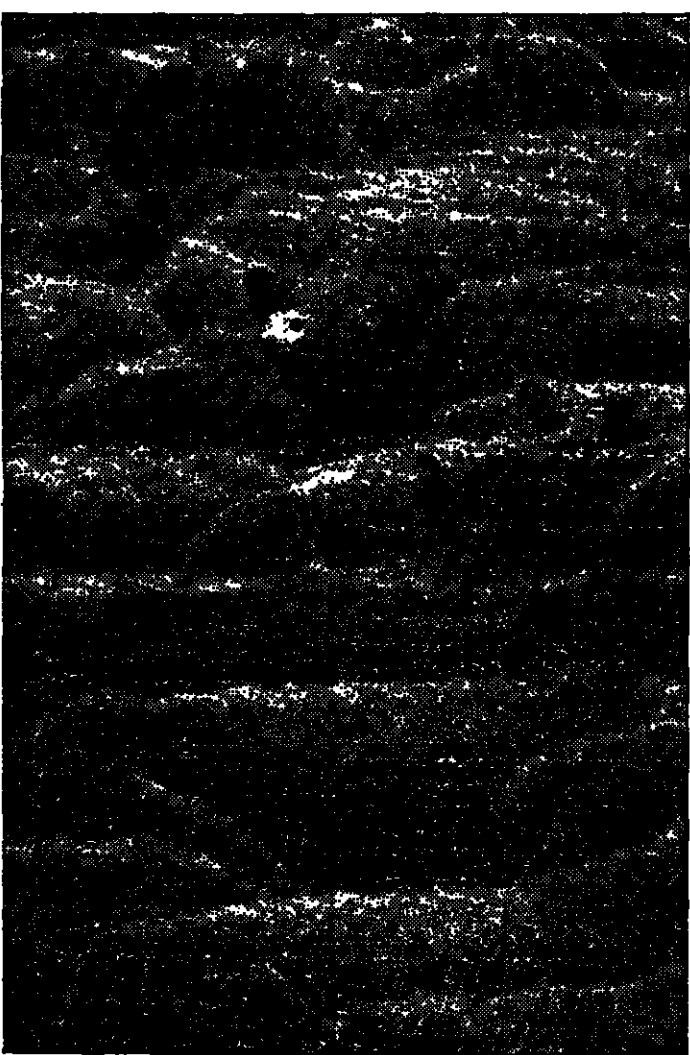
poitevin dépassent 1 million de francs par an. De plus certaines races, comme le monton bouchonnais, que tout le monde croyait disparu et dont l'élevage a été relancé en 1984, attendent toujours leur reconnaissance officielle par le ministre. Enfin, le matériel génétique sauvegardé (banques de semences, d'ovules, d'embryons ou d'ADN) et déposé par les centres d'insémination artificielle (organismes professionnels, donc de droit privé) ne dispose d'aucun statut juridique officiel.

A supposer, que l'on réussisse en France à maintenir l'essentiel des races locales, il nous faudrait faire un choix qui se pose dès maintenant aux éleveurs du Rare Breeds Survival Trust, une association britannique d'éleveurs de races locales qui n'a pas d'équivalent en France : faut-il améliorer les races locales ou les conserver telles quelles ?

A ce point de réflexion, les intervenants de ce colloque ont suggéré quelques propositions : définir une stratégie à long terme (sachant par exemple que l'intervalle de génération chez les bovins est de cinq ans), consolider et pérenniser les actions concrètes, proposer un cadre réglementaire et orienter les programmes de recherche. Claude Bégaud, directeur scientifique à l'INRA, suggère ainsi que, dès maintenant, lors d'expériences de nutrition, de croissance ou de fertilité menées sur des troupeaux de races dominantes, les chercheurs étudient simultanément quelques animaux de races locales.

DENIS SERGENT

(1) La Gestion des ressources génétiques des espèces animales domestiques, éd. Lavoisier, 120 F.



bovines. Aujourd'hui, la frisonne Holstein et la charolaise se partagent à elles seules 70 % de notre cheptel. Et cette diminution de la variabilité génétique s'étend à toutes les espèces élevées en intensif. En ce qui concerne les porcs, on ne parle pratiquement plus de races, mais de lignées, de souches commerciales ou industrielles.

Ainsi la plupart des lignées de porcs élevées dans le monde sont soit des leghorns pour les œufs blancs, soit des Rhode-Island pour les œufs roux, avec quelques rares apports de Sussex, New-Hampshire et Plymouth-Rock. Pour les lignées de chair, Cornish et Plymouth-Rock constituent l'essentiel du matériel génétique de départ.

Or, devant ce constat, la tendance serait plutôt à l'indifférence. Nombreux sont ceux, y compris certains éleveurs, qui pensent ainsi que chez les bovins, une ou deux races laitières à haute production,

tre en question, au moins partiellement, certaines orientations actuelles de la sélection.

D'un point de vue strictement technico-économique, les races locales peuvent donc être rentables pour l'éleveur. De plus, elles jouent un rôle utile dans l'entretien du paysage. Le débroussaillage des sous-futaies par la chèvre du Rôve et le mérinos d'Aries en Provence ou la valorisation des landes armoricaines par le monton d'Ouessant n'en sont que quelques exemples. Enfin, les races locales et leur système traditionnel d'élevage sont souvent à l'origine de la renommée gastronomique d'une région, tels l'oie de Toulouse, le poulet de Bresse ou le monton avrain de prés salé.

Si le problème de la gestion des races animales domestiques ne date pas d'aujourd'hui, celui de la conservation des races locales apparaît ainsi, en ces temps d'agriculture intensive, particulièrement

Le Musée de l'homme a voulu rendre hommage à Claude Lévi-Strauss, le premier Français qui ait introduit la rigueur scientifique dans la recherche ethnologique. Non par de longs discours abstraits, mais par la présentation d'objets superbes et étonnants qui viennent des deux Amériques (1).

Le nom de Claude Lévi-Strauss est indissolublement lié aux peuples indiens du Brésil. Depuis la publication de *Tristes Tropiques* en 1955, ses travaux sont célèbres dans le grand public. L'exposition présente donc trois peuples du Mato-Grosso, grâce à des objets déposés, pour la plupart, par Claude Lévi-Strauss dans les collections du Musée de l'homme au retour de ses expéditions brésiliennes de 1935-1938.

Mais ces objets ne sont pas simplement présentés comme des œuvres d'art. Ils sont « remis en situation » sur des mannequins grandeur nature, très bien stylisés par Rebecca de Campo. Ainsi sont mis en scène les Nambikwara (nord-ouest du Mato-Grosso) qui possèdent le peuple indien du Brésil qui vit dans le plus grand dénuement et qui ne compte plus qu'environ cinq cents personnes. A la saison sèche, ils nomadisent, nus à l'exception de quelques ornements de coquillages, de dents de singe ou de coques de fruits, à la recherche de la rare nourriture. Ils dressent très temporairement un pauvre abri — quelques palmes ou branches — devant lequel ils déplacent un suvant mobile rudimentaire qui les abrite du soleil et un peu du vent.

Plumes et armoiries

Un tel abri a été reconstitué pour l'exposition. A l'intérieur, une scène d'épousailles, le jeune « épousé » a pris soin de garder à portée de main son arc fiché dans le sable et quelques flèches... A l'extérieur, une femme perce une coquille de nacre à l'aide d'un long bâton très pointu ; un enfant porte un petit singe comme il le ferait d'un jeune frère ; un homme rapporte les quatre bras (gros perroquets très colorés) qu'il a chassés avec des flèches à tampon de façon à ne pas abîmer les plumes ; quelques humbles

ustensiles (calebasses, mortiers en bois, hottes de vannier) montrent tout de même que ces pauvres vivants sont d'habiles artisans.

Beaucoup plus spectaculaire est la vitrine consacrée aux



Jeune fille Caduréo du Brésil en visage peint d'un lac d'arrabacques. (Photo Cl. Lévi-Strauss, 1936)

Bororo (centre du Mato-Grosso). Il s'agit de funérailles pour lesquelles les participants sont coiffés des superbes et énormes couronnes de plumes indispensables pour les danses rituelles. Les colliers, faits de griffes de tatou géant, de dents de singe, de nacre, de plumes, de coquilles, sont quasiment les seuls vêtements, puisque l'unique « habit » masculin est un noué périan dont le brin le plus long est orné des « armoiries » définies selon le clan et le statut social du propriétaire. Armoiries que l'on retrouve d'ailleurs sur les flèches, ainsi identifiées de façon certaine. Les corps nus sont peints en fonction de chaque danse, qui est accompagnée de chants appropriés pour chaque clan, modulés sur le jeu de flûtes droites, de trompes traversières, de meracres et de clarinettes-calebasses.

Le dénuement des Caduréos (sud du Mato-Grosso) est moins grand que celui des Nambikwara. Mais ce peuple a une apparence lamentable. Au contact des Européens, les Caduréos ont perdu la plupart de leurs traditions. Habillés de vêtements crasseux, ils vivent le plus souvent, à une ou plusieurs familles, dans des huttes

benales de paysans pauvres brésiliens. Mais ils savent encore peindre de très jolis motifs géométriques ou fluides sur des peaux de corvidés et des jarres de céramique. Ils font des bijoux en fondant des bouts de fer

Le Musée d'anthropologie de Vancouver et par Bill Reid. Dans le hall du Musée de l'homme est installée Louisa (la « Marquise de vagues »), la grande pirogue haïka peinte et sculptée, copie conforme des pirogues d'autrefois, sur laquelle une dérogation haïka a remonté la Seine de Rouen à Paris, du 27 septembre au 2 octobre. Dans l'exposition, on peut voir des masques et des statuettes de divers peuples de la côte pacifique, des plaques de cuivre qui étaient particulièrement précieuses pour tous les peuples de la côte canadienne du Pacifique, au point de servir dans les potlachs (2).

Et il y a les sculptures, les peintures et les bijoux faits par Bill Reid, qui a repris les thèmes, les symboles et les motifs de l'art haïka. Ainsi la culture haïka s'est-elle reprise un nouveau souffle.

L'exposition aurait pu s'appeler « Les Amériques des hommes ». Du lamentable Caduréo au flamboyant Bill Reid et au subtil Claude Lévi-Strauss — en passant par le personnel du laboratoire d'ethnologie du Musée national d'histoire naturelle (dont fait partie le Musée de l'homme), qui a conçu et réalisé l'exposition, — elle est un aperçu de la complexité des mentalités, des capacités d'adaptation au milieu, des savoir-faire et, finalement, de l'unicité de l'Homme Sapiens Sapiens.

YVONNE REBEYROL

► Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, 75916 Paris. Ouvert tous les jours, sauf les mercredis et jours fériés, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : musée + exposition, 25 francs. Jusqu'au 24 avril 1990.

(1) Les passages des livres de Claude Lévi-Strauss concernant les peuples présentés dans l'exposition du Musée de l'homme viennent d'être publiés, regroupés, avec une introduction de Jean Guérin, directeur du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'homme et un chapitre sur l'art de la côte ouest du Canada, par Martine Reid (*Des symboles et leurs doubles*, édité par Flon, 270 pages, illustrations, 150 francs).

(2) Le potlatch était un système dans lequel deux groupes ou deux individus se faisaient des cadeaux, mais avec, pour chacun, l'obligation de faire ensuite un « donateur » un cadeau encore plus somptueux. Le potlatch permettait ainsi d'acquiescer un statut social d'autant plus haut que le cadeau était plus précieux.

36 15

LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

SCIENCES • MEDECINE

Les exclues de la nomenclature

La révision à la baisse des actes de biologie inquiète les praticiens

C'EST une simple lettre de l'alphabet, le B — comme biologie, — qui suscite l'émotion du corps habituellement discret, des médecins biologistes. Un projet que le ministère de la santé soumettra, le 23 octobre, à la commission de la nomenclature devrait en effet, s'il est accepté, aboutir à une diminution substantielle du prix de la plupart des examens effectués dans les laboratoires d'analyses médicales. Une décision qui inquiète à la fois les biologistes, redoutant une chute de leurs revenus, et les cytologistes, qui, pratiquant des frottis vaginaux, sont également concernés par ce projet.

Objet du litige, la nomenclature réglemente le tarif de la plupart des actes médicaux. Une lettre, dont la valeur est fixée par décret — B pour les actes de biologie, K pour ceux de chirurgie, V pour la visite et C pour la consultation, — dotée d'un coefficient spécifique, permet de déterminer le prix de chaque geste médical. Alors que la dernière revalorisation du B, fixée à 1,76 F, remonte à décembre 1987, les pouvoirs publics entendent aujourd'hui se livrer à une refonte globale de la nomenclature des actes de biologie.

« Les progrès de l'automatisation et ceux des techniques de biologie ne paraissent plus justifier de certaines cotations », expliquait, en septembre dernier, le ministre de la santé aux membres de la commission de la nomenclature. En dépit de la modernisation du matériel et des gains de productivité liés à l'automatisation, la

nomenclature n'avait pas été modifiée depuis de nombreuses années. Pendant ce temps, le nombre annuel de B n'a cessé de progresser : 16 % par an en moyenne depuis 1980.

Pourtant, précise-t-on au ministère de la santé, certains appareils automatisés fournissent jusqu'à douze paramètres pour un seul prélèvement sanguin.

Une situation à laquelle les autorités sanitaires, qui font par ailleurs valoir les revenus très confortables des biologistes, ont décidé de remédier, en diminuant le coefficient de bon nombre d'examens de biologie, d'immunologie et de parasitologie.

Avant même d'être entérinée, ce projet soulève un véritable tollé au sein de la profession. « On touche à notre pain quotidien », s'exclament-ils au syndicat national des médecins biologistes, où l'on estime que la révision va entraîner une chute de 15 à 25 % du chiffre d'affaires des laboratoires d'analyses, soit une baisse de 60 à 70 % de leurs bénéfices.

« Une réforme élitiste », jugent d'autres spécialistes, qui précisent que ces mesures, insupportables pour les petits laboratoires, dont tous ne sont pas automatisés, pourraient déboucher sur la fermeture de deux mille d'entre eux.

Plus inquiets et non sans raison que les biologistes, les cytologistes redoutent les conséquences de cette réforme sur la qualité des frottis vaginaux, un examen actuellement inclus dans la nomenclature des actes en B. Seule méthode de

dépistage des états précancéreux et des cancers du col de l'utérus, le frottis vaginal, actuellement coté B 55 et facturé 96,80 F, est entièrement remboursé par la Sécurité sociale. Le prélèvement des cellules du col utérin, la préparation et la lecture des lames sont une opération longue et minutieuse. La lecture essentielle de l'examen est le plus souvent faite en deux temps : par une cytotechnicienne, appointée par le laboratoire, et par le médecin cytologiste, qui pose le diagnostic définitif. Au total, l'examen ne dure pas moins d'une demi-heure et on voit mal, étant donné son caractère manuel, comment, sans nuire à sa qualité, il pourrait être effectué plus rapidement.

L'argument du ministère, qui projette de ramener l'examen à B 30 (52,80 francs), est simple : la baisse du prix inciterait davantage de femmes à faire pratiquer régulièrement un frottis. Malgré le nombre considérable d'examens réalisés chaque année, on estime en effet que 20 % seulement des femmes sont régulièrement surveillées.

Le (mauvais) exemple américain

Depuis plusieurs années déjà, les gynécologues s'insurgent contre l'absence de politique de dépistage du cancer du col de l'utérus et dénoncent les incohérences d'un système où certaines formes bénéficient de plusieurs frottis par an, tandis que d'autres, souvent issues de milieux sociaux défavorisés, ne sont pas correctement surveillées. Plus récemment (*Le Monde* du

27 septembre), à la suite d'études anglo-saxonnes, des spécialistes contestaient la pratique actuelle des frottis, qu'ils accusaient d'être mal prélevés et mal interprétés.

La baisse du prix du frottis pourrait mettre fin à cette anarchie ? Pour les pouvoirs publics, l'opération est mathématique. Avec un prix réduit de 40 %, la masse des frottis pèserait moins lourd sur le budget de la Sécurité sociale, qui deviendrait ainsi apte à supporter l'augmentation en nombre des actes.

Les choses sont-elles aussi simples ? On peut, en effet, craindre que si s'est produit aux Etats-Unis, où la concurrence a conduit certains laboratoires à pratiquer des prix très bas, avec une diminution du temps de lecture, et pour conséquence un taux d'erreurs inacceptable.

D'autres laboratoires pourraient, au contraire, abandonner, parce que non rentable, la pratique de la cytologie de dépistage, et les laboratoires déjà débordés ne pourraient pas faire face à la demande. Enfin, ceux qui désiraient maintenir la qualité de la lecture ne seraient-ils pas tentés de pratiquer des prix hors convention ? On aboutirait ainsi à un résultat contraire à l'objectif recherché : les femmes des milieux défavorisés, dont on sait qu'elles constituent une grande partie de la population à risques pour le cancer du col de l'utérus, n'auraient toujours pas accès à des examens de qualité.

BÉATRICE BANTMAN

« Le temps n'est plus... »

Suite de la page 21

Dans un autre domaine, M. Claude Evin, ministre de la santé, a annoncé en conseil des ministres le principe d'une loi sur les droits du malade. Il est évident que ce texte entraînera un certain nombre de modifications de formes et peut-être de fond des articles du code de déontologie médicale. Nous y travaillons d'ailleurs dès maintenant.

Enfin, si l'avant-projet de loi relatif à la bioéthique était voté, le code de déontologie serait à encore modifié. Mais j'insiste sur le fait que les conclusions de nos réflexions seront des repères, des références, des guides. Certainement pas des ordres ou des excommunications. C'est d'autant plus nécessaire que, dans ce domaine, la loi elle-même est souvent bien incapable de définir la conduite exacte à tenir.

Cette définition serait pourtant parfois souhaitable. On peut par exemple, prendre le cas des fécondations médicalement assistées, où règne actuellement la plus grande confusion.

Précisément, il est hors de question d'établir une liste des situations où les fécondations médicalement assistées pourraient ou non être réalisées. Ce serait la négation même de la médecine et de la personne. En revanche, il est important que le médecin ait un recul suffisant. Il est essentiel qu'il comprenne que pour traiter le malade d'un couple stérile, il va intervenir personnellement dans l'appel à la vie d'un être humain qui, lui, n'a rien demandé. Le médecin ne doit pas non plus être fasciné par sa technique au point de cacher au couple demandeur les échecs, les aléas, les difficultés physiques et psychiques de cette méthode. C'est tout cela qu'il faut doucement inculquer au praticien.

Mais en fixant des règles, et en refusant d'adopter une réglementation drastique, vous vous interdisez aussi, du même coup, de sanctionner les médecins fautive à l'avenir ?

Non. Pas plus que les tribunaux n'ont besoin de textes drastiques pour condamner. Nous disposons de la notion de consentement éclairé, sur laquelle il y aurait, il est vrai, beaucoup à dire. L'absence totale d'information au malade sera toujours condamnable parce que c'est une atteinte aux droits, à la dignité de la personne humaine.

C'est là, sans doute, que le conseil de l'Ordre a un rôle pédagogique, un rôle de magistrature d'influence. Il faut réussir à faire passer chez les médecins et dans le public qu'il y a des règles, que l'on ne peut pas tout faire. C'est d'autant plus important que l'action du médecin porte sur un homme lorsqu'il s'agit de soins,

mais aussi sur la collectivité lorsqu'il s'agit de santé publique.

Attention à la santé publique ! On parle beaucoup, par exemple, de la nécessité d'un changement des comportements sexuels pour prévenir l'extension de l'épidémie de sida. Bien sûr, mais comment ? Si c'est en instruisant les enfants et les adolescents, bravo ! Si c'était, demain, à coup de neuroscience, nous nous retrouverions de l'autre côté du rideau de fer, il y a dix ans.

« Une géographie de la morale »

Dans les années 70, l'un de nos prédecesseurs, le professeur Lorant-Jacob, prenait position publiquement et avec grand fracas contre l'interruption volontaire de grossesse. Vous tenez aujourd'hui un discours qui poura apparaître comme étant aux antipodes. Est-ce que l'Ordre a véritablement changé à ce point ?

C'est à vous de répondre. Disons qu'il y a une évolution importante liée à de nombreux facteurs. Mon prédécesseur, Raymond Villey, dit très justement qu'aucune morale n'est immuable. Prenez l'exemple de la dissection des cadavres. Les prélèvements cérébraux ont longtemps été considérés comme immoraux. J'ai vu, tout jeune interne, les plus grands noms de la médecine et de la chirurgie françaises d'alors interdire et obtenir l'interdiction au nom de la morale, de la publication de la technique des premiers cathétérismes intra-artériels. Tout cela doit, pour le moins, nous imposer une certaine humilité.

J'ajouterais aussi qu'il y a, comme disait Pascal, une géographie de la morale. Nos amis japonais ne tolèrent pas que l'on prélève des organes chez les cadavres, au nom de la morale. Cela n'empêche pas certains d'entre eux d'aller se faire greffer aux Etats-Unis.

Ce rôle de partenaire actif que vous avez avec le gouvernement pour tout ce qui touche la bioéthique laisse-t-il entendre que la dissolution de l'Ordre des médecins est un sujet définitivement caduc ?

Définitivement ? Je ne sais pas. Rien n'est jamais définitif, et cela doit rester présent à l'esprit. Je viens de recevoir un professeur de médecine de nationalité polonaise, membre de Solidarité. L'Ordre des médecins polonais avait été supprimé au temps de Staline. Le Parlement polonais vient de décider de le rétablir, et nous leur avons donné nos statuts qu'ils souhaitent adopter. Si tout se passe de manière favorable, je serai en mars prochain à Cracovie pour le congrès constitutif de l'Ordre des médecins polonais.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

CULTURE GENERALE
Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
35, rue Collange
92303 Paris-Levallois
Tél. : (1) 42-70-73-63

VIENT DE PARAITRE

CIET et ESPACE
Après Neptune, 100 pages de texte, plus de 100 photos pour un bilan exhaustif des connaissances sur toutes les planètes, par les plus grands spécialistes.

PLANETES

Numéro spécial 35 F - En kiosque ou sur demande à Ciel et Espace 17, rue E. Deutsch-de-la-Meurthe 75014 Paris.

LE MONDE diplomatique

Octobre 1989

● **LE CITOYEN A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS** : Dans une société gouvernée par des privilèges, la concentration des richesses mine les libertés individuelles et s'oppose à la démocratie. Mais les privilèges ne sont pas seulement d'ordre économique. La société ne se reconstruit plus dans ses responsables politiques et d'Etat. Claude Julien inaugure une série d'articles consacrés à la conquête du pouvoir par les citoyens, afin que la modernité, de sauvegarde, devienne humaine.

● **LA DROGUE ET LES LOIS DU MARCHÉ** : Ce n'est pas la cupidité qui pousse les paysans du tiers-monde à étendre les cultures de coca, de pavot ou de cannabis, écrit Christian de Brie. Victimes de la chute des prix des matières premières, du sous-développement, des conflits régionaux, ces paysans n'ont souvent, pour survivre, d'autres solutions.

Également au sommaire :

- EUROPE : Faut-il avoir peur de la réunification de l'Allemagne ? par Thierry Rentsch et Modjiba Sedra.
- NICARAGUA : Les attitudes du sandinisme, par Pierre de Charentenay.
- SOUDAN : Les militaires en quête de légitimité, par Alain Gresh.
- PSYCHANALYSE : A la recherche de l'université, par Claire Briant et Gilbert Diatkine.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

<p>Le Monde</p> <p>7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09</p> <p>Édité par la SARL Le Monde</p> <p>Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.</p> <p>Capital social : 620 000 F</p> <p>Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.</p> <p>Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration</p> <p>Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037</p> <p>Renseignements sur les microfilms et index de Le Monde au (1) 42-47-99-61.</p>		<p>Le Monde</p> <p>TÉLÉMATIQUE</p> <p>Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM</p> <p>Le Monde</p> <p>PUBLICITE</p> <p>5, rue de Montigny, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F</p> <p>ABONNEMENTS PAR MINITEL</p> <p>36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO</p>		<p>BULLETIN D'ABONNEMENT</p> <p>ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-96-72</p> <table border="1"> <tr> <th>Tarif</th> <th>FRANCE</th> <th>MONDIALE</th> <th>SUISSE</th> <th>AUTRES PAYS</th> </tr> <tr> <td>3 mois</td> <td>365 F</td> <td>399 F</td> <td>504 F</td> <td>780 F</td> </tr> <tr> <td>6 mois</td> <td>730 F</td> <td>792 F</td> <td>972 F</td> <td>1 400 F</td> </tr> <tr> <td>1 an</td> <td>1 300 F</td> <td>1 380 F</td> <td>1 800 F</td> <td>2 650 F</td> </tr> </table> <p>ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.</p> <p>Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus</p> <p>PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 06-04-05-21 (numéro vert)</p> <p>Changements d'adresse : Difficile, en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.</p> <p>PORT PAYÉ : PARIS BP</p> <p>Changements d'adresse : Difficile, en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.</p> <p>PORT PAYÉ : PARIS BP</p>		Tarif	FRANCE	MONDIALE	SUISSE	AUTRES PAYS	3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F	6 mois	730 F	792 F	972 F	1 400 F	1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F	<p>DURÉE CHOISIE</p> <p>3 mois <input type="checkbox"/></p> <p>6 mois <input type="checkbox"/></p> <p>1 an <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Localité : _____</p> <p>Pays : _____</p> <p>Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.</p> <p>921 MOH 83</p>	
Tarif	FRANCE	MONDIALE	SUISSE	AUTRES PAYS																							
3 mois	365 F	399 F	504 F	780 F																							
6 mois	730 F	792 F	972 F	1 400 F																							
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F																							

NUMÉRO HORS-SÉRIE

SCIENCE & L'AVENIR

RECHERCHE LES GRANDS DEFIS

INVENTER UNE NOUVELLE MÉDECINE
NOURRIR 6 MILLIARDS D'HOMMES
SAUVEGARDER LE CLIMAT DE LA TERRE
RÉGULER LES FRONTIÈRES DE L'UNIVERS

la cité

DANS CE NUMÉRO LE GUIDE DE

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE

**FRANCE
info**

LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

CLA RC Noniers B 307 582 270

هكذا منذ الأصل

AGENDA

CINÉMA

Programmes du mercredi 18 au mardi 24 octobre

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT (47-04-24-24)

L'Oiseau de Paradis (1950, v.o. s.t.f.), de Delmer Daves, 16 h ; Les Dames de l'océan (1928), de Joseph von Sternberg, 19 h ; L'Arrangement (1989, v.o. s.t.f.), d'Elia Kazan, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

FPA 1989 : Jeune public : Fantôme, le dernier jour (1988) de J. Lénine, Judoz (1983) de Georges Franju, 14 h 30 ; L'Aléa de Claude Padoy, le 88e dans la jungle de Benoit Jacquot, 16 h 30 ; Correspondance privée sur un lieu public de Jeanne Labrousse, la Gale (1989, v.o. s.t.f.) d'Abel Gance, 18 h 30 ; 2, 3, 4, d'Alain Jaubert, Palattes 2, 3, 4, d'Alain Jaubert, 18 h 30 ; Les Parais de la Hongrie de Robert Mankoula, Un vol entre deux nuages de Maurice Laperche, 16 h 30 ; Les Tableaux de Daphné de Philippe Amélie, Extases de Michel Jaker, Carolyn Carlson (extra d'après de Vittorio Nevala, 18 h 30 ; Diction de Enée de Donald Kent, Barbara Hendricks de Nicole Canest-Morel, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

LES BRUNES DE L'AURE Film

portugais de Laura Antonio, v.o.,

Letras, 4 (42-78-47-88).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE Film

américain de Steven Spielberg, v.o. ; Forum

Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; Gaumont

Opéra, 2^e (47-42-60-33) ;

Rex (Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-58) ;

Pathé Moutonville, 4^e (45-33-78-38) ;

UGC Odéon, 5^e (42-25-10-30) ;

Gaumont Ambassade, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20^e (45-38-10-88).

L'AMOUR RETROUVÉ (A. v.o.) : Elyse

Lincoln, 3^e (43-58-36-14).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE

(A. v.o.) : UGC Emillage, 3^e (45-62-16-16) ;

v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94).

ATLAS (Rex, v.o.) : Utopie Champollion,

6^e (43-28-84-88).

L'ARME FATALE 2 (A. v.o.) : UGC

Normandie, 3^e (45-62-16-16) ;

v.f. : Paramount Opéra, 3^e (47-42-60-33) ;

Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08).

ASTÉRIX ET LE COUP DE MENÈGE

(R. All.) : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-25-12-12) ;

Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ;

Rex, 2^e (42-38-83-83) ;

UGC

Odéon, 3^e (42-25-10-30) ;

Gaumont

Ambassade, 4^e (43-58-18-08) ;

George V, 5^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 6^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 7^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 8^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

Pathé

Moutonville, 6^e (43-58-18-08) ;

George V, 7^e (45-62-41-48) ;

UGC

Luxembourg, 8^e (45-62-20-40) ;

Max

Lindier Pantarom, 9^e (47-44-06-06) ;

Le

Beauvillier, 10^e (43-07-48-60) ;

14

Juliet Beaugrenelle, 15^e (45-76-78-78) ;

Kinopoma,

16^e (43-06-00-00) ;

UGC

Moutonville, 17^e (47-44-06-06) ;

Rex

(Le Grand Rex), 2^e (42-38-83-83) ;

Bratagne, 3^e (42-22-67-67) ;

UGC

Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ;

Saint-Lazare,

5^e (47-42-60-33) ;

DO THE RIGHT THING (A. v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3^e (42-71-52-58) ;

La

Triomphe, 3^e (45-62-16-16).

LE DOSSIER ADAMS (A. v.o.) : Action

Christine, 3^e (42-28-11-30) ;

UGC

Rotonde, 3^e (45-74-94-94).

ENIK LE VIKING (Rex, v.o.) : Forum

Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ;

UGC

Odéon, 3^e (42-25-10-30) ;

UGC

Rotonde, 3^e (45-74-94-94) ;

Pathé

Marignan-Concorde, 3^e (45-62-16-16) ;

UGC

Blanc, 3^e (45-62-20-40) ;

UGC

Opéra, 3^e (47-42-60-33) ;

Pathé

France, 3^e (47-42-60-33) ;

Les

Nations, 12^e (43-43-01-58) ;

SPORTS

FOOTBALL : Paris-SG-Juventus de Turin

Des guichets pour l'Europe

Le club de football de Paris-Saint-Germain affronte la Juventus de Turin, en match aller des seizièmes de finale de la coupe d'Europe de l'UEFA. Les dirigeants parisiens comptent profiter de cette occasion pour renflouer leurs caisses et améliorer leur image de marque.

« Embrassons l'Europe ! », ce mot d'ordre a fait le tour de Paris au mois d'août, inscrit en lettres blanches sur de grandes affiches placardées sur les murs de la capitale. On y découvrait Francis Borrelli, président du Paris-Saint-Germain, agenouillé en costume de ville sur la pelouse du Parc des Princes, prêt à embrasser le gazon humide pour les besoins d'une campagne d'abonnements auprès des spectateurs. Appliquant ce slogan publicitaire, les joueurs du PSG s'apprêtent à enlacer l'Europe mercredi 18 octobre, à Paris. Après avoir péniblement éliminé les Finlandais de Lahti (0-0 à l'aller, 3-2 au retour), ils reçoivent la Juventus de Turin, un adversaire d'une tout autre dimension, à l'occasion du second tour de la Coupe de l'UEFA.

Cette confrontation avec l'ancienne équipe de Michel Platini pourrait permettre au club de reprendre quelques couleurs, tant du point de vue sportif que sur le plan économique.

Sur le terrain, la formation parisienne n'a plus gagné un seul match depuis le samedi 16 septembre (à domicile contre Monaco 2-1). Elle occupe désormais la cinquième place du championnat de première division. Depuis le début de saison, elle est affublée d'une mauvaise réputation qui ternit l'image du club. Les joueurs sont accusés d'être de fiers traqueurs, adeptes du jeu dur et collectionneurs de cartons jaunes ou rouges. Certes, le club de la capitale n'a

jamais été très apprécié en province, mais cette fois il bat tous les records d'impopularité. Chacune de ses prestations est accueillie par des bordées de sifflets et d'insultes. Principal accusé : l'entraîneur yougoslave, Tomislav Ivić, un petit bonhomme tout en nerfs et en « gueule » (le Monde du 28 mars) qui, fort d'une longue expérience internationale, prône volontiers une tactique très défensive.

Les dirigeants parisiens, Francis Borrelli en tête, se veulent solidaires de leur entraîneur. « Le Paris-SG est victime d'une campagne calomnieuse », répètent-ils en montrant parfois du doigt les journalistes. Les joueurs paraissent du même avis puisqu'ils ont décidé de boudier la presse jusqu'au coup de sifflet final du match face aux Turinois.

L'érosion du public

Même s'il est vrai qu'il est actuellement de bon ton de critiquer l'équipe d'Ivić alors que d'autres formations pratiquent un football guère plus attirant, ces polémiques surviennent à un bien mauvais moment pour le Paris-SG. Le club parisien est en effet confronté à une lente, mais inquiétante, érosion de son public.

Alors qu'au début des années 80, il pouvait remplir le Parc des Princes quatre ou cinq fois l'an et tabler sur une moyenne de 23 000 à 25 000 spectateurs, il ne compte plus qu'un peu moins de 20 000 fidèles (19 900 depuis le début de saison), et le stade de la porte de Saint-Cloud (50 000 places) ne fait plus jamais le plein. Quant à la fameuse campagne publicitaire, elle a tout juste permis de stabiliser aux alentours de 5 000 (8 000 en 1986) le nombre de spectateurs payant leur place à l'année.

Francis Borrelli estime que « tous les clubs à l'exception de Marseille » sont touchés par ce phénomène. Il assure que les « turbu-

lences » que traverse son club n'ont qu'une incidence limitée sur la fréquentation du Parc des Princes. Mais il admet qu'il ne faudrait pas que cela continue trop longtemps.

Quant au publicitaire Bernard Brochand, président du secteur international de la société DDBB (Doyle Dane Bernbach) et vice-président du Paris-SG, il refuse lui aussi de voir dans cette baisse de l'affluence une conséquence directe de la mauvaise image de l'équipe : « Le problème est plus profond. Attirer les spectateurs n'a jamais été simple à Paris. Avec une équipe flamboyante composée de vedettes, on augmenterait peut-être de 5 à 10 % mais guère plus. Nous l'avons vu en 1986 : malgré notre titre de champion, nous n'avons pas attiré plus de 25 000 personnes en moyenne. La capitale offre trop de distractions. De plus, le fait de jouer le samedi soir ne nous avantage pas. Sans parler de Canal Plus : la chaîne cryptée est fortement implantée en région parisienne. Mercredi, les gens vont pouvoir suivre dans la foulée Paris-Juventus, OM-AEK Athènes et Milan AC-Real de Madrid en restant dans leur fauteuil ! »

Malgré ces « handicaps », le Paris-SG, qui se vend encore très bien auprès des annonceurs, espère remplir le Parc (entre 35 000 et 40 000 spectateurs sont escomptés) contre les Italiens. Et réaliser ainsi une bonne opération financière. Les occasions de gagner les caisses sont en effet de plus en plus rares. « Le stade ne nous appartient pas, et nous payons la taxe sur les spectacles », rappelle Bernard Brochand. Pour récolter 1 franc, il faut qu'il y ait au moins quinze mille personnes. On ne gagne donc de l'argent que sur trois ou quatre grands matches dans l'année.

Le choc contre la Juventus en est un. Les dirigeants parisiens, soucieux de rentabiliser au maximum cette opération, que Bernard Brochand qualifie de « coup de

l'année », tablent sur une recette globale de 12 à 16 millions de francs, télévision et publicité comprises. Le budget du club — 95 millions de francs provenant des recettes aux guichets (50 %), des subventions (20 %) et des sponsors (30 %) — prévoit la participation à deux tours de Coupe d'Europe. Il sera ainsi tout juste équilibré.

Une fois de plus, la survie du Paris-SG au premier plan passera impérativement par une qualification à une Coupe d'Europe. « Si l'on ne s'était pas qualifié cette saison, le Paris-SG aurait peut-être mis la clef sous la porte », confie Bernard Brochand. Et le publicitaire de conclure, sur un ton pessimiste : « On a tout tenté pour attirer le public, même le coup du « satisfait ou remboursé ». Pour ce qui est du match contre la Juventus, nous avons lancé une campagne de promotion : pour 370 francs, on assiste à cette rencontre et aux quatorze matches restant à jouer en championnat. Que voulez-vous que l'on fasse de plus ? »

PHILIPPE BROUSSARD

BASKET-BALL : deux joueurs au tribunal

Le droit des sponsors en cause

LIMOGES

de notre correspondant

Conflit judiciaire entre le CSP (Cercle Saint-Pierre), le club basket de Limoges tenant du titre national et leader du championnat et deux de ses joueurs, Richard Dacoury et Stéphane Ostrowsky.

Le règlement intérieur du CSP prescrit que les joueurs doivent, non seulement dans les grandes rencontres, mais aussi à l'entraînement et dans les matches amicaux, porter les chaussures de la marque Adidas. Or, les deux joueurs utilisent des chaussures Nike.

Le CSP a assigné ses deux joueurs en référé devant le conseil des prud'hommes de Limoges, lequel a estimé les deux joueurs fautifs et les a condamnés à une amende de cinq mille francs par infraction ultérieurement constatée (matches ou séances d'entraînement) ainsi qu'à ses dépens.

Richard Dacoury et Stéphane Ostrowsky ont fait appel ainsi que la firme Nike, accusée de leur avoir versé des royalties clandestines pour leur faire chausser le sigle pirate. Selon M^{re} Hervy, avocat des

deux joueurs, l'affaire relève du malentendu. « Le basket est un sport dont la médiatisation est toute récente ; il découvre donc maintenant tous les problèmes que le football et le rugby ont connus voici quelques décennies, entre la popularisation télévisuelle et la publicité clandestine. Cette affaire relève de balbutiements devant un problème nouveau et devrait s'arranger assez vite, peut-être par une médiation qui peut clore avant terme la procédure en cours. »

Tel n'est pas le point de vue de l'avocat du club, M^{re} Jacques Grimaud : « Il y a là un problème de fond qu'il faut mener jusqu'à son terme. L'instruction de l'argent dans le sport de haut niveau est une affaire que l'on ne peut pas traiter à la légère. D'ailleurs, ce sont nos adversaires qui ont fait appel. Alors, puisqu'ils l'ont voulu, qu'ils mènent leur action jusqu'au bout. »

Les revenus des joueurs du CSP, tous salaires et primes confondus, se situent en moyenne aux environs de 200 000 F par mois.

GEORGES CHATAIN

Base-ball en direct

Depuis un quart de siècle, les World Series de baseball étaient l'occasion de moquer le nombrilisme culturel-sportif des Américains. Ce « championnat du monde » opposait rituellement les deux meilleures équipes nord-américaines d'un sport dont le renom ne dépassait pas les limites des cinquante Etats.

L'édition 1989 de cette compétition met aux prises, au meilleur des sept matches, les Giants de San Francisco et les Athletics d'Oakland. Ces deux clubs qui se sont qualifiés au terme des « play-off » respectivement contre les Cubs de Chicago (quatre victoires à une) et les Blues

Jays de Toronto (quatre victoires à une également), représentent des cités californiennes séparées par un simple pont, le Bay Bridge. Pourtant, l'événement aura une dimension mondiale.

La chaîne de télévision par câble et par satellite Screen Sport (appelée TV Sport (1) en France) a en effet décidé de couvrir en direct ces World Series. « Le baseball n'est pas terriblement populaire en Europe », reconnaît Francis Baron, le représentant en Europe de Screen Sport, qui est diffusée dans 3,5 millions de foyers en Grande-Bretagne, en Irlande, en Scandi-

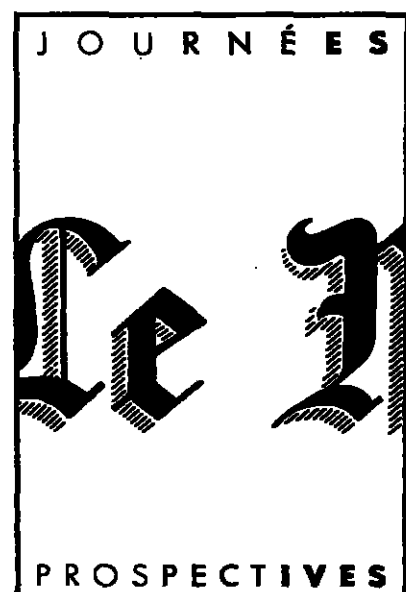
navie, aux Pays-Bas, en Italie et en France.

Le président de la chaîne directement concurrente, Eurosport (14 millions de foyers par l'intermédiaire de Sky Channel), David Hill, pense que « le marketing de cette opération a été mal fait ». Il n'en reste pas moins que, depuis que le baseball a été admis aux Jeux olympiques comme sport de démonstration (victoire des Japonais), il a fait la preuve qu'il intéressait de plus en plus de monde en dehors des frontières américaines.

A. G.

CADRES, JEUNES DIPLOMES ET ETUDIANTS, MAITRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2^{es} JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE"

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 H AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 H 30



LYON

Les 18 et 19
octobre 1989
ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48065667
Lyon 78379119

COMMENT PARTICIPER ?

LES TRIBUNES D'ENTREPRISES

BEFEC / PRICE WATERHOUSE
DIGITAL EQUIPMENT France
LAFARGE - COPPEE
RAYMOND POULAIN SYSTEMES
EGOR Ressources Humaines
SNECMA
ORKEM
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
SNCF
RENAULT
FRANCE TELECOM
HEWLETT PACKARD
E.D.F.-G.D.F.

chacune de ces entreprises dispose d'une Tribune. Pendant deux heures, vous pourrez confronter votre ambition à leur stratégie de recrutement et de gestion des hommes.

LES PORTES DE L'ACTION

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 300 consultations personnalisées et gratuites aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils. Munissez-vous d'un curriculum vitae, les rendez-vous sont pris sur place. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil / Comité Recrutement et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LES FORUMS DE L'EMPLOI

4 débats pour juger le système de formation, évaluer la gestion des carrières avec des hommes d'entreprise et des universitaires.

- Forum APEC : la gestion des carrières des cadres : des outils ou un état d'esprit ?
- Comment combler le déficit culturel des ingénieurs ?
- Quelle dimension internationale dans la formation des cadres ?
- Quelle formation pour les dirigeants et cadres des P.M.E. et P.M.I. ?

Accès libre et gratuit aux Tribunes, Portes de l'action et Forums de l'emploi.

Navettes gratuites entre la gare de Lyon Part-Dieu (sortie Vivier Merle) et l'Espace Tête d'Or. Parking gratuit. Voyage aller-retour en train, gratuit, des gares de : Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Mâcon, Roanne, Saint-Etienne et Valence pour assister aux Journées Prospectives à Lyon. Il vous suffit de retirer un coupon Journées Prospectives disponible dans les Bureaux Des Elèves des écoles et des universités, ou de téléphoner au : 78379119 à partir du 11 octobre.

30 Les négociations chez Peugeot
30 Le débat dans la fonction publique

32 Technologie: l'embrayage sans pédale
33 Tourisme: le VNF jouera l'Europe

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

L'Est, nouvel Eldorado ?

La Bourse de Budapest ne fait pas encore partie de ces places qui suivent les météorologiques de la finance mondiale. Dans le tourbillon de ces derniers jours, on a parlé de la Bourse de Tel-Aviv et de celle de Kuala Lumpur, mais pas du marché hongrois. Jeune, celui-ci reste, et n'a pas encore accusé le contrechoc du minuscule qui a affecté Wall Street vendredi 13 octobre. La Hongrie n'est donc pas encore totalement passée à l'Ouest. Les industriels et les financiers occidentaux s'intéressent pourtant de plus en plus aux charmes magyars.

L'intérêt des capitalistes pour la Hongrie se traduit désormais quotidiennement par l'annonce de nouvelles opérations. Lundi, la Deutsche Bank, le numéro un de la banque ouest-allemande, annonçait l'ouverture à Budapest d'une première succursale, et laissait entrevoir un projet identique pour Varsovie. Dans la soirée, le fabricant américain de cosmétiques, Estée Lauder inaugurait, rue Váci, sa première boutique en Hongrie.

Les marchés de l'avenir sont à l'Est. M. Raul Gardini, président du groupe italien Ferruzzi, en a la conviction pour son secteur principal, l'agro-alimentaire. Il en a fait part jeudi dernier, lors du « Forum de l'Expansion », à Paris. Le lendemain, intervenant à l'occasion d'un débat organisé par la Revue d'économie financière à Paris, M. Georges Plescoff, l'ancien président des AGF et de Suez aujourd'hui a fait une même analyse pour le secteur de l'assurance. Il est symptomatique qu'aucune des grandes vedettes françaises de l'assurance, participant à cette table ronde (il y avait MM. Albert, Bédier, Payrelevedo et Peugeot), n'ait indiqué sa stratégie vis-à-vis de ce nouvel Eldorado. A l'évocation de ces marchés, les assureurs allemands et italiens trébuchaient. M. Van der Burg, président d'Alliance Europe, appelait à une vaste offensive concertée des Européens. M. Padon, un des administrateurs du groupe italien Generali, ne parlait même plus de projet, mais de réalisations: une société mixte déjà créée en Hongrie, un accord imminent du même type en Tchécoslovaquie et des discussions en Russie. Les Français ne sont, certes, pas totalement absents à l'Est. La CCF conseille le gouvernement hongrois pour des opérations de privatisation. Celles envisagées de créer sur les bords du Danube une société financière. Dans l'industrie également, certaines sociétés françaises (France Télécom notamment) sont en négociation. Mais pourtant, une fois de plus, il semble qu'Allemands, Italiens et Américains seront plus rapides.

INSOLITE

Un krach sans personne

Pas de scène de panique rue Vivienne lundi... On était loin de l'effondrement de l'autre lundi noir. Personne aux alentours du palais Brongniart, ni même devant les grilles pour essayer de suivre la chute vertigineuse des valeurs. Personne pour tenter d'entendre des brèves de « tuyaux ». Le distributeur d'un journal consacré aux méfaits du krach, venu spécialement pour l'occasion, a même eu un peu de mal à écouler ses exemplaires. Seuls les cameramen et les photographes se sont bousculés sous les colonnes pour tenter d'immortaliser cette journée. Mais là aussi la déception fut vive. Le parquet est désert depuis que toutes les valeurs sont négociées par le canal des terminaux informatiques. Le spectacle n'est plus dans cette salle perpétuellement en travaux où sont installés les marchés à la criée d'options sur actions et indices. Néanmoins, pour faire honneur à cet afflux de preneurs de son et d'images, un groupe d'une trentaine de commis habituellement très calmes s'efforcent de s'activer et de faire un peu de cinéma boursier pour que l'histoire n'oublie pas ce moment.

Après le tourbillon, lundi 16 octobre, le retour à l'acalmie se confirmait, mardi matin, sur les principales places boursières européennes. La nette reprise à la Bourse de New-York lundi y a largement contribué. Sur les marchés des changes, le dollar était en légère progression vis-à-vis de la plupart des grandes devises.

Lundi, grâce notamment à l'injection de liquidités à laquelle avait procédé la Réserve fédérale, la Bourse de New-York était en nette reprise. Le mini-krach de vendredi (une chute de 7 % de l'indice Dow Jones) n'a pas débouché sur un véritable krach, à l'instar de ce qui s'était passé en 1929. Au contraire, après avoir perdu 181 points vendredi, Wall Street a regagné 88 points lundi (plus 3,4 %) à l'occasion d'une séance très animée. Dès qu'il fut

NEW-YORK

de notre correspondant

« Sauvés ! » On a gagné... Couvrant les tintements de la cloche qui, à 16 heures précises, marquent la fin de la séance officielle, chacun hurle sa joie, lundi 16 octobre, autour des groupes de cotation. Et une pluie de confettis multicolores, faits de souches de Bourse sacrifiées à la Bourse générale, s'abat sur le plancher de Wall Street. Le tape, ce journal lumineux qui donne en permanence les cours des actions aux quatre coins du Stock Exchange - et jusque dans le McDonald's voisin... - annonce la bonne nouvelle: l'indice Dow Jones des industrielles qui, à l'ouverture, faisait la grimace vers 10 heures du matin, reculant de 30 points après une première demi-heure de transactions, affichait au contraire une hausse de 88,12 points en fin de séance. Résumés à 2 657,58 points en clôture, le « Dow » récupérait ainsi près de la moitié du terrain brusquement perdu le vendredi précédent lorsque, sous prétexte d'une opération financière qui avait mal tourné, les actions américaines se mettaient à dégringoler. Jusqu'à perdre 7 % (et 190,58 points) peu avant la pose de cloche finale, traumatisant l'ensemble de la communauté financière internationale tout au long d'un week-end placé sous le signe de ce mini-krach.

Faire d'empoigne

Ce coup de reins, destiné à tourner en ridicule les Cassandraescomptant d'ores et déjà la récidive du « lundi noir » du 19 octobre 1987, était officiellement prévu par la plupart des augures chargés d'annoncer le temps boursier à vingt-quatre heures. Mais, en privé, les commentateurs étaient plus réservés en début de matinée. Ils potron mîent, Joseph Venus, chef-fleur de taxi de son état, l'avait prédit: « Ce serait dur... Il suffirait d'être à bord de son yellow cab à 6 heures, en direction des deux cours jumelles qui symbolisent le secteur financier new-yorkais, pour s'en convaincre. Joseph en était à son quatrième client, embarqué pour Wall Street. « Pas très bon, tout ça... » Se prudence s'explique. En octobre 1987, la totalité de son portefeuille de petit actionnaire avait disparu dans le ventre de la bête. Depuis, sa femme « a tout mis en mutual funds » (l'équivalent de nos SICAV). « Et elle prend sa retraite dans un an. Avouer que ce ne serait vraiment pas de chance... »

Devant le temple de la finance, les propos sont moins bon enfant. Déployant une grande banderole sur laquelle la courbe tragique - à la baisse - du Dow Jones a été peinte dans la nuit, un groupe d'anarchistes en treillis est plus catégorique: « Vendez! Vendez tout! C'est la fin... », proclament-ils, avant de brûler des billets verts devant les caméras de télévision venues en nombre assister à l'autodafé du dollar. Le spectacle serait incomplet sans le traditionnel évangéliste brandissant sa Bible (à moins que ce ne soit un recueil de cours de Bourse) sous le nez de dizaines de touristes - dont l'incontournable groupe de Japonais - venus jeter un œil à Wall Street. En tout innocence.

A l'intérieur, l'agitation est à son comble, et les quelque deux mille personnes présentes dans le Stock Exchange se livrent à une magistrale foire d'empoigne dès le début de la séance, à 9 h 30 précises. Prudentes, les autorités boursières ont prévu d'avancer d'une heure le dépouillement des ordres, mais le volume d'affaires s'annonce impressionnant. De fait, on aura traité ce jour-là 416 millions de titres, le quatrième record dans l'histoire de Wall Street.

Mais le boursier averti ne se laisse pas impressionner. Crapoulonné à la balustrade qui surplombe la cage aux fauves, il tend l'oreille. Pour conclure, catégorique, qu'un nombre de décibels « Ça gueule moins que le 19 octobre... » Les faits devaient confirmer ce pronostic. Le Dow Jones qui perdait jusqu'à 65 points après 40 minutes de transactions échevillées, retrouvait l'équilibre en fin de matinée pour confirmer par la suite son avance, jusqu'à cette hausse finale de 88 points qui, même pour les adeptes de la PPP (la Pensée positive permanente) tenait du miracle.

Il faudra rendre hommage à UAL (la compagnie aérienne à l'origine du mini-système de vendredi) et AMR (la compagnie American Airlines convoitée - puis délaissée le 16 octobre - par Donald Trump) pour avoir accepté de chuter de 20 % et 22 % respectivement vendredi, entraînant une forte baisse de l'indice Dow Jones des valeurs de transport.

« Mais l'essentiel est préservé », assure Andy, ce jeune trader (négoceur) de vingt-trois ans qui, pour avoir vécu des événements comparables il y a deux ans, n'en menait pas large au début de la séance. Dans une certaine mesure, le Big Board s'est tiré d'affaire. Mais pas tout seul. Et non sans conséquences. La faible baisse (de 1,8 %) subie par Tokyo lundi, alors que la plupart des marchés asiatiques, puis européens piquaient du nez, a certainement constitué un élément de soutien pour Wall Street. Au moins autant que les achats transmis par Chicago en séance afin de soutenir la Bourse new-yorkaise.

D'autre part, si le Dow Jones n'a pas davantage plongé dans la nuit, c'est que les autorités boursières l'ont voulu ainsi. L'orage passé, John Phelan, président du New York Stock Exchange, confirmait la coopération établie sur le papier avec les marchés de « fumées » (marchés à terme). En bon fonctionnaire des mécanismes de limitation des à-coups boursiers, mis en place depuis dix-huit mois mais testés pour la première fois au cours de cette séance. Pour l'essentiel, il s'agit d'une amélioration et la capacité informatique de façon à pouvoir traiter en douceur jusqu'à 600 millions de titres par séance, d'une liaison constante avec les autres marchés, notamment en province, et d'un traitement privilégié des petits ordres pour éviter qu'ils ne soient engorgés sous l'avalanche des demandes - et des offres - des investisseurs institutionnels.

Du côté du pouvoir, la Maison Blanche est restée sur l'Avant. Et elle a tenu à le faire savoir. « Nous n'avons pris aucune mesure particulière », déclarait à Washington le porte-parole de l'exécutif. En revanche, fidèle aux engagements pris la veille, la Réserve fédérale injectait les liquidités nécessaires pour huiler la machine boursière. Environ 2 milliards de dollars (12,8 milliards de francs), ce qui est relativement peu par rapport aux sommes dépensées par le « Fed » en octobre 1987. Parallèlement, M. Alan Greenspan, le patron de cette institution qui régit l'ensemble du système bancaire et une bonne partie du secteur financier, assurait qu'il suivait de près les événements. En étroite collaboration avec ses homologues étrangers.

Une surveillance qui pourrait avoir des effets sur les junk bonds (obligations à fort rendement mais très risquées) et sur les opérations de LBO (Leveraged buy out, ou effet de levier financier permettant des achats d'entreprise à bon compte), deux éléments de fragilisation - et de spéculation - de la Bourse dont le fonctionnement devra être révisé si le marché ne décide pas de lui-même de mettre fin aux excès qu'ils ont engendré. « Pour les junk bonds, c'est déjà

conçu, le rebond américain devait redonner du tonus aux marchés boursiers européens.

En Europe, les petits actionnaires - qui seraient tenus massivement des ordres de vente - auraient accusé d'importantes pertes. Les marchés ont en effet enregistré de fortes baisses: de 13 % à Francfort, de 6,9 % à Paris et de 4,8 % à Londres. Mardi, pourtant, et à la suite de Wall Street, les principales places retrouvaient l'optimisme, les cours ouvrant pour la plupart à la hausse.

Mardi, la Bourse de Tokyo a regagné une grande partie des pertes de la veille. L'indice Nikkei, le thermomètre du Kabuto-cho, avait reculé de 1,8 % lundi. Il était en hausse de 1,5 % mardi.

avec les marchés de « fumées » (marchés à terme). En bon fonctionnaire des mécanismes de limitation des à-coups boursiers, mis en place depuis dix-huit mois mais testés pour la première fois au cours de cette séance. Pour l'essentiel, il s'agit d'une amélioration et la capacité informatique de façon à pouvoir traiter en douceur jusqu'à 600 millions de titres par séance, d'une liaison constante avec les autres marchés, notamment en province, et d'un traitement privilégié des petits ordres pour éviter qu'ils ne soient engorgés sous l'avalanche des demandes - et des offres - des investisseurs institutionnels.

Du côté du pouvoir, la Maison Blanche est restée sur l'Avant. Et elle a tenu à le faire savoir. « Nous n'avons pris aucune mesure particulière », déclarait à Washington le porte-parole de l'exécutif. En revanche, fidèle aux engagements pris la veille, la Réserve fédérale injectait les liquidités nécessaires pour huiler la machine boursière. Environ 2 milliards de dollars (12,8 milliards de francs), ce qui est relativement peu par rapport aux sommes dépensées par le « Fed » en octobre 1987. Parallèlement, M. Alan Greenspan, le patron de cette institution qui régit l'ensemble du système bancaire et une bonne partie du secteur financier, assurait qu'il suivait de près les événements. En étroite collaboration avec ses homologues étrangers.

Une surveillance qui pourrait avoir des effets sur les junk bonds (obligations à fort rendement mais très risquées) et sur les opérations de LBO (Leveraged buy out, ou effet de levier financier permettant des achats d'entreprise à bon compte), deux éléments de fragilisation - et de spéculation - de la Bourse dont le fonctionnement devra être révisé si le marché ne décide pas de lui-même de mettre fin aux excès qu'ils ont engendré. « Pour les junk bonds, c'est déjà

Un entretien avec M. Leuschel de la Banque Bruxelles-Lambert

« La situation est beaucoup plus préoccupante qu'en 1987 »

Baisse sérieuse des valeurs boursières, récession aux Etats-Unis faisant ensuite tache d'huile en Europe; ce sont de sombres perspectives qu'a tracées pour nous M. Roland Leuschel, le stratège financier de la Banque Bruxelles-Lambert (BBL). Seul remède, selon lui, la restauration d'un système monétaire international. Sur le terrain européen, il plaide pour une accélération de la mise en place de l'union économique et monétaire. M. Leuschel donne ainsi raison à M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, contre M. Pierre Bérégovoy, est partisan d'une réévaluation significative du mark au sein du système monétaire européen, y compris vis-à-vis du franc.

BRUXELLES

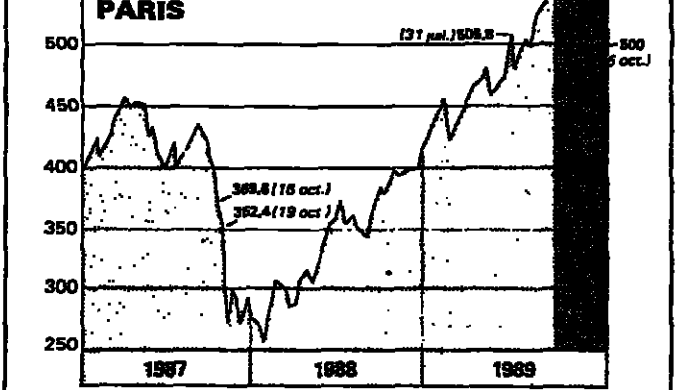
de notre correspondant

« Crise sérieuse ou accident? Comment qualifieriez-vous la tempête boursière actuelle? »

« Je ne crois pas à la répétition exacte des événements de 1987. Au

Après Wall Street, les marchés européens se redressent

La Bourse de New-York en hausse de 3,4 %, celle de Tokyo de 1,5 %



La Bourse de Paris a connu, lundi 16 octobre, une journée particulièrement animée. Dans la matinée, les cotations ont été suspendues du fait d'un afflux d'ordres de vente provenant pour l'essentiel de petits actionnaires. Finalement, les négociations ont pu s'engager avec une baisse moyenne des cours proche de 10 %. La reprise de Wall Street, et les achats d'investisseurs institutionnels, notamment étrangers, devaient permettre à l'indice CAC de terminer sur une baisse de 6,9 %.

fait. Le marché était déjà en perte de vitesse. L'affaire Campeseau (du nom de ce spécialiste canadien de l'immobilier venu s'embarquer dans le rachat du magasin new-yorkais Bloomingdale's) a peut-être signé sa mort », affirme un représentant de fonds de retraite.

Quant aux LBO - on va devoir faire le tri. Et éviter, par exemple, de mettre, comme dans le cas de UAL, dans le même panier les pilotes et les syndicats d'une compagnie aérienne en espérant qu'ils s'entendront pour reprendre l'affaire. Avec quelles conséquences pour les passagers lorsqu'il leur faudra rogner sur les coûts pour rembourser leurs emprunts », se demande un banquier, familier de reprises-acquisitions plus orthodoxes.

« Aujourd'hui, la Bourse de New-York a subi une bonne leçon. On va sans doute lui appliquer quelque médecine pour soigner le mal. Mais qui va se résoudre à passer à la chirurgie? », interroge tel autre expert financier. Souvent tentés de jouer l'optimisme à tout crin lorsqu'il y va de leur emploi, les familiers du « Big Board » qui ont perdu plus de vingt mille golden boys (soit 10 % de la profession) après le krach de 1987, vont probablement se sentir encouragés par la capacité de résistance du marché. Sans se préoccuper de la pervenité d'un système visant à financer des investissements à long terme par le seul biais des capitaux à courte échéance.

Traditionnellement mesuré dans ses propres - et dans ses titres - le New-York Times pose la bonne question dans son édition du mardi matin: « Un marché qui perd 190 points un jour pour en regagner 88 le lendemain a-t-il simplement perdu la tête? » Sa prudence n'est pas fortuite. Il sait que dans quelques heures, Wall Street, encore mal remis de ses émotions, verra tomber sur ses téléécrans le déficit mensuel de la balance commerciale américaine un mauvais chiffre. Et un bon test pour le marché.

SERGE MARTI

Serge Marti, qui était responsable, avec Annie Kahn, du Monde Affaires, vient de prendre ses fonctions de correspondant du Monde à New-York.

LE REFLEXE INFORMATION

330 000 Entreprises Européennes
88 000 en France
500 000 Décisionnaires

Le reflet vivant des secteurs d'activités de l'Industrie et des Services, accessible par Annuaire, Télématique, Compact Disc, Location ou vente de fichier.

Un outil de contact indispensable à la valorisation de votre entreprise et au choix de vos partenaires.

KOMPASS

S.N.E.I. SA - 22 avenue Franklin-D-Roosevelt 75008 Paris
Tél.: (1) 43593759 - Fax: (1) 45638349 - Télex: 644911 F.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Après Wall Street, les marchés européens se redressent

Londres : flegme et gros tangage

LONDRES
de notre correspondant

Les opérateurs de la City ont mis un point d'honneur à garder leur flegme lundi 16 octobre, surtout lorsqu'ils étaient sous l'œil des caméras de télévision. Les opérations ne sont pas de saison ici, et l'événement a surtout montré, aux dires des professionnels, la capacité du marché londonien à rester liquide, quoi qu'il arrive. La suspension temporaire de la Bourse de Paris a été considérée avec un brin de coïncidence.

Le tangage a cependant été exceptionnel. À l'ouverture, la plupart des écarts indiquaient au rouge, la couleur indiquant les offres de ventes. L'indice *Financial Times* des 100 principales valeurs perdait d'emblée plus de 150 points. En fin de matinée, il avait chuté de 204 points, une

baisse de 9 %. Mais lorsque New York ouvrait à son tour et donnait l'exemple d'une fermeté inattendue, le mouvement s'inversait brusquement. La baisse n'était finalement que de 70 points, soit un peu plus de 3 %.

Les fluctuations ont été considérables sur toutes les valeurs, y compris les plus solides et 959,3 millions d'actions ont été échangées, un volume qui n'est pas tellement éloigné des 1 223 millions enregistrés le 19 octobre 1987. L'action d'Eurotunnel, qui un moment avait atteint 425 pence, a ainsi terminé la journée à 530 pence, enregistrant une perte relativement minime de 18 pence malgré le mauvais effet de l'annonce, ces dernières semaines, d'un dépassement considérable du coût global de l'entreprise.

M. Thatcher n'a fait aucun commentaire après avoir reçu lundi

matin au 10 Downing Street le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, avant de partir à Kuala Lumpur pour la conférence du Commonwealth. M. Lawson a, de son côté, publié un communiqué destiné à rassurer le marché. « Les événements de 1987 ont prouvé que de fortes fluctuations en Bourse n'avaient pas nécessairement des effets importants sur l'économie réelle », a-t-il déclaré.

« L'effondrement de Wall Street semble avoir été déclenché par des difficultés de financement d'OPA ou moyen d'obligations à haut risque (junk bonds) en particulier. Par comparaison, les entreprises britanniques ont beaucoup moins recours à ce type de financement, et le rôle des obligations à haut risque y est négligeable », a affirmé le chancelier de l'Échiquier.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un entretien avec M. Leuschel

Suite de la page 29

— En 1987, les établissements financiers avaient été bouleversés et pourtant la croissance de l'activité économique n'avait pas été affectée.

— Si la Bourse chute encore de 10 % à 15 %, cela signifie que l'Américain moyen aura perdu 20 % de sa fortune. Or le cycle économique qui a débuté en 1982 commence à vieillir. L'hiver arrive et l'économie est plus fragile. Au deuxième trimestre, aux États-Unis, la baisse des profits des entreprises a déjà atteint 7 % par rapport au premier trimestre. Dans le climat d'euphorie actuel on investit à tout prix, mais pas toujours à bon escient, et on crée de la sorte des excédents de productions invendables. L'industrie automobile sera la première à en pâtir.

— L'Europe pourrait-elle échapper à ce reflux ?

— Certainement pas. Le mini-crash de Wall Street est « un phénomène américain isolé qui n'affectera pas la prospérité des Bourses européennes », précisait le week-end dernier Walter Seipp, le patron de la Commerzbank, la troisième banque allemande, au journal *Welt am Sonntag*. Comme d'ailleurs, il s'est trompé. La récession américaine se répercutera de ce côté de l'Atlantique. Il n'y a pas de décompense entre les États-Unis et l'Europe. Une récession américaine signifie moins d'importations en provenance des États de la CEE et du Japon. Les Américains vont tout essayer pour enrayer la récession. Ils vont jouer à fond du Trade Bill, leur législation sur le commerce ; un vent de protectionnisme va souffler.

— Et le dollar ?

— Il se maintiendra entre les cours de 1,80 et 1,90 deutschemark (lundi 16 octobre, le dollar a coté 1,86 DM). Aujourd'hui, même si les Européens se plaignent de sa progression, le dollar est sous-évalué. Son pouvoir d'achat, selon

l'étude très sérieuse que vient de publier la banque d'affaires Goldman Sachs de New York est de 2,36 DM. L'administration américaine, qui veut utiliser le dollar comme une arme pour lutter contre la récession, souhaite un dollar à 1,80 DM, elle l'a annoncé.

— Vous n'avez guère confiance dans la coopération monétaire internationale ?

— Depuis le crash d'octobre 1987, elle est quasi-inexistante. Les gouvernements des banques centrales se rappellent que le téléphone existe les jours de crise aiguë. Le reste du temps, ils l'oublient. Le monde est à l'envers. Vous avez des pays à fort surplus commercial et à taux d'inflation très bas, comme la RFA et les Pays-Bas, qui ont leur monnaie attaquée ; d'autres, à l'économie plus vulnérable, comme l'Espagne, l'Australie, le Royaume-Uni, voient au contraire la leur caractériser en tête du hit-parade des changes (la baisse de la livre sterling n'est que toute récente). L'absence de coordination des politiques des taux d'intérêt provoque ces résultats aberrants. Chacun lutte pour son propre compte contre l'inflation sans s'inquiéter de ce que fait le voisin.

La hausse du dollar

— A qui en imputez-vous la faute ?

— Surtout aux Européens, qui tardent à s'unir. En termes économiques, le monde industrialisé est divisé en trois blocs : les États-Unis, le Japon et l'Europe. Mais ce n'est pas vrai en matière monétaire. Or est la monnaie européenne ? La Banque centrale européenne ? Pour résister aux pressions extérieures, il est essentiel d'aller le plus vite possible vers l'union économique et monétaire. Tout retard sera pénalisant. Je suis

ainsi persuadé que faite d'avoir harmonisé la taxation de l'épargne dans la Communauté il n'y aura pas de libération complète des mouvements de capitaux à la date prévue du 1^{er} juillet 1990.

— Il y a de surcroît mésestimation au sein de la CEE sur la politique à suivre. Que pensez-vous de la controverse franco-allemande sur l'opportunité d'un réajustement au sein du SME ?

— Il faut réévaluer le deutschemark le plus vite possible, c'est-à-dire avant la fin de l'année, de 8 % à 10 % par rapport à la peseta et à la lire, de 4 % à 5 % par rapport au franc français. Je comprends les Français, pour s'équiper, ils ont besoin d'acheter des machines allemandes et ils ne tiennent pas à payer plus cher parce que le deutschemark aura été réévalué. Mais il est certain que la plus grande part de l'excédent allemand se fait à l'égard des partenaires européens. Une fois le réajustement accompli, la RFA devra baisser ses taux d'intérêt de 7 % à 5 %.

— Mais alors le deutschemark sera à nouveau attaqué par le dollar ?

— Je ne le crois pas, car, selon moi, les taux américains vont baisser. Déjà, les taux américains et allemands à long terme se sont sensiblement rapprochés depuis le début de l'année. En outre, quoi qu'ils disent, les Allemands ne sont nullement gênés par la hausse du dollar. Ils peuvent parfaitement tolérer un dollar à 2,10 DM sans crainte d'attiser l'inflation.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE

□ GRANDE-BRETAGNE : tassement des ventes de détail en septembre. — Les ventes de détail britanniques ont progressé de 0,4 % en septembre par rapport au mois précédent. La croissance des ventes en rythme annuel s'établit ainsi à 2,2 % seulement, bien en deçà du cap des 8 % franchi en juin. Aucun fléchissement n'a affecté, au revanche, l'activité industrielle au mois d'août. La production industrielle a en effet augmenté de 1,5 %, contre 1,4 % en juillet, selon le chiffre provisoire publié lundi 16 octobre par l'Office central de statistiques.

Francfort : la plus forte baisse jamais vue en une journée, mais...

FRANCFORT
correspondance

« Un bain de sang », « une véritable hécatombe »... Les opérateurs de la Bourse de Francfort n'ont pas de mots assez incisifs pour décrire la chute des valeurs allemandes, la plus forte jamais enregistrée en un seul jour depuis la deuxième guerre mondiale.

À la mi-journée, tous les indices avaient plongé sous l'afflux des ordres de vente provenant surtout des petits porteurs. En début d'après-midi, les trente blue-chips — les valeurs fortes de la cote officielle — avaient perdu en moyenne 12,8 % de leur valeur. Malgré la prolongation de la séance officielle de dix-sept minutes, le mouvement de baisse n'a pu être enrayer, affectant la presque totalité des 450 valeurs cotées à Francfort. Selon les premières estimations, les pertes pourraient se monter à près de 60 milliards de deutschemarks (près de 200 milliards de francs). Toutes les grandes banques et la plupart des investisseurs institutionnels comme les compagnies d'assurances, ont

essayé de calmer le jeu en rachetant à tour de bras ou en s'abstenant de vendre. Rien n'y fait.

Le vent de panique qui a saisi la Bourse de Francfort est une réaction directe au mini-crash du vendredi 13 octobre à Wall Street. Selon des experts, il semble que les petits actionnaires allemands aient décidé cette fois-ci de ne pas se laisser prendre par surprise et de réagir instantanément afin d'essayer de limiter leurs pertes. À la différence de ce qui s'était produit après le « lundi noir » de 1987, où la baisse des cours, mesurée par l'indice de la Commerzbank des cinquante plus importantes actions, avait atteint 7,1 %, les ordres de vente ont été deux fois plus importants. L'indice DAX (Deutsche Aktien Index), créé l'été dernier, a perdu plus de 200 points en quelques heures clôturant à 1385,72 contre 1599,28 vendredi dernier, tandis que l'indice de la Commerzbank accusait un recul de 13,5 % (1731 contre 2000,5 vendredi dernier).

Face à ce vent de panique la réaction des responsables politi-

ques ouest-allemands, ainsi que des grandes banques, ne s'est pas fait attendre, à l'exception, notable toutefois, de la Bundesbank. Le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), ainsi que son collègue à l'économie, M. Helmut Haussmann (FDP), se sont répandus en propos réconfortants afin d'essayer de calmer le marché, estimant que rien dans la très bonne conjoncture actuelle ne pouvait justifier un tel désastre à la Bourse. Pour le ministre des finances la réaction du marché au vu des très bons résultats des entreprises allemandes ne peut être que passager et ne modifiera pas la politique économique de Bonn.

M. Haussmann pour sa part a été catégorique : une éventuelle baisse des taux directeurs de la Bundesbank est exclue après la hausse continue des derniers mois destinée à contenir l'inflation. « L'institut d'émission allemand ne peut pas mener une politique en zigzag pour de simples facteurs techniques ou à cause des réactions erratiques du marché », a-t-il dit.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

LOGEMENT

L'indice du coût de la construction

La hausse des loyers est de 1,32 %

Les loyers dont le bail prend en compte l'indice du deuxième trimestre du coût de la construction augmentent de 1,32 %. En effet, cet indice s'établit à 924, contre 912 au deuxième trimestre 1988, selon l'avis paru au *Journal officiel* du 15 octobre. Cet indice s'applique pour la révision annuelle des loyers, à la date anniversaire du bail, mais aussi, cette année, aux renouvellements des baux à Paris

et dans la région parisienne. Le décret du 28 août dernier limite la hausse, lors du renouvellement du bail, à la progression de l'indice du coût de la construction, sauf si le propriétaire a fait des travaux d'amélioration d'un montant au moins égal à un an de loyer. Dans ce cas, il peut appliquer une majoration supplémentaire au plus égale à 10 % du coût des travaux.

SOCIAL

Les syndicats consultent les grévistes de Sochaux et de Mulhouse

La direction de Peugeot propose de revaloriser le salaire minimum de 400 F

Quitte ou double ? En présentant aux syndicats une « proposition définitive », mardi 17 octobre peu après minuit, la direction de Peugeot a fait un pari. Toutefois, si ses ouvertures salariales sont loin de satisfaire les syndicats, au moins a-t-elle donné à ses interlocuteurs le sentiment d'avoir joué le jeu de la négociation.

Après le « round d'observation » de vendredi — au cours duquel les sanctions avaient été levées, — les dirigeants de Peugeot ont décidé de boucler en une seule séance-marathon de plus de douze heures les questions salariales au cœur de ce conflit entré dans sa septième semaine.

Dès l'ouverture des discussions, lundi à 10 heures, PSA a lâché du lest en acceptant d'inclure la quasi-totalité des primes (celles liées au poste de travail) dans le calcul du treizième mois, soit un gain de 350 à 800 francs, et de ne plus réduire son montant en cas d'accident de travail. De même, le calcul de l'intéressement est élargi : le plafond de 100 millions de francs est supprimé, et la variable retenue est portée de 2 % à 2,5 % du résultat net de l'entreprise.

À la mi-journée, les syndicats étaient presque surpris du déroulement des négociations. « Cela ne promet rien de bon pour la suite », estimait, méfiant, un cégétiste. Au même moment, quelques étages au-dessus de la salle du siège parisien où direction et syndicats étaient réunis, se tenait le premier conseil d'administration d'Automobiles Peugeot depuis le début de la grève. Au cours de celui-ci, M. Jacques Calvet, PDG de PSA, insistait sur les mauvais résultats d'octobre

et s'interrogeait sur la pérennité de la firme face à la « déferlante japonaise ». Le ton était donné...

Un « saupoudrage » jugé insuffisant

En début d'après-midi, M. Roland Vardanega, directeur central du personnel, confirme d'ailleurs que la firme a nullement l'intention de revoir de fond en comble sa politique salariale. Il suggère une revalorisation du salaire minimum qui passerait de 5 000 F à 5 200 F. Les syndicats font leurs comptes : pour un ouvrier percevant 5 000 F, la hausse mensuelle, compte tenu des augmentations générales de 2,7 % déjà intervenues, est de 64 F. De la CGT à la CSL, on dénonce un « saupoudrage » notoirement

insuffisant. Dans la soirée, M. Vardanega abat ses dernières cartes. Il consent à porter à 5 400 F le salaire le plus bas et propose des augmentations dégressives, avec un maximum de 250 F, concernant essentiellement les rémunérations inférieures à 5 500 F. Hors revalorisations générales, le gain est de quelque 360 F

pour les 690 ouvriers les moins bien payés. Précisant qu'il s'agit là d'une « proposition définitive », le directeur du personnel en appelle au « sens des responsabilités » des salariés. Les syndicats, de leur côté, sont partagés. La CGT affirme que PSA n'a accordé que des « miettes », et la CFDT « recommande une avancée significative jusqu'à 5 300 F ». Mais qui, regrette-t-elle, perd rapidement ses effets » (pour un salaire de 5 700 F, le « coût de poche » n'est que de 100 F). En revanche, FO apparaît relativement satisfaite.

Comment réagissent les grévistes de Mulhouse et de Sochaux ? Les propositions de la direction sont fort éloignées des revendications de la CGT (1 500 F) mais aussi de la CFDT (500 F) comme de FO (250 F). Néanmoins, la priorité donnée au bas des salaires concerne la population qui a le plus fortement participé à la grève.

Sans oublier que c'est la première fois chez Peugeot qu'un conflit aboutit à un résultat tangible. Mardi après-midi, les syndicats devaient décider de la date à laquelle la consultation des grévistes aura lieu.

JEAN-MICHEL NORMAND

EDF-GDF :

« complément exceptionnel » en novembre

Les directions d'EDF et de GDF ont annoncé le lundi 16 octobre aux fédérations syndicales qu'elles allaient accorder en novembre un « complément exceptionnel » de salaire et de pension aux cent cinquante mille actifs et aux cent mille retraités. Ce complément représentera 4,7 % d'une assiette comprenant à la fois la rémunération brute de novembre et les onze douzièmes du treizième mois (qui est versé à 50 % en juin, à 40 % en novembre et à 10 % en décembre). Pour un agent débutant du bas de l'échelle salariale, ce complément représentera environ 500 F. Il sera en moyenne de 919 F par agent, ce qui représentera selon les syndicats « 0,71 % de la masse du salaire annuel ».

Ce complément sera « à valoir » sur l'ajustement éventuel qui interviendra début 1990, de l'accord salarial 1989. Signé par la CFDT, FO, l'UNCM-CGT et la CFEC, ce texte prévoyait une hausse générale de 1 % au 1^{er} mars et de 1,2 % au 1^{er} septembre. Dans un communiqué commun, les quatre signataires ont demandé que « soit partagé le bénéfice de la croissance de l'économie nationale, qui sera de 3,5 % en 1989 », et posé « les conditions d'une politique contractuelle future sur les salaires qui devra clairement prévoir un accroissement du pouvoir d'achat ».

Revue d'Economie

Financière

TRIBUNE LIBRE
Philippe LAGAYETTE : Où survillie la finance mondiale ?

ARTICLES
Mitsuo SATO : La marche financière japonaise.
Christian MERLE : La gestion de fonds aux États-Unis.
Dennis KESSLER : Qui possède quoi et pourquoi ?
Michel DIETSCH : Les PME et les conditions bancaires.
Patrick ARTUS : Marché à terme et analyse des comportements.
Michel GUILY : Banques et risques de marché.

NOTES ET COMMENTAIRES
Anne CAHON : L'impact des CDS sur le marché des obligations.
Olivier DUBOIS : L'impact des CDS sur le marché des obligations.
Alain HANSEN : L'impact des CDS sur le marché des obligations.
Jean-Christophe JOHNSON : L'impact des CDS sur le marché des obligations.
Jean-Christophe JOHNSON : L'impact des CDS sur le marché des obligations.

DOSSIER
FRANCE ET RÉVOLUTION par Jean-Marie THIVEAUD

Abonnements et réceptions par air : 400 FF à adresser aux PUF, 10, rue d'Ulm, 75005 Paris.
A raison de 400 FF. France (hors taxes) et 10 : France Universitaire de Paris, 10, rue d'Ulm, 75005 Paris.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le débat dans la fonction publique et la grève aux impôts

Les agents des finances bénéficient de primes importantes

Demandé par M. Pierre Mauroy dans les premiers mois de la politique de rigueur menée par son gouvernement, le rapport Blanchard, remis au premier ministre en 1984, est resté aussi célèbre par son sujet que par sa destination. Il concernait les primes des fonctionnaires - appelées « rémunérations annexes » - mais il est demeuré secret au point qu'aucun ministre de la fonction publique après M. Le Pors, détenteur du portefeuille jusqu'en juillet 1984, n'a pu le retrouver et surtout... le diffuser. Un document annexé au projet de loi de finances pour 1985 apporte pourtant de précieuses indications sur le sujet. Il fait figure de sous-produit du rapport Blanchard et à partir de données chiffrées datant de 1980, mais ayant assez peu varié - rigueur oblige - donne quelques ordres de grandeur sur l'importance des primes par rapport à la rémunération principale des fonctionnaires.

Ce document ne prend en compte « que les sommes versées par l'Etat et soumises à l'impôt sur le revenu », ce qui exclut les indemnités spécifiques comme l'indemnité de logement des instituteurs, l'indemnité pour charges militaires et les indemnités liées à la résidence à l'étranger. Issues du fichier INSEE, ces données portent exclusivement sur les agents titulaires ressortissants du budget civil et exerçant au métropole. En 1980, pour 1 967 263 agents titulaires et une masse de rémunérations principales (traitement brut diminué des prélèvements retraite et sécurité sociale et majoré de l'indemnité de résidence), de quelque 109 milliards de francs, les rémunérations annexes représentaient « approximativement » 15,5 milliards de francs, soit 14,2 %. L'exploitation des données de la comptabilité publique pour la loi de règlement du budget

1982, complété par divers renseignements fournis notamment par les ministères des finances, de l'intérieur et des PTT aboutit à un rapport « rémunérations annexes/rémunérations principales de l'ordre de 16 % », précise la note. En 1988, les primes et indemnités représentaient 29 914 milliards de francs par rapport à une masse de rémunérations principales de 252 999 milliards de francs.

Comme le souligne le document annexé, « l'importance relative des rémunérations annexes par rapport aux rémunérations principales est variable. Elle va en effet d'un minimum de 1,7 % pour les agents de catégorie B de l'éducation nationale à un maximum de 36,9 % pour les agents de catégorie A de la rubrique « divers ministères ». D'une manière générale la catégorie D, soit 5,7 % des effectifs civils, connaît un faible taux de rémunérations annexes, de même que la catégorie B ; alors que les catégories A et plus encore C sont sensiblement au-dessus de la moyenne ». Avec un pourcentage de 25,2 % pour l'ensemble des quatre catégories, les agents des finances se situaient en 1980 en haut de l'échelle.

Comme les autres grands corps, les inspecteurs des finances bénéficient d'une dotation budgétaire qui est complétée par l'attribution d'un crédit, au titre d'une loi du 31 juillet 1949 « d'un montant sensiblement équivalent ». En 1980, par exemple, le montant des rémunérations annexes représentait « en moyenne 43 % de la rémunération principale pour un inspecteur général des finances » contre 37,3 % pour un conseiller d'Etat.

Les finances, indique le document annexé, ont « un régime indemnitaire particulier », chaque administration ayant ses particu-

rités. Ainsi, le régime des primes a été réformé en 1968 à la direction générale des impôts. Il comprend depuis trois niveaux. Il y a d'abord une « indemnité d'assistance égale à un mois de traitement brut ». Elle correspond à l'indemnité de recouvrement des taxes locales des services du Trésor et à l'indemnité de régie des douanes. Il y a ensuite une « prime de rendement », qui, pour certaines fonctions de vérification, de direction et d'administration centrale, comporte des « taux majorés ». Il y a enfin « une allocation spéciale fixe » qui rétribue « la technicité fiscale pour les

sujétions particulières de certaines fonctions ». Elle est égale à 30 points d'indice pour la catégorie A, 20 points pour la catégorie B et 10 points pour les autres agents.

Dans les autres administrations, on trouve des primes correspondant à cette allocation spéciale fixe. Aux douanes, il existe ainsi une indemnité de contrôle et de tarification pour les agents des opérations commerciales et une indemnité « de risque » pour ceux qui sont « affectés à la surveillance des voyageurs et des moyens de transport ». A la direction de la

comptabilité publique, une indemnité différentielle spéciale est « destinée à garantir aux personnels du Trésor un montant minimal de rémunérations accessoires équivalant à 93 % de celui perçu par leurs homologues de la direction générale des impôts ».

Sujétions particulières

Ces primes sont indexées soit sur la progression des traitements, soit, comme pour la prime de rendement, sur l'évolution des prix à la consommation. Plusieurs indemnités s'ajoutent à ce régime indemnitaire de base, soit pour compenser des « sujétions particulières » (travaux supplémentaires), soit pour rémunérer « des responsabilités inhérentes à certaines fonctions » (traitement de l'information, responsabilités des comptables, allocations de remises sur obligations cautionnées). Enfin, un régime à trois niveaux existe pour l'administration centrale des finances : indemnité forfaitaire de fonction, indemnité pour travaux extraordinaires et allocation complémentaire de fonction.

Le débat posé par la grève des agents des finances autour de leurs rémunérations principales reste entier. Il ne s'agit ici, même si elles sont dans l'ensemble plutôt élevées, que de primes liées à la qualité du travail, à des travaux supplémentaires, à des sujétions spéciales ou encore à des diplômes ou à des spécialisations acquises en cours de carrière. Toutes sont sans doute justifiables. Elles ne sont, de surcroît, pas prises en compte dans le calcul de la retraite. Mais la transparence d'une bonne négociation salariale nécessite de mettre le maximum de pièces sur la table...

MICHEL NOBLECOURT

M. Blondel (FO) se prononce pour la levée du blocage des centres informatiques

La mise en demeure de M. Bérégovoy aux agents des services extérieurs du Trésor, qui bloquaient vingt-sept des vingt-huit centres informatiques assurant la paie des fonctionnaires, a eu un effet immédiat. Mardi 17 octobre, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a annoncé que l'intention de bloquer les centres informatiques ne sera pas appliquée. Il a vu dans la réaction de M. Bérégovoy un « élément nouveau » devant conduire à la « sagesse » et à la « réflexion », jugeant ainsi « peu-être idiot de rendre impopulaire cette grève ». Lundi, M. Bérégovoy avait demandé par lettres individuelles à ces agents de « rejoindre sans délai leur poste pour assurer cette tâche dans des conditions normales et selon les directives qui leur auront été données par les trésoriers payeurs généraux ».

Les syndicats ont également protesté contre le fait que, selon eux, M. Bérégovoy avait ordonné lundi qu'on recense les agents ayant fait la grève entre le 1^{er} et le 15 octobre afin de leur retirer les jours de grève de leur traitement, remettant en cause un « compromis » élaboré en juillet. Les forces de l'ordre ont évacué un centre des douanes dans la banlieue d'Annecy et un centre des fabius à Metz, tandis que M. Fabius a reçu à l'aéroport d'Avignon une délégation de grévistes des impôts.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Importance relative des rémunérations annexes par rapport aux rémunérations principales (par ministère et par catégorie) année 1980

Ministères	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	Total (1)
PTT : Effectifs ..	36 538	112 375	239 948	5 325	394 187
RA/RP ...	18 %	12,2 %	16,9 %	12,1 %	15,5 %
Finances : Effectifs ..	30 277	36 520	79 230	7 816	153 854
RA/RP ...	33,8 %	22,4 %	21,1 %	22,2 %	25,2 %
Equipement transports : Effectifs ..	8 285	13 911	49 090	2 080	73 367
RA/RP ...	27,2 %	23,8 %	12,2 %	8 %	17,6 %
Agriculture : Effectifs ..	8 760	4 192	3 638	859	17 458
RA/RP ...	11,6 %	10,4 %	7,5 %	7,2 %	10,7 %
Total (2) : Effectifs ..	429 386	523 009	551 884	91 606	1 596 281
RA/RP ...	12,9 %	6,8 %	16,6 %	6,3 %	11,7 %

(1) Les lignes « total » ne correspondent pas à l'addition des quatre catégories du fait des agents (dont 359 à l'éducation nationale) que l'INSEE n'a pu classer dans aucune des catégories.
(2) Ce total concerne les agents, des dix ministères figurant dans le tableau original.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RESULTATS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 1989

Le conseil d'administration de SAGA, réuni le 12 octobre 1989 sous la présidence de Jean-Luc FLINOIS, a examiné le rapport d'activités et les résultats du groupe de la société mère pour le premier semestre 1989.

● Le résultat net consolidé part du groupe au 30 juin 1989 s'établit à 19 MF. Le recul par rapport à l'an dernier (32 MF) s'explique principalement par une moindre contribution des activités africaines liée à la rupture avec le SCADOA.

Les perspectives pour le second semestre, qui prennent en compte l'incidence des accords conclus avec le CMB et ses armements alliés (EAC et DAFRA), sont favorables et permettent d'anticiper un résultat au 31 décembre 1989 comparable à celui de l'an dernier (55 MF).

● Le résultat net social au 30 juin 1989 ressort à 8,6 MF. La baisse des revenus africains (l'impact de l'impôt mille en 1988) explique le retrait des résultats par rapport à l'an dernier (13,5 MF).

Compte tenu des perspectives favorables déjà mentionnées, le résultat net au 31 décembre 1989 devrait retrouver le niveau de celui de 1988 (33 MF).



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

CAPITALISATION: La B.I.M.P. transforme 2 SICAV et 2 Fonds Communs de Placement

Conformément aux nouvelles dispositions prévues par la loi du 2 août 1989, les Conseils d'Administration de :

- PRIVASSOCIATIONS, Sicav monétaire
- PRIVOBILIG, Sicav d'obligations françaises et étrangères moyen et long terme

ont décidé de proposer à une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire la transformation de ces Sicav en Sicav de capitalisation.

De même, PRIGERANCE, Société de Gestion de Fonds Communs de Placement, a décidé d'opter pour la capitalisation de :

- PRIMO « O », Fonds Commun de Placement court terme « sensible »
- PRIREM, Fonds Commun de Placement monétaire.

Les SEMAINES SOCIALES DE FRANCE organisent les 20-21 et 22 octobre 1989, à la PLAINE SAINT-DENIS, aux portes de PARIS, une session sur le thème suivant :

LES DÉFIS DE LA FORMATION Quelle personne ? Pour quelle société ?

avec le concours de :

Pierre Bauchet, Jean Boissonnat, Noël Copin, Pierre Daniel, Mgr Gérard Defois, Alain Deleu, Marguerite Genizbillet, Daniel Gourisse, Xavier Grenet, Alfred Grosser, Edmund King (G.B.), Jean Ladrrière, René Lenoir, Burkart Lutz (RFA), Père Mario Regazzoni (Ita).

Renseignements et inscriptions :

Secrétariat des SEMAINES SOCIALES DE FRANCE
24, rue du Maréchal-Joffre - 78000 VERSAILLES. Tél. (1) 39.50.09.90.

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

EMPRUNTS
OCTOBRE 1989
GARANTIS PAR L'ÉTAT

EMPRUNT 9,10 % OCTOBRE 1989

Montant : FF 900.000.000.	Taux de rendement actuariel : 9,15 %.
Prix d'émission : 99,08 %, soit F 4.984 par obligation.	Amortissement normal (par remboursement) : au pair, n. l. le 30 octobre 1990.
Dates de jouissance et de règlement : le 30 octobre 1989.	Amortissement anticipé : possible par rachat en bourse.
Durée : 10 ans.	Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).
Intérêt : 9,10 %, soit FF 455 par obligation, payable le 30 octobre de chaque année.	

EMPRUNT 8,60 % ASSIMILABLE AUX EMPRUNTS 8,60 % JANVIER ET JUIN 1989

Montant : FF 300.000.000.	Taux de rendement actuariel : 9,21 %.
Prix de souscription : 101,42 %, soit FF 5.071 par obligation comprenant le prix d'émission de FF 4.757,65 et le coupon couru de FF 313,35.	Amortissement normal (par remboursement) : au pair, en totalité pour l'ensemble des obligations assimilables, le 6 février 2004.
Date de jouissance : le 6 février 1989.	Amortissement anticipé : possible par rachat en bourse.
Date de règlement : le 30 octobre 1989.	Assimilation : le 2 novembre 1989.
Durée : 14 ans et 99 jours.	Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).
Intérêt : 8,60 %, soit FF 430 par obligation, payable le 6 février de chaque année.	

Une fiche d'information IVEA n° CDB 80-452 du 12.10.1989 est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Economique, Cité du Retiro, 35-37, rue Bessy-d'Anglas, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 10.10.1989.

TECHNOLOGIE

En vedette à Equip'Auto

L'embrayage sans pédale

Bientôt les voitures n'auront plus de pédale d'embrayage. Un circuit électronique produira le même effet que le pied gauche du conducteur. En une fraction de seconde. Une alternative à la boîte de vitesses automatique, pour les amateurs de conduite sportive.

L'embrayage de Valeo fera partie des vedettes du Salon Equip'Auto, qui se tiendra du 20 au 26 octobre au Parc des expositions de Villepinte.

A l'étude depuis 1981, ce système remplace l'action mécanique exercée par le pied du conducteur sur la pédale de gauche par celle d'un moteur électrique qui commande le débrayage et l'embrayage. Sans supprimer le levier de vitesse pour autant, ni modifier la boîte de vitesses qui reste entièrement mécanique.

Lorsque le conducteur enclenche une vitesse, un capteur situé dans ce levier envoie un signal à un module électronique à microprocesseur qui, lui-même, commande le moteur électrique actionnant l'embrayage. Un ensemble de capteurs surveille en permanence la vitesse de rotation du moteur et des pignons de la boîte de vitesses ainsi que le carburateur.

Le conducteur passe les vitesses en souplesse ou avec nervosité pour les adeptes de la conduite « sportive ». Car le système Valeo agit toujours plus rapidement que ne pourrait le faire un être humain. Un dixième de seconde suffit pour obtenir un débrayage complet. A la différence des boîtes automatiques qui ont certes supprimé la pédale d'embrayage mais au prix d'une certaine mollesse dans le passage des vitesses.

Ce sentiment prévaut en Europe surtout, cible privilégiée de Valeo. Son objectif est de proposer son embrayage électronique en tant qu'option : son prix sera inférieur à celui d'une boîte automatique (8 000 à 9 000 F) et légèrement supérieur à celui d'une option classique comme une peinture métallisée (3 000 F), un ensemble autoradio ou une direction assistée.

Actuellement, l'embrayage électronique est en phase de rodage sur le banc d'essai le plus exigeant : le championnat du monde des rallyes 1989. Il équipe plusieurs Lancia Delta Intégrale. En parallèle,

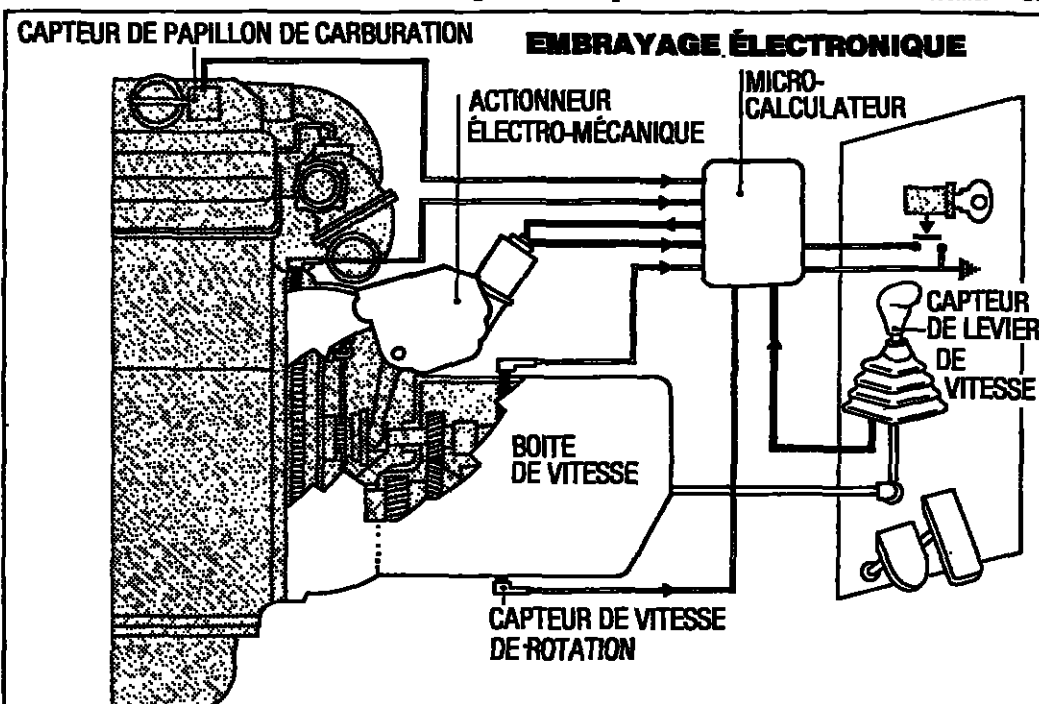
Valeo commence à équiper des véhicules construits en petite série. La toute première est la Ferrari Mondial 348, présentée au dernier Salon de l'automobile de Francfort.

Pour Michel Bachet, responsable de la recherche et du développement de Valeo embrayages, l'étape suivante concernera des véhicules de série un peu plus large, mais encore situés dans le haut de gamme : « Nous avons des contacts avec un constructeur

d'un système très ambitieux. Il automatisera à la fois l'embrayage et le changement de vitesse, dont le levier ne sert plus qu'à indiquer le choix du conducteur.

Mais, selon Michel Bachet, cette idée se révèle décevante. « Le système est assez lent et impose des séquences décomposées qui rappellent la conduite de camion ; et les autres systèmes utilisent l'énergie hydraulique ; ce qui impose la présence d'un générateur de pression

Avis contraire chez l'anglais Automotive Products (AP), dont l'embrayage automatique est actionné par un moteur hydraulique. Il compte sur sa facilité de montage et sur la douceur de la commande hydraulique pour séduire les amateurs de conduite en souplesse. La société expérimente plusieurs équipements prototypes chez différents constructeurs. « Mais, selon Denis Lehoucq, directeur commercial, les services commerciaux restent réticents. » Cet



Avec l'embrayage automatique, plus de pédale de gauche. Un moteur électrique assure le même effet qu'apportait le pied gauche du conducteur au moment où celui-ci actionne le levier de vitesse.

étranger qui devraient aboutir dans le premier semestre 1991.

Côté français, une voiture pourrait être également équipée début 1991. Pour ce qui est d'une véritable « démocratisation » du système, M. Tout-le-Monde devra attendre les années 1992-1993. Encore faudra-t-il que l'embrayage électronique remporte un net succès auprès du public. Et qu'il s'impose face à une concurrence qui s'organise autour de quelques grands noms : Automotive Products, Kossberg, Fichtel & Sachs, I.U.K. Sans compter les réalisations japonaises qui, si elles sont moins communes en France, pourraient créer la surprise. Ainsi, dès 1985, Isuzu a présenté au Japon la Navi 5 équipée

d'huile dans le moteur, d'où une complexité supérieure à celle de la commande électromécanique.

Reste que le système Valeo doit prouver qu'il est fiable. Il est certes doté d'un procédé qui lui permet de s'adapter automatiquement à l'usage du disque d'embrayage, mais il lui faut aussi démontrer que les capteurs, de type potentiomètre, pourront fonctionner sans se détacher tout près du moteur. Dans un premier temps, Valeo avait pensé attaquer le marché de l'équipement de véhicules existants. Aujourd'hui, cette démarche est abandonnée pour des problèmes de fiabilité et de qualité. L'éventualité d'un échec dans ce domaine a fait reculer le fabricant.

De telles améliorations préfigurent la place de plus en plus grande que va prendre l'électronique dans l'automobile. Non plus uniquement sous forme de gadgets (ordinateurs de bord, synthèse vocale) mais pour améliorer la conduite. Le seul obstacle reste la fiabilité extrême que requiert la production d'automobiles en très grande série.

JEAN RIEUX

Virus informatique

Les coulisses de la rumeur

Plus de peur que de mal. Vendredi 13, le virus informatique n'a pas frappé. Mais une fois de plus une rumeur s'est en quelques jours répandue dans l'ensemble de la société française. Pourquoi celle-ci et pas une autre ? Pourquoi, parmi les milliers d'informations que la presse trie chaque

jour, celle-ci fut-elle sélectionnée, amplifiée, reprise par l'ensemble des médias et des radios, créant une véritable psychose collective ? Pourquoi le virus informatique a-t-il si facilement trouvé prise et rencontré si peu de scepticisme ?

Deux spécialistes du comportement humain, Pierre Kahn, psychanalyste, et Jean-Noël Kapferer, auteur de *Rumeurs*, paru en 1987 aux Editions du Seuil, membre de la fondation pour l'étude des rumeurs, nous exposent leur point de vue.

Pierre Kahn, psychanalyste : la peur de la maladie succède à la peur du filage

« Le fantasme du sida a gagné un des domaines les plus sophistiqués du monde moderne, celui des machines de communication. La peur de l'ordinateur, qui ne peut plus aujourd'hui être contenue dans la peur du filage, revient avec la peur de la maladie.

Cela montre que, malgré les apparences, le rapport que l'on a avec ces machines n'est pas aussi neutre, techniquement propre et désérialisé que ce que l'on s'efforce de croire. Elles deviennent, dans l'usage toujours plus vaste qu'elles offrent et que certains en font, le réceptacle où s'actualise une peur inhérente à la manipulation d'objets dont on craint qu'ils ne s'emparent du désir de leurs utilisateurs.

Cette effervescence fantasmagique a aussi pu servir à rendre manifeste la profonde inquiétude sexuelle que nous connaissons aujourd'hui, et qui n'a d'égal que nos efforts pour la reconnaître. Tout le monde est concerné par le sida, mais comment reconnaître ouvertement et collectivement que la crainte de la séropositivité oblige à modifier nos comportements amoureux ? La très ancienne et éternelle comotiation infernale et culpabilisatrice du sexe revient au cœur de la modernité la plus assep-

tiée. On assiste à une flambée fantasmagique concernant la virginité et la légalité : on protégera les ordinateurs et on se protégera, en utilisant des disquettes vierges, ou des programmes soignés de la façon la plus orthodoxe. A ces conditions, on croira que l'on peut contenir, réparer et guérir l'épidémie qui nous menace.

On remarquera aussi que par le truchement du vendredi 13, on se condense l'archaïque représentation de la fatalité du Mal, les gens ont pu objectiver une autre peur, celle de la dépendance, non pas cette fois à la drogue, mais à l'informatique. Mais cette peur de la dépendance est probablement moins forte que l'autre crainte qui s'y entrelace : celle d'une vengeance de l'Autre, c'est-à-dire de celui qui serait le véritable ordonnateur et détenteur des langages que l'on prétend maîtriser.

Enfin, la mémoire est inséparable de l'oubli. On l'oublie est une fonction essentielle de la mémoire. Car quand on oublie, on respire. Porter atteinte à la possibilité d'oublier, c'est comme empêcher les gens de dormir, ça rend fou. Les gens ont rendu leur mémoire malade de ne plus pouvoir oublier. La semaine dernière, elle nous a donné un sérieux avertissement.

Jean-Noël Kapferer, professeur à HEC : un compte à rebours pour un conte de Perrault

« Cette rumeur portait en son sein les deux grands thèmes de la maladie et le complot. Quand ces deux thèmes s'entrecroisent la rumeur est d'autant plus forte. Celui de la maladie s'est trouvé renforcé du fait que toute la terminologie employée pour les virus informatiques est médicale : on a parlé d'ordinateur infecté, de virus inoculé etc. Cela a avivé le fantasme de la contagion.

Quant au complot, il n'est pas venu tout seul, on parle de groupes de personnes déstabilisateurs. C'était un super-scénario digne de John Le Carré, officialisé par une mise en scène du débat d'Arianne : le compte à rebours était remarquable. On attendait avec impatience la date fatidique.

Des événements réels, préparateurs de l'opinion, ont aussi permis à cette rumeur de s'épanouir, comme ces films qui ont montré des adolescents intervenant sur les ordinateurs du Pentagone. En outre, elle propagait un discours social moralisateur : si le virus prend, c'est parce que les gens s'amusent au lieu de travailler, en utilisant des disquettes copiées pour jouer. C'est comme apporter de l'alcool au bureau. Or une

rumeur a toujours un fondement moral, comme un conte de Perrault. Elle doit pouvoir servir d'exemple. Elle propagait aussi l'idée que l'informatique, monstre moderne, est bouffée de l'intérieur. Ce n'est pas la technologie qui a fait vibrer la société, mais le phénomène informatique. Son côté dominant.

Mais le résultat est décevant. Le virus n'a pas frappé. L'émotion est trompée. Ce qui explique pourquoi une deuxième rumeur vient alors se greffer sur la première, tentant de propager l'idée que ce sont les compagnies elles-mêmes, les éditeurs de logiciels, qui seraient à l'origine de la première rumeur. La deuxième rumeur explique alors pourquoi tout finalement était vrai.

Cette histoire n'a aussi pu fonctionner au niveau national que grâce aux médias. Et la technique étant peu comprise, on pense que tout est possible ; on perd prise. Ce scénario pourrait-il se répéter ? En matière de rumeur, il faut distinguer entre la vérité et en vérité. Le vendredi 13 n'est pas la vérité, mais reste une vérité : le caractère « danger » va rester dans les esprits. Il va engendrer une violence préventive.

Première société de la recherche sous contrat

Bertin ou l'innovation incognito

Les sociétés de recherche sous contrat sont de plus en plus souvent citées par les instances publiques. Ces sociétés privées, qui effectuent des recherches pour le compte d'autres entreprises, sont en effet un bon rouage pour relancer la recherche industrielle, axe essentiel de la politique du ministre de la recherche et de la technologie, Hubert Curien.

Créée en 1986, la société Bertin, première SRC française, est un modèle du genre.

En pleine campagne, sur la commune de Plaisir, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Paris, se cache un centre de recherche des plus hétéroclites : la société Bertin. Dans ses bâtiments entourés d'arbres, des paillottes de biologistes côtoient les bureaux encombrés par les fils des électroniciens, les machines infernales des spécialistes de la robotique, en encore le tunnel hydrodynamique, enfant chéri des chercheurs en dynamique des fluides. Travailant dans l'ombre pour le compte d'entreprises qui lui confient tout ou partie de leurs programmes de recherche,

la société Bertin a développé une application particulière dans un secteur donné à des chances d'être transférée ailleurs. Ainsi, dans le domaine de la sidérurgie, Bertin a mis au point une technologie de refroidissement de tôle, par pulvérisation d'air et d'eau, en sorte de laminier.

Ce procédé, conçu pour l'usine de Dunkerque de Usinor Sacilor, commence à s'exporter : une installation en a été faite en Corée du Sud. Or il utilise des études faites dix ans auparavant pour des pulvérisateurs de peinture. De même, des logiciels conçus pour guider le déplacement des panneaux solaires de satellites (Bertin conçoit et réalise pour le compte d'Aérospatiale et l'Alcatel Espace, le mécanisme de déplacement des antennes du satellite Télécom 2) ont été transférés pour la conception de robots ultralégers, rapides et précis.

Chaque année, les 532 ingénieurs, cadres et techniciens (sur un effectif total de 663 personnes) travaillent sur des sujets aussi variés que la réalisation de machines automatiques pour broser jusqu'à 2 500 fromages par heure, la mise au point de raquettes de tennis en matériaux composites, ou encore les tests de pulvérisateurs des flacons de parfums Bie. Mais c'est aussi dans ses laboratoires que sont mis au point

Les principales SRC françaises

Nom	Spécialités	Effectifs	CA
Bertin	Pluridisciplinaire	665	378
Hydrodynamique et écoulements	Mécanique et traitement des surfaces	210	106
Microtech RDS	Acoustique, vibration, matériel, mesure	125	96
Transphos	Génie électrique	135	50
Le moteur moderne	Thermodynamique, mécanique	89	35
Extramet	Technologie des plasmas, métallurgie	17	8
Sere	Conception de véhicules	8	4
Lead	Electronique, matériaux	10	2
Sorapex	Electronique		

Dix sociétés de recherche sous contrat sont membres de l'Asard, Association des sociétés indépendantes de recherche et développement industrielles. Elles emploient à elles toutes environ 1 300 personnes et ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 660 millions de francs.

che, Bertin n'est pratiquement pas connu du public.

Il faut dire que la seule fois où elle sortit de sa réserve, en 1971, pour promouvoir l'astrotrain, cela ne lui porta guère chance. La voie expérimentale de 18 kilomètres au nord d'Orléans qui servait à expérimentation ce train propulsé par un moteur linéaire et fonctionnant sur coussin d'air est aujourd'hui le seul témoin, inutile, de ce mode de locomotion fortement défendu par Jean Bertin, le fondateur de la société. Conséquence : le nom de Bertin reste associé à ce projet avorté épluchant du même coup les certitudes de réalisation qui ont vu le jour dans les laboratoires de Plaisir, et dans ceux des Mille, près d'Albi-en-Provence, ou de Tarnos près de Bayonne.

Des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activités font en effet appel aux chercheurs de Bertin. Qu'il s'agisse de PMI qui n'ont pas les moyens d'avoir des équipes de recherche en propre ou des grandes entreprises dont les centres de recherche, spécialisés dans un nombre limité de disciplines, n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour mener à bien des travaux qui nécessitent des développements pluridisciplinaires. Car la réside en effet une des principales forces de Bertin.

Organisation croisée

A la différence des laboratoires de recherche publics et privés très spécialisés, l'organisation de Bertin favorise les échanges pluridisciplinaires et multidisciplinaires. C'est-à-dire que non seulement la société est organisée de façon à ce que des biologistes, des informaticiens, ou des mécaniciens puissent facilement travailler ensemble, mais encore, elle facilite les transferts d'innovation d'un secteur d'application à un autre. Les directions de recherche regroupent, en effet, les chercheurs d'un même groupe de disciplines : mécanique, thermodynamique, électronique et optique, et qualité.

Mais chacun d'eux peut, en fonction des commandes, travailler pour n'importe quel secteur de l'industrie et passer ainsi d'un contrat pour une société agro-alimentaire, à un développement dans la sidérurgie, en passant par les télécommunications, l'armement ou le nucléaire.

Le service marketing, en revanche, est décomposé en secteurs d'activité. Un commercial d'un secteur donné peut négocier des contrats nécessitant n'importe quelle technologie. C'est grâce à cette organi-

des appareillages et des processus pour la culture de cellules, pour le compte de laboratoires pharmaceutiques. Ou des machines pour détecter des anomalies génétiques qui sont ensuite utilisées pour des applications médicales, ou dans l'agro-alimentaire pour contrôler des semences, par exemple.

Car si depuis sa création, Bertin participe aux grands projets de recherche nationaux, les contrats passés avec des administrations n'ont représenté en 1988 que 17 % du chiffre d'affaires (376 millions de francs) de la société. Taux auquel s'ajoutent 8 % en subventions. Bertin, comme toute SRC, reçoit en effet de l'Anvar une subvention représentant 50 % du montant du contrat passé avec une PMI (et 11,5 % lorsque ce contrat est passé avec une entreprise de plus de 2 000 personnes). Le reste est donc dû à des contrats passés avec des entreprises - vente de conseils, prestations d'ingénierie ou de produits - par elle-même ou par ses filiales : comme l-Cis qui réalise des circuits électroniques à la façon, la compagnie aéronautique qui développe des produits à base de matériaux composites, ou encore la Société européenne de système optique.

Elle vient aussi pour la première fois de créer une société en partenariat avec une PMI : la société Motivation avec qui elle a développé le Motivat, système de mesure d'audience TV.

Si les contrats à l'export n'ont pour l'instant représenté qu'une faible partie de l'activité de Bertin, celle-ci pourrait aller croissant. Guy Morduchovich-Régier, directeur général de Bertin, est à l'origine de la création de l'Association européenne des organismes de recherche sous contrat (EACRO) dans laquelle Bertin fait pourtant figure de Lilliput à côté d'entreprises trois ou quatre fois plus importantes, comme la société Fraunhofer en Allemagne ou l'INO aux Pays-Bas.

Selon une étude réalisée par Borsard Consultant, la France ne détient que 8 % du marché des contrats de recherche, contre 35 % pour l'Allemagne, 28 % pour la Grande-Bretagne, 16 % pour les Pays-Bas et 10 % pour l'Italie. Que ce soit en France ou en Europe, les possibilités de développement sont donc vastes pour les SRC. Les financiers s'en sont déjà aperçus. Le cours de l'action Bertin (dont 52 % est dans le public, l'autre principal actionnaire étant le groupe Rivaud qui détient plus de 33 % du capital de l'entreprise) est passé de 380 F (prix d'émission) en 1987 à plus de 2 000 F aujourd'hui.

ANNE KAHN

AFFAIRES

Le numéro un du tourisme social fête ses trente ans

Les VVF jouent l'Europe

Pour son trentième anniversaire, l'association de tourisme Villages vacances familles (VVF) a procédé, le 17 octobre, à la pose de la première pierre d'un « eurovillage » de vacances franco-allemand, à Obernai (Bas-Rhin). Le même jour, sous le patronage du Conseil de l'Europe, VVF a signé avec ses homologues belge, espagnol, italien et allemand des conventions de coopération qui consacrent, à l'échelon européen, la réussite du premier groupe français de tourisme social.

Le terroir de VVF, c'est le catholicisme social. L'idée de cette association est née dans la tête d'André Guignand, alors secrétaire de l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ) qui, en 1956, à Marseille, devant les participants à la « Semaine sociale », un rapport sur le tourisme populaire et l'aménagement du territoire. « Deux courants sont actuellement constatés, explique M. André Guignand. Le premier consiste en cette foule de salariés qui voudraient profiter des vacances désormais plus longues que leur sont attribuées en s'évadant de la ville, mais qui ne le peuvent pas, faute de moyens d'hébergement accessibles à des revenus trop modestes. Le deuxième courant se constate dans certaines régions rurales sous-développées, mais non dénuées d'intérêt touristique, et qui essaient par tous les moyens de trouver une expansion économique. Ces deux courants peuvent-ils se rencontrer... ? » A partir de 1959, VVF s'est attaché à prouver que cela était possible.

Parmi ceux qui écoutaient le jeune Guignand, un homme fut séduit d'emblée : M. Pierre Pflimlin, président MRP du conseil général du Bas-Rhin et plusieurs fois ministre, qui trouva les terrains des deux premiers villages de vacances à Albe et à Obernai. Il fit mieux, encore, puisqu'il convainquit M. François Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, de participer au lan-

cement de VVF et au financement de ses villages. L'idée d'André Guignand était d'améliorer le système des maisons familiales de vacances où une petite centaine de « congés payés », réunis sur une base culturelle, syndicale ou amicale, s'infligeaient corvées de « pluches » et de vaisselle et s'annulaient elle-même pour réduire le prix de journée.

Révolution à Obernai

Le premier village VVF d'Obernai représentait une petite révolution : chaque famille y disposait d'un appartement indépendant et non d'une simple chambre ; une machine pelait les patates ; la salle d'eau commune ne disposait que de l'eau froide, mais les familles comptaient un enfant de moins de trois ans recevaient un réchaud à gaz... En 1959, 1 600 personnes se laissèrent séduire par ces vacances spartiates mais, en pension complète, - au prix de 9,50 F par jour et par adulte.

Afin de serrer les prix pour qu'ils demeurent à la portée de tous, l'Auvergnat madré qu'est André Guignand fit en sorte de ne pas payer ses villages. « Nous n'avons pas la maladie de la pierre », s'envoie-t-il à répéter. Ce qui l'a conduit à persuader les communes d'accueil d'offrir le terrain et de demeurer propriétaires du village, parfois de concert avec le département. Les collectivités locales, elles, récupèrent la TVA. Cette intégration foncière et immobilière s'est doublée d'une intégration économique et sociale puisque le personnel est en grande partie recruté sur place et que, par exemple, les familles des gîtes achètent leurs provisions dans les commerces locaux.

D'entrée de jeu, VVF a réuni le mélange des populations touristiques. Les cadres et les employés ont voisiné sans problèmes avec les titulaires des bons-vacances des allocations familiales et avec des handicapés mentaux. Elle ouvre, en période creuse, au troisième âge. Dès la première année, la formule a commencé à évoluer. La

pension complète est apparue comme trop chère et trop contraignante : on l'a doublée d'une formule « gîte » où les gens se débrouillent par eux-mêmes tout en profitant de services communs où l'animation occupe une place essentielle. Au passage, est inventée une « télérestauration », c'est-à-dire un système de plats à emporter. Le stade ultime de l'évolution est un mélange des genres avec un village où les appartements sont équipés de kitchenettes, mais où le pavillon central comporte deux ou trois restaurants afin d'accueillir alternativement des familles, des retraités ou des séminaires. On trouve aussi une soixantaine de gîtes disséminés dans le village de Mauvezin (Gers) ou cinq mille lits dans les villages, gîtes et campings à Seignosse (Landes).

Rock et hydrothérapie

Développant les vacances à thème, VVF a développé aussi des stages de cuisine, de rock, d'hydrothérapie pour les mères et de natation pour les bébés nageurs. En 1989, six cent mille vacanciers se seront laissés séduire par cette palette d'activités et de prix.

Vous avez dit « tourisme social » ? « L'emploi de moins en moins le mot « social », répond André Guignand. Il fait misérabiliste, amateur, dépassé. Je préfère « tourisme familial » et aussi « tourisme sans but lucratif ». Si nous étions des commerçants, nous ferions comme la SNCF ou Air Inter, nous créerions des tarifs rouges en périodes de pointe. Nous ne pourrions pénaliser les familles cotées par les vacances scolaires. Nous avons seulement maintenu un double tarif dans nos villages (170 F et 210 F) selon les revenus. Si nous ne faisons pas d'aménagement du territoire, nous aurions pas construit soixante-trois villages en espace rural : nous les aurions tous mis sur les plages. Si nous n'obéissons pas à une vocation sociale, nous ne nous serions pas cassé la tête à organiser une crèche pour cent cinquante enfants au mois de janvier ».

Reste que VVF a fait l'objet de critiques. Certaines s'adressaient à l'appui inconditionnel de la Caisse des dépôts qui lui aurait permis une gestion point trop rigoureuse.

« J'affirme que nous n'avons jamais reçu de subventions, s'emporte le patron de VVF. Nous sommes une entreprise qui a toujours équilibré son budget, à l'exception des exercices 1974 et 1975, quand la crise avait déséquilibré le budget des familles. Nous ne sommes pas l'Armée du Salut. Notre tourisme n'est pas assisté. Nous laissons aux organismes sociaux la tâche de compléter les capacités financières de certains vacanciers ».

D'autres critiques visaient la vétusté et le manque de confort de certaines installations, le côté « patronage » de l'animation et le refus d'évoluer de quelques cadres attachés à leur train-train. « Il y a une part de vrai, reconnaît André Guignand. Pendant vingt ans, nous étions surtout préoccupés de construire de nouveaux villages. Depuis 1987, nous avons engagé un plan de rénovation de 480 millions de francs. Dans nos dernières installations, nous équipons les appartements d'une télé couleur, d'une antenne parabolique et d'un téléphone. Mais nous sommes là au cœur des contradictions que nous vivons avec les comités d'entreprise, les communes et les caisses d'allocations familiales qui siègent

à notre conseil d'administration. Il y a ceux qui disent : le tourisme social n'a pas à être minable et il faut qu'il mette le confort à la portée des moins favorisés. Mais cela se paie. Il y en a d'autres qui dénoncent la course aux exigences et qui préfèrent maintenir des tarifs bas. Ces derniers étaient jusqu'à présents majoritaires ».

Dans quelques semaines, André Guignand passera le flambeau à Edmond Maire, l'ancien secrétaire général de la CFDT. Il consacra sa fausse retraite à développer la dernière-née des formules de VVF : l'eurovillage. Le succès de celui de Cap-d'Agde, construit avec le belge « Loisirs et Vacances », ne se dément pas. Le décalage des vacances belges et leur goût pour le soleil méditerranéen, même à la Toussaint, a permis d'augmenter de 10 % le taux de remplissage. A Bruxelles, VVF participe à l'eurovillage en cours de construction. A Obernai, ce sont les Allemands qui arrivent en renfort.

A l'heure où le tourisme populaire est en baisse dans l'estime d'un gouvernement réputé de gauche, c'est vers l'Europe que VVF se tourne financièrement et affectivement.

ALAIN FAUJAS

L'échec de l'étalement des congés

S'il est un échec qui met le patron de VVF dans une sainte colère, c'est celui de l'aménagement du temps. Car VVF ne peut traiter qu'un dixième des 900 000 appels que ses services reçoivent chaque année, et 50 000 familles sont retournées des villages et gîtes parce qu'il n'y a plus de place pendant les vacances scolaires.

Où en est le fameux serpent de mer, l'étalement des vacances qui permettrait d'accueillir plus de personnes ? « Je me refuse à parler de ces trente ans d'échec », répond André Guignand... qui ne peut résister, cependant, à revenir sur cette situation douloureuse.

« Les familles ne partent plus à Noël mais en février et bien, en 1989, il n'y aura plus trois zones de vacances mais deux seulement. Pour l'été, nous avons demandé qu'il y

ait un décalage d'une à deux semaines selon les académies de façon à nous permettre d'accueillir 25 % de familles supplémentaires en début et en fin de congés scolaires. Rien n'y a fait. Dans les milieux de l'éducation nationale, certains me répondent que nous défendons des intérêts commerciaux. Je pense qu'ils doivent posséder une résidence secondaire, sinon ils seraient plus attentifs à mieux répartir la demande de l'étalement des vacances avant l'an 2000, et ce sera l'Europe qui l'imposera : quand tous les Européens se retrouveront en même temps sur les routes et sur les plages, il faudra bien s'occuper de faire preuve d'intelligence et de volontarisme pour éviter l'asphyxie ».

Quelques chiffres

- Clients : 600 000 vacanciers (1989) dont 52 % ont moins de vingt ans.
- Chiffre d'affaires : 765 millions de francs (1988).
- Installations : 65 000 lits répartis dans 135 communes et se décomposent ainsi :
 - 20 villages en pension complète ;
 - 46 résidences de vacances ;
 - 73 gîtes familiaux ;
 - 2 « rivages de vacances » ;
 - 25 campings-caravanings ;
 - 9 hôtels ;
 - 4 centres de jeunesse.
- Patrimoine : Propriétés des collectivités locales, il s'élève à 7 milliards de francs.
- Personnel : 250 permanents ; 3 600 postes de travail saisonniers ; 54 % des directeurs d'installations sont des femmes. Moyenne d'âge : trente-cinq ans.
- Membres du conseil d'administration : La Caisse des dépôts et consignations, les caisses d'allocations familiales, des comités d'entreprise, des caisses de retraite, des collectivités locales, des familles adhérentes, des représentants d'associations familiales, du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) et de l'Association française d'experts scientifiques du tourisme (AFEST).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



FINACOR

Résultats du premier semestre 1989

Au 30 juin 1989, le bénéfice avant impôt de Finacor, courtier sur les marchés monétaires et financiers, s'est élevé à 52,3 millions de francs (part du groupe), en hausse de 34 % par rapport à la période équivalente de 1988 (FF 39,1 millions).

Ramené à une action, le résultat de la période ressort à 12,15 F contre 9,08 F.

A cette date, le total du produit net bancaire est de 269,5 millions contre 177,3 millions au 30 juin 1988.

A périmètre de consolidation comparable à celui du 30 juin 1988, la progression du produit net bancaire aurait été de 34 % et celle des résultats consolidés de 68 %.

Robert VAUCHER, Président Directeur Général, et Pierre LAS-SERRE, Administrateur Directeur Général, ont commenté ces résultats lors du conseil d'administration du 29 septembre : « Dans un contexte de stabilité des marchés, malgré la réduction sensible des taux de courtage, notre groupe a accru dans l'ensemble sa part de marché. Néanmoins, les déficits réalisés par nos nouvelles filiales, Finacor Bourse et Finacor Espana, ont freiné la progression de nos résultats ».

• Compensation Vendôme, notre filiale Matif, conserve sa place d'adhérent le plus actif.

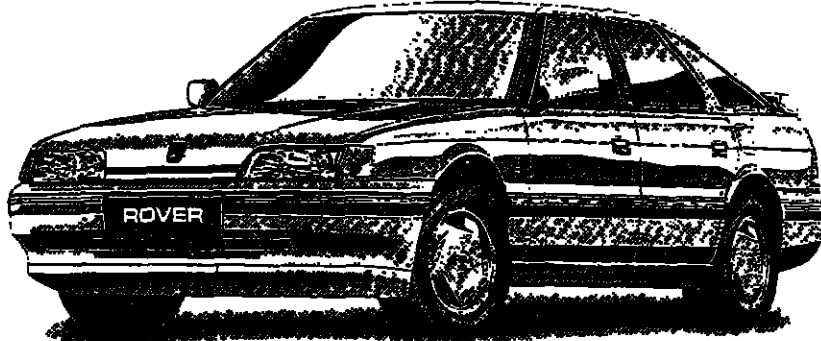
• L'ensemble de notre activité de courtage interbancaire affiche de bonnes performances et, à Paris, le groupe conserve sa première place.

• Finacor Bourse, comme l'ensemble du secteur, souffre d'une régression des volumes traités et supporte d'importants investissements. L'exploitation de la société a cependant atteint pour le mois d'août son point d'équilibre.

• Simultanément, les filiales étrangères de Finacor ont réalisé des progrès significatifs tant en dépôt interbancaire qu'en change. Nos filiales espagnoles sont proches de l'équilibre et devraient enregistrer des résultats positifs d'ici à la fin de l'année. »

La notice complète et le tableau d'activités sont disponibles au siège social de Finacor, Service Communication, 52, Champs-Élysées, 75008 Paris.

L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 11 NOVEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800

AVANTAGE

n° 1

AVANTAGE

n° 2

AVANTAGE

n° 3

0 F LA PREMIÈRE ANNÉE

Jusqu'au 11 Novembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1^{er} versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an sur 60 mois : 1^{er} versement : 50 % (*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1^{er} loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,33 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT

Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13^e MOIS

Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13^e mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800. 1^{er} versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1^{re} année + option d'achat de 50 % à la fin du 13^e mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 11 Novembre 89, chez les concessionnaires ROVER affichant l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCES. ROVER, département de LOCTINVERS, 51 Bd des Dames, 13000 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille-B 071 004 130.



(*) D'autres propositions de L.O.A. avec un apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles : Berlina et Fastback à partir de 117.000 F TTC. Tarif Cte en main au 04 50 90 90 90 (Mars 89).

ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.

MARCHÉS FINANCIERS

Bénéfice net en chute de 30 %

Mauvais trimestre pour IBM

IBM, numéro un mondial de l'informatique, affiche pour le troisième trimestre un bénéfice net en baisse de 30 % par rapport au résultat enregistré un an plus tôt. Sur les neuf premiers mois de l'année, le recul est de 8,4 %. Des chiffres « décevants », de l'aveu même du président du groupe, mais qui ne remettent pas en cause sa stratégie.

M. John Akers, président d'IBM, avait pris les devants en annonçant la couleur, il y a trois semaines. Aussi la publication des résultats d'IBM pour le troisième trimestre n'a-t-elle pas aggravé la tension régnant sur les marchés financiers.

Pourtant, ils s'inscrivent dans le bas de la fourchette des prévisions : 877 millions de dollars (5,5 milliards de francs) de bénéfice net, à comparer avec 1,25 milliard de dollars un an plus tôt. Cette contre-performance fait baisser de 8,4 % le bénéfice net des neuf premiers mois, à 3,17 mil-

liards de dollars (près de 20 milliards de francs).

Le patron du numéro un mondial de l'informatique a attribué ce recul à trois éléments : un dollar pénalisant, des retards dans l'arrivée de deux lignes nouvelles de produits et un regain de faveur des clients pour le leasing (ce qui retarde les rentrées d'argent). Rien, selon lui, qui remette en cause sa stratégie : « Aucun indicateur dans notre activité n'est susceptible de nous faire changer notre stratégie d'investissement pour une croissance rentable. Des améliorations continues de nos lignes de produits, ainsi que le chiffre d'affaires et le bénéfice supplémentaires qui seront réalisés avec l'accroissement de nos activités de location, nous rendent confiants sur les perspectives à long terme de notre société », a-t-il déclaré.

IBM, qui réalise, comme tous les groupes informatiques du monde entier, 40 % de son chiffre d'affaires au dernier trimestre, se garde pourtant de faire toute provision sur ses performances pour l'ensemble de cette année.

Avec le rachat de Birkel

BSN devient numéro un des pâtes en Allemagne

Le groupe BSN a annoncé, le lundi 16 octobre, le rachat de la société Birkel, deuxième producteur allemand de pâtes alimentaires.

L'opération doit se faire en deux temps. Le groupe BSN détendra d'abord une participation minoritaire et a passé des accords qui lui permettront d'acquiescer la totalité du capital de Birkel, le 2 janvier 1990. Sous réserve de l'approbation de l'Office fédéral des cartels.

Fondée en 1874, Birkel, qui a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars,

chémars (835 millions de francs), est aussi numéro un du marché des saucisses pour pâtes en Allemagne. Cette acquisition renforce la position de BSN, qui possédait déjà en Allemagne Sonnen Bassermann, lequel réalise un chiffre d'affaires de 170 millions de deutschemarks dans les pâtes, les plats cuisinés, les confitures et les pâtes alimentaires. Cette opération confirme les ambitions européennes du groupe BSN, déjà au premier rang de l'alimentaire en Italie et numéro deux des pâtes en Espagne.

Bidermann s'offre les chemises Arrow

Le numéro un français de la confection masculine devrait en effet acheter trois des principales divisions de l'entreprise Arrow, spécialisée dans les vêtements pour hommes et dans les vêtements de sport. Cette société était tombée dans le giron du groupe Farley après l'OFA menée en février dernier sur le groupe textile West Point Pepperell.

Cette acquisition, estimée à 600 millions de dollars (3,6 milliards de francs), est une manifestation spectaculaire des ambitions américaines de M. Maurice Bidermann. Outre-Arrière le groupe français détient notamment la licence du couturier Ralph Lauren et réalise un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs.

Le financement de cette opération ne semble cependant pas tout à fait bouclé. Même si au cours de l'été dernier le groupe français avait pris la précaution d'émettre des OPA (obligations à bons de souscription d'actions) pour un montant de 300 millions de francs.

AGF International détient 3,9 % de la compagnie portugaise Aliança

AGF International, filiale qui regroupe les actifs des Assurances générales de France (AGF) à l'étranger, détient 3,9 % du capital d'Aliança Seguros, sixième compagnie portugaise d'assurances. Elle a obtenu cette participation à l'issue de l'offre publique de vente (OPV) lancée par le gouvernement portugais pour la première phase de la privatisation (49 %) d'Aliança, dont 5 % des titres étaient offerts aux investisseurs étrangers.

Aliança a enregistré, en 1988, 13,2 milliards d'escudos (545 millions de francs) de chiffre d'affaires dont 94 % dans l'assurance dommages, et un résultat net de 348 millions d'escudos.

Aliança occupe 8,6 % du marché portugais de l'assurance dommages et 2,4 % en vie. Les AGF sont présentes au Portugal depuis 1927 par leur filiale Sociedade Portuguesa de Seguros, douzième compagnie nationale avec un chiffre d'affaires de 3,65 milliards d'escudos dont 90 % en dommages.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS « COGIFI »

Réuni le 12 octobre 1989, le Conseil d'Administration a examiné les comptes et les résultats semestriels au 30 juin 1989.

À la fin du premier semestre 1989, l'activité de la Société s'est poursuivie favorablement. Le taux d'occupation moyen des immeubles d'habitation s'est maintenu autour de 98 %. Les locaux commerciaux et les locaux à usage de bureaux ont été loués en quasi-totalité. La commercialisation des immeubles mis en vente a continué de façon globalement satisfaisante.

Les comptes au 30 juin 1989 font apparaître une progression tant du résultat d'exploitation que du bénéfice net après amortissements et provisions. Celui-ci est en augmentation de 28,5 %. Il s'élève à 58 106 372 F, y compris 14 135 334 F de plus-values nettes de cessions, contre 45 196 867 F au 30 juin 1988, dont 4 173 980 F de plus-values.

La Société a réalisé, comme prévu, à la fin du semestre, l'acquisition d'un

étage de bureaux entièrement loué, d'une surface de 2 060 m², dans l'immeuble tour Franklin située à Paris la Défense.

Le Conseil d'Administration a nommé M. Robert Poupart-Lafarge, directeur général adjoint de l'UAP, en remplacement de M. Yves Contard, qui a remis son mandat d'administrateur à la disposition du Conseil.

Madame Gilberte Beaux, qui reste Administrateur, a demandé à être déchargée de ses fonctions de président du Conseil d'Administration. Celui-ci lui a exprimé ses très vifs remerciements pour les services rendus à la Société dans l'exercice de son mandat.

Sur sa proposition, le Conseil d'Administration a nommé M. Robert Poupart-Lafarge président du Conseil d'Administration et confirmé M. Jean Sabatier dans ses fonctions de vice-président-directeur général.

NEW-YORK, 16 oct. ↑

Une vigoureuse reprise

Après s'être presque effondré, vendredi, Wall Street a, lundi, littéralement rebondi comme une balle, malgré une erreur de manipulation informatique.

A l'origine d'un renversement de tendance, cette erreur faillit bien être psychologiquement fatale en faisant subitement apparaître sur les écrans de quelques heures une baisse de 53 points puis de 71 points.

En fait, un opérateur avait mis la bande du 13 octobre. La vérité, Wall Street montrait fort, si fort qu'à la clôture, la Bourse américaine avait regagné la moitié du chemin perdu à la veille du week-end.

Le FED avait, il est vrai, fait savoir dès dimanche qu'il était prêt, si besoin, à injecter des liquidités dans le système bancaire pour éviter toute asphyxie. De son côté, pour rassurer, le président Bush avait déclaré qu'il n'était pas inquiet.

Ajoutons que la baisse des bons du Trésor à trente ans (valeur de référence) lundi matin a rassuré les investisseurs.

Une intense activité a regné avec 419,09 millions de titres échangés contre 251,17 millions, vendredi.

VALEURS	Cours du 13 oct.	Cours du 16 oct.
Alcoa	72,12	72,75
A.T.T.	39,75	39,75
Bell	58,87	58,25
Chas. Mackay	40	40,12
Du Pont de Nemours	113,50	113,75
Exxon	44,25	45,37
Ford	49,50	50,62
General Motors	43,37	45,37
Goodyear	48,50	48,12
IBM	58,87	58,25
ITT	58	58,25
Johnson & Johnson	54,87	58
Merck	41	42,25
Pfizer	51,75	51,37
Rockwell	278,75	228,87
Union Carbide	32,75	34,25
Westinghouse	62,37	65,25
Yale Corp.	62,50	63,12

LONDRES, 16 oct. ↓

Baisse limitée

La Bourse de Londres qui avait débuté la séance sur une vertigineuse, supérieure à celle enregistrée le samedi 14 octobre, a rebondi à la fin de la séance, mardi. L'indice Footsie des cent valeurs a abandonné - seulement - 3,15 %, soit une perte de 70,5 points à 2 163,4. Au pire moment de la journée, cet indice reculait de 9 %. Malgré la reprise de dernière minute, ce sont trois mois et demi de hausse qui ont été effacés en quelques heures. Une séance en cours de laquelle le volume des échanges a plus que doublé. A l'ouverture, rien ne paraissait en mesure de faire baisser la cote : ni la baisse limitée de Tokyo quelques heures auparavant, ni les déclarations rassurantes de la Banque d'Angleterre, ni celles du président du stock Exchange concernant son calme. Les valeurs opéables étaient d'ailleurs les plus atteintes comme les alimentaires Cadbury, le conglomérat BTR ou l'agence de publicité Saatchi and Saatchi. BAI a perdu 14 % dans la crainte que Jimmy Goldsmith ne puisse réunir le financement de son OPA sur le conglomérat. La remontée de Wall Street dans le courant de la journée a redonné espoir aux investisseurs. Et les achats ont fait place aux ventes.

Les revenus tirés des activités de banque d'affaires. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

PARIS, 16 oct. ↓

Le pire évité

Vent de panique, lundi, à la Bourse de Paris où, sur des ordres massifs de la clientèle, des petits porteurs effrayés par le mini-lundi enregistré à la veille du week-end à Wall Street, le marché a d'abord brusquement décroché (-10,25 % aux alentours de 13 heures). Les écarts devaient néanmoins se réduire ensuite après l'annonce d'un vif redressement de la Bourse américaine. A la clôture, l'indice CAC-40 accusait encore une baisse de 6,29 %.

Si le pire a été évité Rue Vivienne, l'alerte a été chassée. Si chassée que, durant une grande partie de la journée, le plus grand des valeurs du règlement mensuel ne purent être cotées, à cause d'un désastre trop important dans les cours. La norme habituellement retenue pour une suspension de cotation était jusqu'à présent de 7 %. Elle fut portée à 12 % durant la séance et ce ne fut pas suffisant en début d'après-midi pour reprendre les transactions.

Sur le marché au comptant, la débacle fut encore pire puisque 60 % des titres ne purent être négociés. Et que dire du second marché où quasiment aucun échange n'eut lieu, les ordres de ventes submergeant tout. A l'inverse, le MATIF était orienté à la hausse et les investisseurs se précipitèrent à transférer des investissements du marché des actions sur celui des obligations.

Malgré les professionnels des marchés de la Bourse, la réaction de la clientèle française, nettement supérieure à celle du lundi noir du 19 octobre 1987 (-9,7 %). Pour les investisseurs, la situation est fondamentalement inversée de celle vécue voici deux ans.

Tout d'abord, ce sont les particuliers qui vendent et non les institutionnels comme ce fut le cas auparavant. Sans doute ont-ils été échaudés à l'époque, n'ayant pas osé à la panique et vendu au bout de trois mois, lorsque le marché avait atteint son plus bas en janvier 1988.

D'autre part, l'ampleur de la réaction est aujourd'hui plus forte car la Bourse est à ses plus hauts niveaux historiques, ce qui n'était pas le cas voici deux ans. Actuellement, les investisseurs veulent tout de suite prendre leurs bénéfices. Enfin, le marché abonde en liquidités et la situation des entreprises est nettement meilleure.

Il y a fort à parier que le rebond de Wall Street octobrien, mardi, une reprise psychologique.

TOKYO, 17 oct. ↑

Nette reprise

La Bourse de Tokyo qui, lundi, avait réussi à limiter les dégâts, a rebondi dès le début de la séance, mardi. Une vague d'achats a submergé le marché, les investisseurs institutionnels en particulier étant convaincus que Wall Street se redresserait avant quelques heures après son ouverture. La menace du krach est écartée. New-York a redonné ses pertes de moitié, se reposant un opérateur. Le marché japonais a déclaré, mardi dans la matinée, que les revenus enregistrés ces derniers jours sur les marchés des changes et des actions de l'inquiétaient pas. Une réaction supplémentaire pour retrouver le moral, confiait un opérateur.

L'indice Nikkei a donc terminé la séance sur un gain de 32,39 points, soit 1,53 % à 34 996,08. Les valeurs du bâtiment ont été les principales bénéficiaires des achats.

VALEURS	Cours du 16 oct.	Cours du 17 oct.
Asahi	765	780
Fuyo	1 780	1 800
Sanwa	1 820	1 880
Sumitomo	3 220	3 310
Wakai	1 880	1 920
Yamato	2 380	2 380
Mitsubishi Heavy	1 050	1 080
Sanryo	1 810	1 840
Toyota Motor	2 650	2 680

FAITS ET RÉSULTATS

■ Perte de 1,8 milliard de dollars pour J.P. Morgan au troisième trimestre. - (AFP.)

■ J.P. Morgan, cinquième banque américaine, a annoncé, lundi 16 octobre, conformément à ses prévisions, une perte nette de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre due à l'augmentation de 2 milliards de ses provisions sur les prêts aux pays en développement. Ces provisions s'élevaient désormais à 3 milliards, couvrant la totalité des créances.

■ Le taux de couverture de 100 % est le plus élevé parmi les grandes banques américaines qui ont toutes augmenté leurs provisions, mais avec des taux s'échelonnant entre 30 % et 50 %. Pour l'ensemble des neuf premiers mois, Morgan a enregistré une perte nette de 1,4 milliard de dollars contre un bénéfice net de 744 millions pour la même période de 1988.

■ Chase des bénéfices de Merrill Lynch au troisième trimestre. - (AFP.)

■ Merrill Lynch, une des principales firmes d'investissement de Wall Street, a annoncé, lundi 16 octobre, une chute de 37,5 % de son bénéfice net au troisième trimestre, à 41 millions de dollars. Pour les neuf premiers mois de 1989, la chute a atteint 21 % avec un résultat net de 148,4 millions de dollars. « Ces résultats reflètent une baisse dans certains de nos principaux secteurs d'activité », a expliqué le président de Merrill Lynch, M. William Schreyer, qui a notamment cité la forte baisse (-22 %) au troisième trimestre

des revenus tirés des activités de banque d'affaires. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

■ Le Crédit et Danubio construisent une usine de Newcastle. - (AFP.)

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amsted & Associés	Lucas	...	141
Anglo	Malsburg, Michel	...	...
B.A.C.	280	...	Micromer	...	...
B.D. Demachy & Assoc.	576	...	Micromer (Dow)	14 50	...
Banque Thomson	180	180	Nicot	228	230
Biot	600	600	Novartis-Delmas	...	...
Bouret-Lyon	Oréal-Legrand	240	...
Chânes de Lyon	Ors. Cont. Fin.	...	...
Colson	Pirelli	...	...
Colson	P.F.A. S.A.	...	...
Colson	Pratagis (C. in & F.)	...	52
Colson	Pratagis Assurances	...	...
Colson	Publicat. Filippelli	...	...
Colson	Realt	...	710
Colson	Rhône-Alpes (C. in & F.)	...	...
Colson	Rhône-Alpes (C. in & F.)	...	306
Colson	St-Henri-Méditerranée	...	245
Colson	S.C.G.P.M.	...	...
Colson	Sage	315	302
Colson	Sélection Inv. Lyon	...	112
Colson	S.E.P.	...	...
Colson	Sette	...	...
Colson	S.M.T. Dupont	...	...
Colson	Sodis	...	...
Colson	Sopis	...	...
Colson	Thomson-Hold. Lyon	...	285
Colson	T.T. 1	...	...
Colson	Unilog	...	...
Colson	Union Financ. de Fr.	...	189 10
Colson	Val et Cie	...	...
Colson	Yves Saint-Laurent	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 16 octobre 1989

Nombre de contrats : 25 285.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc.	Mars	Déc.	Mars
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	720	72	-	12	-
OCE	440	39	40	12	-
EIF-Aquitaine	440	65	-	18	-
Ernst&Young SA-PLC	50	8,80	11	5,60	8
Lafarge-Cemex	1.550	85	-	70	-
Michelin	180	9,50	16	11	12
Moll	1.500	36	-	150	-
Puritan	520	61	83	17	22
Pumpert	925	37	65	90	92
Saint-Gobain	680	42	-	25	-
Société générale	440	30	-	15	-
Thomson-CSF	180	16	-	6,70	10
Suez Parire	1.700	150	20	75	100
Suez Financière	400	14	24	30	40

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 16 OCTOBRE

12302

Réglement mensuel

Compan	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% + -	
3776	C.A.E. 5% r.	3720	3700	3705	- 0.40	1206	C.F.F. T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Ray	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Ray	1014	1014	1014	- 1.72
1071	R.A.P. 5% r.	1070	1065	1065	- 0.40	1206	C.F.F. T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Reboulleux	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Reboulleux	1014	1014	1014	- 1.72
1206	C.F.F. T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1169	C.R. Lyon T.P.	1180	1180	1180	- 0.40	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	Rennais T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	S.G. St-Germain T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	Thomson T.P.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	Accor	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.G. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	1014	- 1.72	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72
1206	A.L.P. 5% r.	1220	1200	1205	- 1.30	1033	Chap. Mouton	1014	1014	1014	- 1.72													

Comptant (abréviations)

SICAV (abréviations)

16/10

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emprunt Frais incl.	VALEURS	Emprunt Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emprunt Frais incl.	Rachet net
Obligations									Étrangères										
Emp. 0,80 % 77	120 70	3 370	Chèque (R)	182	159	Magnésie Unipol	...	70	Viet. S.A.	142	A.A.A.	1157 26	1128 01	France-Gazette	267 87	267 44	Publicis Reunion	81 72	80 81
6,00 % 76/78	102 20	2 370	C.I.C. Finance	223 70	784	Magnésie C.I.	...	70	France-Industrie	242 56	Actifon	248 56	114 00	France-Industrie	117 43	114 00	Publicis Reunion	177 20	175 73
10,50 % 76/78	120 80	1 240	C.I.C. Mobilité	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
12,25 % 80/80	101 48	4 801	Chèque (R)	2080	1230	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
10,25 % 82/80	101 48	12 200	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
10 % juin 82	102 66	6 400	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
14,20 % 84, 85	100 30	5 400	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
10,00 % 84, 85	114	10 977	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
22,20 % 84, 85	107 46	9 000	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
11 % 84, 85	112 20	7 142	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
10,35 % 84, 85	105 06	6 126	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
0,40 % 85 2000	107 60	3 080	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
0,40 % 85 1087	100 76	6 327	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
0,40 % 85 1089	107 60	3 080	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58
Ch. France 5 %	100 18	2 884	Chèque (R)	...	...	Magnésie Part.	...	...	Actifon	808 76	Actifon	808 76	804 83	France-Industrie	478 85	467 17	Publicis Reunion	709 68	688 58

ÉTATS-UNIS

Les quatre vérités de Nancy Reagan

WASHINGTON

de notre correspondant

On s'en doutait, mais maintenant c'est une certitude. Nancy Reagan a toujours été profondément horrifiée par l'assassinat de son mari, le président John F. Kennedy. Elle n'a jamais pu parler, ou plutôt de donner des leçons. Autre confirmation : l'ancienne First Lady avait bien recours aux « coiffeuses » — services d'une astrologue.

Neuf mois après avoir quitté la Maison Blanche, Nancy Reagan livre ses quatre vérités, dans un ouvrage dont *Newsweek* publie des bonnes feuilles. A mon tour : le titre sonne un peu comme un règlement de comptes, de la part d'une femme qui n'a guère été ménagée par la presse et s'est fait beaucoup d'ennemis.

Nancy affirme pourtant qu'elle a tout fait pour ne pas être « méchante » ou « vindicative ». Mais personne ne s'attendait qu'elle soit tendre avec Donald Regan, l'ancien secrétaire général de la Maison Blanche, qui avait ouvert les hostilités « littéraires » et s'était taillé un beau succès en révélant dans un livre publié en 1988 que les voyages, les conférences de presse, et même l'opération d'un cancer à l'intestin du président étaient fixés en fonction des conseils de l'astrologue de Nancy Reagan.

Pour l'opération, c'est faux, mais pour le reste, c'est un peu vrai, avoue-t-elle — les dates, quand c'était possible, étaient légèrement avancées ou reculées. L'astrologue Joan Quigley avait apparemment réussi à convaincre l'épouse du président que si elle avait été consultée plus tôt, elle aurait clairement perçu qu'un danger menaçait M. Reagan le 30 mars 1981, quand il fut blessé par un jeune homme un peu dérangé.

Si « Don » Regan a « trahi » ce petit secret de la Maison Blanche, c'est qu'il avait de bonnes raisons d'en vouloir à Nancy : elle n'avait cessé de supplier son époux de le congédier. Nancy affirme n'avoir fait que relayer les demandes de nombreux collaborateurs de la Maison Blanche qui ne supportaient plus la présence de « Don » à un poste clé.

A en croire Mrs Reagan, le vice-président George Bush vint un jour lui dire qu'à son avis aussi, Donald Regan devait partir. Mais alors que Nancy lui demandait pourquoi il n'en parlait pas lui-même au président, M. Bush répondit : « Ce n'est pas mon rôle ».

« Voulez-vous dire que George Bush a manqué de courage politique ? », a-t-on demandé à Mrs Reagan au cours d'une émission de télévision. Elle a refusé de reprendre l'expression à son compte, mais sa manière de ne pas en dire plus était éloquent.

D'autres grandes figures de la politique américaine apparaissent bien entendu dans ces pages. Certains sont gratifiés de commentaires chaleureux : George Shultz, par exemple, mais d'autres sont traités durement, comme Alexander Haig, qui précéda M. Shultz au département d'Etat et qui apparaît comme un homme dévoré d'ambition et rongé par les questions de préséance. L'actuel titulaire du poste, James Baker, qui fut aussi l'un des piliers de l'équipe Reagan à la Maison Blanche, a droit à un traitement plus nuancé. Nancy Reagan voit en lui un homme qui s'est avéré « loyal » à son mari, « efficace » aussi, mais un peu trop assidu à cultiver la presse, et dont « la préoccupation principale semblait être lui-même ».

Souvent jugée froide et hautaine, Nancy apparaît-elle plus aimable à travers ses souvenirs ? A en juger par les extraits publiés, elle confirme en tout cas ce qui sautait déjà aux yeux. Elle est une femme éperdument amoureuse de son mari, obsédée par le désir de le protéger. Lui-même apparaît tel comme on l'a connu, gentil, drôle, mais aussi entêté, refusant de sacrifier ses amis par opportunité politique ou raison d'Etat. C'est à présent à son tour de publier ses mémoires.

JAN KRAUZE

BOURSE DE PARIS

SUR LE VIF

17 octobre

Forte reprise

Encouragée par la remontée rapide de Wall Street, la Bourse de Paris s'est fortement redressée mardi matin. En hausse de 1,66 % à l'ouverture, l'indice de tendance enregistrerait une avance de 2,11 % vers 11 heures.

Reprise de SER, CCMC, St-Louis, Chargeurs, Roussel-Uclaf, Pechelbrom, Institut Mérieux, Eurotunnel, Hachette.

Des ventes ont encore pesé sur Locomotives, Ansaldo, Médiland, SCSA, TRI, Bongrain, Euromarché, Duménil Leblé.

■ ECHECS : les demi-finales du Tournoi des candidats. — Timman, traumatisé par sa défaite dans la septième partie face à Spelman, a demandé le report de la huitième. Yousoupov, dans sa septième partie contre Karpov, a obtenu un pion de plus mais n'a pu finalement que proposer la nulle au 61^e coup, que l'ancien champion du monde a accepté immédiatement. Dans les deux matchs, le score est identique : 3,5-3,5. Si la huitième et dernière partie des deux demi-finales, qui devaient se jouer mardi 17 octobre, se conclut par la nulle, deux parties supplémentaires seront disputées. En cas d'égalité, des parties semi-rapides sont prévues jusqu'à ce qu'un résultat soit atteint.

Haut vol

C'est que les gens peuvent être méchants, indécents, médisants ! Et ça ricane et ça cànecane sous prétexte que mon Mimi et Madame ont cassé une petite graine hier à l'Elysée avec Papandréou et sa pulpeuse moitié. Non, mais de quoi je me mêle ? C'est un copain à eux, l'ex-premier ministre grec. Et, bon, ils la connaissent pas encore, la grosse Dimitra, l'hôteesse de l'air explosive sur qui circulent à Athènes d'horribles calomnies. On prétend qu'à l'époque où il l'a rencontrée elle se tapait tout l'équipage de l'Olympic Airways, y compris le pilote automatique.

Quoi qu'il en soit, elle avait envie d'un manteau de fourrure, et son chéri en a profité pour demander à Dimitra où il pourrait en avoir un au rabais. C'est pas qu'il soit regardant, non, c'est un réflexe conditionné. Son passage au pouvoir a fait plein d'histoires, des histoires de fric, et, bien qu'il y soit plus, il s'adonne toujours qu'on lui casse les prix.

Ca tombe bien parce que, pour mon Mimi, l'amitié ça n'en

a pas, de prix. Rappelez-vous quand il disait de son compagnon de promenade impliqué dans je ne sais plus quelle affaire... Comment il s'appelait, déjà... ? Enfin, voyez qui je veux dire : Fallait-il que je me brouille avec lui parce que de pauvre il était devenu riche ? Non, bien sûr que non ! A ce compte-là, il pourrait plus jouer au golf avec personne.

Et puis c'est un socialo, Papandréou, c'est le chef du PASOK, et c'est pas parce qu'il a mis son parti dans la crotte qu'il faut lui refuser un coup de main à la veille des élections. Tiens, à propos, vous savez que Théodorakis, cet ancien militant de gauche, a passé l'arme à droite tellement il est dégoûté par la corruption, le terrorisme téléguilé, les méthodes policières et les scandales financiers qui ont éclaboussé le règne de son petit canard, à Dimitra.

De quoi ils ont parlé tous les quatre à ce déjeuner ? Secret défense. Défense de frapper dans la soupe servie en toute intimité par un vieux ménage à un couple de jeunes mariés.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Bibliographie : « Mendès France, ou la solitude de l'opposant », par Jacques Fauvet ; « Angolaise, électronique, écologie et participation », par Romain Jacoud 2

M. Papandréou à l'Elysée

Les conservateurs et les communistes grecs dénoncent une « ingérence » dans la campagne électorale 4

La campagne électorale en Espagne

Le Parti socialiste se présente comme le champion du « progrès tranquille » 5

Le budget à l'Assemblée

Une délégation du groupe socialiste devait rencontrer, mardi 17 octobre, M. Rocard avant l'ouverture de l'après-midi de la discussion budgétaire à l'Assemblée 8

L'intervention de M. Fiterman

Le texte intégral présenté par l'ancien ministre lors du dernier comité central du PCF 10

SECTION B

Sécurité intérieure

M. Joux a inauguré l'Institut des hautes études de sécurité intérieure, un lieu de formation, de recherche et de communication 14

La mansuétude de la chancellerie

Le ministère de la Justice a annoncé la levée des vingt-sept révoications sanctionnant les surveillants de prison grévistes. Un élève-surveillant est licencié et une vingtaine de gardiens font l'objet d'exclusions temporaires 15

Une rentrée universitaire sous chapiteau

Faute de place dans les bâtiments, les huit cents étudiants inscrits en première année de droit à l'université Paris-XIII-Villetaneuse ont suivi leur premier cours sous un chapiteau de toile 15

Masson rachète Belfond

Objectif : créer dans l'édition un nouveau groupe sur le marché des encyclopédies 16

Jules Romain à Mantoue

Au palais Té, construit et décoré par Jules Romain, une exposition retrace l'itinéraire d'un athlète complet de la Renaissance italienne 17

La mode qui se porte

Plus de cent créateurs vont présenter leurs collections « off » et « in »

cour Carrée du Louvre. Pendant ce temps, se diffusent par millions des vêtements consommables. Qui influence qui ? 19

Coupe d'Europe de football

Le club de Paris-Saint-Germain espère beaucoup de la venue de la Juventus de Turin mercredi soir au Parc des Princes pour remplir un stade trop souvent désert 28

SECTION C

La grève des impôts

M. Blondel (FO) se prononce pour la levée du blocus des centres informatiques 31

Les primes des fonctionnaires

Des rémunérations annexes apportant aux agents des finances des majorations substantielles à leurs traitements 31

Technologie

Grâce à un circuit électronique, l'embarquement sans pilote de Bertin, première société de recherche sous contrat 32

Mauvais trimestre pour IBM

Le bénéfice net est en chute de 30 % 34

SCIENCES • MÉDECINE

Un entretien avec le président du conseil de l'Ordre

Le docteur Louis René, président du conseil national de l'Ordre, explique de quelle manière l'Ordre mène et intensifie sa réflexion sur l'éthique et la morale médicales 21

Élevage et course au rendement

Par souci de rentabilité, les espèces d'élevage sont de moins en moins variées 22

Services

Abonnements 23
Campus 26
Carnet 26
Cinéma 25
Marchés financiers 34 et 35
Météorologie 26
Mots croisés 27
Radio-Télévision 27

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1989 a été tiré à 565 514 exemplaires

Mort de l'écrivain yougoslave Danilo Kis

L'écrivain yougoslave Danilo Kis est mort, dimanche 15 octobre, à Paris, des suites d'un cancer, il était âgé de cinquante-quatre ans.

Né en 1935 à Subotica, à la frontière yougo-hongroise, au carrefour d'influences culturelles multiples, Danilo Kis était par excellence un écrivain de l'Europe centrale qui n'avait jamais pu oublier la peur de l'enfant voyant le massacre des juifs de Novi-Sad en 1942. Il avait passé son enfance au Montenegro, avant de venir à Belgrade. Pariant couramment le serbe comme le hongrois, le russe et plus tard le français, il avait traduit les plus grands écrivains et poètes : les hongrois (Pótfi, Ady, Attila József), russes (Mandelistam et Esenine, Tsvetaïeva), français (Céline, Baudelaire, Verlaine, Prévert, Queneau), des traductions monumentales qui marqueront toute son œuvre.

Diplômé de littérature comparée, il sera dans les années 70 lecteur de serbo-croate dans différentes universités françaises — Strasbourg, Bordeaux — avant d'enseigner à Lille. On va mesurer trop tard l'importance, la grandeur, la hauteur de vue d'une œuvre que masquaient une virtuosité remarquable et qui faisait la synthèse de tout un territoire sémantique et culturel. C'est une forme de biographie intellectuelle que Danilo Kis développera tout au long de ses livres, que des moyens différents, en utilisant son héritage comme un inventeur qui soumettrait son sujet à plusieurs expérimentations : « Je pense qu'écrire est un acte solennel, donc que l'on ne peut écrire

qu'alors qu'on sent cette nécessité de dire des choses, de les exprimer », disait-il. C'est cette nécessité créatrice de spiritualité qu'on retrouve dans *Sablier* (1982), *Chagrins précoces* (1984), *Jardin, cendre* (1971) que Gallimard vient de republier, ensemble, dans sa collection « L'imaginaire » sous le titre *Le Cirque de famille*, qui compose une sorte de trilogie, de triptyque. Le narrateur raconte son enfance en Yougoslavie et en Hongrie pendant la guerre, retraçant un père inoubliable, Edouard Sam, juif de Hongrie, illuminé, possédé ou prophète, ivre d'alcool autant que de son propre verbe. Edouard Sam disparaît après la guerre, comme un touriste qui ne reconnaît pas les siens, laissant comme un rêve dans l'esprit de son fils.

« Je ne connais personne avant lui qui aurait tenu d'abord ce sujet immense, le destin juif sous Hitler, avec les seules armes dignes d'un poète : la maîtrise souveraine du langage, saisir les tristes mœurs de l'ère, saisir et montrer le génie du devenir, d'un devenir psychologique, historique, anthropologique », voilà ce qu'écrivait Piotr Rawicz dans sa préface à *Sablier*. D'autres livres, *Un tombeau pour Boris Davidovitch* (1981) et *Encyclopédie des morts* (1985), dans des traductions dues à Jean Desca et Pascal Delpech, avaient également paru chez Gallimard tandis que les éditions Grasset venaient d'éditionner les premiers textes de l'écrivain, la *Mansarde*. Traduit depuis peu aux États-Unis, Danilo Kis allait être célèbre. Il le sera à titre posthume.

NICOLE ZAND

Mort du facteur d'orgues Alfred Kern

Le facteur d'orgues Alfred Kern est mort vendredi 13 octobre. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Alfred Kern, né le 17 février 1910 dans le Bas-Rhin, était un des grands facteurs d'orgues français. Après avoir travaillé dans divers ateliers alsaciens, il s'était établi à Strasbourg-Kronembourg en 1953 et s'était révélé comme un des maîtres modernes de la traction mécanique qui a permis la restauration des orgues classiques dans leur authenticité.

On lui doit en particulier la restauration ou la reconstitution des orgues de Saint-Séverin, du chœur de Fontainebleau, de Notre-Dame des Blancs-Manteaux, de Saint-Jacques du Haut-Pas et de Notre-Dame-des-Victoires, ainsi que de nombreux orgues neufs, tel celui de l'église méthodiste de Dallas en 1978, le premier orgue d'esthétique française à mécanique suspendue, construit aux États-Unis.

Dassault modernisera vingt Mirage belges

Deux entreprises françaises, Dassault et SAGEM, participeront, avec les firmes belges SABCA et Fabrisys, à la modernisation de vingt Mirage-5 de l'armée de l'air belge. Le contrat global est de 3,5 milliards de francs belges (environ 220 millions de francs français). La SAGEM fournira en sous-traitance les systèmes de navigation, d'armement et de reconnaissance. Dassault, le constructeur de l'armée de l'air belge, a été doté de la version de ravitaillement de carburant sous pression. La firme belge Fabrisys sera responsable du câblage électronique des avions, tandis que la SABCA coordonnera l'ensemble de l'opération. Onze avions Mirage-5 BA et cinq de la version biplace BD recevront des équipements leur permettant d'assurer aussi des missions de reconnaissance. Les travaux auront lieu entre 1990 et 1994. Sur les cent-six Mirage-5 dont l'armée de l'air belge a été dotée depuis décembre 1970, soixante-quatre restent en état de voler. Les quarante-quatre qui n'auront pas subi de transformations seront mis hors service vers 1995. — (AFP.)

(Publicité)

Sondage

Unanimité pour Duriez

Un récent sondage auprès des utilisateurs de machines à dicter fait ressortir une écrasante majorité pour la qualité, le choix et le prix de la gamme des 35 modèles disponibles chez DURIEZ. A gauche comme à droite, dans les entreprises comme chez les particuliers, la tendance est encore plus favorable chez les actifs de 30-54 ans. Quant au service après-vente DURIEZ, il est plébiscité par les sondés qui n'ont refusé qu'une seule chose : qu'on leur dicte leur opinion ! EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE.

3, RUE LA BOÉTIE (8^e)
TEL. : 47.42.91.49
112, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 46.33.20.43
132, BD St-GERMAIN (6^e)
TEL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F.

Fidèle...
"Il me faut chaque jour une eau digne de l'imaginaire marin."
VOLVIC possède ce caractère.
Pierre LAROCHE
Le Divilleur
Aux meilleures tables, exigez VOLVIC.

3617
tarifmedia
Les performances de la télématique en plus

Ne commandez pas votre PEUGEOT
205 • 309 • 405 • 605
sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21